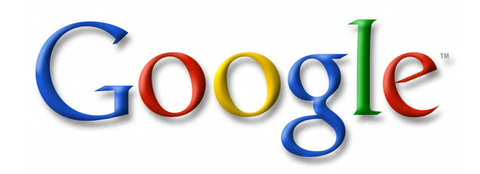
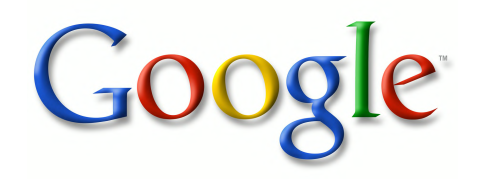
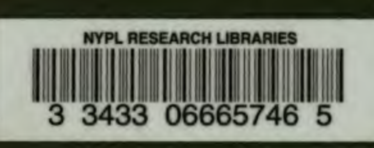
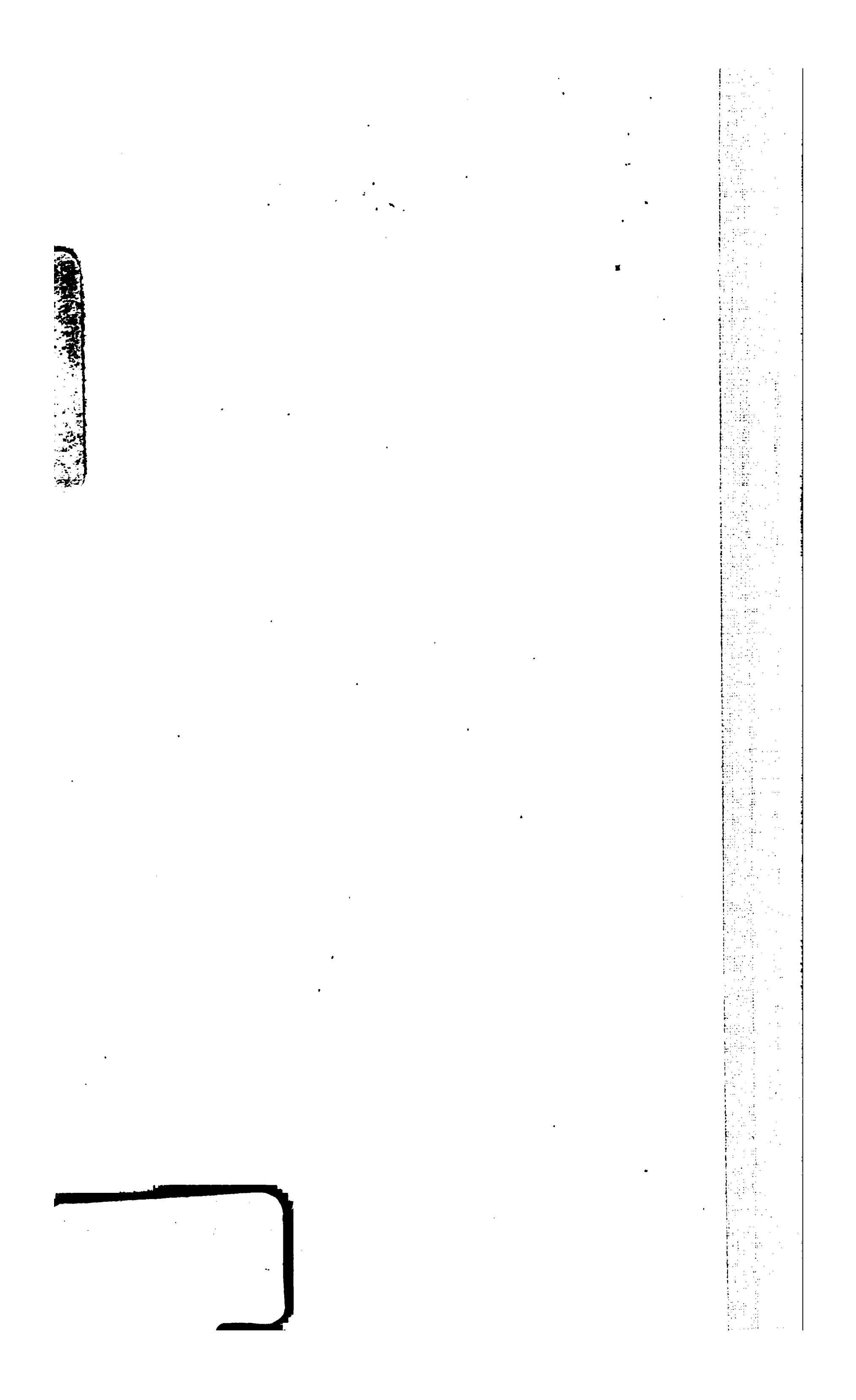






NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 06665746 5





HISTOIRE DE FRANCE,

DEPUIS

LA RÉVOLUTION DE 1789;

Écrite d'après les mémoires et manuscrits contemporains, recueillis dans les dépôts civils et militaires.

Par F.-EMMANUEL TOULONGEON, ancien militaire, ex-constituant, membre de l'Institut national, de la Légion d'honneur et du Corps législatif.

Avec Cartes et Plans.

Quæque ipse... vidi...

TOME SIXIEME.



A PARIS,

Chez TREUTTEL et WÜRTZ, libraires, ancien hôtel de Lauraguais, rue de Lille, n° 17, vis-à-vis les Théatins;
Et à STRASBOURG, même maison de commerce.

1810.

HISTOIRE
DE FRANCE,
DEPUIS 1789.

ONZIÈME ÉPOQUE.
AN VI (1796.)

Etablissement du Directoire. Fin de la guerre de la Vendée. Affaires d'Italie. Bataille de Millésimo. Passage du Pô. Bataille de Lodi. Traité de paix avec le roi de Sardaigne. Bataille de Borghetto. Passage du Mincio. Siége de Mantoue. Passage du Rhin par les armées de Sambre-et-Meuse et celle du Rhin-et-Moselle. Progrès de ces deux armées en Allemagne. Retraite de l'armée de Sambre-et-Meuse. Retraite de l'armée de Moreau. Levée du siége de Mantoue. Bataille de Castiglione. Bataille d'Arcole. Négociation de l'Angleterre. Prise de Mantoue. Traité de paix avec le Pape. Passage du Tagliamento. Prise de Trieste, de Brixen. Traité de Léoben. Passage du Rhin par l'armée du Rhin-et-Moselle. Entrée à Venise. 18 Fructidor. Situation de l'Europe.

LA France avait pour la troisième fois une forme de gouvernement avoué et reconnu; XI.e Ep. an 6.e (1796.)

la République était fondée sur une base, non pas inébranlable, mais suffisamment assurée pour attendre, sans subversion, les changemens qu'indiqueraient les inconvéniens et les obstacles. Dans un essai de ce genre, le personnel des cinq Chefs de l'Etat devait entrer pour beaucoup. On crut, par un systême de balance et de contrepoids, mettre ces pouvoirs en équilibre; mais, comme forces opposées, leur équilibre devait les nécessiter au repos, c'est-à-dire, à l'inaction. On avait oublié, en choisissant des hommes de partis et de caractères opposés, que ces contrepoids, pour agir utilement, devaient tendre à un but commun; mais les intérêts de partis sont toujours plus actifs que l'intérêt public; et cette compensation des prétentions différentes, résultat d'un traité entre deux partis contraires, fut plus nuisible à la chose publique que ne l'eût été la prépondérance d'un parti dominateur qui, du moins après la victoire, intéressé à l'ordre, est en état de détruire toutes les oppositions qui entraveraient sa marche.

Le caractère personnel des cinq Directeurs aurait seul pu être un correctif à ce défaut, mais le contraire existait; deux

avaient été pris dans chaque parti ou avaient été choisis comme tels. Le cinquième, Laréveillère, fut pris comme modérateur entre eux; ce ne furent ni des qualités très-remarquables, ni des talens éminens qui le portèrent au Directoire. On se contentait de trouver en lui ce qu'il avait prouvé dans la première Assemblée constituante, une droiture d'intentions et de principes, avec les qualités estimables d'un citoyen assez éclairé, sinon pour diriger par lui-même les affaires, au moins pour démêler le vrai dans les discussions, et décider la majorité pour le bon et l'honnête. L'opinion publique, à cette époque, lui étoit favorable. Pendant la Convention il n'avait donné dans aucun des excès de partis, et s'étoit conservé leur estime; il eut peine à se charger d'une tâche qu'il croyoit au-dessus de ses forces, dans des circonstances aussi critiques; mais bientôt, lorsqu'il vit que tout s'améliorait, et que les premiers efforts de l'administration étaient secondés et obtenaient des succès au dehors et pour la police générale, il paya intérieurement un tribut presqu'inévitable à l'humanité; il s'appropria des succès qu'il voyait comme une suite et un résultat

XI.e Ép. an 6.e (1796.) de l'emploi de modérateur qui lui était confié ; il se fia à ses forces, en détourna l'emploi, et, croyant avoir conçu un système qui allait attaquer la cause du mal à sa source, il crut pouvoir se faire chef de secte religieuse. On essaya la doctrine des *théophilanthropes*, espèce de religion naturelle qui ne pouvait convenir au vulgaire. Cette tentative n'ayant pas réussi, il se laissa aller au zèle de sectaire ; son humeur, naturellement douce, s'altéra ; il se livra aux conseils de quelques hommes passionnés ; ils exaltèrent son amour-propre et ses prétentions ; il épousa leur ressentiment, et abandonna le parti de la modération qu'il avait suivi, dont il avait fait profession, et qui le caractérisait. Quand la journée du 18 fructidor arriva, ce fut à lui que s'adressa plus spécialement le mécontentement public, parce qu'on savait qu'il avait tenu la balance entre les deux partis prononcés au Directoire, et qu'en se décidant pour celui de la violence, il avait ainsi manqué à la confiance qu'on avait eue jusqu'alors en sa moralité ; il se justifia depuis de toute autre imputation, lorsqu'en sortant de la première place de l'État, dans une honorable médiocrité, il fut réduit à demander une

chaire de professeur, pour l'aider à élever sa famille.

Barras avait paru un moment aux premiers jours de la révolution en 1789, comme attaché au parti que l'on appelait alors royaliste. Au 13 vendémiaire il prit une part très-active à cette journée, et c'est de cette époque qu'il fixa l'attention du parti qu'il avait servi. Ceux qui avaient été trop loin en révolution le regardèrent comme leur protecteur et comme une forte barrière contre les tentatives de ceux qui voudraient la faire rétrograder. Un extérieur avantageux, de l'esprit naturel, peu de connaissances acquises, livré aux plaisirs, peu d'application au travail, prodigue, aimant la magnificence, et par conséquent les courtisans et les flatteurs : ce mélange de qualités heureuses et nuisibles, rassembla autour de lui les intrigans ; il devint le centre de tout ce jeu des partis étrangers ou intérieurs, nécessairement l'instrument des uns et des autres, et sur-tout le patron des parasites, qui avaient intérêt qu'on oubliât le passé, et qui ne voyaient dans l'avenir que les chances qui pourraient devenir favorables à leur fortune ; il représentait en quelque sorte pour le Directoire, et seul tenait une Cour.

XI.e Ep. an 6. (1796.)

Rewbel était exercé au travail; avec l'esprit des affaires, il avait marqué dans l'Assemblée constituante comme orateur instruit dans les questions contentieuses et administratives, entier dans ses opinions, ce qui fait supposer un caractère prononcé, défiant par peu d'habitude des hommes, avant les événemens qui ne justifiaient que trop ce défaut, et par cela même dissimulé et toujours en garde; on l'accusa beaucoup d'avarice, ce qui est plutôt une qualité qu'un défaut dans l'homme public. Gêné par les institutions républicaines dans l'exercice de son autorité limitée, il aurait voulu une magistrature absolue, et se sentait le desir d'en être le chef, même inamovible. Il fut choisi comme instruit des lois et des détails de l'administration civile; le gage qu'il avait donné à la révolution, dès la première Assemblée, par sa détermination au parti de la liberté publique, et peut-être même ses formes peu conciliantes, parurent aux patriotes une garantie favorable au systême républicain.

Letourneur avait fait preuve de talens et de fermeté dans plusieurs missions dont il avait été chargé pendant la Convention; mais

l'esprit du commandement lui manquait, et dans une place éminente il ne sut pas s'élever à la hauteur de ses fonctions, et sur-tout, par méfiance de soi, il resta au premier rang ce qu'il avait été au second.

Carnot avait étudié l'art militaire comme science réduite à des principes et à des calculs, dans le corps des ingénieurs français; cette connaissance acquise lui assura d'abord le département de la guerre dans la distribution des fonctions directoriales. Carnot avait paru, pour la première fois, dans la carrière politique, à l'Assemblée législative, et, sans donner dans les exagérations qui amenèrent ce qu'on peut appeler la seconde révolution en France, il s'était d'abord annoncé nettement en faveur des opinions républicaines, et toute sa conduite soutint ce caractère. Un jugement mûri par la méditation, le décidait à réaliser des grandes idées et des plans vastes, quand il les avait conçus et combinés. Une facilité de caractère dans les relations sociales et dans les communications journalières de l'administration, le firent estimer sans le faire craindre; les patriotes comptaient sur lui, et le parti opposé ne le redoutait pas comme un adversaire dange-

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

reux ; ses formes n'avaient rien d'imposant ni rien de cet appareil de représentation obligée qui rend les fonctions de l'autorité supérieure fatigantes pour elle-même et pour tous les rangs qui ressortent d'elle ; et c'est peut-être à cette simplicité dans les formes qu'il dut de survivre, dans l'estime générale, aux fonctions de la place que les circonstances l'appelèrent à occuper dans le comité de salut public ; en la quittant il n'eut point à se défendre, et put se charger hautement de l'apologie d'une partie de ses collègues.

Mais à peine le Directoire établi et constitué, il put s'appercevoir qu'il était entouré de ses ennemis. Dès que les grandes places secondaires furent prêtes à être données, tous les personnages à prétentions de tous les partis se les disputèrent, et ses choix, une fois connus, aliénèrent de lui tous les prétendans exclus ; la plupart étaient membres des Conseils, et chacun y rapportant ses opinions ou ses intérêts opposés, y rallia ses sectateurs, qui, restant opposés sur leurs bases, se trouvèrent réunis dans leur ressentiment commun contre un pouvoir exécutif dont ils n'avaient pu obtenir ce qu'ils

croyaient dûs à leurs services ou à leurs prétentions.

XI.e Ep. an 6.e (1798.)

L'histoire du Gouvernement directorial est donc divisée en deux époques absolument dissemblables dans leur système, dans leur régime et dans leur résultat.

Le Directoire, à son avénement, trouva la République dans un état de détresse générale, soit dans les armées, soit au civil, dans l'administration et dans les finances; jusqu'au 18 fructidor, il s'occupa et réussit à réparer toutes les parties défaillantes de l'édifice social ; la victoire fut réorganisée, comme on le disait alors, et dans l'intérieur les troubles s'appaisèrent; on connut le règne de la loi, et la constitution admise fut en vigueur; la disette factice qui tourmentait la capitale, cessa, et la nation jouit un moment des avantages d'un gouvernement libre au dedans et respecté au dehors. Tout changea après les événemens du 18 fructidor; et sans préjuger les causes et le fond de ce grand procès, on ne peut dissimuler que toutes les formes furent opposées à celles indiquées par les lois, et voulues par la raison même et par la politique.

Le premier acte du Directoire sembla un

XI.e Ep. an 6.e (1796.) conseil des ennemis de la chose publique. Par un message aux Cinq-cents il demanda qu'il fût mis à sa disposition une somme de 3 milliards en assignats; ce n'était pas cinquante millions en numéraire, mais c'était achever le discrédit du papier, c'était compromettre les deux nouvelles autorités législatives, ainsi qu'il arriva, mais sans le succès prévu et espéré; les Cinq-cents accordèrent les trois milliards demandés, mais les Anciens, mettant en exercice leur prérogative constitutionnelle, rejetèrent le décret, et, contre l'attente, leur droit ne leur fut pas disputé. On put dès-lors penser qu'on avait un Gouvernement organisé, un instrument politique maniable, et une garantie suffisante de la séparation des pouvoirs; et il est à remarquer que, dans le cours des années où la législation fut exercée par deux Conseils, le refus de sanction de l'un ne fut jamais la cause ou le prétexte d'un trouble; le Conseil des anciens exerça sans opposition le droit de rejet que la Constitution établie lui avait attribué.

La première opération qui devait naturellement appeler l'exercice de l'autorité du Gouvernement, était cette guerre civile de la Vendée. Elle était plus réduite et contenue

que pacifiée; le Directoire sut choisir l'homme doué des qualités nécessaires à cette entreprise. Parmi les généraux de la révolution, on en distingua plusieurs qui, sortis des emplois subalternes, s'étaient élevés par les talens, à la hauteur de leurs fonctions; Hoche avait d'abord, de sous-officier dans le corps des Gardes-Françaises, été porté par les événemens et par ses actions au commandement en chef; il fut appelé par le Directoire pour aller finir cette guerre d'opinions et de préjugés, et par cela même plus difficile à conduire et à terminer. Hoche fut un de ces hommes à grands talens et à grand caractère, nés de la révolution. Hoche fut un de ceux que la France révolutionnaire perdit trop tôt, parce que, à un génie vaste, il joignait le sentiment de la liberté publique, la droiture et la modération; il était né de parens pauvres, attachés au service des équipages de chasse de Louis XVI; jeune, il s'engagea dans le corps des Gardes à pied de la maison du Roi, et y fut bientôt distingué. Les deux premières campagnes lui firent passer rapidement les grades subalternes; il était à la tête d'un corps d'armée pendant la troisième année de la République,

XI.e Ep. an 6.e (1796.) défendit Dunkerque, et y déploya les talens du commandement; il dirigea en partie les grands mouvemens qui débloquèrent Landau et forcèrent les lignes de Weissembourg; bientôt poursuivi par ce systême de subversion intérieure, qui finissait toujours par atteindre les généraux utiles, il fut dénoncé, arrêté, jugé, et acquitté avec peine. Ce fut alors que le Directoire jeta les yeux sur lui, et eut le mérite de prévoir en lui des qualités supérieures à celles qu'il avait pu développer aux armées, celles d'un négociateur habile, d'un pacificateur modéré, et d'un citoyen aimant son pays.

La Vendée alors avait, pendant les courts intervalles de repos et par les armistices, suite de la première paix signée, perdu une partie de cette énergie terrible, qu'elle avait due au double fanatisme religieux et politique; mais les passions étaient plutôt contenues que calmées. Les chefs se reposaient peu sur la foi des traités, qu'eux-mêmes ne voyaient que comme un palliatif accordé de part et d'autre à la nécessité; ils avaient signé la paix faute de moyens pour continuer la guerre, et ne réclamaient pas plus de confiance qu'ils n'en donnaient; il s'agissait donc moins de

les combattre et de les vaincre, que de les empêcher de se mettre en état d'être combattus et vaincus. L'excellent jugement de Hoche saisit cette vérité, et il en fit la base de son plan de conduite. Il écrivait au Directoire : « Des « proclamations sages et modérées feront plus « ici que du canon de 16 ». Son armée, répandue dans des cantonnemens, était livrée à tous les désordres, suite de l'indiscipline; Hoche parvint avec peine à la réunir dans des camps, mais dès-lors la discipline militaire put y être rétablie, et l'habitant, ranimé, put apprécier ce système inconnu pour lui; il put écouter ces proclamations sages, qui lui promettaient la paix pour prix de sa soumission aux lois. Ces colonnes mobiles, jadis connues sous le nom très-mérité de *colonnes infernales*, marchèrent avec ordre et méthode; et leur direction, qui ne fut plus marquée par la dévastation, l'incendie et les massacres, ne tendit qu'à resserrer ce qui restait d'hommes armés à Stofflet et à Charette.

Hoche ouvrit la campagne au commencement de l'automne, avec un corps de quatorze mille hommes. La première action se passa à Belleville, où, après une résistance d'abord opiniâtre, les Vendéens furent dé-

faits; Charette, réduit à une guerre de ruse et d'observation, pour dérober les débris de son armée à l'activité et à la vigilance du général républicain, n'espérait plus que dans une diversion que pouvait opérer Stofflet; mais ce chef hésitait à reprendre les armes.

A Mortagne, une partie de la garnison sortit, se croyant dans une paix tranquille, et ne rencontrant que des hommes occupés des travaux de leurs champs. Sapinaud commandait secrètement dans cette partie. Au signal le pays se soulève, Mortagne est repris; la troupe qui veut y rentrer est défaite, et toute cette armée victorieuse disparaît, on ne revoit plus que des cultivateurs. Hoche fit parcourir cette contrée par une colonne mobile; mais au lieu de dévastation et de représailles, il fit placarder dans tous les villages cette affiche simple et énergique :

La République enlève vos grains et vos bœufs pour vous punir de votre perfidie dans l'affaire de Mortagne; rendez vos armes et vous aurez vos bœufs.

Ce fut par ce mélange de rigueur et de ménagement, de force et d'adresse, de tactique guerrière et de séduction politique, avec des lois et des caresses, que Hoche avait su re-

gagner une partie des habitans; il en était habilement servi par un système d'espionnage, qui l'instruisait de tous les projets et des mouvemens de l'ennemi.

Un nouveau système de guerre se renouveloit, plus difficile à déjouer et à combattre. Dans cette partie de l'ancienne Bretagne, à laquelle les vastes lagunès du Morbihan ont donné leur nom, de nouveaux chefs de chouans s'étaient réunis aux anciens, et y avaient organisé un système de défense que le local favorisait, et un système d'attaques partielles et furtives que la science militaire ne pouvait atteindre. George Cadoudal, Lemercier, Silz, Grisalles, ancien officier de marine, Dubonais, Saint-Régent, Lantivi, Jean-Jean Lominé et Jonclin, Bonfils, Brulon, tous ces chefs avaient adopté une organisation insurrectionnelle active, et plus embarrassante encore que dangereuse. Le noyau de cette armée éparse était formé par une réunion de deux cents hommes d'élite, fournis par chacune des divisions de cette même armée, et servant de garde au général. « Ainsi, dit un historien contemporain, le fils d'un paysan qui touchait à peine à sa vingt-quatrième année, qui ne s'était distingué que par une

 bravoure extrême, commandait d'anciens officiers de la caste militaire, et se voyait à la tête de vingt mille hommes armés pour la cause du Roi et des Nobles». Et telle fut alors l'influence des opinions démocratiques, même dans le parti contraire, que l'on vit un certain Guillemot, chef en sous-ordre dans un canton, faire traduire devant lui le comte de Boulainvilliers, accusé assez légèrement de concussions, le faire juger à mort et exécuter en sa présence. Un conseil central, composé en partie de prêtres et de gens de loi, régissait toute cette organisation, réglait l'administration et la correspondance. Puisaie, qui, après les événemens de Quiberon, avait osé reparaître dans le Morbihan, osa encore se présenter pour être admis dans ce conseil; il y fut arrêté, traduit devant George, et ne dut la vie qu'à son éloquence et à une présence d'esprit qu'il sut retrouver dans une cause personnelle. Pendant toute cette campagne, les escadres anglaises croisèrent sur les côtes, essayèrent des débarquemens partiels, dont plusieurs réunirent des émigrés aux différens corps commandés par les chefs des chouans; eux-mêmes furent distribués dans les différentes divisions de cantons, pour y

faire des levées ; d'autres furent réunis en corps, et formèrent ce que l'on appela les *chevaliers catholiques*. Toute cette organisation de royalistes ne pouvait atteindre le but que l'on s'était proposé, parce que tous les élémens en étaient discors. Le Gouvernement anglais, qui payait, ne voulait que prolonger la guerre et non la finir. Les chefs, nobles émigrés, devenaient par leurs prétentions, l'objet de la jalouse inquiétude des chefs vendéens et chouans ; ceux-ci recevaient les titres et brevets qu'ils leur apportaient de la part des Princes, mais n'étaient nullement disposés à leur céder tout ou partie du commandement. Les habitans se lassaient d'être les instrumens des uns et des autres ; les Princes, toujours annoncés et promis, n'arrivaient pas.

Le système de guerre adopté par Hoche, arrêtait le cours des désordres et du pillage, qui, jusque-là, n'avait servi qu'à faire prendre les armes aux habitans, poussés à bout par ces excès. Les avantages des armes républicaines sur le Rhin, permirent de porter quarante mille hommes sur la Vendée ; un plan plus vaste et plus complet, présenté par Cherin, fut adopté ; et Hoche, armé

XI.e Ép. an 6.e (1796.) du titre de général en chef des côtes de l'Océan, put dire : « Je suis donc libre enfin « de terminer cette malheureuse guerre ».

Dès le commencement de cet hiver, Hoche, par des mouvemens combinés sur toute sa ligne, s'était rendu maître de tous les postes importans. Les bataillons républicains commandés par le général Gratien, avaient défait le centre de l'armée vendéenne à Saint-Fulgent, à Bourg-Neuf, enfin, au poste déjà fameux des Herbiers. L'armée de Charette, resserrée, n'avait plus de retraite que dans les forêts.

A tous les moyens militaires de force et de ruse, Hoche avait su joindre ceux d'une politique sage, qui lui regagna l'affection des prêtres; il sut employer aussi des moyens de séduction, qu'il dut à son âge et à ses qualités aimables. Plusieurs femmes royalistes devinrent zélées républicaines, et le servirent utilement dans ses rapports avec les habitans du pays. Cette correspondance secrète le tint au courant de toutes les résolutions qui se prenaient dans le conseil central des amis de la royauté. Bientôt un parti s'y forma contre Charette; plusieurs de ses lieutenans entamèrent une négocia-

tion, suivie d'un traité avec le général républicain, qui, fidèle à sa parole donnée, leur laissa la retraite libre vers l'Angleterre, qui les avait employés. Charette, abandonné, fit un dernier effort, et ce fut son dernier succès. Deux camps des républicains furent attaqués et forcés au château de Loie et aux Quatre-Chemins ; plusieurs des chefs vendéens y furent tués, et cette perte était irréparable. Bientôt la disette se fit sentir dans leur armée, sur son propre territoire. Charette essaya alors de pénétrer dans celui où commandait Stofflet, mais il fut attaqué et défait en chemin par des colonnes républicaines, le et découragement dispersa le reste de son armée, déjà réduite à trois mille hommes rassemblés avec peine. Le désespoir en lui se tourna en férocité; il devint redoutable à ses subordonnés; les moindres soupçons étaient suivis d'exécutions sanglantes. « La « terreur, dit un écrivain contemporain, « régna dans le parti vendéen comme elle « avait régné dans le parti contraire ». Sa perte fut retardée un moment, par celle de Stofflet, qui cédant enfin à des témoignages séduisans de la faveur des princes français, avait consenti à recommencer la

XI.e Ep.
an 6.
(1796.)

XI.e Ep. an 6.e (1796.) guerre; mais aux premières tentatives, surveillé, suivi, livré par un des siens, il fut découvert la nuit dans une ferme, et saisi avec ses deux aides-de-camp. Traduit à Angers devant la commission militaire, sa dernière parole fut *vive le Roi*. Cet homme extraordinaire fut un des premiers moteurs de la guerre de la Vendée. Soldat, garde-chassé; il arriva au commandement par la confiance de ses soldats. Doué d'une ame forte et quelquefois élevée, de talens militaires et d'un esprit d'ordre qui l'éloignait de l'indiscipline et du pillage, il conserva un extérieur simple et modeste, et laissa un nom distingué parmi les chefs qui soutinrent cette guerre. Un de ses aides-de-camp qui partagèrent son sort, était un jeune officier de la maison de *Lichtenstein*. Prisonnier aux frontières, il s'était d'enthousiasme attaché à Stofflet. Charette survécut peu à son collègue; l'habile activité de Hoche le poursuivait sans relâche. Hoche avait sagement fait publier que les chefs vendéens et même les émigrés seraient libres de sortir du territoire de la République, et plusieurs en profitèrent. Charette fut vainement pressé par les siens de conserver son nom à son parti, et de passer en Angleterre.

Hoche lui offrit un vaissau et la disposition de ses revenus, avec sûreté pour lui et les siens de se rendre à Jersei. Sa réponse, ferme dans son opinion, étonna son ennemi même, de la part d'un chef de parti sans soldats, sans asyle et sans espoir. Poursuivi, cerné, épié par trois colonnes, il ne lui restait que cent cinquante cavaliers et quarante fantassins déserteurs; atteint, et presque tous ses officiers tombant à ses côtés, il échappe encore, mais à pied, laissant tous ses chevaux et le dépôt de sa correspondance avec les princes. Réduit à quarante soldats, il errait de ferme en ferme, « traqué de bois en bois pendant plus de « vingt jours »; enfin blessé de deux coups de feu, il marchait soutenu par deux hommes, mais un de ses guides tomba mort, l'autre se dévoua pour lui, et dit qu'il était *Charette*. Cette ruse généreuse le sauva un moment, il s'échappait se glissant le long d'un fossé, plusieurs soldats l'entourent; il ne voulut se rendre qu'à l'officier. Il importait que cette prise si souvent dénoncée, si souvent démentie, fût publique. Blessé, exténué de fatigue, Charette fut traîné à Nantes, distant de vingt lieues : là, promené dans cette ville, où il était entré l'année précédente entouré du cor-

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

tége et de l'éclat d'un chef, l'avide curiosité put se repaître de ce spectacle. Sans se plaindre, il dit seulement à l'officier qui commandait son escorte : « Si je vous eusse pris, je « vous aurais fait fusiller sur-le-champ ». Ses réponses au tribunal furent « fermes et nobles ». Sur le terrein de l'exécution, il découvrit sa poitrine et tomba en disant : *Vive le Roi.* Voici le portrait qu'on retrouve de lui dans les écrits du temps. « Charette était « maigre, nerveux, et d'une taille moyenne, « le teint jaune, les yeux noirs et vifs, la « bouche cave, les lèvres grosses et le menton « saillant ; sobre, endurci aux fatigues, poli « avec ses officiers, familier avec le soldat, « aimant la danse et les femmes ; ennemi du « luxe, mais recherché dans ses vêtemens ; « jaloux, haineux, souvent sanguinaire, sa « constance, son activité, son désintéresse- « ment et sur-tout son adresse pour suppléer « aux forces qui manquaient à son parti, l'ont « élevé au niveau de sa renommée, doué de « cette force d'ame qui fait appercevoir sans « crainte les dangers, il sut opposer une iné- « branlable patience aux événemens, et bra- « ver toutes les douleurs ; vaincu, blessé, ma- « lade, il supporta, sans donner le moindre

« signe de faiblesse, les fatigues d'un long « voyage, les angoisses de la prison, les for« malités d'un jugement et l'appareil du sup« plice ». Vingt ames de cette trempe se prononcèrent dans ce parti vendéen, autant dans celui de leurs adversaires. Certes, la politique qui les mit aux prises, et qui se servit des uns pour combattre les autres, cette politique étrangère put s'applaudir ; elle eut du moins le mérite de savoir habilement choisir ses moyens.

Après la mort de Charette et de Stofflet, la guerre de la Vendée ne fut plus qu'une guerre de partisans : chaque chef de troupe ne montra de la résistance que pour assurer ses capitulations ; et la guerre des Chouans qui se prolongea encore quelque temps, se réduisit à des excursions de bandes partielles et momentanées, sans plans communs, sans rapports, et sans direction centrale. L'insurrection vraie ou simulée, qui s'essaya quelque temps après à Sancerre, ne fut qu'une tentative sans moyens, mal conçue, mal dirigée ; elle échoua au début, et ne laissa aucune trace; quelques forces réunies avec promptitude et avec intelligence dans le département de Nevers, suffirent pour éteindre ce feu

XI.e Ep. an 6.e (1798.) aux premières étincelles qui se manifestèrent.

Pour parvenir à cette pacification difficile, Hoche avait demandé qu'un gouvernement militaire remplaçât, dans tout ce pays, le gouvernement civil et constitutionnel, et cela même avait été le prétexte de plusieurs dénonciations dont le Directoire sut le défendre. Aussitôt que l'état de guerre cessa, Hoche fut le premier à demander la suppression du gouvernement militaire. La guerre des Chouans se prolongea encore dans la Bretagne et surtout dans le Morbihan; Puisaye revint d'Angleterre avec quelques secours d'hommes et d'argent; Serant, d'Autichamp essayèrent de relever le parti royaliste dans ces contrées; Georges Cadoudal résista long-temps, mais presque tous les chefs ayant posé les armes ou quitté le territoire de la République, le Directoire put enfin annoncer aux Conseils la fin de cette guerre civile; la pacification ne fut cependant ni si complète, ni si assurée, qu'il ne fût réservé aux premiers temps du gouvernement consulaire d'en *consolider l'ouvrage.*

Depuis long-temps, Hoche méditait une diversion qui reportât sur l'Angleterre les ca-

lamités dont son ministère avait fatigué une partie de la France depuis trois ans; le Directoire accueillit son plan pour opérer une descente sur les côtes de l'Irlande. Cette expédition, qui réussit dans tout ce qui semblait le plus difficile, n'échoua que par des contretemps invraisemblables, et que la prudence humaine ne devait pas prévoir. Après des obstacles sans cesse renaissans, Hoche était parvenu à rassembler une escadre et des bâtimens de transport pour embarquer quinze mille hommes; une seconde division de pareille force attendait sur le rivage, et devait suivre la première au retour de ses vaisseaux. La flotte anglaise bloquait le port de Brest; on prit le moment d'une tempête pour lui échapper, et tous les bâtimens arrivèrent successivement au rendez-vous convenu, la baye de Bentri. La seule frégate montée par l'amiral Morard de Galles, et portant le général Hoche, fut séparée du convoi, et n'arriva au lieu désigné qu'après le départ de tous les bâtimens, qui, après avoir attendu le chef de l'expédition, et n'osant débarquer sans lui, avaient tous pris successivement le parti de retourner en France, où ils arrivèrent sans perte et sans rencontrer un vaisseau

XI.e Ep. an 6.e (1798.)

XI.e Ep. an 6.e (1796.) ennemi. Cette entreprise dont le succès eût été décisif, en forçant l'Angleterre à renoncer à son influence sur le continent, servit au moins à prouver que le succès était possible, et que les flottes britanniques n'étaient pas, pour cette île, un rempart assuré. Cette expédition avait été précédée par celle de l'amiral Richeri, au banc de Terre-Neuve et à la terre de Labrador, où il réussit complètement à détruire toutes les pêcheries et les établissemens anglais. En même temps, le Directoire encouragea et facilita les armemens en course, et par des prises nombreuses, approvisionna la France de tout ce que le commerce des Anglais perdit dans ce genre de guerre, où l'avantage restait nécessairement à celui qui, n'ayant rien à perdre, avait un gain sûr à tout hasarder.

Le Directoire, après les revers qui avaient suivi la brillante campagne commencée par le débloquement de Dunkerque, de Maubeuge, et terminée par la conquête de la Hollande, prit les rênes au moment où les ennemis étaient en force sur la rive gauche du Rhin, et où les armées, repoussées aux anciennes frontières, étaient désorganisées par la désertion et par l'indiscipline, et dénuées

de tout par la mauvaise administration. Des réglemens sages et efficaces y pourvurent, mais des réformes nécessaires dans les officiers, des recherches rigoureuses dans les administrateurs, firent beaucoup d'ennemis au Directoire, même dans les Conseils. Carnot avait été appelé au ministère de la guerre, plus par le besoin de son talent que par la bienveillance des Directeurs; le plan de cette campagne était vaste et liait les opérations des trois grandes armées; celle de Sambre et Meuse, commandée par Jourdan, devait tenir sa gauche appuyée au Rhin; cette aile servait de pivot à tout le systême; sa droite devait s'avancer dans l'Allemagne, se tenant toujours en mesure et à hauteur de la gauche de l'armée du Rhin, aux ordres de Moreau, dont le centre et la droite devaient s'avancer en Souabe, et par le lac de Constance, jusqu'aux montagnes du Tyrol, selon les succès présumés de l'armée d'Italie; Bonaparte venait d'en être nommé général, et devait là commencer ses destinées. La neutralité de la Suisse assurait les flancs opposés de ces deux armées d'Italie et du Rhin, jusqu'aux vallées qui ouvrent un chemin de l'Allemagne dans l'Italie, et où leur com-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) munication devait s'établir. Si ce plan adopté eût été suivi, ces trois armées, dans leurs mouvemens coordonnés à un système général, se fussent trouvées toucher aux portes de Vienne par la droite de l'armée d'Italie, et conserver leur communication avec la France par leur subdivision disposée en échelons jusqu'au Rhin. Ce plan était si bien conçu, qu'ayant manqué dans une de ses parties, le génie de Bonaparte put y suppléer et en compléter l'exécution. Il appartient à l'histoire spéciale et militaire des campagnes d'entrer dans tous les détails de positions, de marches, d'actions partielles et de localités qu'exige un récit qui doit être en même temps une école de tactique. L'histoire ne doit et ne peut donner que les grands résultats, leur cause et leurs moyens.

Bonaparte arriva à Nice le 9 germinal (20 mars), et trouva son armée dispersée dans ses cantonnemens, manquant de tout, solde, subsistances et vêtemens. Il promet la solde, fait enlever, dans le pays, les subsistances nécessaires, et assigne la fourniture due sur la première victoire. Vingt jours après, il avait acquitté ses engagemens à Montenotte. Depuis la bataille de Loano, Scherer qui

commandait cette armée, avait pu garder tous les postes qui le rendaient maître des passages, et ouvraient l'entrée du Piémont; mais l'armée autrichienne, réunie aux troupes sardes, en occupait les issues, et il fallait déboucher de ces longs défilés et se déployer devant une armée déployée. Le même systême de tactique nouvelle et agrandie ordonnait toutes les dispositions et commandait celles de l'ennemi; les grandes actions de guerre ne sont plus des chocs de lignes contiguës sur un espace resserré; les grandes fractions d'armées n'occupent plus que les positions, qui, par la nature du terrein, les rendent maîtres de tous les intervalles qui les séparent; ce ne sont plus des champs de bataille dont l'œil apperçoit l'étendue et saisit à-la-fois les deux extrémités; les lignes d'opérations, un jour d'affaire, se développent de la droite à la gauche sur un territoire de plusieurs lieues; la pensée du chef peut seule en saisir le plan et l'ensemble; les subdivisions de son armée, postées à de grands intervalles, en occupent tous les points qu'il a jugés nécessaires, et dont il a calculé l'importance; son génie seul plane, et de sa hauteur en réunit tous les détails pour les coordonner au même

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

but. Les armées républicaines avaient déjà l'avantage de la priorité et de l'invention dans cette science créée, et ce système majeur avait déjà forcé nos ennemis à renoncer à leurs méthodes apprises, comme le feu supérieur d'une artillerie en fait taire un autre et l'éteint. Les batailles aussi n'étaient plus des combats d'une journée; et, selon l'ancien adage, ne faisaient plus un pont d'or à l'ennemi fuyant; après une victoire, on ne cessait de vaincre que lorsqu'on ne trouvait plus à combattre. A cette école, le général Beaulieu s'était instruit par l'étude et par des expériences pénibles; il commandait l'armée autrichienne. Cette armée était d'environ cent mille hommes, réunie aux troupes sardes; mais une partie était employée à couvrir Turin, et à faire face à l'armée des Alpes qui occupait le Mont-Saint-Bernard, le Mont-Cénis, le Mont-Genèvre et les vallées de Maira et de Stura. L'armée républicaine, après la jonction des troupes venues d'Espagne, ne comptait que soixante mille combattans; elle s'étendait sur une ligne d'environ vingt lieues, depuis Savone où s'appuyait sa droite, jusqu'aux débouchés qui couvraient le comté de Nice. Cette

ligne passait sur les sommités de l'Apennin, et occupait, sur ce long développement, tous les postes importans et les positions décisives qui dominaient ce vaste amphithéâtre, descendant, de poste en poste, sur toutes les montagnes secondaires, jusqu'aux plaines du Piémont. De ces hauteurs, tombaient les courans d'eau qui, sillonnant leur flanc, ont creusé des vallées profondes : elles ouvrent des passages aux marches des armées, et le génie de la guerre, placé sur ces sommets, en saisit d'un coup-d'œil les rapports, en combine les obstacles et les avantages. C'est de-là que le Général en chef méditait et commençait la conquête de l'Italie.

Un corps de cinq mille hommes fut d'abord avancé à Voltri, près de Gênes; le centre était couvert par des positions fortifiées à Montenotte et Montélésimo; la gauche se prolongeait jusqu'à Garezio. Cette position tenait les hauteurs, et le Général en chef eut l'habileté d'en conserver l'avantage et de s'y faire attaquer. C'était avec ce projet qu'il avait porté un corps en avant, à Voltri. Il semblait ainsi menacer Gênes.

Gênes opposait sa politique aux deux armées qui l'environnaient; chacune crai-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) gnait qu'elle ne se livrât à l'ennemi; et les ménagemens que lui valait cette crainte rendaient assez vraisemblable l'espoir de conserver son indépendance et sa neutralité; il était donc très-probable, comme il arriva, que l'action s'engagerait par l'attaque de la position de Voltri, et effectivement le poste fut attaqué par dix mille Autrichiens, soutenus du feu d'une escadre anglaise qui longeait la côte; mais les moyens insuffisans employés à cette attaque firent juger au Général français qu'elle n'était qu'une feinte pour y attirer toute son attention, tandis que le véritable effort de l'ennemi se dirigeait sur d'autres points. Il envoya donc au général Cervoni l'ordre de se retirer à l'entrée de la nuit, devant sa position de Voltri, et par une marche forcée et secrète, de se porter en arrière et à l'appui du centre. Effectivement, dès le lendemain matin, Beaulieu en personne, avec 15 mille hommes d'élite, attaqua ce centre à Montenotte, et emporta d'abord tous les postes retranchés jusqu'à la dernière redoute, que défendait le général Rampout, avec 1500 grenadiers; sa résistance devait donner au Général en chef le temps d'exécuter le mouvement qui assu-

rait la victoire. Rampout, au milieu du combat, fit faire à ses soldats le serment, *de mourir tous dans la redoute.*

Ces élans sont d'un effet sûr à la guerre. Tandis que Beaulieu renouvelait ses efforts contre ce poste, qui lui paraissait décisif, puisqu'alors il eût coupé la ligne française, le Général en chef, avec les généraux Massena et La Harpe, avaient réuni les forces arrivées de la droite à celles qui avaient perdu leur position au centre. En couvrant leur marche par les hauteurs, ils s'étaient portés sur le flanc et derrière l'armée ennemie. Massena, à la tête de ses colonnes, attaqua avec impétuosité le flanc des Autrichiens; tandis que La Harpe se portant au loin derrière eux, les prenait à revers : ces deux mouvemens combinés décidèrent la victoire. Les Impériaux ne tinrent pas contre cette double attaque, et le même jour, le quartier général des Français fut porté au village de Carcaré; c'était le poste le plus avancé de la nouvelle ligne, et qu'avait atteint la colonne qui avait tourné l'aile droite des Autrichiens. Leur retraite laissait les Français maîtres des hauteurs qui commandaient la plaine, et des débouchés qui y conduisaient. Le général autrichien

XI.e Ep. an 6.e (1796.) d'Argenteau, par un mouvement rétrograde dont on lui demanda compte, s'était retiré précipitamment jusques à Dégo, laissant découvert le flanc droit de l'armée impériale, et se séparant de l'aile gauche de l'armée piémontaise, qui resta sans appui. Le Général français saisit habilement cette faute, et porta en avant la division de Massena qui s'établit sur les hauteurs de Dégo, et domina la nouvelle position des Autrichiens en même temps qu'elle séparait d'eux toutes les troupes piémontaises. La division du général La Harpe fut portée à Sasselo où était un corps de huit bataillons autrichiens : il devait feindre de les y attaquer, et par une marche prompte et couverte, il devait revenir sur le poste de Cairo. Par ce mouvement, la position de l'ennemi à Dégo se trouvait déjà dépassée ; Beaulieu avait fait marcher un renfort pour soutenir le mouvement rétrograde des corps dont les ordres du général d'Argenteau avaient précipité la retraite. Mais déjà les divisions de la gauche de l'armée française, après deux jours de marche et après avoir forcé les gorges de Millésimo, arrivaient sur le terrein, et furent portées d'abord en avant par Augereau qui les con-

duisait. Il arrêta et repoussa ces renforts que la retraite prompte de d'Argenteau laissait isolés.

XI.e Ep. au 6.e (1796.)

Un corps de quinze cents hommes, commandés par le général autrichien Provera, sauva l'honneur de ces journées. Resté seul au milieu de l'armée victorieuse, il s'empara des ruines d'un vieux château (à Cosseria), et y arrêta quelque temps le vainqueur, dont le récit se plaît à honorer cette action. « Le gé« néral Augereau fit former quatre colonnes et « marcha sur le château de Cosseria. Déjà « le général Joubert, grenadier pour le cou« rage, et bon général pour ses talens mili« taires, avait passé avec sept hommes dans « les retranchemens ennemis. Mais frappé à « la tête, il fut renversé ; ses soldats le cru« rent mort, et le mouvement de sa colonne « se ralentit..... La seconde colonne, com« mandée par le général Ramel, marchait « avec un silence morne, et armes sous le « bras, lorsque ce brave général fut tué au « pied des retranchemens ennemis ; la troi« sième colonne, commandée par l'adjudant« général Quenin, fut également déconcertée « dans sa marche, une balle ayant tué cet offi« cier général. La nuit qui survint... etc. » Provera ne se rendit qu'après que la seconde jour-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) née eut décidé la seconde victoire des Français.

Le 25, à la pointe du jour, l'armée sarde et autrichienne, et l'armée française se retrouvèrent en présence; la rivière de Bormida les séparait. Par cette nouvelle position, Augereau, à la gauche, cernait encore le château de Cosseria; Massena, à la droite, tenait les hauteurs de Dégo; et La Harpe, au centre, occupait les postes aux environs de Cairo. Beaulieu attaqua le centre des Français, fut repoussé, et aussitôt une partie de ces troupes du centre furent envoyées pour renforcer l'aile droite, où se préparaient les mouvemens décisifs. La division La Harpe forma trois colonnes serrées en masses, conduites par les généraux Causse, Cervoni et Royer, passèrent la Bormida sous le feu de l'ennemi, elles l'attaquèrent de front et par ses flancs; la déroute fut plus grande encore qu'à Montenotte. La position de Dégo, déjà tournée par Massena, fut bientôt enlevée par les premiers efforts des divisions venues de Cairo et de Cosseria, et la retraite de Beaulieu sur Acqui l'obligea d'abandonner une partie de son artillerie et de ses équipages.

Cependant à ces revers continuels, le Général autrichien opposait le sang-froid et l'au-

dace ; les bataillons qui étaient restés à Sasselo n'avaient point eu part aux journées précédentes : cette troupe était composée de ces Croates, ancienne milice nationale, autrefois fameuse comme infanterie légère, depuis réunie, par Joseph II, en corps réguliers ; ils étaient une des plus fortes armes de la maison d'Autriche. Leur chef Vusacovich entreprit de chasser les Français victorieux du poste important de Dégo : il attaqua d'abord des corps avancés qui s'étendaient en avant de l'armée sur le chemin de Spina, les força à se replier sur Dégo où les troupes étaient dans la sécurité de la victoire et dans le repos que la nature commande après de longues fatigues. Dégo est enlevé par les Croates. A la première alarme, la générale bat dans tous les postes. « Massena, dès l'instant qu'il eut « rallié une partie de ses troupes, commença « l'attaque ; nos troupes furent repoussées par « trois fois différentes, lorsque j'arrivai..... « Rien n'était encore décidé, et déjà je faisais « former en colonne la trente-neuvième de- « mi-brigade légère, lorsque l'adjudant-géné- « ral Lanne rallie la huitième, et se précipite « à sa tête sur la gauche de l'attaque. Un « instant, ses troupes chancelèrent ; mais

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

« il les décida par son intrépidité : Dégo fut « repris avec tout ce qui y avait été abandonné, « la cavalerie acheva la défaite, et Beaulieu « retira son armée et prit position à Acqui ».

Le même jour, les divisions de la gauche, conduites par Serrurier, après avoir forcé les passages dans les gorges de Millésimo, s'étaient avancées pour se mettre en ligne des nouvelles positions de l'armée, la jonction de cette aile s'opéra par la vallée du Tanaro que la division Augereau occupa. L'ennemi ayant abandonné les redoutes de Montezemo qui la couvraient, et qui ne se trouvaient plus en rapport avec ses positions rétrogrades, par ces divers mouvemens, l'armée républicaine était en possession de tous les débouchés que forment ces vallées. Le jour suivant, l'armée piémontaise, après un combat sur différens points, évacua le camp retranché de Ceva, et prit une position au confluent du Tanaro et de la Corsaglia. « Cette position était formidable, « environnée de deux rivières rapides, pro« fondes et tortueuses ». Les généraux des deux armées manœuvrèrent toute la journée pour essayer de se surprendre ; le dessein du Général français était de tirer l'ennemi de sa position, et de le combattre sur un terrein

moins désavantageux. Le Tanaro n'était pas guéable, ce qui avoit empêché l'effet des attaques du jour précédent. Massena le passa sur le pont de Ceva, et vint occuper le village de Lezequo; on s'empara du pont de la Torre, sur la Corsaglia. Le plan de Bonaparte était de se porter sur Mondovi, laissant derrière lui l'armée piémontaise enfermée entre deux rivières dont il tenait les passages, et se plaçant ainsi entre cette armée et Turin, Colli fut obligé alors de quitter sa position pour couvrir la capitale, et les deux armées se trouvèrent en présence au village de Vico, près de Mondovi; une redoute qui couvrait le centre des Piémontais fut emportée. L'armée française avait une grande supériorité en infanterie, trois divisions, toujours victorieuses depuis six jours, formées en colonnes de vingt mille hommes chacune, pressaient cette armée sur son front et sur ses deux flancs; il fallut l'habileté du général Colli pour la retirer de cette position et la conduire dans une nouvelle, derrière la rivière de Stura, entre les villes de Coni et de Cherasco; mais bientôt maître de l'une, et négligeant l'autre, la cour de Turin émue à l'approche de l'armée républicaine, n'at-

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

tendit plus sa sûreté que des négociations. Au génie de la guerre, le jeune Général républicain joignait déjà la connaissance des hommes et des affaires; il négocia en vainqueur habile, qui commande les résultats de ses avantages, et en politique adroit qui fait la part aux prétentions de l'orgueil personnel, et ménage les formes qui consolent l'amour-propre. A cette époque commence cette longue série d'imprudences et d'erreurs qui gagna successivement toutes les cours de l'Europe, où les chances de l'hérédité avaient amené à la fois des maîtres et des ministres, qui ne surent rallier ni leurs forces, ni leurs intérêts. L'armée piémontaise vaincue trois fois, n'étoit ni défaite ni découragée; l'armée autrichienne à Acqui, couverte par un fleuve, attendait de nombreux renforts de la Lombardie, du Tyrol et de l'Autriche; toutes les puissances de l'Italie étaient encore à ses ordres; un mouvement de deux marches par sa droite, pouvait rétablir les communications entre les armées alliées; Turin, ville fortifiée, pouvait recevoir comme garnison toute son armée des Alpes; un siége nécessairement long, lui assurait son plus puissant allié, le temps; mais les successeurs

d'Amedée se reposaient depuis un demi-siècle dans le sommeil des jouissances du luxe; les peuples qui les payaient, et qui n'en jouissaient pas, étaient inutilement appelés par le gouvernement au secours d'une patrie qu'ils n'avaient pas. Une levée en masse, copiée sans ressemblance sur les levées républicaines, fit beaucoup de désertions partielles, et produisit peu de bataillons; on espéra sauver la Cour en sacrifiant l'Etat. Quelques dispositions pacifiques que le vainqueur avait habilement laissé entrevoir, furent saisies avec empressement dans un conseil disposé à la complaisance, par intérêt, par goût, par crainte, et surtout par l'espoir du repos; aux premières conditions offertes par la timidité, le vainqueur mit son épée dans la balance, et dicta celles qu'il prescrivit; il ne resta plus qu'à les souscrire, et la Cour se crut heureuse de les souscrire sans déplacer. Toutes les villes de sûreté du Piémont furent le gage d'un armistice, Coni, Escilles, Suze, Château-Dauphin, Tortone, Alexandrie, furent livrés, et le roi put rester dans sa capitale, et y faire aux généraux français les honneurs de sa cour. Le Directoire aussi n'eut qu'à signer un traité qui n'avait besoin que des formalités

XI.e Ep. an 6. (1796.) de l'autorité civile, et pouvait être vu par lui comme le premier acte d'indépendance du Général victorieux qui venait de le lui adresser. De ce jour aussi, l'opinion publique qui seule régnait encore, s'accoutuma à l'idée d'une autorité militaire indépendante; l'éclat éblouissant de la gloire, l'assurance et l'élévation du style des rapports officiels, dont les premières lignes disaient : *je dois vous rendre compte*, annonçant plutôt une obligation qu'une déférence, le prestige de l'âge, les avantages réels des succès au-delà même des espérances, tout contribua alors à détourner les regards des intérêts ou des prétentions communes pour les fixer sur la personne : la balance des destinées, après une oscillation violente, s'arrêta peu, perdit insensiblement l'équilibre, et pencha sans contrepoids vers un nouvel ordre de choses.

La fortune, qui favorise plus encore le génie que l'audace, se disposait à conduire sans revers les succès rapides qu'elle devait un jour couronner.

Depuis long-temps le chef de l'armée républicaine mûrissait de vastes projets sur l'Italie; les premières pages de son histoire sont écrites, consignées dans cette belle proclama-

tion qu'il adresse aux soldats, déjà les siens ; ce monument est devenu historique par l'élévation des pensées et de la diction ; le génie y trace son propre portrait mieux qu'aucun historien de l'antiquité n'a réussi à peindre son héros dans ces harangues quelquefois sublimes, mais toujours factices que l'éloquence lui prête : ici l'homme supérieur s'annonce et se peint lui-même :

« Soldats, vous avez, en quinze jours, « remporté six victoires, pris vingt-un dra« peaux, cinquante-cinq pièces de canon, « plusieurs places fortes, conquis la plus « riche partie du Piémont : vous avez fait « quinze cents prisonniers, tué ou blessé plus « de dix mille hommes. Vous vous êtes jus« qu'ici battus pour des rochers stériles, illus« trés par votre courage, mais inutiles à la « patrie : vous égalez aujourd'hui, par vos « services, l'armée conquérante de Hollande « et du Rhin. Dénués de tout, vous avez « suppléé à tout; vous avez gagné des batailles « sans canons, passé des rivières sans ponts, « fait des marches forcées sans souliers, bi« vouaqué sans eau-de-vie et souvent sans « pain. Les phalanges républicaines, les sol« dats de la liberté, étaient seuls capables de

XI.ᵉ Ep. an 6.ᵉ (1796)

« souffrir ce que vous avez souffert. Graces
« vous en soient rendues, Soldats ! La patrie
« reconnaissante vous devra en partie sa pros-
« périté; et si vainqueurs de Toulon, vous
« présageâtes l'immortelle campagne de 1793,
« vos victoires actuelles en présagent une plus
« belle encore.

« Les deux armées qui naguères vous atta-
« quaient avec audace, fuient épouvantées
« devant vous : les hommes pervers qui
« riaient de votre misère, et se réjouissaient,
« dans leurs pensées, des triomphes de vos
« ennemis, sont confondus et tremblans ;
« mais, Soldats, il ne faut pas vous le dissi-
« muler; vous n'avez rien fait, puisqu'il vous
« reste encore à faire. Ni Turin ni Milan ne
« sont à vous : les cendres des vainqueurs
« des Tarquins sont encore souillées par les
« assassins de Basseville. Vous étiez dénués de
« tout au commencement de la campagne,
« vous êtes aujourd'hui abondamment pour-
« vus : les magasins pris à vos ennemis sont
« nombreux ; l'artillerie de siége et de cam-
« pagne est arrivée. Soldats, la patrie a droit
« d'attendre de vous de grandes choses ; justi-
« fierez-vous son attente ? Les plus grands
« obstacles sont franchis, sans doute ; mais

« vous avez encore des combats à livrer, des
« villes à prendre, des rivières à passer. En
« est-il d'entre vous dont le courage s'amol-
« lisse ? En est-il qui préférerait de retourner
« sur le sommet de l'Apennin et des Alpes,
« essuyer patiemment les injures de cette sol-
« datesque esclave ? Non, il n'en est pas parmi
« les vainqueurs de Montenotte, de Millé-
« simo, de Dégo et de Mondovi : tous brûlent
« de porter au loin la gloire du peuple fran-
« çais, tous veulent humilier ces rois orgueil-
« leux, qui osaient méditer de nous donner
« des fers : tous veulent dicter une paix glo-
« rieuse, et qui indemnise la patrie des sacri-
« fices immenses qu'elle a faits : tous veulent,
« en rentrant dans leurs villages, pouvoir
« dire avec fierté : *J'étais de l'armée de
« l'Italie*.

« Amis, je vous la promets cette conquête;
« mais il est une condition qu'il faut que vous
« juriez de remplir ; c'est de respecter les
« peuples que vous délivrez ; c'est de réprimer
« les pillages horribles auxquels se portent les
« scélérats suscités par nos ennemis : sans cela
« vous ne seriez point les libérateurs des
« peuples ; vous en seriez les fléaux ; vous ne
« seriez pas l'honneur du peuple français ; il

IX.e Ep. an 6.e (1796.)

« vous désavouerait : vos victoires, votre
« courage, vos succès, le sang de nos frères
« morts aux combats, tout serait perdu,
« même l'honneur et la gloire.

« Peuples d'Italie, l'armée française vient
« pour rompre vos chaînes : le peuple fran-
« çais est l'ami de tous les peuples ; venez
« avec confiance au-devant d'elle : vos pro-
« priétés, votre religion et vos usages seront
« respectés. Nous ferons la guerre en ennemi
« généreux, et nous n'en voulons qu'aux ty-
« rans qui nous asservissent ».

Pendant que l'armistice se négociait à Turin, le Général de l'armée autrichienne avait quitté sa position d'Acqui, et se rapprochant des États du roi, il appuyait sa droite à Alexandrie, sa gauche à Novi; par ce moyen, s'il ne survenait pas de changement politique dans les rapports de la cour de Turin avec celle de Vienne, les armées impériale et piémontaise auraient pu effectuer leur communication vers Asti, mettant le Tanaro entre elles et l'armée française, ayant la forteresse de Coni à l'une des extrémités de cette ligne, et l'Apennin à l'autre. Cette position n'était plus soutenable du moment que l'armistice neutralisait une partie des forces qui devaient la

défendre. Beaulieu dut ne plus s'occuper qu'à couvrir les Etats de son souverain; le grand fleuve de l'Italie, le Pô, offrait encore une ligne de défense, et tout fut disposé pour en disputer le passage. Par l'armistice, l'armée française avait été mise en possession d'une place située sur le Pô, avec une citadelle qui domine le fleuve. Il était donc vraisemblable que Valenze serait choisi par un général méthodique pour s'assurer d'un pont protégé par une forteresse; les mouvemens des différens corps les en rapprochaient. Des déserteurs vrais ou simulés portaient à l'ennemi les détails de tous les préparatifs qu'une feinte précipitation se hâtait d'y rassembler; l'armée républicaine n'était pas dans le secret de son chef, et se disposait à braver les batteries qu'elle voyait s'élever sur l'autre rive, et à franchir les obstacles que l'art avait multipliés à Pavie et sur les bords du Tesin. Mais, dit le rapport militaire du Général, les Français républicains furent plus avisés que ne l'avait été François Ier.

Vingt milles au-dessous des préparatifs déployés à Valenze, le génie du chef avait marqué le point du fleuve où le passage qu'il méditait devait s'effectuer, et ce choix

XI.e Ep. an 6. (1796.) imprévu avait le double avantage de rendre inutiles tous les préparatifs de l'ennemi, et de détacher de la ligue une puissance dont le pays devait donner des ressources à l'armée. Trois mille grenadiers et quinze cents chevaux marchaient en secret et rapidement à Plaisance. Le général en chef les conduit, et avec lui des officiers de choix dont les noms suivront souvent le sien dans ses récits militaires : Andréossi, Lannes, Berthier, La Harpe, Dallemagne. Dans la nuit, cent cavaliers ont rassemblé des bateaux, formant un convoi de l'ennemi; d'abord Andréossi, avec dix hussards, les avait abordés et ramenés; à l'arrivée de Bonaparte, vers le milieu du jour, on s'y précipite, les barques sont entraînées par le courant du fleuve, un pont volant oublié par l'ennemi traverse seul et touche le bord opposé, un faible corps de cavalerie disputa un moment le passage, et ne le disputa qu'un moment; Lannes toucha le premier au rivage, et les autres divisions de l'armée, disposées en échelons, hâtant leur marche vers le point désigné, ont passé le fleuve dans la journée et dans la nuit suivante.

Cependant, Beaulieu averti, avait envoyé,

mais trop tard, un corps de huit mille hommes, avec ordre de défendre le passage et d'attaquer ce qui l'aurait déjà effectué. Dès que l'on eut connaissance de l'approche de ce corps, on marcha à lui : il fut rencontré au village de Fombio; Dallemagne attaqua la droite, Lanusse au centre, Lannes à la gauche, et poussant cette troupe devant eux, les corps avancés de l'armée parurent le même jour sur les rives de l'Adda. Pendant la nuit, un autre corps autrichien de cinq mille hommes, marchant au secours de Fombio, arriva près de Gadagno, où se trouvait la division La Harpe; ses avant-postes furent remportés, La Harpe, combattant à la tête de sa troupe, fut tué. *La République*, dit le rapport du Général en chef, *perd un homme qui lui était très-attaché, l'armée un de ses meilleurs généraux, et tous les soldats un camarade aussi intrépide que sévère pour la discipline.* Berthier accourut, prit le commandement, repoussa l'ennemi, et s'empara de Casal; le quartier-général s'y établit le même jour. Le lendemain, l'avant-garde attaqua Lodi, et Beaulieu fit évacuer la ville, et ne prolongea la défense que le temps nécessaire pour repasser l'Adda, prendre une position derrière

XIe. Ep. an 6e. (1796.)

XI.e Ep. an 6.e (1796.) cette rivière et en défendre le pont, seul passage de l'armée française pour aller à lui; un gué praticable pour la cavalerie se trouva si difficile, qu'elle ne put prendre part au commencement de l'action. Ce pont de Lodi a cent toises de long, et trente pièces de gros calibre en défendaient les approches; un combat d'artillerie s'engagea d'un bord à l'autre, et se prolongea pendant que les divisions de l'armée arrivaient successivement, et étaient formées en colonne serrée, derrière la ville. Le passage du Pô avait été surpris : celui de l'Adda ne pouvait être emporté que par l'intrépidité des soldats; deux bataillons d'infanterie légère tenaient la tête de cette colonne serrée en masse, les feux de mousqueterie et d'artillerie se croisaient sur le débouché qui conduisait au pont. Lorsque la tête de la colonne y arriva, *il y eut un moment d'hésitation;* les Généraux s'élancèrent à la tête des troupes, Berthier, Massena, Cervoni, Dallemagne, Lannes, Dupat, les enlevèrent au pas de charge, rien n'arrêta plus leur effort. Une fois qu'ils furent maîtres du pont, la ligne ennemie fut enfoncée par l'impulsion de cette masse formidable, sa marche audacieuse frappa de terreur : en se répandant de tous côtés sur les

flancs de cette ligne rompue, elle fit tout plier: l'artillerie fut enlevée, la défaite fut bientôt une déroute; la fermeté et le sang-froid du général Beaulieu lui conservèrent seulement et avec peine l'apparence d'une retraite.

Bientôt une députation de la ville de Milan vint apporter jusques à Lodi les clefs de cette capitale. Massena y entra avec l'avant-garde; le jour suivant Bonaparte y fit son entrée solemnelle, aux acclamations d'un peuple qui répétait *vive la liberté;* l'arbre qui en était le symbole fut planté au milieu des fêtes et des réjouissances publiques; une proclamation savante l'annonça et la promit.

Ce calcul, qui caractérisait éminemment le génie du chef, était l'art d'appliquer les moyens d'exécution aux circonstances données; la faiblesse du Gouvernement de Turin avait décidé à tout entreprendre et à tout oser contre lui, ensuite à en conserver l'apparence pour s'en servir; la Monarchie y fut maintenue, et le Monarque signa les ordres émanés d'un conseil exécutif qui les recevait du quartier-général français. A Milan, l'esprit des peuples n'était pas le même; gouverné depuis long-temps par une autorité lointaine et

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

étrangère, dont les agens étaient en fuite, le peuple milanais put croire aisément rompus tous les liens qui l'attachaient à ses anciens maîtres. Les nouveaux conquérans lui apportaient l'exemple de la liberté républicaine qu'on lui offrait, ou plutôt qu'on lui donnait. L'Italie n'était plus au temps où les convulsions politiques y fomentaient une énergie astucieuse, indifférente au choix des moyens, et s'armant sans scrupule de l'épée, du stilet ou du poison; des maisons puissantes n'y divisaient plus les peuples en faction pour des intérêts de famille.

Le siècle des révolutions était passé, l'Italie obéissait partout à des maîtres, et l'Italien façonné par eux au joug, incapable de le secouer, ou du moins impuissant pour le faire avec succès, s'était formé lui-même à l'art de dissimuler; l'habitude allégeant le poids de ses chaînes, il semblait les porter sans contrainte, indifférent seulement sur le choix des maîtres qui les lui donnaient. Depuis plusieurs générations, l'Italien ne connaissait dans sa langue les mots liberté et esprit public, qu'en lisant l'histoire de ses aïeux; mais vif, ingénieux, ardent comme il l'était par l'imagination seulement, on pouvait croire

que cette liberté publique qu'il n'avait pas eu la force ni les moyens de conquérir, il la recevrait toute acquise de la volonté d'un conquérant républicain; et le Conquérant put se flatter qu'il attachait à ses destinées un peuple placé au centre des conquêtes qu'il venait de faire, et des conquêtes qu'il méditait. En organisant le Milanais en République, alliée de la République française, on établirait un centre de puissance au milieu des États épars dont se composait le système fédératif de l'Italie. On pouvait prévoir son influence sur eux, mais dans cette opération délicate, on sut faire la part des préjugés civils et religieux, on mitigea les principes de la révolution française.

La noblèsse, en perdant ses priviléges, fut appelée aux pouvoirs de l'administration et à ceux du Gouvernement. Les formes constitutionnelles étaient démocratiques, mais les germes d'un régime plus rapproché des institutions monarchiques y furent déposés, le temps dut les mûrir et les développer.

Du centre de son état-major établi à Milan, le Général étendait au loin ses vues politiques et guerrières sur tous les rayons de cette vaste circonférence qu'embrassait son génie. Ses lieutenans, comme ceux du conqué-

rant des Gaules, partaient à la tête des grandes divisions de son armée, et portaient les projets et les ordres dont l'exécution leur était confiée, tandis qu'à ce même centre venaient se rattacher les fils de toutes les négociations que les Puissances voisines s'empressaient d'établir pour sauver au moins la superficie de leur territoire, et conserver, sinon l'indépendance, au moins les titres de leur souveraineté. Les envahir était facile, mais ne leur rien laisser à perdre, eût été les avertir de ne rien ménager. Leur neutralité soumise était plus utile et plus sûre que leur déchéance; quels qu'en fussent les motifs, dont plusieurs pouvaient avoir un principe honorable, les branches des maisons de France et d'Autriche, qui régnaient en Italie, obtinrent des ménagemens, des procédés et des égards, de la courtoisie calculée du vainqueur.

Dès le moment du passage du Pô à Plaisance, le Duc de Parme avait racheté son pays par quelques contributions en florins, en chevaux, en subsistances, en objets de luxe, en chefs-d'œuvre des arts, antique illustration de leur terre natale. Ces riches dépouilles étaient envoyées à Paris, adressées au Directoire avec les drapeaux, les trophées enlevés

sur les champs de bataille, et les caisses remplies de numéraire frappé au coin de tous les Souverains de l'Italie. Dans ses correspondances officielles, le vainqueur mêlant aux récits militaires des saillies, des anecdotes curieuses ou populaires, frappait l'imagination par cette liberté d'esprit qui annonce la supériorité; il demandait gaîment *les honneurs du Museum* pour le plus beau tableau de l'école de Florence, le Saint-Jérôme du Dominiquin; il racontait au Directoire l'aventure d'une jeune religieuse, prisonnière dans son couvent, et que les grenadiers avaient délivrée de ses chaînes.

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

Le traité avec le Grand-Duc de Toscane fut signé aux mêmes conditions, et bientôt sur une lettre polie, on s'empara du port de Livourne, où les Anglais s'étaient établis en maîtres. Ce fut à la fin d'un dîner splendide chez le Souverain de Florence, que le Général français reçut la nouvelle de la reddition du château de Milan, et les intérêts de famille ne troublèrent point la gaîté du repas. Le Duc de Modène fut chargé de pourvoir à la subsistance d'une partie de l'armée; il se retira à Venise avec sa maison, et sauva son trésor, pour sept ou huit millions

XI.e Ép. an 6.e (1796.)

de contributions militaires. Ce grand principe des anciens guerriers de Rome, que la guerre doit nourrir la guerre, était remis en pratique dans leur pays, après vingt siècles de désuétude. L'armée d'Italie, augmentée de plusieurs renforts, après la jonction de l'armée des Alpes, qu'avait amenée Kellermann, était dans un état florissant, forte de plus de cent vingt mille combattans; une armée aux ordres de Massena, se disposait déjà à investir Mantoue; une autre suivait la retraite de Beaulieu dans le Tyrol; une troisième réprimait des insurrections dans les fiefs impériaux, près de l'Etat de Gênes; une quatrième s'emparait d'une partie des Etats du Pape, l'avertissait de songer à sauver le reste, et le Roi de Naples était déjà menacé par cette même armée. Le Général en chef accordait des armistices, dont les conditions assuraient au Directoire les traités qu'il voudrait bien signer, et la surveillance du chef ordonnait et suivait ces grands mouvemens. La nouvelle république Lombarde, ou Cisalpine, avait fourni de nouveaux bataillons; l'exemple des bataillons vainqueurs éleva leur courage, et nouveaux instrumens de la gloire de leur nouveau chef, ils purent servir à l'accroître quelquefois.

Tous ces mouvemens avaient dû, d'après le système général de cette campagne, être coordonnés aux mouvemens des armées du Rhin; mais la rapidité des succès en Italie avait devancé ces mesures sans les rompre. La neutralité de l'Helvétie assurait l'intervalle qui les séparoit, et les conquêtes en Italie étaient une puissante diversion en faveur des armées dirigées contre la Germanie. Un armistice y avait suspendu les hostilités, et le prince Charles, frère de l'Empereur, venait d'en faire signifier la rupture; Clairfait, auquel le ministre Thugut reprochait de n'avoir pas poussé plus loin les avantages de la dernière campagne, avoit donné sa démission; la Cour de Vienne était alors le centre des intrigues de l'Angleterre sur le continent: ses subsides, décorés du titre d'emprunt, mettaient cette Cour à ses ordres, et par elle, toutes celles de l'Empire et de l'Italie.

L'armée du Nord, commandée par Beurnonville, était plus spécialement destinée à couvrir la Belgique et les Etats de Hollande; et cependant elle appuyait la gauche de l'armée de Sambre et Meuse, aux ordres de Jourdan. Moreau commandait sur le Haut-Rhin; le mouvement général devait commencer par

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

la gauche de ce front de bataille, de près de deux cents lieues de développement. L'armée du Rhin en occupait la rive gauche, près de Strasbourg, où elle devait le passer. Il fallait, pour mettre en ligne les autres armées avec cette armée, faire retirer l'ennemi de tous les postes qu'il occupait encore sur cette rive gauche, et dont la fin de la dernière campagne l'avait laissé maître.

Les premiers mouvemens eurent lieu dans le Hunsdruk, pays âpre et montueux, où les premiers avantages ne furent pas assez décisifs; mais à la gauche de l'armée de Sambre et Meuse, (Kléber commandait cette aile), il attaqua les Autrichiens sur la rivière du Sieg, et la passa après un combat avantageux; marchant ensuite sur la Lahn, il remporta une victoire complète à Altemkirt: par une manœuvre habile il prolongea en avant ses deux ailes, hors de la vue de l'ennemi, tenant son centre en arrière; il le força ainsi à une retraite précipitée et difficile, laissant quatre à cinq mille prisonniers, beaucoup d'artillerie, et tous ses magasins. Kléber s'empara immédiatement de Limbourg, et par ces mouvemens, ces divisions de l'armée de Sambre et Meuse se trouvaient déjà avoir pris des

revers sur les positions de l'armée autrichienne qui défendait le passage du Haut-Rhin.

L'avantage fut perdu un moment. Jourdan voulut entreprendre un mouvement au-delà de la Lahn; Lefebvre commandait son avant-garde de cinq mille hommes, il se trouva au milieu d'un corps de quinze mille Autrichiens. Sa vigueur et son habileté le tirèrent de ce mauvais pas; il put effectuer sa retraite et repasser la Lahn, mais ce mouvement obligea l'armée à prendre quelques positions rétrogrades. Kléber commandait la gauche, et couvrit cette retraite. La forteresse d'Ehrenbreitstein, dont l'investissement était commencé, fut un moment dégagée, et pendant quelque temps les positions respectives des armées furent maintenues avec une alternative de succès ou d'échecs, sans résultat décisif. Mais bientôt un nouveau système de guerre fut adopté par le prince Charles; les revers de ses armées d'Italie, faisaient déjà craindre pour sa capitale, ou du moins pour la place importante de Mantoue. Vingt-cinq mille hommes de troupes choisies passèrent des rives du Rhin sur celles de l'Adige; cette opération réduisit la guerre à un système défini-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) tif, que l'Archiduc ménagea avec beaucoup d'art; soutenant les positions retranchées, en préparant toujours de nouvelles en arrière, disputant le terrain pied à pied, ne le cédant qu'après l'avoir fait chèrement acheter, dirigeant chaque retraite vers une position reconnue et mise en défense, sauvant ainsi l'honneur de ses armes, n'éprouvant que des désavantages prévus, et jamais de désordre ni de déroute. Ce plan défensif put être soutenu tant qu'une partie des armées républicaines était encore en deçà du Rhin; mais au talent du nouveau Fabius, Moreau opposa le sien; il avait résolu de passer le Rhin à Kehl, et pendant plusieurs jours ses marches trompèrent même son armée, elle ne sut les projets de son chef qu'au moment où elle les exécutait. On répandit le bruit que dix mille hommes allaient être détachés pour se réunir aux armées d'Italie; on prépara les logemens sur la route avec tous les moyens de transport et de subsistance jusqu'à Besançon. De tous les points menacés, Strasbourg fut le seul qui ne donna aucun soupçon, aucune inquiétude à l'ennemi; les Généraux qui devaient commander les premières troupes étaient à Neustadt, quel-

ques heures avant d'être maîtres du fort de Kehl.

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

Moreau, en arrivant à Strasbourg, fit fermer les portes, et put faire ainsi les derniers préparatifs en secret. Les seuls moyens de passage étaient de frêles barques : une crue d'eau extraordinaire enfla en deux jours le courant du fleuve ; on ne pouvait transporter ni cavalerie ni canon. Les îles du Rhin qu'il fallait d'abord enlever, le furent à l'arme blanche, et si rapidement, que l'ennemi, dans sa fuite, n'eut pas le temps de rompre la communication de l'une à l'autre, et avec le rivage.

L'ennemi avait un camp à deux lieues du Rhin, et seulement deux mille hommes d'infanterie avaient pu passer ; ils pouvaient d'un moment à l'autre être accablés, sans qu'il fût possible de les soutenir. Il fallut, dit le rapport du Général en chef, leur ôter *tout moyen de retraite pour les sauver,* il fallut faire retirer les bateaux pour faire un second passage : alors il y eut cinq mille hommes, sans cavalerie et sans canon ; les pièces qu'ils avaient prises dans les îles, furent servies par des canonniers qu'on fit passer. On se crut alors assez fort pour attaquer les retranchemens ;

XI.e Ep. an 6.e (1796.) la première redoute, dans la plaine, fut attaquée d'une façon nouvelle, les soldats sautèrent dans le fossé, et de-là firent pleuvoir une grêle de pierres sur les assiégés ; ils escaladèrent le parapet, tandis que d'autres forçaient l'entrée de la gorge. Les autres postes furent successivement enlevés : à neuf heures on était maître du fort de Kehl ; des obstacles locaux retardèrent ou empêchèrent l'effet des autres points d'attaque où le passage devait être tenté.

Cependant le Général en chef ne se croyait pas assuré tant que le pont de Strasbourg à Kehl n'était pas rétabli, il ne pouvait faire passer ni artillerie ni troupe à cheval ; dans la journée suivante, les travaux hâtés établirent ce pont, et Moreau put écrire au Directoire, selon le plan de campagne arrêté : *J'espère que nous serons bientôt en position de donner la main droite à l'armée d'Italie, et la main gauche à l'armée de Sambre et Meuse.* Entre tous les passages du Rhin qui ont fait époque dans l'histoire militaire, celui-ci resta cité non pour la résistance vaincue, mais par la sagesse des mesures, le parfait accord dans toutes les parties de l'exécution, le profond secret gardé

et la publicité des moyens employés pour donner le change à l'ennemi.

L'armée de Jourdan repassa le Rhin entre Coblentz et Andernach, et reprit après plusieurs combats les positions en avant qu'elle avait été forcée d'abandonner; elle reparut sur les rives de la Sieg, et l'Archiduc fut obligé de faire face à deux armées, dont les mouvemens furent d'abord exécutés avec tant d'accord et de précision, que toutes les positions qu'il prenait pour opposer un front à l'une des deux armées se trouvaient tournées et prises à revers par l'autre. Inférieur en nombre, s'il voulait retarder les progrès de Jourdan, obligé d'affaiblir sa gauche, alors les corps avancés de l'armée du Rhin se portaient en une marche sur ses flancs et sur ses derrières, et le forçaient de refuser une aile et de perdre du terrain; avec une armée moins manoeuvrière, il prit le seul parti qu'il pouvait prendre, celui d'épier le moment, où un défaut de mesure dans ces mouvemens combinés lui donnait le moyen de réunir un effort contre un point faible, et cela arriva.

Après la prise de Kehl, Moreau s'était, sans beaucoup d'obstacles, porté en avant. Offenbourg fut pris; une action à Renchen, fut

d'abord rendue douteuse par les cuirassiers allemands, puis décidée par l'infanterie républicaine. L'armée de Condé y opposa souvent, sinon avec succès, du moins avec constance, dévouement et un grand courage, l'infanterie française royaliste. Dans ces actions journalières qui se prolongèrent, les procédés militaires se mirent souvent au-dessus de la rigueur des lois civiles. Les Français émigrés que les républicains faisaient prisonniers étaient presque toujours renvoyés par les soldats, souvent ils y reconnaissaient leurs anciens chefs; et dans cette lutte corps à corps des deux partis, on disputa toujours avec énergie, et rarement avec animosité; sous les yeux de l'étranger, les deux partis français rivalisèrent franchement, et forcèrent son admiration. Dans ces retraites continuelles, le corps de Condé se plaça toujours à l'arrière-garde.

En même temps que les armées du Rhin laissaient ce fleuve derrière elles, s'avançaient dans la Germanie, et s'efforçaient de s'aligner à la hauteur de l'armée d'Italie, son chef méditait le passage du Mincio et de l'Adige, pour aller s'emparer de Mantoue, toujours regardée comme la clef des domaines

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

de la maison d'Autriche en Italie : un moment il fut obligé de regarder en arrière, et de revenir sur ses pas; tant d'intérêts froissés n'avaient pu être contenus que par sa présence. Le peuple milanais, électrisé par la liberté promise, et par l'exemple des conquérans, avait pu adopter les formes républicaines, mais le sacerdoce regréttait sa prééminence, et la noblesse ses distinctions. Tous les agens du gouvernement aboli, voyaient les efforts de l'insurrection et de la résistance, comme un acte de fidélité à leurs anciens maîtres. Bonaparte était parti de Milan aux acclamations d'un peuple nombreux, et peu d'heures après son départ la révolte avait éclaté. La garnison française avait été désarmée et prisonnière à Pavie; le son des cloches appelait de tous côtés aux armes les gens de la campagne, des rassemblemens nombreux s'étaient déjà formés. Le Général revint en hâte de Lodi, d'où il disposait les mouvemens pour le siégé de Mantoue. Il lui suffit de rentrer dans Milan, avec l'archevêque, pour appaiser et disperser les rassemblemens tumultueux. A Pavie, les portes furent fermées; il fallut les forcer avec la hache et le canon, il fallut combattre dans les rues, forcer l'entrée

XI.e Ep. an 6.e (1796.) des maisons; enfin sévir par des rigueurs sanglantes, que l'état de guerre ne rend que trop inévitables, et que le salut des siens peut commander impérieusement. La municipalité de Pavie fut fusillée; deux cents otages furent envoyés en France; au village de Binasco, des paysans attroupés étaient en armes, on les attaqua, le village fut brûlé.

Le calme rétabli, le Général retourna à son armée; son quartier-général était à Brescia, et de-là il dirigeait les mouvemens pour le passage du Mincio et l'investissement de Mantoue: une tentative sur l'Adige n'avait pas eu de succès; le général hongrois Mélas avait opposé la ruse à l'impétuosité française; des batteries cachées, et démasquées à propos, avaient détruit le pont, après qu'une partie de l'armée française l'avait passé, et tout ce qui se trouva au-delà eut beaucoup à souffrir. Des dispositions mieux combinées réparèrent cet échec, en portant le plan d'attaque au-dessous du confluent. Beaulieu avait établi tous ses postes sur la rive du Mincio, entre le lac de Garde et Mantoue. Le Général français lui donna à craindre d'être tourné par la partie supérieure du lac; et tandis que par des postes prolongés sur la

rive droite, il obligeait l'ennemi à s'étendre sur la rive opposée, pour s'assurer de sa retraite dans le Tyrol, les grandes divisions de l'armée républicaine, secrètement portées et distribuées en arrière des vrais points d'attaque, pouvaient s'y réunir par des marches combinées, et porter l'effort sur les points que l'ennemi avait été forcé d'affaiblir. C'est à cette tactique de la pensée, que furent presque toujours dus les avantages des armées que commandait Bonaparte. Minerve sortait toute armée de son front; chaque partie de l'exécution était confiée à des lieutenans habiles, à des chefs expérimentés, à des subalternes instruits et dévoués, à des soldats aguerris et animés par un zèle patriotique, et doués la plupart d'une intelligence supérieure. Tout concourait aux succès, et cela seul les explique; on était toujours et partout victorieux, parce que tous les moyens de vaincre étaient là, et étaient mis en œuvre par un talent qui connaissait leur force et les siennes.

Le point de passage du Mincio était marqué à Borghetto; trois divisions, commandées par Massena, Augereau et Serrurier, partirent la nuit de leurs différentes stations, et par des marches combinées, trouvèrent d'abord

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

l'avant-garde ennemie : en se repliant elle rompit une arche du pont. Tandis que l'on travaillait à la réparer, sous le feu des batteries opposées, cinquante grenadiers impatiens, entrent dans le fleuve, tenant leurs armes élevées. « Gardanne, dit le récit du Chef, grenadier « pour la taille et pour le courage, est à leur « tête, l'ennemi crut voir la terrible colonne de « Lodi » : Les premières troupes lâchèrent pied, le pont fut rétabli ; la cavalerie ayant des pelotons d'infanterie sur ses flancs, chargea et repoussa l'ennemi jusqu'au-delà du village où Beaulieu avait son quartier-général. Pendant qu'un combat d'artillerie s'y prolongeait à dessein, la division Augereau, par un long détour, cherchait à tourner l'aile droite des Impériaux, et à leur couper la retraite sur le Tyrol. Beaulieu, averti à temps, put l'effectuer.

Dès le lendemain l'armée se porta sur l'Adige ; mais l'ennemi l'avait déjà passé et replié presque tous ses ponts avec Butohein. « Voilà donc, dit le même récit, les Autri« chiens entièrement expulsés de l'Italie, « nos avant-postes sont sur les montagnes « de l'Allemagne ». Il se plaît, dans ce rapport, à peindre l'état de son armée : « Ils

« jouent et rient avec la mort, ils sont au-
« jourd'hui parfaitement accoutumés avec la
« cavalerie, dont ils se moquent; rien n'é-
« gale leur intrépidité, si ce n'est la gaîté
« avec laquelle ils font les marches les plus
« forcées. Ils chantent tour à tour la patrie
« et l'amour; vous croiriez qu'arrivés à leurs
« bivouacs ils doivent au moins dormir, point
« du tout, chacun fait son conte ou son plan
« d'opération pour le lendemain, et souvent
« on en rencontre qui voient très-juste. »
C'était aussi avec ce stile cavalier, cette li-
berté d'esprit, que le Chef militaire rendait
ses comptes à l'autorité suprême du Direc-
toire, et cette supériorité dans les rapports
civils, était déjà un présage assez sûr de l'a-
venir.

Immédiatement après le passage du Mincio,
Vérone fut occupé par la division Massena.
Peu de jours avant, le frère de Louis XVI,
qu'on désignait en Europe sous le titre de
prétendant, était sorti de cette ville de refuge.
Le sénat vénitien lui fit dire avec assez peu
de dignité de quitter le territoire de la répu-
blique, et le prince répondit avec dignité
qu'on eût à lui apporter *le livre d'or*, pour
y rayer le nom de sa famille, et à lui remettre

XI.e Ep. an 6.e (1796.) l'épée que son aïeul, Henri IV, avait donnée au sénat. A cette seconde proposition, le sénat répondit avec une dureté ironique, en réclamant douze millions, prêtés sans doute sur ce gage; il insultait ainsi un homme devenu respectable comme le malheur, et bientôt cette politique hautaine fut humiliée; Stanislas se rendit à l'armée de Condé, et dit qu'il venait y servir comme soldat.

La retraite de Beaulieu, dans le Tyrol, laissait Mantoue à découvert, et abandonné à ses seules forces. Cette place, que la maison d'Autriche a toujours regardée comme la clef de ses possessions en Italie, est forte par la nature et par l'art, située au milieu d'un lac, ou plutôt d'un marais, que forme le Mincio; à l'est deux longues chaussées sont les seules approches; l'une est couverte par la citadelle, l'autre par un fort; au couchant une grande presqu'île, formée par un bras du Mincio; au sud et au nord, des défenses dont les murs sont baignés par les eaux du lac.

La division Augereau, tournant par la partie supérieure du lac, alla investir la place du côté de l'ouest, tandis que Dallemagne formait l'investissement du bord opposé; déjà

les grenadiers s'avançaient *en tirailleurs* sur la chaussée, répétant *Lodi, Lodi*, et prétendaient emporter la place de vive force. La prudence du chef les fit rappeler; on manquait d'artillerie de siége; elle n'avait pu suivre la rapidité des marches, il fallut y suppléer par celle qu'on avait prise sur l'ennemi. Mais le plan du Général n'était pas de former d'abord un siége en forme et des attaques régulières; Mantoue devait tomber si l'armée autrichienne était forcée d'abandonner le Tyrol, où elle prenait des positions formidables, et où elle attendait les nombreux renforts que l'on préparait à Vienne. Tous les moyens que l'honneur emploie dans la monarchie, y étaient stimulés contre l'énergie républicaine. Les habitans de Vienne formèrent des corps militaires; les Princesses leur brodèrent des drapeaux, les dames de la Cour donnèrent des cocardes et des écharpes; on ressuscita le mot PATRIE, auquel ont toujours recours dans les orages ceux qui les craignent, et qui le font oublier pendant le calme. Les Hongrois signalèrent leur antique attachement pour leur maître; on avait créé une armée nouvelle, jointe aux vingt-cinq mille hommes tirés des armées du Rhin; les

XI.e Ep.
an 6.e
(1796.)

XI.e Ep. an 6.e (1796.) forces de la maison d'Autriche reparurent formidables.

Beaulieu, général habile et malheureux, céda le commandement au général Wurmser; l'expérience d'un vieux guerrier parut seule pouvoir être opposée à la fortune et au génie d'un jeune conquérant. Wurmser, né français, avait fait ses premières armes dans l'armée du maréchal de Broglie, pendant la guerre de sept ans; il avait commandé avec éclat des corps d'avant-garde. A la fin de cette guerre, il entra au service de la maison d'Autriche, et se distingua dans les guerres de Joseph contre les Turcs; il avait vieilli dans les honneurs militaires, et avait alors près de quatre-vingts ans. Il déploya dans cette campagne les talens d'un chef expérimenté, et l'activité d'un jeune général. L'ascendant d'un talent supérieur et d'une fortune fidèle l'emporta. Nous voyons aujourd'hui de près ces grands événemens, que le vernis de l'antiquité et de la poésie n'a pas encore rehaussés; tout ce qui se fit alors autour de Mantoue ne nous paraît que grand, et paraîtra gigantesque à la postérité.

Aussi-tôt que le blocus fut établi, le Général français rassembla les divisions de

son armée, et les dirigea sur les montagnes du Tyrol. Une proclamation profondément savante annonça aux habitans que c'était la paix de l'Europe que l'armée républicaine apportait dans leur pays. « Je « vais passer sur votre territoire, braves « Tyroliens, pour obliger la Cour de Vienne « à une paix nécessaire à l'Europe.... L'armée « française respecte et aime tous les peuples, « plus particulièrement les habitans simples et « vertueux des montagnes. Votre religion « et vos usages seront partout respectés..... « Vous nous recevrez avec hospitalité et nous « vous traiterons avec fraternité et amitié. « Mais s'il en était qui connussent assez peu « leurs véritables intérêts pour prendre les « armes, et nous traiter en ennemis, nous se-« rons terribles comme le feu du ciel... Sous « peu, la Cour de Vienne, obligée à la paix, « rendra aux peuples ses priviléges, et à l'Eu-« rope la tranquillité. » L'ambition de Bonaparte était et devait être le titre glorieux de pacificateur qui seul le distinguait parmi les généraux victorieux qui l'avaient précédé. La gloire militaire de la France était au faîte, lui-même l'avait encore élevée; toute l'Europe était fatiguée, et le guerrier auquel elle

devrait la paix, devait s'acquérir un titre à la grandeur et à sa reconnaissance. La pensée du conquérant s'était élevée à cette hauteur où se trouvaient aussi les grands intérêts de sa destinée; ce fut à cette époque et pendant le premier siége de Mantoue, qu'il fit ou ordonna sur Livourne, à Modène, et dans l'Etat de l'Eglise, ces expéditions promptes qui déterminèrent les armistices, puis les traités de paix avec ces puissances. Le but était moins de s'étendre par des conquêtes, que de s'assurer des peuples qu'il devait laisser derrière lui pendant les marches qu'il méditait déjà sur les Etats héréditaires de l'Autriche. Soumettre ces pays à des subsides et à des garanties atteignait plus sûrement ce but que l'occupation à main armée d'un pays qu'il eût fallu garder avec une partie des forces destinées à des opérations plus décisives. Cette politique militaire décida le vainqueur à *s'abstenir* aussi *de Rome;* Mantoue n'était pas pris, de nombreux renforts grossissaient chaque jour l'armée autrichienne dans le Tyrol, et l'armée française resserrée dans la presqu'île de l'Italie, pouvait au retour se trouver obligée de se déployer devant un ennemi maître des débouchés et des plaines; d'ailleurs ces mé-

nagemens inattendus pour le souverain pontife, ralliaient les opinions religieuses dans un pays où elles avaient encore un grand pouvoir, et présageaient peut-être des circonstances où ces ménagemens, ces égards, pouvaient être des dettes à acquitter. Le Pape donna vingt millions, deux provinces et reçut des commissaires chargés de lever un tribut sur les antiques chefs-d'œuvre des arts dans leur antique capitale.

Pendant ces expéditions, les Autrichiens s'étaient retranchés sur les hauteurs et à l'entrée des gorges du Tyrol; une ligne, tirée de la tête du lac de Garde à l'Adige, couvrait tout ce pays. Massena qui, pendant toute cette campagne, commanda la division d'avant-garde, attaqua ces lignes et les força; c'était le premier combat entre les deux armées, depuis que Wurmser la commandait, c'était l'avertir qu'il fallait marcher au but sans retard, et développer son plan; il était habilement conçu, et fut d'abord exécuté avec vigueur. L'entrée de Wurmser en Italie fut brillante au début, et cette crise fit ressortir le génie, le talent et le caractère du Général républicain. Le plan de Wurmser était de descendre des montagnes du Tyrol par la

XI.e Ep. an 5.e (1796.) tête du lac de Garde, de s'y partager, en suivant les deux rives. Le blocus de Mantoue se trouvait ainsi attaqué par ses deux flancs, et l'aile droite des Autrichiens, tenant les hauteurs et les sources des rivières, pouvait reporter le théâtre de la guerre dans le Milanais. A la rive gauche du lac, entre le lac et l'Adige, les postes importans de la Corona furent enlevés; Vérone fut alors nécessairement évacué, tous les postes se trouvèrent repliés sur l'armée, à la rive droite du lac. Le poste de Salo fut pris; le général Guieux se maintint avec un bataillon dans une maison fortifiée. Le reste de cette division, au lieu de faire sa retraite sur Brescia, qui eût gardé le passage sur le Mincio, la fit sur Peschiera, et l'armée autrichienne occupa Brescia, puis s'empara des postes français à Peschiera, à Lonado, à Castiglione; alors l'armée se trouvait cernée devant Mantoue, par ses deux flancs; sur son front le lac de Garde, dont l'ennemi tenait les deux rives, et derrière elle un pays mal sûr, qui n'offrait aucune retraite, aucun appui. Dans cette position critique, une grande pensée sauva l'armée, et la conduite des généraux, la valeur constante des troupes, ramena la

victoire. Cette grande bataille dura sept jours de marches forcées, de mouvemens habilement dirigés, et de combats où la science et la bravoure suppléèrent souvent au nombre. Le grand parti que prit le chef, fut d'abord de lever le siége de Mantoue, abandonnant son artillerie et ses travaux. En vingt-quatre heures le blocus fut levé; les divisions en marche sur Brescia eurent repassé le Mincio, rompu toute mesure à l'armée ennemie qui arrivait par l'Adige, et en présence de l'autre armée qui était arrivée par le Mincio. L'armée française se trouvait ainsi trop faible pour les combattre réunies, plus forte que chacune d'elles séparées : c'était déjà avoir repris tous les avantages de position. L'exécution fut rapide, comme l'avait été la pensée; le 18, les attaques commencèrent par aller délivrer le général Guieux, qui tenait encore à Salo. Sa troupe, enfermée, combattait depuis quarante-huit heures, sans pain. Dallemagne avait ordre de reprendre Lonado à tout prix; l'ennemi le prévint, l'attaqua. Après un combat long et opiniâtre l'avantage resta aux Républicains, mais Lonado ne fut pas encore repris. Le lendemain, la division Augereau entra dans Brescia, et

XI.e Ep. an 6.e (1798)

XI.e Ep. an 6.e (1796.) le jour suivant, on reprit les positions qui avaient été abandonnées à Lonado, à Montechiaro; toutes assuraient la rive gauche du lac: un corps laissé à Castiglione devait contenir l'autre armée autrichienne; ce poste fut défendu négligemment et évacué; le Général qui y commandait fut destitué à la tête de l'armée. Après ces dispositions, les armées se trouvèrent en présence, le 16: l'aile gauche était commandée par le général Guieux qui devait attaquer et reprendre Salo. Ce poste avait été encore une fois évacué; Massena commandait au centre où devaient se faire les mouvemens décisifs par l'attaque de Lonado; Augereau commandait la droite et devait attaquer et reprendre Castiglione. L'action s'engagea d'abord au centre, où l'avant-garde de Massena fut attaquée, enveloppée, et le Général qui la commandait pris, avec plusieurs pièces d'artillerie. « Je fis for-« mer (porte le récit du Général en chef) la « dix-huitième demi-brigade et la trente-« deuxième en colonne serrée par bataillon». Le but de cette manœuvre était de faire un effort sur le centre de l'ennemi affaibli par le prolongement de ses ailes qui cherchaient à envelopper cette masse. « Sa manœuvre,

« ajoute le récit, me parut un sûr garant de la « victoire ». Massena était à la tête; il détacha seulement quelque infanterie légère pour contenir et retarder la marche de ce déploiement des deux ailes de l'armée ennemie, en perçant le centre opposé : ces deux ailes séparées se virent prises en flanc, et bientôt dispersées. Junot eut ordre de poursuivre la cavalerie; au lieu de la charger en queue, il la prolongea de toute sa longueur pour la prendre en tête et l'arrêter : il fut blessé, renversé de son cheval; l'ennemi repoussé voulut faire sa retraite sur Salo, mais le trouvant occupé par les troupes françaises, toute cette division autrichienne se dispersa et fut presque toute prisonnière. Une partie s'était retirée sur les débouchés du Tyrol; elle y fut poursuivie, harcelée, repoussée derrière les défilés, et perdit deux mille prisonniers.

La position de l'armée républicaine, après ces différens combats, était devenue avantageuse; les chemins du Milanais étaient fermés à l'ennemi; mais Mantoue restoit couvert par une armée. Wurmser ayant réuni ses forces, avait encore vingt-cinq mille hommes, avec une cavalerie nombreuse; le sort de l'Italie n'était pas décidé. Bonaparte

XI.e Ep. an 6.e (1796.) réunit les divisions de son armée, et alla de sa personne au poste de Lonado, où l'attendait une de ces circonstances que la fortune semble ménager à l'homme supérieur pour dessiner d'un trait la force de son caractère. Il n'y avait que douze cents hommes dans Lonado, et tandis que Bonaparte y donnait ses ordres, on vit arriver un officier autrichien comme parlementaire. Il apportait au commandant du poste une sommation de mettre bas les armes, parce qu'il était cerné par des forces supérieures; et effectivement, on voyait déjà sur les hauteurs la tête des colonnes ennemies qui touchaient aux vedettes du poste. Bonaparte se tournant vers ses officiers qui l'entouraient: «Il serait plaisant, dit-il, que « nous fussions obligés de donner ce soir à sou« per à ces gens-là». En même temps il ordonne de faire approcher l'officier autrichien, et de lui débander les yeux, et lui dit: « Faites sa« voir à votre Général que vous avez vu ici « le Général en chef de l'armée d'Italie: il ne « peut pas ignorer que l'armée républicaine « y est; s'il a la présomption de lui faire po« ser les armes, qu'il avance; mais dites-lui « que je le rends responsable de l'insulte per« sonnelle qu'il me fait; et que si, dans huit

« minutes, il n'a mis les armes bas, je ne ferai « grace à personne ». Le Général autrichien demande à parlementer, s'avance et propose de capituler. Non, dit Bonaparte; vous êtes tous prisonniers de guerre. On hésite : il s'adresse à Berthier, et lui dit de faire avancer les grenadiers et l'artillerie légère. Le Général ennemi s'éloignait; il se retourne et crie : « Nous sommes rendus ». Il y avait là quatre mille hommes et quelque cavalerie qui défilent, posent les armes et sont aussitôt mis en route pour les dépôts. Cette anecdote historique rappelle César pendant la tempête, disant au pilote de son esquif : « Va, et ne « crains rien; tu portes César et sa fortune ».

Le 18, à la pointe du jour, les deux armées étaient en présence : il y eut d'abord hésitation de part et d'autre; Wurmser couvrait Mantoue, et voulait être attaqué; le Général français attendait la division Serrurier qui, venant de l'aile gauche de l'ennemi, devait se trouver postée sur son flanc au premier mouvement qu'il ferait pour se porter en avant. Afin de provoquer ce mouvement, le Général en chef fit retrograder toute sa ligne, et réussit en partie. Wurmser craignant pour sa droite, l'étendit voulant fermer les

XI.e Ep. an 6.e (1796.) passages sur Mantoue, en avant de son aile gauche; pour la soutenir, il avait construit dans la plaine une forte redoute : vingt pièces d'artillerie à cheval y furent dirigées, et cette canonnade donnait le temps d'arriver à la colonne que Serrurier amenait. Dès qu'elle fut apperçue commençant l'attaque de l'aile gauche, le centre se porta en avant au pas de charge; le feu d'artillerie avait suffi pour faire abandonner la redoute; toute la ligne ennemie se mit en retraite, et la fit sur le Mincio; sa droite à Peschiera, sa gauche à Mantoue. Le lendemain, Massena attaqua et força le camp retranché sous Peschiera : le lendemain 20, la division Augereau passa le Mincio à Peschiera, Serrurier se porta sur Vérone où était encore l'arrière-garde ennemie. Le provéditeur du sénat vénitien refusant d'en ouvrir les portes, le canon les ouvrit, et de ce même jour, toutes les divisions françaises eurent repris leurs anciennes positions autour de Mantoue. L'histoire n'offre pas d'exemple de pareils résultats : ce ne sont plus des armées battues et en retraite cédant le champ de bataille et quelques contrées. Le vainqueur avait le droit de dire : « L'armée « autrichienne qui, depuis six semaines, me-

« naçait l'Italie, a disparu comme un songe, « et l'Italie qu'elle menaçait est aujourd'hui « tranquille ». Pendant cette grande lutte, les peuples à Milan, à Bologne, à Ferrare, furent spectateurs assez immobiles, et attendirent le sort que leur réservait la fortune. A Rome, quelques agitateurs y insultèrent des Français. Le Pape, malgré l'armistice et malgré les représentations du ministre d'Espagne, se hâta trop de renvoyer à Ferrare un vice-légat, obligé d'en ressortir peu de jours après.

Rentrée dans ses anciennes positions autour de Mantoue, l'armée n'avait plus retrouvé les moyens qu'elle y avait laissés pour en faire le siége. Tous les travaux étaient détruits, cent cinquante bouches à feu avaient été traînées dans la place; le Général résolut de n'y laisser qu'un blocus et de marcher sur l'ennemi en retraite dans le Tyrol.

Ces prodigieux succès firent taire l'envie, qui, dès les premiers revers, semblait se réveiller d'un repos pénible. Le conquérant avait eu besoin d'être défendu à la cour directoriale, et les Directeurs avaient cru nécessaire de lui adresser une lettre de satisfaction qui pût en imposer à ses [illegible], et

XI.e Ep. an 6.e (1796.) maintenir l'opinion publique en faveur d'un général dont les victoires consolidèrent son autorité. Cette autorité naissante était déjà attaquée; les mécontens qu'irritait la nomination aux places éminentes ou lucratives; les chefs connus, ou les moteurs secrets des deux partis d'opposition, royalistes ou anarchistes; les oisifs qui, plus en France qu'ailleurs, se font frondeurs pour chercher quelque importance à leur nullité, et le sont toujours du gouvernement quel qu'il soit; tous ces divers partis qui, sans suivre la même route, tendaient au même but, se réunissaient pour détruire ce qui était, sauf à se séparer, pour se combattre, lorsqu'il s'agirait de remplacer ce qu'on aurait détruit.

Ces tracasseries intérieures, qui n'auraient pas existé sous un Gouvernement bien établi, ne laissaient pas de contrarier et d'aigrir un Gouvernement encore enfant, qui n'avait pas la force d'Hercule, et dont les serpens entouraient le berceau. Par une allusion piquante le Général en chef de l'armée d'Italie, recommandait au Directoire, entre plusieurs objets d'histoire naturelle, qu'il lui envoyait : « une « collection complète de serpens, qui, disait-

« il, m'ont paru bien mériter de faire le « voyage de Paris ».

XI.e Ep. an 6.e (1798.)

Plusieurs complots plus ou moins obscurs avaient été déjà découverts ou déjoués. De ces événemens qui, dans leur temps firent du bruit et acquirent de l'importance, il ne reste à l'histoire que quelques noms sauvés de l'oubli. Le nom de Babeuf désignera plutôt des conjurés méditant des assassinats partiels, que des conspirateurs ralliés par des motifs et des intérêts politiques, pour changer les destinées d'un Etat. Drouet, déjà fameux par l'arrestation de Varennes, reparaît comme un mécontent, instrument d'une opposition étrangère; Brothier, Lavilleharnois, comme des agens d'un plan donné, mal conçu, et sans moyens d'exécution. Ces intrigues, qu'on honora du titre de conspiration, pour leur acquérir l'importance qu'on avait momentanément besoin de leur donner, ne seront pour la postérité que des faits sans intérêt, et dont les détails consignés dans les recueils contemporains, resteront déposés dans ces mêmes archives, à côté de la procédure de leur jugement. Lorsqu'à l'établissement du Gouvernement directorial et du régime républicain, tous les hommes probes, dans chaque parti,

XI.e Ep. an 6.e (1798.)

sentirent le besoin de l'ordre et du règne des lois, tous les hommes aussi de chaque parti, qui n'avaient vécu que du désordre et de l'anarchie, se virent déshérités. Abandonnés, ils se rallièrent. Ces hommes, de la dernière classe du peuple, n'ayant ni propriétés ni occupation, devinrent une troupe de sicaires, dévoués à qui leur donnait des espérances et du vin. Ceux qui s'en emparèrent et se donnèrent à eux, comme chefs, furent aussi nécessairement ou des hommes médiocres dans leur classe, qui n'ayant pas pu trouver place parmi les employés du nouveau Gouvernement, avaient à satisfaire leurs ressentimens et leurs besoins, ou des agens des oppositions intérieures ou étrangères qui prirent ces chefs à leur solde, et les employèrent, soit en leur traçant des plans d'intrigues, qu'on appela conspiration, soit en adoptant les leurs, toujours bons, puisque leur but était le désordre et le renversement du Gouvernement établi. Mais dans la lutte des autorités contre ces hommes qui n'en voulaient aucune, ils trouvèrent des ménagemens et des rigueurs, précisément dans le sens contraire, qu'ils les avaient espérés ou craints. Le système de contrepoids, qu'on avait suivi dans le choix des

premiers magistrats de la république, y ayant placé des hommes opposés de parti et d'opinion, chacun d'eux voulut éloigner de lui la présomption et le soupçon de partialité, en faveur de ses anciens amis. Ainsi, Carnot, patriote et membre du Comité de salut public, poursuivit sans détour les partisans de l'anarchie; et Barras, noble d'origine, voulant sans doute éloigner le soupçon de royalisme, fut par les faits et par les pièces résultantes du procès de Babeuf, convaincu de grands ménagemens pour lui et pour ses complices; et même alors il fut accusé par eux, et plus encore par le public, d'avoir employé contre eux le stratagême d'une connivence simulée, dont l'agence secrète de la police peut se servir pour attirer dans le piége ceux qu'elle semble y devancer, mais que l'on jugea trop au-dessous du caractère public dont une magistrature suprême est revêtue.

Le Directoire avait permis le rétablissement des sociétés populaires; et le premier usage qu'elles firent de cette liberté, fut une licence effrénée, qui, de la tribune du Panthéon, lieu de leur séance, déclamait contre le Directoire, proposait dans ses discussions orageuses, des plans opposés au Gouvernement

XI.e Ep. an 6.e (1796.) établi, s'occupait de la nomination aux emplois, et faisait des députations aux Directeurs, pour leur désigner impérativement les sujets qui leur convenaient. Bientôt ces séances se prolongèrent pendant les nuits; plusieurs y vinrent en armes : on finit par y proposer de *marcher à l'instant pour égorger, sous le nom de tyrans, les ministres, les Directeurs et la très-grande majorité des Conseils.* Les excès furent tels, que le Directoire fut obligé de rendre compte par un message aux Conseils, des mesures prises pour dissoudre ces dangereuses réunions. Mais de leurs débris, se formèrent des associations secrètes, des conciliabules clandestins, où tout ce que la fureur de l'esprit de parti comprimé, l'ambition déjouée, l'orgueil blessé, les espérances trompées, ont de plus violent, fut admis comme système et comme plan de conduite. Ils étaient parvenus à corrompre une partie de la garde armée pour la sûreté de la ville; sous le nom de Légion de police. Elle fut licenciée sur un simple arrêté du Directoire, ce qui lui prouvait à la fois, et l'extravagante audace de ses ennemis, et la faiblesse de leurs moyens. Enfin, réduits à ourdir de nouvelles trames dans les ténèbres,

et à rédiger leurs projets, plus atroces encore qu'insensés, tous les matériaux de ces conspirateurs furent saisis chez ce Babeuf, sous la forme d'un journal, où se trouvait rangé méthodiquement, et par ordre de dates, tout ce qui devait s'exécuter successivement, dénonciations, assassinats partiels ou collectifs, emprisonnemens, déportations, et pour but, le rétablissement de cette constitution de 93, objet éternel des règles simulées et des réclamations tumultueuses de tous ces hommes. Ils n'étaient pas plus de six ou sept cents; entourés des autorités publiques, qui les surveillaient, de la force publique qui les méprisait, de tous les citoyens probes qui les détestaient; mais par la faiblesse des mesures de répresssion, ils se faisaient craindre, et dans la tentative désespérée qu'ils firent, peu s'en fallut qu'ils ne parvinssent, non à leur but de subversion, mais à porter le poignard dans le sein de plusieurs magistrats de la République. Depuis la clôture de tous leurs lieux de séances, elles se tenaient dans les cabarets, et là, il était tellement facile de les faire suivre et de les surveiller, qu'il est très-croyable qu'ils le furent, qu'ils eurent même parmi eux des complices simulés, chargés

XI.e Ép. an 6.e (1796.) d'informer de toutes leurs démarches. Il est possible qu'ils aient profité de l'absence de Reubel et de Barras. Au jour de l'explosion, ces deux Directeurs étaient à la campagne. La malignité voulut, dans le temps, accuser cet éloignement de connivence; rien ne le prouve, et le tribunal de l'histoire a aussi ses formes légales.

Le complot devait éclater au jour fixé; une partie des assassins devait forcer la garde du Directoire, égorger les Directeurs, puis les ministres et les membres du Conseil désignés. L'autre bande devait se porter et s'établir dans la plaine de Grenelle, où ils croyaient avoir des intelligences dans la troupe à cheval qui y était campée. Les Directeurs présens furent avertis peu d'heures avant l'exécution; et quoiqu'on fût accoutumé à ces sortes d'alertes, le mouvement et le bruit que firent quelques cavaliers qui allaient chercher un renfort aux casernes, fut entendu et suffit pour détourner cette bande qui devait assaillir le Directoire; elle se rejoignit alors à celle qui devait attaquer le camp. Les postes avancés ayant reçu des réponses insolentes au *qui vive* des vedettes, se replièrent sur les tentes de l'état-major, et

donnèrent l'alarme. Les cavaliers nuds, sautent sur leurs chevaux, et reçoivent, le sabre à la main, les accolades fraternelles qu'on leur propose. Toute la horde se disperse et se dérobe à la faveur de la nuit. Les motifs secrets de ce mouvement, étaient, à la faveur du tumulte, de délivrer Babeuf et ses associés, que le Directoire avait fait arrêter. Parmi eux, Drouet, comme membre des Conseils, ne put être mis en jugement qu'avec les formes prescrites. Il fallut assembler une haute cour de justice à Vendôme; ses complices s'y trouvèrent traduits; et les formalités retardèrent le jugement. Brothier et Lavilleharnois, dont la conjuration royaliste fut découverte peu de temps après, n'ayant pas les mêmes titres d'exception, furent jugés par les tribunaux civils, plus disposés à l'indulgence. Drouet s'évada; quelques-uns furent condamnés à mort, d'autres à la déportation; mais de ces secousses réitérées, de ces efforts comprimés et renaissans, il resta un doute pour les bons esprits. On se demandait si la constitution, telle qu'elle était, suffisait pour maintenir la tranquillité publique, pour assurer les personnes, les propriétés, c'est-à-dire, pour gouverner. Cette pensée se trouvant oc-

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

cuper, à la fois, beaucoup de têtes sages et sensées, produisit la réunion, qu'on appela de Clichi, séante au village de ce nom, près de Paris; et cette association, commencée avec les intentions les plus saines et les plus droites, fut celle qui produisit les plus grands maux. Elle servit de motif ou de prétexte aux événemens du 18 fructidor, et renversa ainsi le Gouvernement, qui devint un despotisme déguisé sous le nom de République. Mais les victoires des armées la défendirent encore quelque temps; cet intervalle de succès, de gloire retarda cette journée funeste, et rappelle au récit des événemens, selon l'ordre des temps.

Après le passage du Rhin et la prise de Kehl, les armées du Rhin et de la Meuse s'étaient mises en mesure de re[illegible]gner l'avance qu'avait prise l'armée d'Italie. D'après le plan général, conçu et arrêté, Jourdan devait tenir la gauche de son armée appuyée au Rhin, et mesurer les marches progressives de son centre et de son aile droite, de manière à la maintenir toujours à la hauteur de l'aile gauche de l'armée de Moreau, dont la droite, réglant tous les mouvemens de cette ligne d'opération, devait s'approcher des vallées du Tyrol, qui ouvrent les passages de l'Al-

lemagne à l'Italie, établir ses communications avec l'armée d'Italie, par les sources de l'Adige, où cette armée les avait devancés. Peu de jours après le passage à Kehl, l'armée aux ordres de Kléber, partit de Dusseldorf; celle de Jourdan, qui commandait en chef, passa le Rhin entre Coblentz et Andernach. Leur jonction s'opéra, et leurs premières marches les portèrent sur la Sieg, puis rapidement sur la Lahn. Les Autrichiens abandonnèrent successivement tous leurs postes, et se retranchèrent derrière cette rivière, tandis que Moreau, s'avançant en Souabe, remportait une victoire à Renchen.

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

« L'ennemi occupait la belle position en « avant du village de Renchen et de la ri« vière de ce nom, fameuse par le passage du « maréchal de Turenne. L'ennemi, à l'abri « d'un bois, qu'il avait derrière lui, ma« nœuvrait avec rapidité, pour tâcher de dé« border nos flancs; mais la réserve, toujours « dirigée à propos, rendait ses tentatives inu« tiles, et le repoussait avec perte. Les cui« rassiers essayèrent enfin de déborder notre « droite, et chargèrent avec vigueur. Mais « deux bataillons, soutenus de l'artillerie lé« gère, les culbutèrent, et quoique entourés,

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

« manœuvrèrent avec sang froid, pour diriger « leurs feux sur tous les points où ils étaient « menacés. L'ennemi a laissé le champ de ba- « taille couvert d'hommes et de chevaux. »

L'ennemi essaya la même manœuvre sur l'aile gauche, au moment où l'infanterie se portait en avant, et était prête à pénétrer dans le bois. Mais ce mouvement prévu, fut arrêté; le général Ste.-Suzane, à la tête de sa cavalerie, le chargea en front et en flanc. Cette attaque rapide et inopinée décida l'action, tout plia en désordre, et dans un instant on fut maître de la rivière et du village de Renchen.

Cette action ouvrait, à l'armée républicaine, l'entrée des montagnes Noires, par la vallée de Renchen. Mais les troupes wirtembergeoises, commandées par leur prince, occupaient des postes retranchés, sur les hauteurs à Oppenau et au Knibis. Il fallut d'abord disperser les paysans armés qui défendaient les passages. Les chemins ne permettaient pas le transport de l'artillerie; trois bataillons, et quelque cavalerie, bravèrent tous ces obstacles, et les redoutes emportées d'assaut, ouvrirent les passages à l'armée. Peu de jours après, l'avant-garde de

l'armée de Jourdan, commandée par Lefebvre et Kléber, gagna une bataille à Neukirchen, après laquelle cette armée passa la Lahn à Marbourg, renforcée par les troupes bataves, et une partie de l'armée du Nord. Cette marche rapide, est peinte dans ce récit rapide de Jourdan.

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

« Le 12 messidor (30 juin), le général Kléber a passé la Sieg, le 13, il vint à *Uckerath*, et s'en rendit maître, sans opposition; le 14, le général Jourdan força le passage du Rhin à Neuwid, et le 15, il effectua sa jonction avec le général Kléber; le 16, le général Lefebvre attaqua l'aile droite de l'ennemi, la culbuta et fit 600 prisonniers; les 17, 18, 19, l'armée s'est avancée, en se portant sur la Lahn; le 20, l'ennemi s'est retiré; le 21, l'armée a passé la Lahn; le 22, elle a continué sa marche, Kléber rencontra l'ennemi à Friedberg, et le battit; le 23, l'armée se reposa; le 24, elle passa la Vida, et se porta en partie sur Francfort, et partie sur le Mein; le 25, Francfort fut sommé, et sur le refus de la garnison autrichienne, bombardé; le 26, elle capitula, et le 28 (18 juillet), les Français y sont entrés ». Kléber écrivait à son ami Grouchi : *Nous comptons, mon cher Général,*

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

nos marches par nos combats, et nos combats par nos victoires.

Elles marchaient de front avec celles de Moreau, sur le Haut-Rhin. Après une bataille gagnée à Rastadt, ce Général put rapprocher sa gauche de l'aile droite de l'armée de Sambre et Meuse. Celle-ci, par l'occupation de Francofort, obligeait l'armée impériale à repasser le Mein. Jourdan, alors, fit avancer le centre de cette armée, et cerna la forteresse de Konigstein, tandis que sa droite se portait sur Mayence. Tous ces mouvemens, combinés avec ceux de Moreau, tendaient à éloigner toujours l'ennemi de la rive du Rhin, pour isoler les deux places importantes de Mayence et Manheim. L'archiduc Charles, pressé sur ses deux flancs, prit alors le seul parti qui pouvait prolonger le système de défensive qu'il avait adopté. Il concentra ses forces entre le Mein et le Neker; mais déjà les avant-postes français n'étant plus qu'à huit lieues de Stuttgard, le prince de Wurtemberg qui, à la tête de ses troupes, voyait ses Etats près d'être envahis totalement, s'occupa de sa paix particulière, envoya des plénipotentiaires à Bâle, et son exemple fut bientôt après imité par plusieurs Princes de l'Empire.

A la suite d'une conférence, qui fut tenue à Pyrmont, où se rendit le Roi de Prusse, les intérêts du Corps Germanique, fondés sur l'impérieuse nécessité des circonstances, décidèrent d'abord les Souverains, membres de cette ligue, à retirer du théâtre de la guerre, leurs troupes, autres que celles de leur contingent ; et bientôt, par des paix partielles, chacun stipulant pour ses intérêts particuliers, la maison d'Autriche se trouva abandonnée à ses seules forces. Cependant, les mouvemens progressifs des deux armées préparaient leur jonction, et l'armée autrichienne, quoique forte encore de soixante mille hommes, n'était plus en état de s'étendre, pour conserver des pays alliés qui se séparaient d'elle. Dans cet état de choses, l'Empereur donna ordre à son frère de se borner à défendre la Bavière et les pays héréditaires, et de concentrer ses forces, en se repliant sur la ligne de défense, qu'offrait encore le Danube. Déjà des émeutes avaient signalé l'esprit révolutionnaire jusque dans Vienne; le peuple, assemblé tumultuairement devant l'hôtel du ministre Thugut, avait crié *la paix*, et la force armée avait été nécessaire pour dissiper ces attroupemens. Il

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

XIe. Ep. an 6.e (1796.) paraît même qu'alors l'Autriche redemanda l'armistice qu'elle venait de rompre. Moreau refusa ; toutes les divisions de son armée étaient en ligne, et s'avançaient en mesure. A la droite, le général Férino longeait les revers des montagnes de la Forêt-Noire, et devançant la marche de l'armée, se rapprochait du lac de Constance, menaçait la forteresse de Bregentz et les gorges que le cours de l'Inn forme dans le Tyrol, et par où l'on voulait établir la communication avec l'armée d'Italie. Dans la marche de ces deux grandes armées du Rhin et de la Meuse, sur un front de plus de soixante lieues, l'envahissement successif du territoire, n'était pas l'effet de batailles rangées, suivies d'une retraite de l'ennemi évacuant une grande étendue de pays, et laissant ainsi un grand intervalle d'espace entre l'armée victorieuse et l'armée défaite, et un long intervalle de temps entre une bataille perdue et une nouvelle action générale. Ici les combats étaient partiels et journaliers ; les affaires de postes décidaient tout. Les positions les plus formidables de l'ennemi se trouvaient dépassées et tournées, et bientôt abandonnées par suite des avantages remportés sur lui, à vingt lieues du point qu'il occu-

pait. Sa ligne de défense percée sur un point, subordonnait tous ses mouvemens à ceux d'une offensive savante et combinée. Les divisions commandées par des chefs habiles dans la science du commandement, étaient répandues sur ce vaste théâtre de la guerre; toutes se soutenaient en agissant isolément. Un échec était aisément réparé, parce que les flancs d'une division en retraite étaient couverts par les divisions les plus proches, et le système rétrogade de l'ennemi ne lui aurait pas permis de se porter en avant pour pénétrer dans un intervalle momentanément ouvert: tant que cet accord de toutes les parties fut maintenu, les succès furent rapides et suivis.

Après la bataille de Rastadt, l'Archiduc effrayé des succès rapides de Moreau, ne laissa devant l'armée de Jourdan, qu'un corps de trente mille hommes aux ordres du général Wartensleben. Il ramena le reste, et prit une position connue par sa force en avant du village d'Ettingen; sa droite vers le Rhin, sa gauche appuyée aux montagnes. Moreau, obligé, par des embarras de subsistances et de transports, de retarder l'attaque, rappela à lui les divisions du centre. Le général

XI.e Ep. au 6.e (1796.) Saint-Cyr, qui les commandait, agit sur le flanc gauche de l'ennemi, et le tourna par les hauteurs où il s'appuyait. Desaix attaqua au centre; la gauche resta resserrée en arrière du village d'Ettingen. L'action se décida à la gauche de l'ennemi, où il avait placé l'élite de son infanterie, et tous les renforts qu'il avait fait venir du Bas-Rhin. « Une artille-« rie nombreuse, les bataillons de croates, de « grenadiers et d'infanterie légère, et quatre « escadrons, avaient ordre d'y tenir jusqu'à « la dernière extrémité. Nous avons été re-« poussés quatre fois, et ramenés au pied de « cette montagne, une des plus élevées et es-« carpées de la Forêt-Noire. La cinquième « charge, renforcée d'une partie de la ré-« serve, faite en colonne, autant que le ter-« rein pouvait le permettre, a complètement « réussi. » Après cette bataille perdue, l'Archiduc se replia sur le Necker, qu'il fut bientôt obligé de mettre devant lui, tandis que Jourdan, profitant de l'affaiblissement de l'armée autrichienne, qui lui était opposée, la rejeta derrière le Mein, qu'il passa. Tout ce corps, commandé par Wartensleben, abandonna la défense de la rive gauche de ce fleuve, et sans prendre de position, se diri-

gea sur le Necker, puis sur le Danube, pour se réunir à l'armée du prince Charles.

Déjà Moreau, réglant ses marches sur ses avantages, était entré à Ulm. Une division de son armée, conduite par le général Laborde, avait passé le Rhin à Tuningen, avait forcé tous les postes ennemis, dans le Brisgaw, jusqu'aux villes frontières, et appuyait ainsi les attaques de Seria, sur les passages de l'Allemagne à l'Italie, par les gorges du Tyrol. Moreau, après avoir rejeté l'ennemi au-delà du Necker, fidèle au plan général de cette campagne, porta en avant la droite de son armée, pour prévenir l'ennemi sur le Danube, ou pour y hâter la retraite; ce qui arriva; mais il refusa sa gauche, et la tint en arrière, en avant de Stutgard, vers Pforzheim; et cependant Jourdan, ne trouvant plus d'ennemis devant soi, par la prompte retraite du général autrichien Wartensleben, poussa vivement ses avantages sur le haut-Mein, et dans cette marche rapide, son aile droite, qui devait se tenir à la hauteur de la gauche de l'armée du Rhin et Moselle, la dépassa de beaucoup, et se trouva ainsi ayant son flanc droit à découvert.

Soit que cette prompte retraite des Autri-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) chiens fût la suite d'un plan combiné du prince Charles, soit que profitant de cette marche précipitée de Jourdan, qui rompait la ligne des deux armées, il conçût son projet d'après l'événement; c'est de-là qu'il faut dater les revers qui changèrent si subitement le théâtre de la guerre, et le reportèrent en peu de jours du Danube sur le Rhin.

Après plusieurs combats de détails, l'armée de Moreau s'était avancée par Nœrdlingen, près de Donauwert, à la suite d'un combat, où le prince Charles l'avait attaqué sur tout son front, et avait d'abord fait reculer son quartier-général quatre lieues en arrière, à Kœnigscron, en se portant ensuite sur les derrières de l'armée, la division Saint-Cyr, prise à revers et tournée sur son flanc, s'était soutenue avec peine. Desaix avait rétabli le combat, et l'armée reprenant ses positions, l'ennemi s'était décidé à repasser le Danube. L'armée de Jourdan, pénétrant en même temps dans la Franconie, s'était avancée jusqu'à Bamberg; cette armée était alors sous le commandement de Kléber, Jourdan ayant été obligé de le lui remettre momentanément, par suite d'une chûte dans une reconnaissance, où il avait failli être pris.

La jonction de ces deux armées, qui devait assurer leurs succès décisifs, était encore rendue difficile par un intervalle de vingt lieues de pays ennemi, tandis que la division de droite de l'armée du Rhin s'emparait de Constance et de Bregentz, où Ferino luttait contre les corps autrichiens qui défendaient les passages du Tyrol. Kléber, après un combat de cavalerie avantageux, poussa l'armée ennemie jusqu'à Nuremberg, où Jourdan reprit le commandement. La résidence de la cour de Bavière, Munich, étant déjà menacée, l'Electeur se décida à se retirer en Saxe. Donauwert fut occupé par Desaix; mais cependant les troupes bavaroises restèrent armées pour le service intérieur de leur pays : Moreau était entré le 22 août à Augsbourg. L'ennemi, retiré derrière le Lech, avait été obligé d'abandonner cette position, après le passage de cette rivière à gué sous le feu de ses batteries, et après une action sanglante à Friedberg, où il perdit quinze cents prisonniers. Les avant-postes français étaient à deux lieues d'Ingolstadt ; ceux de Jourdan n'étaient qu'à trois lieues de Ratisbonne : les divisions de droite de l'armée du Rhin s'avançaient vers le Tyrol par les vallées que forment le cours

XI.e Ep. An 6.e (1796.) de l'Inn et les sources du Lech; déjà l'Archiduchesse qui résidait à Inspruck, s'en était retirée. La jonction avec l'armée d'Italie devait s'effectuer et prendre à revers l'armée de Wurmser. L'armée d'Italie avait son avant-garde à Trente, après avoir repris toutes ses positions de siége autour de Mantoue: Wurmser, pressé sur ses deux flancs, était forcé de se borner à défendre le Tyrol, par une guerre de position, dans un pays de montagnes, où le génie et l'activité des généraux français le prévenait ou le tournait sans relâche. L'Empire, divisé par les événemens de la guerre et par des traités partiels, se consolait de ses revers par l'espoir d'une paix forcée, mais prochaine. Une seule journée, à la droite de l'armée de Jourdan, changea la face des affaires et les résultats de cette campagne.

Depuis long-temps le prince Charles méditait ce mouvement, calculé d'après la position des différens corps de l'armée française; il avait reçu des renforts, entre autres, quatorze mille grenadiers hongrois. L'armée de Jourdan, marchant sur Ratisbonne, avait sa droite avancée jusqu'à Neumarck, et en avant de ce poste, Bernadotte était au village de Teining, ayant opposé à lui le corps de

Wartensleben en retraite, pour se mettre derrière le Lech. Un ordre subit du prince Charles, enjoignit de marcher sur Teining, et d'attaquer de front, sans égard aux forces qu'on pourrait y trouver. En même temps, à la tête de quinze mille Hongrois, il repasse le Danube, et attaque Bernadotte sur son flanc droit. Malgré la supériorité du nombre, Bernadotte tint toute la journée; mais les secours que lui envoyait Jourdan, ayant été arrêtés par les troupes du corps de Wartensleben, qui déjà avaient dépassé le flanc gauche de Bernadotte, celui-ci fut forcé à la retraite.

Elle se fit d'abord sans grand désordre sur Nuremberg, mais l'Archiduc, profitant de l'intervalle découvert que laissait cette retraite, se jeta sur les derrières du centre et de l'aile gauche de Jourdan. Menacé d'être enveloppé et coupé de ses communications, Jourdan se hâta de se replier d'abord sur Amberg, où, attaqué de front par Wartensleben, et en flanc par le prince Charles, suivi sans relâche dans sa retraite, il la dirigea sur la position de Pfortzheim, comptant y réunir l'armée. Moreau, au premier rapport de cette retraite, s'était hâté de marcher en avant, de

XI.e Ep. an 6.e (1796.) passer le Lech, et d'attaquer le corps d'armée du général Latour; ce fut alors qu'il le battit complètement à Friedberg.

Si la retraite de Jourdan n'eût été qu'une position rétrograde, après une bataille perdue, l'affaire de Friedberg devait le dégager, en forçant l'Archiduc d'accourir sur Moreau, pour arrêter sa marche sur la rive droite du Danube; mais après cette victoire, l'armée de Moreau se trouvait entièrement isolée, par l'éloignement de l'armée de Sambre et Meuse. Il paraît cependant qu'il balança, si, poursuivant sa marche et appuyant les premiers succès de sa division de droite vers Bregentz, il entreprendrait sa jonction avec l'armée d'Italie, par les gorges du Tyrol, prenant ainsi à dos l'armée de Wurmser. Les difficultés parurent insurmontables; il ne crut pas devoir hasarder de s'avancer par la Bavière sur l'Autriche, en laissant ses communications hasardées. Déjà Jourdan s'était retiré jusqu'à Wurtzbourg, où le prince Charles l'avait suivi, attaqué et défait dans une seconde action plus décisive encore que la première. Les troupes n'étaient pas découragées, tous les combats journaliers pendant cette longue retraite furent soute-

nus par la valeur des soldats et par la présence d'esprit des Généraux ; mais l'indiscipline avait causé des désordres et des vexations, dont les habitans du pays se vengeaient. Tout ce qui s'écartait de l'armée était massacré par les paysans ; ils se formèrent en corps armés et organisés, au nombre de sept à huit mille, surprirent de nuit, près de Neustadt, le quartier du général Ernouf. Ce général étant obligé de se sauver à Francfort, il fallut rassembler des forces pour disperser ces attroupemens.

XI.e Ep. an 6.e (1798.)

Selon le système de guerre adopté alors, on avait laissé en arrière les places fortes, bloquées ou assiégées, Manheim, Mayence, les forteresses de Kœnigstein et d'Ehrenbreitstein. Ces places avaient de fortes garnisons, dont les sorties inquiétaient les derrières de l'armée en retraite. Elle parvient enfin sur la rive droite du Rhin, sous le commandement de Beurnonville, qui remplaça Jourdan.

Pièces justificatives, n° 4.

Cependant, après les journées de Wurtzbourg, le prince Charles, assuré de la retraite de cette armée, en avait abandonné la poursuite à ses lieutenans, et renvoyé sur le Danube une partie des renforts victorieux qui l'avaient suivi, tandis qu'avec les garnisons réunies il gagnait les débouchés des

vallées qui devaient servir de passage à l'armée du Rhin et Moselle, pour effectuer sa retraite. La position de l'armée de Moreau devint alarmante; à peine osait-on espérer en revoir les débris sur les rives du Rhin.

Après la victoire de Friedberg, Moreau resta plusieurs jours dans l'inaction : il attendait l'issue des événemens de l'armée de Sambre et Meuse. Dès que la retraite de cette armée fut sans espoir de retour, il se décida à ramener la sienne sur le Rhin; mais, pour en imposer à l'ennemi et lui donner le change, il fit d'abord porter toute son aile gauche en avant par une marche vers la Franconie; il s'assura en même temps un passage sur le Rhin, et fit occuper le fort de Kehl; mais selon le système de grande tactique, les armées en se portant en avant, avaient laissé derrière elles les places fortifiées; les garnisons de Manheim, d'Ehrenbreitstein, de Philisbourg, assurées de la retraite de Jourdan, attaquaient les communications, et les convois; elles se réunirent et se portèrent sur Kehl, dont ils réussirent à s'emparer; mais les soldats s'étant livrés au pillage et ayant négligé de rompre le pont qui communique de ce fort à Strasbourg, la garnison, vaillamment secondée par la garde nationale

de cette ville, rattaqua le fort et en chassa l'ennemi. Cette action, qui fut très-brillante, était aussi d'une grande conséquence pour l'armée du Rhin et Moselle qui n'avait que cette porte pour rentrer en France. Elle fut conduite par les généraux Schaal, Sicsé et Schaumbourg.

XI.e Ép. an 6.e (1798.)

Cependant la position de l'armée du Rhin ne pouvait plus être soutenue, et le Général en chef se décida à préparer sa retraite par des mouvemens qui, donnant le change aux ennemis, lui facilitaient les moyens de mettre entre eux et lui assez d'intervalle pour que les corps d'arrière-garde ne fussent pas forcés à des mouvemens précipités, et que le corps d'armée restât maître de les régler. A cet effet, toute l'aile gauche aux ordres de Desaix repassa le Danube à Ingolstadt, et se porta vers Nuremberg pour inquiéter les derrières de l'armée du prince Charles et le forcer de lâcher prise, et de revenir au secours de ses communications; ce mouvement avait aussi pour objet d'obliger le général Latour à détacher une partie de ses forces sur la rive gauche du Danube et laisser ainsi la rive droite plus libre. En même temps les corps avancés de l'aile droite firent un

XI.e Ep. an 6.e (1796.) mouvement prompt en avant, feignant de dépasser et de tourner l'aile gauche de l'ennemi; Latour alors, suivant le système défensif adopté par l'Archiduc, céda le terrein, et mit ainsi plusieurs marches d'intervalle entre son armée et celle de l'ennemi; Moreau profita de cet avantage prévu et commença alors cette retraite, qui prouva que les soldats français pouvaient vaincre dans la mauvaise fortune et savaient en supporter les revers.

L'armée du Rhin et Moselle étendait alors son front sur une ligne de près de soixante lieues de développement; la droite, en avant de Bregentz, sur le lac de Constance; la gauche, au pont d'Ingolstadt, sur le Danube. Passant par les positions de Kempten, Munich, Mœrsbourg, les divisions de cette armée occupaient ces postes, et chacune d'elles devenait nécessairement une armée ayant son organisation et ses moyens indépendans; les commandans de ces corps étaient des Généraux divisionnaires dont les mouvemens devaient s'accorder entr'eux et ressortir des ordres du Général en chef; il tenait le centre de l'ordre de bataille; près de lui St.-Cyr, à son aile gauche Desaix, à la réserve Bourcier, à sa droite Abatucci, Paillard, Careau. L'armée

autrichienne était derrière l'Iser; le général Latour, qui la commandait, appuyait sa droite au Danube, au centre le corps de Condé, et à la gauche, vers les débouchés du Tyrol aux sources de l'Iser, les généraux Frœlich, Wolf, St.-Julien.

L'armée française, de sa position jusqu'au Rhin, avait à traverser un espace de près de cent lieues, coupé par le cours de plusieurs rivières, descendant des monts qui séparent l'Allemagne de l'Italie; toutes ces rivières, dans leur cours à peu près parallèle, vont se rendre au Danube, et par leur direction elles devenaient favorables ou dangereuses aux mouvemens rétrogrades d'une armée selon qu'elle restait maîtresse de leurs passages après les avoir traversés. Il ne parvenait à l'armée du Rhin aucune nouvelle de France ni des autres armées que par les papiers publics de l'Allemagne. Dès que la retraite fut décidée, le Général rappela à lui le corps de Desaix, qui repassa le Danube et rejoignit l'armée; elle fit alors plusieurs marches par son flanc droit pour s'étendre, gagner du terrein, se rapprocher des divisions de droite qui se trouvaient hasardées et tromper de plus en plus l'ennemi sur ses véritables desseins.

XI.e Ep. an 6.e (1796.) Le premier mouvement de retraite fut pour repasser le Lech; ce passage s'effectua le troisième jour complémentaire de l'an 4; les avant-gardes restèrent de l'autre côté de la rivière, et cette contenance assurée se continua dans toute la suite de cette retraite; le lendemain on repassa ainsi la Schmuter et la Zizam; le 5 la Mindel; le jour suivant la Guntz, conservant ainsi une attitude offensive par les corps avancés, et l'armée couverte par des rivières dont elle tenait les passages.

Dès que la retraite de l'armée française fut décidée, Latour se mit à sa poursuite et détacha, sur la rive gauche du Danube, le général Nauembourg pour se saisir du pont d'Ulm; Moreau y avait, de la rive droite, détaché le général Montrichard qui, malgré plusieurs marches forcées, ne devança que d'une heure l'ennemi. Les jours suivans l'armée se porta, en quatre marches, au-delà de la rivière d'Iller jusqu'au lac de Federsée, derrière la Riess; Desaix avait marché par la rive gauche du Danube, et évacué Ulm où l'ennemi entra en même temps que son arrière-garde en sortait; il repassa le fleuve, sa division s'y appuya, formant l'aile gauche de l'armée, le centre derrière le lac, la droite

à la petite ville de Ravensburg; l'armée avait resserré ses positions; son front s'étendait encore sur un développement d'environ douze lieues; dans cette position elle fut attaquée sur toute sa ligne : l'ennemi fut repoussé partout ce jour-là; mais la position de Moreau n'en restait pas moins embarrassante; il avait en tête l'armée de Latour, environ trente-cinq mille hommes; sur son flanc droit, les corps réunis de Condé, de Frœlich, douze mille hommes; le corps de Nauendorf, même force, longeait son flanc gauche sur l'autre rive du Danube; derrière lui dix mille hommes s'étaient saisis des débouchés de la Forêt-Noire, et l'Archiduc, ramenant ses troupes victorieuses, était déjà au-delà le Mein, hâtant ses marches pour s'emparer des ponts de Kehl et d'Huningue. Dans cette position critique le Général ne vit le salut que dans la victoire, et tout fut disposé pour attaquer l'armée ennemie à Biberach. La constance et l'inébranlable fermeté des troupes, surtout la nécessité, commandaient cette résolution hardie. Férino, à la droite, laissa une partie de sa division pour contenir les corps ennemis qui menaçaient son flanc et marcher sur eux en se rapprochant du centre, pousser

XI.e Ep. an 6.e (1796.) tout ce qui se trouverait devant lui pour tâcher de séparer cette aile de son corps d'armée. Saint-Cyr, au centre, attaqua de front celui de l'ennemi tandis que Desaix, se tenant appuyé au Danube, devait le tourner et gagner avant lui les hauteurs de Biberach, qui était le point décisif. L'accord des chefs et la valeur des troupes furent chargés de l'exécution, et tout réussit; la victoire fut complète: quatre mille prisonniers, soixante officiers, dix-huit pièces de canon et deux drapeaux en furent le gage et le prix.

L'armée de Latour, rejetée au-delà de l'Iller, assura du moins quelques jours de marche tranquille; mais l'armée était encore à plus de 40 lieues du Rhin; les gorges des montagnes de la Forêt-Noire étaient occupées par le corps de Nauendorf qui s'était joint au corps de dix mille hommes qui déjà les occupaient, et l'Archiduc ayant déjà atteint des vallées qui débouchent de ces montagnes sur le Rhin, par les rivières de Renchen et de Kintzig, ces passages se trouvaient fermés. En même temps, le corps de Nauendorf était sur le flanc gauche de l'armée, et bientôt Latour ayant remarché en avant, s'approchait du front; l'aile droite avait un

appui au lac de Constance et aux territoires neutres de la Suisse; ce fut là, près les villes que l'on nomme forestières, (à cause de leur situation dans la Forêt-Noire, où le cours resserré du Rhin s'ouvre un passage jusqu'à Bâle) que Moreau fit passer le grand convoi des munitions et des bagages. Les Suisses n'opposèrent aucune raison d'état, et ne virent point de violation de territoire dans le passage d'une troupe qui n'était pas armée. Les citoyens Suisses accueillirent les troupes avec la plus généreuse hospitalité; eux-mêmes ôtèrent les poteaux qui désignaient les limites, et conservant en même temps la dignité nationale, ils voulurent que les armes fussent déposées à l'entrée et rendues à la sortie de leur territoire; les canons furent mis en dépôt dans l'arsenal de Schaffouse, et aux plaintes du ministre autrichien, il fut répondu que, si l'armée du général Latour prétextait de ce consentement libre pour entrer à main armée sur le territoire helvétique, « elle pouvait compter sur une réception proportionnée à l'offense. » Bientôt après *le 18 Fructidor* le Directoire oublia..... ou se rappela cet important service.

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

Une demi-brigade suffit pour ouvrir le

XI.e Ép. an 6.e (1796.) chemin par les villes forestières, et elle rencontra peu d'obstacle ; en même temps le général qui méditait sa retraite par le passage le plus difficile de la Forêt-Noire, mais le moins prévu et le moins gardé, fit passer le Danube à une partie de son armée pour éloigner l'ennemi de son flanc ; ce corps, aux ordres du général Desaix, eut des avantages, éloigna l'ennemi des postes qu'il occupait, fit quelques centaines de prisonniers, et prit deux canons près de Bahlingen, puis à Villingen. Ainsi chaque marche rétrograde était marquée par un mouvement offensif. Cette partie de l'armée, continuant sa marche, repassa le Danube à sa source et se rejoignit au corps de l'armée du Rhin, vers Neustatt, à l'entrée du défilé des montagnes de la Forêt-Noire.

Une des ouvertures que le cours des eaux a formées dans ces montagnes, a pris son nom de son aspect imposant, même pour le voyageur, le Val d'Enfer. Pendant l'espace de deux lieues cette vallée étroite semble plutôt une anfractuosité de roches à pic, jadis contiguës et maintenant séparées par un intervalle de quelques toises ; c'est cette route que le Général avait résolu de suivre. Ses



deux ailes réunies marquèrent le défilé; il se réserva le centre pour forcer le passage du Val d'Enfer, le général Gérard, avec des troupes choisies, gravissant les deux flancs de cette crevasse, attaqua le 20 et emporta les postes ennemis. Le lendemain le centre de l'armée franchit le Val d'Enfer, et les deux jours suivans le reste de l'armée défila dans cette vallée, et se trouva réunie, à la vue du Rhin, après une retraite de vingt-sept jours, ramenant avec elle deux mille prisonniers, vingt canons et deux drapeaux, et laissant dans l'histoire militaire des nations un fait de guerre comparable à tout ce que leurs annales nous ont transmis de plus mémorable par la constance des soldats et la sage et savante conduite des chefs.

Tous les obstacles n'étaient pas franchis. L'armée réunie était de beaucoup inférieure aux armées réunies du prince Charles; il fallait ou tenir la rive droite du Rhin devant des forces doubles, ou tenter avec danger de le repasser en leur présence.

Le premier plan du Général en chef avait été de se maintenir sur la rive droite du Rhin par une défensive active, et il avait pour exemple et pour modèle la dernière campagne

XI.

de Turenne, sur le même terrein, lorsque, par un système de positions transversales, il défendit le passage du fleuve en le tenant derrière soi. L'armée républicaine, à la fin de sa retraite, manquait de tout, de chaussures et des vêtemens les plus indispensables; on ne reconnaissait leurs uniformes qu'aux lambeaux de couleur bleue que recouvraient des portions de manteaux de toutes couleurs, des couvertures, des sarrauts, dépouilles de l'ennemi, et même des vêtemens de prêtres. L'entrée de cette armée dans Fribourg aurait offert un spectacle risible s'il n'eût été respectable et imposant par les souvenirs qu'il rappelait. Le courage suppléait à tout : elle marcha d'abord vers Kehl; le prince Charles espérait encore effacer l'éclat de cette brillante retraite; il fit attaquer sur toute la ligne que l'armée française occupait sur la rivière d'Elz; les avant-gardes seules cédèrent leur position au-delà de la rivière. Le poste avancé à Kendrigen repoussa toutes les attaques, et ne céda à la dernière que lorsque l'Archiduc se mit lui-même à la tête de ses bataillons de grenadiers. Le corps de bataille conserva toutes les siennes; mais la droite se trouvant dominée par les hauteurs, l'armée prit une position

deux lieues en arrière de l'Elz, et l'Archiduc l'y attaqua le lendemain sans pouvoir lui faire perdre du terrein. Le Général se décida alors à repasser le Rhin à Huningue; mais auparavant il tenta une diversion hardie.

Quoique plus faible, il détacha toute son aile gauche aux ordres de Desaix; elle repassa le Rhin à Brisach, se porta rapidement à Strasbourg et à Kehl, et de là menaça les derrières de l'armée autrichienne, le reste de l'armée prit sa dernière position, la gauche appuyée au Rhin, en avant d'Huningue, la droite vers les montagnes. Dans cette position forte, habilement prise, l'armée, quoique affaiblie par ses pertes et par le départ des corps que conduisait Desaix, soutint encore une attaque qui se prolongea jusqu'à la nuit contre toutes les forces autrichiennes réunies; l'aile droite où l'ennemi fit les plus grands efforts se maintint dans tous ses postes par des prodiges de valeur et de fermeté. Enfin le lendemain toute cette armée repassa lentement le Rhin à la vue d'un ennemi deux fois plus nombreux, mais qu'arrêtèrent sa contenance et peut-être aussi l'admiration et le respect; l'arrière-garde ne fut pas même entamée; le prince Charles combattait pour la gloire, il avait af-

XI.e Ep. an 6. (1796.) franchi le cours du Rhin, il avait mérité le titre de libérateur de l'Allemagne; il voulut faire plus, il voulut qu'il fût dit que les armées républicaines n'avaient pas conservé un seul poste sur la rive germanique; il paya cher à Kehl cette ambition d'honneur. Les têtes de pont à Kehl et à Huningue ne furent reprises qu'après des siéges sanglans et prolongés; à Kehl, pendant cinquante jours de tranchée ouverte, à Huningue, pendant dix-sept jours, et les garnisons, libres dans leur retraite, ne laissèrent à l'ennemi que des décombres fumans. Desaix commanda la défense de Kehl, et Abatucci celle du pont d'Huningue: ces deux défenses furent aussi consignées dans les fastes militaires de la nation française. L'hiver, qui fut en partie employé à ces deux siéges, fut aussi le temps des préparatifs pour la campagne, et bientôt les armées de la république repassèrent le Rhin.

Celle d'Italie n'avait pas mis d'intervalle à ses conquêtes; la retraite des armées françaises en Allemagne ne les avait pas arrêtées; elles furent même secondées par les renforts que le général Bernadotte y conduisit des armées du Rhin, et ses nombreux trophées envoyés à Paris, reçus avec solennité par le Directoire,

y faisaient une utile diversion à l'heureuse stérilité des discussions politiques dans les deux Conseils : l'accord qui subsistait alors entr'eux et le Gouvernement paraissait sans intérêt après les séances orageuses de la Convention; mais ce calme froid était l'effet du bon ordre et de l'harmonie entre les autorités publiques. Cette époque, jusqu'au 18 fructidor, fut un essai heureux et trop peu apprécié par un gouvernement libéral; les armées étaient partout triomphantes, et les citoyens, paisibles sous la sauve-garde des lois qu'ils s'étaient données. Les tentatives des ennemis de cet ordre étaient promptement réprimées, et leurs moyens mêmes prouvaient leur insuffisance. Telle fut la ridicule scène jouée la nuit du 23 fructidor (9 sept.) : on entendit crier *aux armes*; les habitans furent appelés à suivre un drapeau blanc promené dans les rues; des placards séditieux furent affichés; mais les malveillans, isolés et saisis par la police, firent reconnaître d'anciens membres fameux dans les comités révolutionnaires, et fournirent ainsi une preuve déjà acquise que l'anarchie et le royalisme avaient toujours employé les mêmes instrumens pour arriver au même but. Les deux Conseils, sou-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) vent en opposition, ne se disputaient pas les fonctions légales que la constitution républicaine leur attribuait. Dans plusieurs résolutions importantes le Conseil des anciens rejeta sans contradiction deux lois résolues par les Cinq cents. L'une proposait de déporter tous les prêtres insermentés; l'éloquence de Portalis éloigna cette mesure violente, en lui opposant cette belle sentence politique : « Loin que le bien général résulte de l'injustice faite à un citoyen, il faut, au contraire que tous se réunissent pour sauver un seul citoyen opprimé. » L'autre résolution, en apparence humaine et juste, voulait que l'on payât les pensionnaires de l'Etat partie en monnaie métallique; cette mesure populaire fut assez courageusement rejetée par les Anciens, et l'orateur dit que la véritable humanité était de ne promettre que ce que l'on pouvait tenir. Cette disette de numéraire et le discrédit total des assignats firent inventer un nouveau papier monnaie : on l'appela *mandats*, à cause de la propriété qu'ils eurent de payer les biens nationaux au pair; mais l'opinion les refusa; ils tombèrent au pair des assignats. On vendit les meubles, les glaces, les pierreries de la couronne; on fit des marchés onéreux, et l'on

s'en vengea en ne payant pas les fournisseurs, qui s'en dédommagèrent sur la qualité des fournitures. De là cette pénurie des armées où le soldat manquoit de tout; mais les traités avec les Souverains n'étaient signés qu'au prix de fortes contributions. Le Pape paya vingt-un millions, l'électeur de Bavière trente, l'Espagne signa un traité d'alliance offensive et défensive qui mit ses armées et ses flottes à la disposition de la France.

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

L'armée d'Italie alimentait la trésorerie nationale. Cette armée, après avoir établi, aux ordres du général Sahuguet, le siége de Mantoue, et rejeté dans la place toutes les troupes des assiégés qui occupaient encore des postes extérieurs, était entrée à Trente à peu près au même temps où l'armée du Rhin et Moselle commençait sa retraite; mais la prise de cette ville, capitale du Tyrol, fut précédée par des combats journaliers et par une bataille de trois jours à Roveredo. Après le second investissement de Mantoue et la retraite de Wurmser, ce Général occupait encore et semblait vouloir tenir les postes dont ses premiers succès l'avaient rendu maître à Montebello et la Corona, dans la vallée que forme l'Adige et sur la rive gauche

XIe Ep. an 6.e (1796.) du lac de Garde; Massena y marcha, et les postes furent enlevés. Alors le plan du Général en chef fut de repousser l'ennemi par cette vallée, en tenant les deux rives du fleuve. Wurmser retira ses postes, et prit position à Roveredo. La division Augereau passa l'Adige, et les divisions Vaubois et Guieux tinrent la rive droite, en accordant leurs mouvemens, les deux armées se trouvèrent en présence, la vallée de l'Adige traversait le centre de leurs positions respectives; l'une et l'autre en occupaient les deux rives resserrées, escarpées et sans communication entr'elles; cette position, comme défensive, n'était pas avantageuse, les succès des assaillans, sur un des bords, nécessitant l'évacuation des postes situés sur l'autre; mais la force des positions qui se retrouvaient à chaque pas dans un pays montueux et difficile, donnait à l'ennemi le droit d'espérer qu'il pourrait les soutenir toutes à la fois. L'art des mouvemens combinés et la valeur du soldat triomphèrent de tous ces obstacles. Wurmser occupait une forte position sur l'Adige, à St.-Marco; Massena l'attaqua sur la rive gauche, et l'heure fut calculée pour que les têtes de colonnes de la division Vaubois arrivassent sur la rive

droite au moment de l'attaque sur la rive opposée. « Le combat fut terrible de part et « d'autre; les deux divisions, séparées par « l'Adige, semblaient lutter d'émulation : in« fanterie, cavalerie, artillerie, officiers de « l'état-major, aides-de-camp, enfin tout ce « qui tient à l'armée fit des prodiges de va« leur. L'ennemi, forcé dans sa position de « Marco, et en même temps sur celle de la « droite de cette rivière, fit sa retraite sur « Roveredo, profitant de toutes les positions « presque inexpugnables que les localités pré« sentaient à chaque pas. » Wurmser prit, quelques pas en arrière, une position nouvelle : il tenait sa droite appuyée à l'Adige, sa gauche à des hauteurs inaccessibles, et son front couvert en partie par un mur antique, reste des anciennes défenses du pays; déjà il établissait des batteries, et se fortifiait dans ce nouveau camp retranché. Le coup d'œil du Général en chef vit que le lendemain il faudroit en faire le siége. Il était tard; les troupes étaient épuisées par soixante heures de marche et de combat; la voix de Bonaparte leur rendit le courage et les forces; c'était la division Massena déjà arrivée en avant de Roveredo. Les manœuvres ouvrent les chemins

XI.e Ep. an 6.e (1796) à l'intrépidité des troupes; des colonnes disposées avec art gravissent les hauteurs les moins impraticables; d'autres tournent par l'Adige; le poste étant attaqué, l'ennemi s'étonne et cède. Le lendemain Masséna entre dans la ville de Trente, et sa division « fut le pre« mier corps d'armée française qui eût jamais « pénétré jusqu'à ce point. » Trente fut à la fois conquis et organisé pour l'administration du Tyrol; une proclamation rassurante, mais impérieuse, avait précédé la marche des troupes; toutes les autorités locales furent maintenues et restèrent les garans de l'ordre intérieur du pays. Le tyrolien belliqueux était attaché à la maison d'Autriche; la force le soumettait; les ménagemens devaient alléger le nouveau joug. Cette politique fut partout celle du conquérant de l'Italie, en mettant toujours la pacification du pays sous la sauvegarde responsable des autorités civiles et locales; il faisait plus que ne prescrit la maxime d'un écrivain célèbre et profond: *Si vous voulez vous assurer de la fidélité d'un peuple, armez-le vous-même.*

Cependant le vieux Général opposait une infatigable constance à l'infatigable activité du jeune vainqueur; l'armée autrichienne se

trouvait, après tant de combats, diminuée de près de vingt-cinq mille hommes tués ou pris. La guerre des montagnes lui avait été encore plus désavantageuse par l'impétuosité que l'offensive dans les marches et dans les manœuvres donne toujours à l'assaillant, et par la célérité que le caractère national donnait à son ennemi. Wurmser conçut une grande pensée, celle de le ramener en plaine; ce plan avait plusieurs avantages; il éloignait les Français de ces montagnes du Tyrol, barrière naturelle entre l'Italie et les états héréditaires de la maison d'Autriche; il rendait l'emploi à la supériorité de sa nombreuse cavalerie; il retardait la reddition de Mantoue dont la prise seule décidait de la perte du Milanais; enfin il éloignait et rendait impossible la jonction des armées françaises d'Allemagne avec l'armée d'Italie, et peut-être il décida la retraite de l'armée du Rhin qui, à cette même époque, était encore incertaine sur les bords de l'Iser; enfin il rompait ainsi, pour le moment, les mesures de son adversaire qui n'avait pu lui soupçonner ce projet dont l'invraisemblance même était une chance favorable. Wurmser partagea donc son armée en laissant une partie dans le Tyrol pour en dé-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) fendre ou du moins pour en disputer les passages, et, par une marche prompte et couverte, il revint par Vérone sur Mantoue. Le Général en chef fut bientôt à sa poursuite, et en même temps il fit occuper ou renforcer tous les postes qui lui eussent ouvert la route de Mantoue, et l'atteignit à Bassano. Il fallut, pour le joindre, forcer le passage par les gorges de la Brenta, rivière qui descend à Venise et court parallèlement à l'Adige; c'est entre ces deux rivières que Wurmser cherchait à s'ouvrir un passage pour faire lever le siége de Mantoue, et où peu de jours après, il se crut heureux d'en trouver un pour se jeter dans cette place. L'infanterie légère des divisions Augereau et Massena, formant l'avant-garde, rencontra et attaqua l'ennemi retranché dans un village; la gauche appuyée à la Brenta, la droite à des montagnes à pic. En même temps les bataillons de ligne en colonnes serrées s'avançaient et occupaient en postes fixes le terrein que l'infanterie légère conquérait par ses attaques brusques et environnantes, ce mélange des deux armes de combattans à pied et se soutenant de proche en proche, s'était perfectionné dans la nouvelle tactique; ce fut une des causes premières des succès contre un

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

ennemi dont l'ancien systême de guerre était de ne jamais soutenir ses troupes légères. On passa la nuit dans les gorges de la Brenta, et on remit au lendemain l'attaque de Bassano qui en fermait l'issue. Wurmser avait calculé que l'armée française, poursuivant sa marche victorieuse dans le Tyrol, se porterait sur Inspruck; qu'il aurait ainsi plusieurs marches d'avance sur Mantoue. Il avait, en conséquence, détaché une partie de ses forces à Vérone pour menacer cette place et arrêter la marche de l'armée républicaine si elle revenait sur lui; mais l'intervalle de vingt lieues que cette armée avait franchi en deux jours, déconcertait tous ses projets. « Wurmser voulait nous couper, et il l'était lui-même ». L'attaque de Bassano fut si prompte que les divisions Massena et Augereau y entrèrent en même temps; à peine les grenadiers autrichiens purent en défendre le pont, assez, pour donner au Général, à son état-major, à la caisse militaire le temps de s'échapper; le pont, malgré la nombreuse artillerie qui le défendait, fut enlevé au pas de charge. Wurmser, poursuivi de près par un escadron des guides, ne fut manqué que de peu d'instans; il gagnait l'Adige pour rallier les débris de son armée

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

au corps qu'il avait détaché à Vérone; ces quinze mille hommes étaient le reste de cette armée dont le début brillant avait promis l'affranchissement à l'Italie conquise : tout était pris, dispersé ou n'existait plus.

Un espace de quelques lieues resserré entre deux rivières, était maintenant le théâtre d'une lutte qui devait décider du sort de l'Italie; là, un vieux guerrier opposait toute l'activité du jeune âge à la prudente habileté d'un jeune général. La victoire était décidée; il s'agissait de terminer la guerre. Si Wurmser était prisonnier, si ce qui lui restait de troupes était forcé de poser les armes, Mantoue, sans espoir de secours, était obligé de capituler, et l'Autriche, sans point d'appui en Italie, ne pouvait plus songer à y envoyer une nouvelle armée. Toutes les mesures furent prises, tous les événemens prévus, tous les passages gardés ou fermés. Tandis que l'armée victorieuse serre de près l'ennemi, presse sa retraite, et le pousse sur Mantoue, des corps détachés, d'avance joints à ceux qui investissent cette ville, en défendent les approches, en ferment l'entrée. Des deux côtés, tout ce que la science, l'audace et la ruse ont de ressource est employé. Si l'histoire l'osait, elle admettrait une fois

ces comparaisons, ces images dont s'embellit la poésie, lorsqu'elle peint les efforts d'un lion magnanime que d'infatigables chasseurs ont cerné dans une enceinte et dont il tente toutes les issues; partout repoussé, il essaie partout ses armes, l'agilité et la force; entouré d'ennemis, il ne se défend pas, il attaque, succombe ou s'ouvre un passage.

Pendant quatre jours de marches forcées et de combats, que dura cette lutte de la vigilance et du désespoir, les troupes furent toujours en mouvement, et le génie militaire des chefs n'eut pas un moment de repos. Les divisions de l'armée française, par leur disposition, tenaient tous les passages de l'Adige et de la Brenta, à Vicence, à Vérone, à Monte-Bello, à Padoue. Wurmser prit alors le seul parti qui lui restait, celui de passer l'Adige, et, ralliant tout ce qu'il put réunir, il se porta sur Porto-Legnago; ce poste étoit gardé, il l'attaqua et s'en empara; aussitôt la division Augereau eut ordre de l'y cerner, tandis que Massena se porta sur le chemin de Mantoue pour lui barrer le passage. Pressé entre deux corps, chacun supérieur au sien, le Général ennemi devait poser les armes. Les guides qui conduisaient l'avant-garde de Massena s'éga-

XI.e Ep. an 6.e (1796.). rèrent; elle fut rencontrée par l'armée ennemie qui la repoussa, força le passage et continua sa marche sur Mantoue; Massena se mit à sa suite, espérant encore la rejoindre au passage des deux petites rivières qu'elle avait à traverser. Trouvant ces postes occupés, Wurmser s'était porté sur un autre passage, le seul qu'on eût laissé, soit oubli, soit, comme le dit le récit du Général en chef, *qu'il faut faire un pont d'or à l'ennemi qui fuit quand on ne peut lui opposer une barrière d'acier*. Ce pont, sur la Molinella, était faiblement gardé par le général Charton; il fut tué au commencement de l'attaque, et sa troupe se replia. Wurmser entra dans Mantoue avec à peu près dix mille hommes, moitié de cavalerie, débris de cette armée menaçante qu'il avait conduite avec tant de courage et d'habileté, mais qui cédait à l'ascendant d'une fortune et d'un génie supérieur.

Les colonnes républicaines se réunirent alors autour de Mantoue, et pressèrent le siége d'une forteresse que défendait une armée. Mantoue, par sa position, est une place forte située au milieu d'un camp retranché qui renferme une vaste enceinte; l'art et la nature l'ont fortifiée. Le Mincio s'épan-

che en lac, baigne et entoure ses murailles; sur sa rive gauche, à l'est, une citadelle et le fort Saint-Georges couvrent et défendent les deux chaussées qui traversent le lac et conduisent à la ville; au couchant, un bras du Mincio forme, par un long circuit, l'île de Cérèse, d'environ trois milles de circonférence, dont les abords sont défendus par des retranchemens jadis élevés par le prince Eugène; mais, par leur position sur la rive droite et par leur éloignement du corps de la place, ils servent plutôt de moyen d'attaque à l'assiégeant que de défense à l'assiégé.

Wurmser, se dévouant à la tête d'une garnison trop nombreuse, prit un système de défensive active qui convenait à sa position. Par des sorties fortes et fréquentes, il tint libre, autour de lui, une étendue de terrein qui put lui faciliter les moyens de se procurer des subsistances, et les environs de la place devinrent un champ de bataille ensanglanté par des combats journaliers. Wurmser, réduit à soutenir un siége, ne pouvait pas se borner ou plutôt se condamner à ne défendre que ses murailles; dès le lendemain de son entrée à Mantoue, il en fit sortir la garnison, et se forma en ligne au-delà du Mincio, la gauche

XI.e Ép. an 6.e (1796.) appuyée à la citadelle, la droite au fort de Saint-Georges, et son centre couvert par le château fortifié de la Favorite. Son but était de se conserver des dehors étendus au loin pour faire vivre sa nombreuse cavalerie. Le même jour il y fut attaqué. La division d'Augereau (alors malade), commandée par le général Bon, enleva le poste de Saint-Georges; les généraux Victor, Pigeon, Kilmaine attaquèrent le centre et tournèrent la gauche de l'ennemi. Les cuirassiers de l'Empereur, chargeant deux brigades d'infanterie, furent repoussés avec une grande perte. On prit ce jour-là environ deux mille hommes, vingt pièces de canon et beaucoup d'équipages d'artillerie; plusieurs Généraux furent blessés dans cette journée : Victor, Mayer, Bertin, Saint-Hilaire, Murat et beaucoup de chefs supérieurs. La colonne de gauche où était le général Massena lui-même, attaqua l'ennemi avec une telle impétuosité qu'elle le culbuta de poste en poste, enleva le village de Saint-Georges, prit la tête du pont, et coupa alors la retraite à tout ce qui ne s'était pas sauvé par le pont. Après ce combat, la garnison fut resserrée de ce côté dans la place et dans la citadelle; du côté opposé on laissa l'espace

libre dans l'île que forme le détour d'un bras du Mincio. Il parut plus avantageux de faciliter les sorties et les excursions que la disette de subsistances rendait nécessaires à l'ennemi; les combats de détail qui en résultaient, l'affaiblissaient plus que n'eussent fait des attaques de retranchement dans un terrein marécageux qui rendait les approches difficiles.

Il résultait de ces quatorze journées de combats continuels, depuis le retour de Trente, que l'armée républicaine avait fait environ dix-sept mille prisonniers, mis hors de combat deux ou trois mille hommes, pris une artillerie immense, vingt-deux drapeaux qui furent le trophée envoyé à Paris, et reçu solennellement par le Directoire dans la cour de son palais, au milieu des acclamations d'une foule immense.

Des apparences de paix et de négociations simulées se mêlaient à ces triomphes. Le Ministère anglais avait eu besoin de calmer le parti de l'opposition par une démarche publique qui manifestât son vœu pour la paix. Le Directoire, sur sa demande, avait donné les passeports nécessaires ; Malmesbury, comme plénipotentiaire, s'était rendu à Paris : dès les premières conférences, on inci-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) dentasur la nature de ses pouvoirs insuffisans; il repartit; mais dans l'intervalle l'ouverture du Parlement s'était faite sous des auspices favorables, et le Gouvernement avait obtenu ce qu'il avait désiré.

Pendant le siége de Mantoue, le Général se rendit à Milan, où s'organisait le nouveau Gouvernement qu'il voulait donner à l'Italie comme constitution républicaine, au moins provisoire. Les peuples étaient appelés à la liberté par des assemblées populaires, par des proclamations libérales, par des fêtes où l'enthousiasme était dicté et stimulé par les promesses et par l'exemple, enfin par la formation de légions italiennes qui devaient défendre leur nouvelle patrie et marcher avec les bataillons vainqueurs de leurs anciens Souverains. Dans toutes ces dispositions civiles le conquérant dévéloppa de grands talens dans l'art de commander à l'opinion et de régir les peuplades humaines; mais, dans ce même temps se préparaient de nouveaux obstacles à vaincre; la Cour de Vienne avait appelé ses sujets Germains au secours de ses dernières possessions d'Italie. Le dévouement inépuisable des Hongrois donna une nouvelle armée de cinquante mille hommes joints aux autres

renforts et aux débris de l'armée de Wurmser retirés vers Trieste, au fond du golfe Adriatique; ils s'avançaient vers Mantoue, sous les ordres d'un nouveau général, Alvinzi. La neutralité simulée de Venise leur donnait tous les secours sans trop déguiser une partialité assez voisine de la perfidie; et la Cour de Rome, oubliant sa politique accoutumée et ses engagemens récens, armait avec un appareil imprudent et risible des légions de l'Etat ecclésiastique qui n'avaient de romain que le nom de leur capitale. Naples, prête à conclure son traité de paix, élevait des difficultés évasives, et attendait l'événement. Bonaparte sentait la nécessité de le presser pour terminer ces indécisions. Déjà les généraux Alvinzi et Davidovich, descendus des montagnes du Tyrol et de la Carinthie, avaient replié les corps avancés à Bassano, à Trente, à Vicence, jusque sur l'Adige, ces corps couvraient encore le siége de Mantoue; mais il n'était pas dans le caractère du Général français d'attendre l'ennemi. Son plan fut d'abord d'empêcher la jonction des deux corps qui arrivaient l'un de la Carinthie avec Alvinzi, l'autre du Tyrol, aux ordres du général Davidovich. On lui opposa la division Vaubois, et le Gé-

XI.e Ép. an 6.e (1796.) néral en chef se porta avec sa réserve à l'appui des divisions Augereau et Massena, qui déjà avaient été obligés de céder aux forces supérieures d'Alvinzi. La division Vaubois, repoussée à Rivoli, s'était repliée sur Peschiera; Davidovich s'était avancé entre l'Adige et le lac de Garde, et son aile gauche s'étendait jusque près de Vérone, et assurait sa jonction avec l'armée d'Alvinzi.

Le Général en chef prit alors une de ces résolutions que la pensée lui suggéroit toujours au moment décisif. Il entreprit de passer l'Adige pour tomber sur les derrières de l'armée d'Alvinzi, lui couper ses communications, s'emparer de ses magasins, de son parc d'artillerie, lui enlever tous ses moyens de subsistance, et enfin l'attaquer à revers. Un pont de bateaux fut jeté pendant la nuit; avant le jour les divisions Augereau et Massena, en deux colonnes, s'avançaient sur deux chaussées qui traversent des marais impraticables. La colonne de Massena rencontra la première l'ennemi et le poussa devant elle; celle d'Augereau fut arrêtée au village d'Arcole, et là commencèrent ces journées célèbres qui, selon l'expression du Général en chef, écrivant au directeur Car-

not, *commençaient d'éclaircir les destinées de l'Italie qu'elles venaient de décider:* « Encore « une victoire demain qui ne me semble pas « douteuse, et j'espère avant dix jours vous « écrire du quartier-général de Mantoue. « Jamais champ de bataille n'a été aussi dis- « puté que celui d'Arcole; je n'ai presque plus « de Généraux; leur dévouement et leur cou- « rage sont sans exemple. Le général de bri- « gade Lannes est venu sur le champ de bataille, « n'étant pas encore guéri de la blessure qu'il « a reçue à Governolo; il fut blessé deux fois « pendant la première journée de la bataille; « il était, à trois heures après midi, étendu « sur son lit et souffrant, lorsqu'il apprend « que je me porte moi-même à la tête de la « colonne, il se jette à bas de son lit, monte « à cheval et vient me trouver..... Je vous as- « sure qu'il fallait tout cela pour vaincre; les « ennemis étaient nombreux et acharnés : « les généraux à la tête, nous en avons tué « plusieurs ».

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

Le pont d'Arcole, qu'il fallait traverser, était défendu par une artillerie nombreuse et par des maisons crénelées. Alvinzi, alors réuni à Davidovich, avait là environ quarante mille hommes. La colonne d'attaque

XI.e Ep. an 6.e (1796.) frappée en tête, battue en flanc, hésita à la première charge; dès ce moment toutes les attaques réitérées furent indécises; en vain Augereau saisit un drapeau et le plante au milieu du pont, en vain le Général en chef lui-même porte là un autre drapeau, en criant aux grenadiers : *Lodi*, *Lodi*, *suivez votre Général.* A la guerre, dans les mouvemens d'impulsion le premier effort est décisif, sinon il affaiblit ceux qui le suivent. Le Général alors changea ses dispositions; il envoya un corps de deux mille hommes passer l'Adige à une lieue au-dessous du pont, pour de là tourner le village d'Arcole; mais cette marche était longue; la journée s'avançait et il importait beaucoup d'emporter le pont d'Arcole avant que l'ennemi pût être informé du mouvement. On tenta alors un dernier effort. Bonaparte fut renversé avec son cheval dans un marais; plusieurs Généraux furent tués ou blessés autour de lui. La colonne se rallie; mais l'ennemi resta dans ses postes. A l'entrée de la nuit le corps du général Guieux était arrivé sur Arcole; il s'en empara, y fit des prisonniers, enleva quatre canons; mais, l'ayant évacué, le lendemain les choses se trouvèrent dans le même état. L'ennemi averti

était revenu et occupait avec des forces considérables le poste d'Arcole, et attaqua le premier sur toute la ligne ; la colonne de Massena le repoussa; mais le pont d'Arcole ne put être forcé : aux tentatives qui se succédèrent, sept Généraux furent blessés. La nuit suivante le Général en chef fit jeter un pont sur le canal qui borde l'Adige, et une nouvelle attaque fut combinée pour le lendemain. Massena attaqua sur la chaussée au-delà du canal, et Augereau forma une nouvelle attaque contre Arcole, on y fut encore repoussé; mais dans ce mouvement rétrograde les deux colonnes se rejoignirent et se trouvèrent en mesure de tenter un dernier effort; pendant ce temps la garnison de Porto-Legnago qui se trouvait derrière l'armée ennemie, avait reçu l'ordre de sortir avec une cinquantaine de chevaux et quelque artillerie légère ; elle devait avec grand bruit se montrer à dos de l'infanterie autrichienne, que ce mouvement étonna. Massena, profitant du moment, attaqua de nouveau le pont, l'emporta; alors la déroute d'Alvinzi fut complète, et la poursuite ne cessa que la nuit. Le corps de Davidovich, qui avoit gagné du terrein à Rivoli, sur la division qui lui était

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

opposée, restait entier; il fut attaqué le jour suivant par Massena et Vaubois, et fit sa retraite de poste en poste sur le Tyrol; son arrière-garde perdit beaucoup; on fit dans ces journées 5000 prisonniers, avec une grande quantité d'artillerie, d'équipages et de drapeaux.

Pièces justificatives, n° 6.

L'armée d'Alvinzi était battue et repoussée au-delà des gorges de la Brenta et dans le Tyrol; mais cette armée n'était pas détruite; elle se trouvait même avoir repris une partie des positions que l'armée républicaine y avait occupées; celle-ci tenait la ligne de l'Adige et défendait les approches de Mantoue; cet état défensif n'était pas le système du chef, et celui de la Cour de Vienne était de tenter un dernier effort pour délivrer Mantoue; c'était la quatrième armée qu'elle envoyait en Italie; on fit partir en poste les renforts, c'étoit les troupes tirées des armées du Rhin, et les bataillons des volontaires de Vienne; ceux-ci portaient des drapeaux brodés des mains de l'impératrice. Un enthousiasme national avait un moment imité l'enthousiasme républicain avec une activité inconnue à cette Cour, et Alvinzi se retrouvait à la tête d'une armée de cinquante mille hommes. Le général français était à Vérone, occupé de l'organisation

d'une république cispadane, dont les députés conventionnels s'étaient réunis à Modène; au premier mouvement de l'ennemi, il partit avec deux mille hommes, et se porta sur ses lignes; plusieurs postes avancés avaient déjà été obligés de céder; l'avant-garde de la division Augereau avait, dans sa retraite de Porto-Legnago, perdu deux pièces d'artillerie. Le Général en chef y envoya ses deux mille hommes, alla au siége de Mantoue, donna les ordres, annonça une action générale, et de là se rendit à Vérone au moment où l'avant-garde de Massena était attaquée.

L'ennemi avait déjà des avantages; les dispositions de Massena le contenaient. Joubert, attaqué à la Corona, reprit, à la tête de quelques braves, une redoute que l'ennemi avait déjà emportée; tout indiquait un mouvement général de l'ennemi, dont le but était encore incertain. Une seconde attaque du poste de la Corona ne laissa plus de doute; Joubert s'était retiré à Rivoli; il fut évident alors que le projet d'Alvinzi était de percer la ligne sur ce point pour se porter sur Mantoue; le Général en chef se porta alors à Rivoli où des colonnes de renfort, dirigées de plusieurs points, arrivèrent pendant la nuit et reprirent les

XI.e Ep. an 6.e (1796) positions en avant que Joubert avait été obligé d'abandonner. Les armées étaient en présence ; mais le projet d'Alvinzi était prévenu ; il ne s'attendait pas à avoir en tête le Général en chef et des renforts si prompts. L'action s'engagea à la gauche de l'ennemi par la division Joubert, qui devait être soutenue par les corps détachés des autres divisions, et qui arrivaient successivement. Cependant de ces hauteurs qui dominent le cours de l'Adige, le Général s'apperçoit que son aile gauche perdait du terrein ; il y conduit lui-même des secours ; mais le centre qu'il venait de laisser aux ordres de Berthier, pressé par un effort de l'ennemi, était déjà tourné ; Massena y arrive avec la tête de sa division ; un seul bataillon y soutenait les charges réitérées de l'ennemi ; et déjà la droite, voyant ce qui se passait au centre, s'ébranlait, et la gauche commençait sa retraite. L'ennemi s'abandondonna sur elle sans s'appercevoir que le combat étant rétabli à l'aile opposée, il pouvait, si cette aile était victorieuse, être pris à revers ; ce qui arriva effectivement. Le Général en chef y envoya un corps de cavalerie qui chargea tout ce qui s'était répandu dans la plaine et sur le plateau de Rivoli. Joubert alors qui

avait, avec le centre, suivi ses premiers avantages, marcha droit à ce plateau, reprit la position de Massena, et profitant du mouvement rétrograde de l'ennemi, qu'il se trouvait avoir dépassé, fit six mille huit cents prisonniers, et la victoire se trouvait assurée sur toute la ligne.

Il restait en arrière de Rivoli un corps de quatre mille hommes qu'Alvinzi, trop sûr du succès, avait envoyés d'avance, pour tourner son ennemi et lui couper la retraite. Pendant l'action, on voyait derrière l'armée ces troupes couronnant les crêtes des hauteurs de l'Adige, et loin d'en être inquiet, le soldat disait en se battant : *Eh bien! ceux-là sont encore pour nous.* Cette assurance constante de la victoire peut en être regardée comme une des causes les plus immédiates.

Durant le combat, la division du général Augereau était restée sur les communications de Mantoue, et le Général n'en recevait aucune nouvelle : une forte canonnade avait annoncé que cette division était attaquée, et l'on pouvait en conclure que les communications entre cette division et l'armée étaient interceptées : des forces y furent dirigées, et bientôt on sut que le général autri-

XIe. Ep. an 6.e (1798.)

chien Provera, avec une colonne de dix mille hommes, s'était ouvert un passage, qu'il marchait sur Mantoue, et qu'Augereau était à sa suite; mais Provera avait déjà sommé inutilement le commandant qui occupait le fort Saint-Georges; sa défense donna aux divisions le temps d'arriver.

La colonne de Provera, qui n'avait d'autre but que d'atteindre Mantoue, avait laissé son arrière-garde engagée et avait perdu deux mille hommes faits prisonniers : les postes de l'ennemi, sur le Bas-Adige, attaqués et tournés, avaient été enlevés, et six mille hommes avaient mis bas les armes. Le Général en chef arriva devant les postes de Saint-Georges et de la Favorite, lorsque Provera, soutenu par la garnison de Mantoue, était réduit à recevoir la bataille, adossé comme il l'était au Mincio, et ayant sur son flanc deux postes fortifiés qu'il n'occupait pas. Dans cette position, il tenta une dernière ressource : la garnison de la citadelle sortit, se joignit à lui pour essayer d'emporter le poste de la Favorite; mais, rencontrée par la division Augereau, une partie fut prise, et bientôt Provera, pressé par les généraux Joubert et Victor, capitula. Les débris de cette armée fuyant alors avec

Alvinzi dans le Tyrol, Wurmser resta bloqué dans Mantoue, dont le siége fut repris et dont on pressa les travaux et les attaques. Après ces mémorables journées, on chercha un nouveau témoignage d'honneur pour récompenser de si grands services publics et distinguer des succès si brillans. La gloire était acquise, le génie républicain inventa une récompense nouvelle, et dicta ce décret : LES DRAPEAUX TRICOLORS PORTÉS A LA BATAILLE D'ARCOLE CONTRE LES BATAILLONS ENNEMIS PAR LES GÉNÉRAUX BONAPARTE ET AUGEREAU, LEUR SONT DONNÉS A TITRE DE RÉCOMPENSE PAR LA NATION. Les résultats de cette victoire ou plutôt de ces journées glorieuses, furent plus de trente mille prisonniers, une immense quantité d'armes, de drapeaux, de munitions de guerre et d'approvisionnemens de toute espèce, et les suites furent, l'Italie entière conquise ou pacifiée.

XI.e Ep. an 5.e (1796.)

Cependant le Pape luttait encore et avait rompu l'armistice conclu avec lui, en manquant aux clauses stipulées : des officiers autrichiens, avec le général Colli, étaient venus commander son armée de quarante mille hommes ; et le Pontife avait renouvellé tout l'appareil des armes spirituelles

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

dont ses prédécesseurs eussent à peine fait usage au douzième siècle; des affiches plaisantes en avaient fait justice dans Rome même; l'espoir de la liberté et l'esprit républicain y avaient pénétré; un parti assez nombreux y attendait les armées françaises, avec l'espérance de voir ramener les beaux jours illustrés par leurs ancêtres. L'enthousiasme qui ne calcule pas, exagérait; mais son effet était présent, et soit que les résultats en eussent été plus ou moins durables, le gouvernement ecclésiastique n'était pas moins averti; sa prudence accoutumée revint à des moyens de défense plus sûrs. Le Saint-Père écrivit en père commun des fidèles au Général français, et le style de sa lettre prouvait qu'il comptait sur l'indulgence en retour de ses bénédictions paternelles.

Soit que le Directoire le voulût ainsi, soit que les hautes destinées du Général en chef lui fussent déjà révélées, soit enfin qu'une politique prévoyante au loin, et que des considérations d'un ordre supérieur voulussent ménager ou se ménager les opinions religieuses ultramontaines, le vainqueur de l'Italie *s'abstint aussi de Rome.* Son Souverain reçut, à des conditions très-miti-

gées, une paix qu'il aurait été forcé d'accepter à tout prix, après une bataille où l'armée papale, retranchée sur les bords de la rivière de Senio, fut mise en fuite par les nouvelles légions milanaise et lombarde, où, selon le récit, « un régiment d'hussards poursuivit la cavalerie ennemie l'espace de dix milles sans pouvoir l'atteindre » : le traité coûta au Pape la Romagne, le territoire de Ferrare et de Bologne. Ancône resta au pouvoir de l'armée d'Italie, et lui prépara la domination de la mer Adriatique ; Naples aussi se hâta de signer, et sa cavalerie se sépara de l'armée autrichienne.

En même temps les gouvernemens républicains de l'Italie s'organisaient ; et leur indépendance civile ne leur donnant aucun rapport politique avec le Directoire français, ils n'avaient de relations qu'avec le pouvoir militaire qui les avait fondés, et ils s'accoutumaient ainsi à reconnaître la voix du chef qui dirigeait leurs opérations : ses ordres y rallièrent une puissance d'opinion qui devait avoir une grande influence dans ce pays : les prêtres que l'on appelait en France *réfractaires*, étaient par les lois, bannis du territoire de la République : une proclamation du

XI.e Ep. an 6.e (1796.) Général en chef les accueillit dans l'Italie, leur y assura un asyle et des secours. Ces dispositions calmaient à la fois et les inquiétudes d'un peuple dont la religion est toute en pratique, et l'effervescence de son imagination ardente, qu'enflammait encore l'enthousiasme de la liberté : son vainqueur sut habilement lui plaire par ses ménagemens pour ses opinions locales et même pour ses préjugés, par cette déférence pour le trône pontifical, dont l'Italie se glorifiait, et par les distinctions dont il sut honorer les arts et les savans. L'habitant conquis de la patrie de Virgile, vit avec un orgueil national protéger le tombeau du poète. Ce village fut indemnisé de toutes les pertes que lui avait causées le siége de la ville de Mantoue; mais sur-tout la discipline exacte qu'observait l'armée républicaine, fit supporter le joug, qu'elle rendit moins dur : d'immenses contributions étaient exigées, mais réparties avec ordre et par les administrations du pays; mais le pillage était interdit, et tous les excès d'une licence intolérable chez un peuple vindicatif et jaloux étaient contenus, prévenus ou réprimés. Le conquérant républicain traita l'Italie comme un pays dont il voulait fixer un jour les destinées; et l'on

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

ne peut guère douter qu'en parcourant sa carrière militaire, il n'en perdît jamais de vue le but dont sa pensée rapprochait les distances, que tout autre génie aurait jugé incommensurables. Pendant qu'au siége de Mantoue couvert par les mouvemens d'une partie de l'armée, les Généraux pressaient les travaux, divers événemens avaient suivi ses premiers succès. La Corse s'était réunie à la République après avoir forcé les garnisons anglaises à se rembarquer : Paoli, que trop de confiance avait décidé à rétablir dans sa patrie, et qu'on avait cru rallié à la liberté française, s'était servi de son ascendant sur ses compatriotes pour acquitter sa reconnaissance envers le gouvernement anglais, qui jadis lui avait donné un asyle : il devait arriver que les citoyens de la Corse, fiers de la gloire acquise par un Général français qui illustrait leur patrie, fissent des efforts pour se réunir à lui : le général Gentili fut chargé de diriger ces mouvemens et de conduire les troupes de débarquement destinées à les protéger ; peu d'oppositions en retardèrent l'effet, et le drapeau tricolor reparut sur les tours de Bastia et d'Ajaccio. Les Anglais cherchèrent une revanche, en s'emparant de l'île d'Elbe,

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

plus utile pour eux par la rade de Porto-Ferrajo, qui peut mettre en sûreté des escadres, tandis que la Corse n'offre aucune rade sûre pour des grands bâtimens; mais bientôt l'Angleterre elle-même éprouva une secousse révolutionnaire qui dut alarmer son gouvernement et lui faire éprouver ce qu'il essayait en France depuis le commencement de la révolution.

Une insurrection générale éclata sur la flotte; le prétexte était un supplément de solde: toutes les autorités militaires furent méconnues, les officiers chassés de leur bord, et déjà les marins menaçaient de conduire leurs vaisseaux dans les ports de France. La politique de Pitt échouait contre ces mouvemens tumultueux: la présence des vieux amiraux, qui, sortis de leur retraite, vinrent montrer aux matelots leurs cheveux blancs et les cicatrices des blessures qu'ils avaient reçues en soutenant l'honneur du pavillon britannique, imposa silence aux factieux: la multitude céda, tout rentra dans l'ordre, et les principaux chefs furent livrés au supplice.

Presque dans le même temps l'Irlande s'était soulevée; mais là le génie de Pitt suffit,

on la calma avec des espérances. On lui promit une condition égale à celle de l'Angleterre, et cette réunion, qui long-temps après causa de grands débats dans le parlement, et ne fut jamais effectuée dans toute l'extension annoncée et promise. L'Angleterre éprouva dans ces circonstances toute la force intérieure de sa constitution politique, qui avait créé son esprit public; cet esprit était le résultat d'un siècle d'expérience fondée sur la plus sûre de toutes les bases, la réunion de tous les intérêts particuliers, pour en composer un intérêt public. Le peuple se livrait aux fureurs, aux emportemens des passions vulgaires; mais le propriétaire, le capitaliste, le négociant, les manufacturiers, tous créanciers de la chose publique, savaient par la méditation et par le froid calcul, que leur fortune privée était inséparable de la fortune de l'Etat; et toutes les passions, tous les efforts de l'esprit de parti, tous les débats de l'opposition parlementaire, se taisaient devant cette considération d'ordre, et sur-tout de fortune publique. La feinte assez mal déguisée du plénipotentiaire Malmesbury cessa par des propositions hors de toutes mesures : le Directoire répondit par un ordre de quitter Paris.

XI.ᵉ Ep. an 6.ᵉ (1796.)

Le ministre anglais proposait à la France de rendre toutes les conquêtes aux alliés de la Grande-Bretagne, en échange de ce que la France avait perdu dans les Deux-Indes. Le Cap pris aux Hollandais n'y était pas compris ; et la partie de Saint-Domingue cédée par l'Espagne exigeait une nouvelle compensation. Dans la vérité, aucun des deux gouvernemens ne voulait la paix. L'Angleterre commençait par la guerre cet état de domination qu'elle acquit en continuant la guerre, qu'elle ne pouvait conserver que par la guerre, parce qu'elle n'eût pas osé en établir même la prétention dans un traité de pacification générale. Le Directoire craignait bien aussi un état de paix qui rappellerait au-dedans des armées victorieuses et des autorités militaires qui feraient ombrage à la sienne. Ce sentiment personnel n'influa que trop l'année suivante, lorsque le traité de Léoben eut amené des propositions justes et convenables, qui ne purent être écartées qu'en posant le masque dont on ne pouvait plus se couvrir alors.

Les événemens militaires qui préparaient ce traité se hâtaient en Italie et sur le Rhin. Ici les armées se disposaient à reprendre

une offensive qu'elles avaient été obligées un moment de quitter. En Italie, la reddition de Mantoue assurait les conquêtes faites, et ouvrait les chemins à celles que méditait le Général en chef. Après un long siége, Wurmser obtint une capitulation qui honora la noble courtoisie du vainqueur autant qu'elle honorait le courage et la constance de l'assiégé. Les propriétés personnelles des soldats et des officiers furent garanties, et le Maréchal put sortir avec 700 hommes armés, qui restèrent libres. Le Général en chef mandait au Directoire : « Je me suis « attaché à montrer la générosité française « vis-à-vis de Wurmser, général âgé de 70 ans, « envers qui la fortune a été cette campagne-ci « très-cruelle, mais qui n'a pas cessé de mon« trer une constance et un courage que l'his« toire remarquera. Enveloppé de tous côtés « après la bataille de Bassano, perdant d'un « seul coup une partie du Tyrol et son armée, « il a osé espérer de pouvoir se réfugier dans « Mantoue, dont il est éloigné de quatre ou « cinq journées; il passe l'Adige, culbute une « de nos avant-gardes à Cerca, traverse la « Molinella, et arrive dans Mantoue. En« fermé dans cette ville, il a fait deux ou

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

« trois sorties; toutes lui ont été malheu-
« reuses, et à toutes il était à la tête... Ce
« grand nombre d'hommes qui s'attachent
« toujours à calomnier le malheur, ne man-
« queront pas de calomnier Wurmser ».
Lui-même alors éprouvait les atteintes de la calomnie; il la dédaignait; mais aigri par elle, il écrivait aussi au directeur Carnot:
« J'ai pitié de tout ce qu'on débite sur mon
« compte.... Je crois que vous me connaissez
« trop pour croire que je puisse être influencé
« par qui que ce soit. J'ai toujours eu à me
« louer des marques d'amitié que vous avez
« données à moi et aux miens... Quelque chose
« qu'ils disent, ils ne m'atteignent plus. L'es-
« time d'un petit nombre de personnes comme
« vous... quelquefois aussi l'opinion de la pos-
« térité, et par-dessus tout le sentiment de
« ma conscience, et la prospérité de ma pa-
« trie, m'intéressent uniquement... »

Cette généreuse capitulation fut quelque temps après le modèle de celle qu'obtinrent les Français assiégés à Mantoue. Lorsque le sort des armes eut amené le temps des revers en Italie, le souvenir de cette honorable modération dicta un article. Les officiers républicains demandèrent à rester comme otages,

à condition que leurs soldats seraient renvoyés en France ; et les Autrichiens, accordant la demande pour les soldats, honorèrent le dévouement des officiers, en refusant de les retenir comme otages.

Pendant le siége de Mantoue, et tandis que le Général était occupé à terminer la guerre avec le Pape, à décider les traités avec le Roi de Naples, divers combats avaient assuré les travaux du siége et la position des corps d'armée qui le couvraient. Les opérations avaient continué dans le Tyrol : deux colonnes, conduites par Massena et Joubert, parties des lignes de Mantoue, avaient repoussé les ennemis de tous les postes entre le lac et l'Adige. Après des actions vives à Avio, les deux colonnes se rejoignirent à Trente, où les Autrichiens laissèrent deux mille blessés dans les hôpitaux. Ces mouvemens avaient couvert et assuré le siége de Mantoue; mais dès que les troupes qui y étaient employées furent disponibles, le Général en chef revint à la tête de son armée, et les grands moyens d'exécution et de plus vastes projets furent déployés.

La campagne s'ouvrit, ou plutôt continua en Italie, lorsque les armées du Rhin n'étaient

XI.e Ep. an 6.e (1796.) pas encore prêtes à le repasser. Les grands renforts tirés de ces armées, et conduits par Bernadotte, étaient arrivés, après une marche presque sans exemple dans l'histoire militaire. On avait traversé les Alpes dans la saison la plus rigoureuse. Les soins et la prévoyance de Kellermann, qui commandait dans cette partie, tinrent ces routes ouvertes pour une armée dans un temps où elles sont fermées aux voyageurs. Le Prince Charles, déjà célèbre par ses succès dans la campagne précédente, avait pris le commandement des armées de son frère, et avait amené avec lui une partie des troupes qui avaient vaincu sous ses ordres et délivré la Germanie. Après tant de combats, le Général français recommençait ce que la victoire avait déjà décidé si souvent. Tout semblait réuni contre lui, et la réputation de son adversaire et le zèle des troupes qu'il commandait, et le prestige d'un nom glorieux, et l'esprit des peuples attachés à ce nom de leur Souverain, et la position politique des deux armées : l'une laissait derrière elle des pays à peine soumis par une conquête rapide et violente; l'autre était soutenue par les Etats entiers qu'elle couvrait, et par la proximité d'un trône qu'il s'agissait de maintenir. On

pouvait le croire prêt à être ébranlé par le caractère et l'esprit des armées qui le menaçaient.

Deux traits recueillis entre plusieurs, suffisent pour peindre cette opinion, cette élévation militaire qui les rendaient invincibles : « Les prisonniers français étaient renfermés à Clagenfurth en Carinthie ; ils imaginèrent de célébrer, sous les yeux de leurs gardiens, la fête du 10 août. Un arbre de la liberté fut planté dans la cour de leur prison ; un autel de gazon fut élevé. Ceux qui avaient perdu leur cocarde tricolore, s'en firent de diverses étoffes ; l'orateur prononça un discours, puis donna la volée à de jeunes oiseaux, en disant : *Revolez vers vos mères comme nous reverrons un jour notre patrie et nos familles.* Il lut ensuite la déclaration des droits de l'homme. Tous les prisonniers prononcèrent le serment républicain, et les danses commencèrent autour de l'arbre de la liberté, en chantant les hymnes patriotiques. Cependant le Commandant de la place, averti de cette singulière cérémonie, vint avec ses troupes pour mettre fin à ce scandale politique ; mais les habitans, entrés en foule avec lui, au moment où les prisonniers mettaient un ge-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) nou en terre devant l'autel de la Patrie, prirent cet acte et ces chants pour une cérémonie religieuse, et s'agenouillèrent aussi. Le soir il y eut illumination et bal, et la curiosité y amena les femmes de la ville ». Des soldats animés de cet esprit public étaient commandés par des chefs dignes de les diriger. « Un officier avec cinquante hommes était resté au village de *Garda* dans le Tyrol; lorsqu'il visitait ses avant-postes, une patrouille autrichienne paraît, on la saisit, et l'officier réunit et se porte en avant.

Au détour du chemin, il apperçoit une tête de colonne ennemie qui lui commande de mettre bas les armes; il y répond par la même sommation, menace, intimide, et dix-huit cents hommes se rendent ». Ce fait, peu croyable, ne serait pas cité ici, s'il n'était vérifié; et ces anecdotes expliquent seules des succès inouis et imprévus; elles peignent l'esprit du soldat, le caractère de l'officier, le talent des généraux et le génie du chef.

Vers ce temps, un grand exemple fut donné aux nations, et sur-tout aux gouvernemens: un héros républicain, après avoir consacré ses talens et ses vertus guerrières à fonder la liberté de sa Patrie, après avoir maintenu et di-

rigé cette liberté naissante par une administration sage et libérale, abdiquait ou plutôt refusait de prolonger l'autorité qui lui avait été confiée, et dont il avait fait un si bel usage. Washington, comblé de gloire et d'honneur, déclarait solennellement qu'il ne pouvait se rendre au vœu de ses concitoyens, qui voulaient prolonger encore le temps de sa magistrature suprême; il leur laissait ses avis paternels dans une longue et admirable adresse au peuple américain. Il leur disait que leur liberté publique n'avait plus rien à craindre que d'eux-mêmes et des hommes qu'ils choisiraient pour les présider après lui; il leur léguait ses maximes de droit public, vérités politiques qui défendent les peuples des atteintes du despotisme et des excès de l'anarchie. On vit cette nation, jeune, et qui n'avait pas eu d'enfance, recevoir avec respect les nobles adieux de son libérateur; et le grand homme patriote, entouré des hommages et des regrets, rentrer avec gloire dans la condition privée, et attendre dans sa maison l'immortalité, dont il put encore jouir d'avance pendant plusieurs années d'honneur et de gloire. Il s'était élevé quelques difficultés entre les deux Républiques. On croyait en France que le parti an-

XI.e Ep. an 6.e (1796.) gère devance en *tirailleurs*, soutenus de grenadiers, et flanqués par la cavalerie et par l'artillerie. Dans cet ordre le fleuve est traversé sous le feu des batteries de l'ennemi. Les différens corps, formés en échelons, ayant les escadrons derrière leur intervalle, s'avancent et dépassent les deux flancs de l'ennemi. Il essaie en vain de tourner ces deux ailes isolées de leur centre. Le Général en chef les fait soutenir par les escadrons de sa réserve, et l'ennemi rompu hâte sa retraite. Cependant la division du centre étant arrivée, traverse le fleuve et forme la réserve des deux ailes, qui poursuivent leur avantage. Le même jour elles prennent des positions en avant du champ de bataille. Cette journée fut une des moins sanglantes. La justesse des marches combinées entre les divisions, la précision des manœuvres et la promptitude des déploiemens, en imposèrent à l'ennemi. Il éprouva peu de perte, parce qu'il opposa peu de résistance. Les trophées de cette journée furent quatre ou cinq cents prisonniers, et six canons; mais ses résultats furent décisifs pour le reste de cette campagne. Le prince Charles fut forcé de renoncer au systême qui lui avait réussi sur le Rhin, celui d'une re-

fraite méthodique. Tous les mouvemens rétrogrades furent subordonnés à ceux de l'armée française; il fut forcé d'abandonner le Frioul vénitien pour essayer de couvrir les pays du domaine autrichien, et bientôt de les abandonner pour couvrir ses pays héréditaires, dernier intervalle entre sa capitale et l'ennemi. La division Massena, après avoir passé le Tagliamento huit lieues au-dessus du centre, s'élevait à grandes marches vers les sommités des Alpes Noriques, qui séparent l'Italie de l'Allemagne. Un corps ennemi gardait les gorges que forme le torrent du Pagliador; comme il était retranché en force dans une vallée étroite, il fallait que l'avant-garde s'ouvrît le passage. L'infanterie légère escaladant les revers escarpés des deux bords, dépasse les flancs de l'ennemi, tandis que deux escadrons de cavalerie légère, conduits par le général de brigade Ordener, osent suivre le lit du torrent, passer sous les arches du pont, et tournant le retranchement par son flanc gauche, tombent le sabre à la main sur les troupes qui le défendent, les mettent en fuite et font sept cents prisonniers. Le centre de l'armée s'était alors avancé au-delà de Palma-Nova et

XI.e Ep. an 6.e (1796.) dès qu'elles eurent dépassé les flancs de l'ennemi, et qu'il commença à montrer du flottement et de l'inquiétude, la colonne du centre chargea vivement, et força la ligne ennemie à se retirer; mais elle le fit avec ordre, et prit une position en arrière, ayant son centre appuyé au village de Tarvis. L'avant-garde de la cavalerie française eut ordre de charger la cavalerie ennemie; mais celle-ci, supérieure en nombre, et par l'avantage du terrein, repoussa cette attaque. Alors Massena fit avancer l'infanterie du centre, avec ordre de marcher au pas de charge sans tirer; et cet ordre, exécuté sous le feu de l'infanterie autrichienne, la déconcerta tellement, qu'elle se retira en désordre. Ce mouvement contagieux gagna les deux ailes. Alors la déroute commença; et la cavalerie de réserve, amenée par Ordener, chargea celle de l'ennemi sur un terrein de neige et de glace, où toutes les chances de désastre et d'accidens sont nécessairement contre le cavalier qui reçoit le choc et qui fuit. Il y eut là un grand carnage, tant de cette cavalerie que de l'infanterie qui fuyait à découvert. Après cet échec, le prince Charles n'eut plus d'autre ressource qu'une retraite précipitée. Une seconde colonne le

suivait, pressée par la division du général Guieux, qui déjà l'avait battue deux fois et l'avait forcée dans le poste de la Chiusê, malgré des retranchemens où cinq cents grenadiers allemands furent pris de vive force. Cette colonne, arrivant le lendemain à Tarvis, se trouva entre les deux armées françaises, et fut obligée de capituler. « Ces combats, porte le récit du Chef, se sont « donnés au-dessus des nuages, sur une som- « mité qui domine l'Allemagne et la Dal- « matie ».

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

Cependant Bonaparte ne triomphait pas aussi aisément des passions des partis dans la capitale, que des ennemis sur le sommet des Alpes. Le Directoire, dont l'intérêt était de soutenir au dedans le Général qui assurait si activement sa puissance et sa considération dans toute l'Europe, se détermina à distinguer, par des actes authentiques, les généraux et les corps militaires de cette armée qui s'étaient particulièrement signalés. Le pouvoir exécutif leur adressa officiellement des lettres de satisfaction; et cette mesure inusitée disait plus que les formules communes.

En même temps que ces succès rapides décidaient le sort des dernières possessions de la

XI.ᵉ Ep. an 6.ᵉ (1796.) maison d'Autriche en Italie, le Tyrol était encore le théâtre d'une autre guerre, dont les événemens et les mouvemens étaient liés à ceux de la grande armée. Laudon commandait dans cette partie les forces que l'Archiduc y avait laissées, et le général Joubert y était à la tête des troupes républicaines. L'assurance du Général en chef, sa confiance en sa fortune et dans ses soldats, avaient seules pu le décider à se porter en avant du Tagliamento avant d'avoir soumis et pacifié le Tyrol. C'était par ces hautes montagnes que devaient arriver de l'armée du Rhin ces bataillons victorieux, maintenant le dernier espoir du prince Charles. Accoutumé à vaincre à leur tête, il n'avait pas trouvé la même énergie et le même dévouement dans son armée d'Italie, et s'en plaignait à sa Cour. Il était donc d'une grande importance pour les deux armées opposées, d'effectuer et de prévenir cette jonction. Malgré la détresse de sa situation, l'Archiduc s'était déterminé à tenter dans le Tyrol une diversion, dont le succès eût forcé l'armée française de revenir sur ses pas. Il avait envoyé de nombreux renforts à Laudon; ils devaient faciliter la jonction des troupes du Rhin, ou, se joignant à elles, donner une

grande supériorité dans cette partie aux armes autrichiennes; mais ce mouvement même était prévu et prévenu par le Général en chef. Des corps détachés de son armée avaient été envoyés à temps dans le Tyrol; et d'autres placés en échelons entre les deux théâtres de la guerre, pouvaient se porter au besoin vers les points qui réclameraient leur secours. Cette prévoyance des chances possibles, est un des traits qui caractérisent le génie de Bonaparte. Les événemens ne l'ont jamais surpris au dépourvu, et les moyens de pourvoir semblent toujours avoir été préparés, avant l'événement qui les réclame.

La campagne dans le Tyrol s'était ouverte dès le mois de ventôse; et dans ces climats, les marches et les combats s'exécutaient sur la neige des monts glacés. Joubert commandait trois divisions, formant environ douze mille hommes. Sa première action se passa sur le torrent du Lavis. Les postes autrichiens furent surpris, enveloppés; trois mille restèrent prisonniers. Laudon se retira sur la rive droite de l'Adige; Joubert l'y suivit, et fit passer la rivière pour couper la retraite de l'ennemi sur la ville de Botzen, poste qui devenait important à occuper avant

XI.e Ep. an 6.e (1796.) l'ennemi, et qui ouvrait le chemin d'Inspruck. Pendant un combat de mousqueterie qui, prolongé, devenait incertain, le général de cavalerie Dumas se jeta dans un village qui couvrait le centre de l'ennemi, y fit six cents prisonniers; et le passage de l'Adige étant occupé, le corps d'armée de Laudon fut obligé de se jeter dans les montagnes, et la ville de Botzen ouvrit ses portes. Le premier poste à enlever était celui de Brixen, où le pays âpre et montueux est tout à l'avantage de celui qui le défend. Joubert avait laissé un corps à Botzen pour contenir les débris de l'armée de Laudon, et il marcha droit à Clausen, où l'ennemi s'était retranché. Après un combat opiniâtre le poste fut enlevé; et là, Dumas renouvela cet acte de vaillance que l'histoire a conservé souvent dans les guerres de Rome et dans les annales de la chevalerie : seul, il défendit le passage d'un pont, et donna aux troupes le temps d'arriver. Joubert marcha droit à Inspruck, où la terreur des armes françaises l'avait devancé. Toutes les autorités locales s'y étaient réfugiées; et les bataillons hongrois fraîchement arrivés des bords du Rhin, défendaient les gorges qui en forment les approches.

Une charge en colonne serrée par front de bataillon, décida la victoire, et la cavalerie la compléta.

XI.e Ep. an 6 (1798.)

Le Général en chef avait préparé sa jonction avec l'armée du Tyrol, en détachant un corps de cavalerie qui suivit la vallée que forme le cours de la Drave; et cette jonction s'opéra en peu de jours. Toutes les positions formidables qui avaient inutilement prêté leur secours, enlevées ou tournées, étaient dépassées, et les plaines de la Germanie n'offraient plus d'obstacles naturels. L'armée de l'Archiduc, affaiblie de plus de vingt mille hommes tués ou pris, n'était plus une barrière mobile qui pût suppléer à la facilité du terrein. Cette armée, découragée par ses pertes journalières, ne pouvait plus même espérer ces renforts qu'elle avait si long-temps attendus; l'armée républicaine les séparait de leur but, et nul effort ne pouvait raisonnablement être tenté pour l'atteindre. La Cour de Vienne, effrayée, s'occupait déjà de sa retraite de la capitale. L'Archiduc disputait les dernières marches de deux armées victorieuses, sans pouvoir raisonnablement prétendre que de les retarder de quelques journées; il tenta encore le sort des

XI.e Ep. an 6.e (1796.) armes : trois divisions de l'armée française campoient sur les bords de la Drave ; l'avant-garde, conduite par Massena, avait dépassé la capitale des deux Carinthies, Clagenfurt ; l'ennemi s'était retranché dans les gorges de Neumark, dernier défilé qui sort de ces Alpes et s'ouvre dans les plaines. Le Général en chef fait ainsi le récit clair et succinct de cette action :

« La division du général Massena, formant « l'avant-garde, a rencontré les ennemis dans « les gorges qui se trouvent entre Freisach et « Neumark. L'arrière-garde ennemie a été « culbutée dans toutes les positions qu'elle a « voulu disputer, et nos troupes s'acharnèrent « à la poursuivre avec une telle vîtesse, que « le prince Charles fut obligé de faire revenir « de son corps de bataille ses huit bataillons « de grenadiers, les mêmes qui ont pris Kehl, « et qui sont en ce moment l'espoir de l'ar- « mée autrichienne : mais la deuxième d'in- « fanterie légère, qui s'est distinguée, depuis « son arrivée, par son courage, ne ralentit « pas son mouvement d'un seul instant, se « jeta sur les flancs de droite et de gauche, « dans le temps que le général Massena, pour « fouler la gorge, faisait mettre en colonne

« les grenadiers de la dix-huitième et la trente-
« deuxième. Le combat s'engagea avec fureur:
« c'était l'élite de l'armée autrichienne qui
« venait lutter contre nos vieux soldats d'Ita-
« lie. L'ennemi avait une position superbe,
« qu'il avait hérissée de canons; mais elle ne
« fit que retarder de peu de temps la défaite
« de l'arrière-garde de l'ennemi. Les grena-
« diers ennemis furent mis dans une com-
« plète déroute, laissèrent le champ de ba-
« taille couvert de morts, et cinq à six cents
« prisonniers. L'ennemi profita de toute la
« nuit pour filer ».

Ce fut de-là que Bonaparte, arrivé au terme qu'il s'était proposé au début de cette campagne, écrivit au prince Charles cette lettre vraiment historique, par son motif et par son résultat. Quelque temps auparavant, un courrier décoré, gardant un mystérieux caractère, avait été envoyé par lui à Vienne, où il avait été reçu avec des égards marqués, en même temps qu'il était retenu au plus sévère secret; on sut depuis que c'était un officier de marque chargé, sous ce déguisement, d'une mission de confiance intime, muni de passeports des deux puissances en guerre. L'instant était venu où les projets

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

allaient être réalisés. L'Autriche ne voulait céder rien, le Directoire prétendait exiger tout. Le Général victorieux, se faisant médiateur entre eux, les traduisait au tribunal de l'opinion publique, et stipulait pour chacun les conditions que la raison avait dictées. Telle fut la lettre de Bonaparte au Prince Charles :

Au quartier-général de Clagenfurt, le 11 germinal an 5.

« Monsieur le Général en chef,

« Les braves militaires font la guerre, et « desirent la paix : celle-ci ne dure-t-elle pas « depuis six ans ? Avons-nous assez tué de « monde et fait assez de maux à la triste hu- « manité ? Elle réclame de tous côtés. L'Eu- « rope, qui avait pris les armes contre la Ré- « publique française, les a posées. Votre na- « tion reste seule ; et cependant le sang va « couler plus que jamais. Cette sixième cam- « pagne s'annonce par des présages sinistres : « quelle qu'en soit l'issue, nous tuerons de « part et d'autre quelques milliers d'hommes « de plus ; et il faudra bien qu'on finisse par « s'entendre, puisque tout a un terme, même « les passions haineuses.

« Le Directoire exécutif de la République « française avait fait connaître à Sa Majesté « l'Empereur le desir de mettre fin à la guerre « qui désole les deux peuples : l'intervention « de la Cour de Londres s'y est opposée. N'y « a-t-il donc aucun espoir de nous entendre ? « Et faut-il, pour les intérêts ou les passions « d'une nation étrangère aux maux de la « guerre, que nous continuions à nous égor- « ger ? Vous, monsieur le Général en chef, « qui, par votre naissance, approchez si près « du trône, et êtes au-dessus de toutes les pe- « tites passions qui animent souvent les mi- « nistres et les gouvernemens, êtes-vous « décidé à mériter le titre de bienfaiteur de « l'humanité entière, et de vrai sauveur de « l'Allemagne ? Ne croyez pas, monsieur le « Général en chef, que j'entende par-là qu'il « ne vous soit pas possible de la sauver par « la force des armes ; mais dans la supposi- « tion que la chance de la guerre vous de- « vienne favorable, l'Allemagne n'en sera pas « moins ravagée. Quant à moi, monsieur le « Général en chef, si l'ouverture que j'ai « l'honneur de vous faire peut sauver la vie « à un seul homme, je m'estimerai plus fier « de la couronne civique que je me trouve-

XI.e Ep. an 6. (1796.)

XI.e Ep. an 6 (1796.)

« rais avoir méritée, que de la triste gloire « qui peut revenir des succès militaires. Je « vous prie de croire, monsieur le Géné- « ral en chef, aux sentimens d'estime et de « considération distinguée avec lesquels je « suis, etc.... »

La réponse du prince Charles demandait un délai pour qu'il pût recevoir de Vienne les pouvoirs nécessaires à l'ouverture d'une négociation. Une suspension d'armes proposée reçut une réponse négative; et la première marche en avant engagea encore une affaire entre l'avant-garde républicaine et l'arrière-garde des Autrichiens, et dont le résultat hâta encore leur retraite. Cependant les pouvoirs arrivèrent de Vienne, où la nouvelle des ouvertures de paix faites par le Général français causa une joie publique qui put aisément faire connaître quels sentimens de crainte, quelles angoisses l'avaient précédée. Nulle position militaire ne pouvait arrêter le vainqueur, et trois marches pouvaient l'amener aux portes de Vienne. Bientôt les généraux Bellegarde et Meerfeld furent nommés par l'Empereur pour commencer et suivre les négociations. D'après une première conférence, où les bases du traité furent conve-

nues, on établit une suspension d'armes ; mais les positions que la ligne française eut le droit d'occuper, étendant sa gauche fort au-delà des postes qu'elle tenait jusques à la ville de Grätz, et depuis la vallée de la Drave jusques à Lintz, rendait le Général français arbitre du traité. Au retour d'un aide-de-camp, les préliminaires signés reconnurent les limites de la République telles que la Convention les avait décrétées ; c'était la renonciation à la Belgique. Celle du Milanais fut exprimée en reconnaissant la République lombarde. Ces préliminaires, signés au quartier-général de Léoben, furent envoyés au Directoire avec les nombreux trophées, gages glorieux de tant de victoires.

Le traité de Léoben était un acte de prudence du Général français, et les circonstances le rendaient urgent. Une dépêche interceptée lui avait appris que depuis le départ de la division Joubert, Laudon, fortifié de renforts qu'il avait reçus de l'Archiduc et de ceux qui étaient partis du Rhin, avait repris l'offensive dans le Tyrol sur les derrières de l'armée française. En même temps les Vénitiens avaient armé ; quinze mille Esclavons et les émissaires du Sénat vénitien avaient réussi

XI.e Ep. an 6.e (1796.) à créer des insurrections partielles dans cette partie de l'Italie, tandis que Laudon reprenait les positions de Trente, de Brixen, de Roveredo. Vérone s'était soulevée; quarante mille hommes des Etats vénitiens de Terre-Ferme, avaient pris les armes sur une proclamation du Magistrat vénitien, bien que ce Magistrat la désavouât ensuite, et qu'il fût assez vraisemblable du moins qu'elle avait été falsifiée. L'effet fut le même. D'horribles massacres dans les hôpitaux avaient ôté l'espoir de toute conciliation, et tout s'ébranlait dans les États vénitiens et y préparait contre les Français d'autres vêpres siciliennes. Ces événemens, ignorés à Vienne et dans l'armée du Prince Charles, ne pouvaient influer sur les négociations qui se traitaient. Mais le Général français, instruit à temps, sut habilement en hâter la conclusion; et lorsqu'on disputait encore sur trente millions qu'il exigeait, il répondit comme Alexandre, qu'il n'était pas venu pour commercer, mais pour combattre et pacifier, et il signa. L'article qui étendait la suspension d'armes au Tyrol, le rassurait sur cette contrée. Augereau, aidé des habitans de Bergame et de Bresce, qui s'étaient *révolutionnés* contre leur gouvernement vé-

nitien, avait tiré vengeance des massacres de Vérone; et la République de Venise, par un article alors tenu secret, et qui ne parut qu'au traité définitif de Campo-Formio, paya de son existence politique l'indemnité que la Maison d'Autriche reçut en échange de ses nombreux sacrifices. Venise, sous un gouvernement sénatorial et aristocratique, n'était République que dans son Sénat souverain; le peuple n'était rien. Les nobles de Terre-Ferme étaient réduits à la condition de sujets du Sénat. Une inquisition de police arbitraire et secrète, une surveillance inquiète, rigoureuse et implacable, contenait les mécontens et faisait taire les plaintes. L'exemple de la nouvelle liberté française, celui des nouvelles Républiques italiennes, réveillèrent aisément l'esprit démocratique à Venise, et les suggestions furent facilement reçues et exécutées. Le peuple s'arma et voulut; et la puissance factice d'un gouvernement sénatorial s'évanouissant, n'eut d'autre ressource que d'abdiquer son pouvoir. Ses agens, déchus, cherchèrent l'obscurité comme asyle; mais alors les riches citadins, craignant le pillage dont les menaçaient leurs armées d'étrangers mercenaires, ne virent d'espoir contre elles que

dans l'arrivée de cette même armée française dont ils venaient de conjurer la perte. Son chef laissa habilement croître l'agitation populaire, qui faisait desirer sa présence et le retour d'un calme qu'elle seule pouvait donner, sans approbation et sans dissentiment; il les laissa organiser un gouvernement populaire, dont il pourrait disposer lorsque les temps seraient arrivés de leur donner de nouveaux maîtres. En attendant, on disposait des forces navales de Venise, et elles servirent à porter les bataillons français destinés à prendre possession des îles vénitiennes dans l'Adriatique. On se crut alors au temps de la Grèce antique et de Rome républicaine, en lisant dans les bulletins des conquêtes nouvelles, les noms des îles de la Grèce, fameuse par les chants d'Homère et par ces grands souvenirs que l'imagination se plaît à grandir encore.

L'armistice convenu avant les préliminaires de Léoben, avait arrêté les opérations des armées du Rhin. Leurs progrès étaient tels, qu'ils pouvaient déjà entrer dans la balance des considérations déterminantes pour le cabinet de Vienne : quand même il eût connu l'état des affaires d'Italie, les nouveaux

succès de Laudon dans le Tyrol, l'insurrection de Vérone, les dispositions hostiles et les armemens du Sénat de Venise, il résultait de la position de l'armée de Bonaparte dans les postes cédés par l'armistice, que ses opérations ultérieures sur Vienne auraient été indépendantes des revers éprouvés en Italie, et étaient déjà faciles à combiner avec celles des armées du Rhin. L'armée de Sambre et Meuse, aux ordres de Hoche, et celle de Rhin et Moselle, commandée par Moreau, pouvaient se retrouver sur le Danube dans les positions d'où elles étaient revenues la campagne précédente, et en moins de temps qu'il n'en avait fallu pour effectuer leur retraite. L'armée autrichienne avait déjà perdu plusieurs batailles et cédé beaucoup de terrein. Affaiblie par ces pertes et par les renforts qu'on en avait tirés, elle aurait fini par être pressée entre les trois armées républicaines, celle d'Italie se trouvant placée entre elle et Vienne; et le plan vaste qui avait réglé les opérations de la campagne précédente, se trouvait exécuté : le but qu'il s'était proposé était atteint. Le jour même où se discutaient à Léoben les articles de la suspension d'armes, l'armée de Sambre et Meuse passait le Rhin à

XI.e Ep. an 6. (1798.) sait desirer; et le pouvoir exécutif civil, redoutant le pouvoir militaire, plus exécutif encore, songeait aux moyens de le tenir à ses ordres ou de l'éloigner. Ce ne put être que dans cet esprit, qu'arriva aux conseils ce message affligeant, tableau chargé des calamités publiques, et dont le détail exagéré était au moins impolitique à produire. De ce jour date la scission entre les deux pouvoirs; elle prépara la lutte qui ne pouvait plus se terminer que par l'oppression de l'un des deux, et par suite l'anéantissement d'un gouvernement devenu arbitraire dès qu'il était sans contrepoids. Barbé-Marbois, dans un rapport judicieux et éloquent, renvoya au Directoire l'animadversion publique qu'il avait appelée sur les Conseils par son message. Il attaqua l'administration des ministres, et prouva que dans tous les départemens, notamment dans celui des relations extérieures, les dépenses intérieures étaient triples de ce qu'elles étaient autrefois. L'ironie et l'amertume furent habilement employées, et le rapport conclut à rejeter la résolution. Dès-lors le Directoire, ou plutôt ceux des Directeurs qui voulaient rester maîtres, prirent d'avance les mesures utiles pour arriver à ce but. On

chercha à s'assurer de quelques généraux, pour disposer d'une force armée, et bientôt les Conseils s'occupèrent de se mettre sur la défensive. Dès-lors commença cette espèce d'association, connue sous le nom d'*Hôtel de Salm;* puis une autre opposée, dite *Club de Clichi*, lieu où se tenaient leurs assemblées. Ce ne fut d'abord qu'une réunion de constitutionnels, les uns républicains par affection et par opinion, les autres par calcul et par esprit de modération, qui se ralliait au gouvernement établi; et d'abord ils se trouvèrent placés comme l'avaient été les *modérés* de la Constituante et ceux de la Convention entre le pouvoir absolu, dont ils voulaient se défendre, et les *exagérés*, qu'ils prétendaient contenir; mais ce rôle difficile demandait plus que des vues saines et des lumières; il aurait fallu une grande énergie pour résister en même temps à ces deux adversaires, dont l'un était armé du pouvoir militaire et de celui des lois, et l'autre se piquait de les méconnaître et de les braver. On voulait à-la-fois ménager le Directoire, comme autorité constituée, et le menacer, en tenant le bras levé sur lui, sans jamais le frapper; mais cela même était l'avertir d'abattre la main qui le menaçait; ce qu'il

XI.e Ep. an 6. (1796.)

XI.e Ep. an 6.e (1796.) fit. La conduite avec les exagérés, feints ou véritables, n'était pas plus facile. Si on les poussait à bout, ils se mettaient au service du Gouvernement, comme il était arrivé au 13 vendémiaire; si on cherchait à s'en rapprocher par des ménagemens, le Gouvernement affectait de confondre avec eux les modérés, sous le nom commun d'*anarchistes*. Cette association d'hommes très-probes et très-éclairés, avait entrepris ce qui était contradictoire, et par conséquent impossible. D'ailleurs, dès que cette association commença d'être connue, des hommes de tous les partis s'y jetèrent, comme il était d'usage. Les deux partis qui lui étaient opposés ne manquèrent pas d'y avoir leurs émissaires; et cela seul suffit à expliquer pourquoi, à l'époque de la catastrophe du 18 fructidor, on lut avec surprise, dans la liste des proscrits, les noms d'hommes les plus opposés de mœurs, de principes, de conduite et d'opinion. Le pouvoir, devenu alors absolu, voulut rester seul, et prit ses victimes dans tous les partis, parce qu'il les craignait tous.

Au rapport fait par Barbé-Marbois, se joignit une nouvelle attaque dans un discours très-

détaillé de Pastoret, sur l'état des relations extérieures de la République.

La destinée de la République de Venise avait averti celle de Gênes. La révolution y était prévue, mais ne put être arrêtée. Moins régularisée qu'à Venise, elle s'établit par une secousse violente. Le ministre de France ne put déguiser l'influence que l'esprit jacobin y exerça; ce fut un noble Gênois, d'une famille illustre, Philippe Doria, qui, le premier leva l'étendard de la démocratie. Les violences et les excès servirent de signal; des maisons furent forcées et pillées; le Doge se déroba à la fureur du peuple; quatre sénateurs furent massacrés, et leurs têtes sanglantes promenées dans la ville. Cependant, quelques jeunes sénateurs essayèrent leur crédit sur les ouvriers du port, et les voyant indignés des horreurs dont ils étaient témoins, on leur donna des armes; on les réunit aux troupes de la garnison. Ils attaquèrent les insurgés retranchés dans une maison forte; Philippe Doria fut tué, et le reste se dispersa, et le calme un moment fut rétabli. Mais dans les campagnes, à la *rivière du Ponent*, les deux partis étant venus aux mains, l'avantage resta par-tout aux révolutionnaires, et l'arbre de

la liberté fut planté dans tous les villages. Il fallut donc que l'autorité sénatoriale consentît d'abdiquer, comme à Venise ; une municipalité la remplaça; bientôt des bataillons vinrent s'établir dans Gênes; un nouvel ordre, purement démocratique, succéda à l'ancien : Gênes fut une annexe de la République française, et de son indépendance il ne lui resta que le nom de République.

La Suisse aussi fut menacée, sur quelques difficultés élevées au sujet de la navigation du lac de Lugano, que les cantons disputaient aux habitans de la Lombardie. On signifia que la marche *d'une colonne républicaine* terminerait le différend; et déjà les Suisses, sur-tout ceux de Berne, se mirent en défense, et déclarèrent qu'ils *s'enseveliraient sous les ruines de leur pays.* Cette discussion fut ajournée jusques au temps où l'on dédaigna de justifier une violence injuste même par des prétextes.

A tous ces actes d'un pouvoir illimité, se joignait l'état des relations actuelles avec les Etats-Unis d'Amérique. Sur quelques plaintes fondées, de rapports commerciaux entre les Américains et les armées noires de Saint-Domingue, le Directoire avait lâché les cor-

saires français sur les bâtimens américains; plusieurs avaient été pris, et le ministre de France avait été rappelé. Pastoret, et ensuite Dumolard, abordèrent la question, si la constitution donnait ainsi au Directoire le droit de paix et de guerre. La motion fut accueillie. On nomma une commission, pour présenter *une loi organique des articles constitutionnels en ce qui concerne le droit du Directoire par rapport à la paix et à la guerre.* Ces germes de scission déposés fermentèrent, et l'explosion qu'ils produisirent fut prochaine; il semble que de part et d'autre on la prévoyait comme inévitable, et que chacun voulut la hâter pour rester maître des moyens et de la direction. Parmi les ministres des différens départemens que le Gouvernement avait le droit de nommer et de destituer, deux avaient contre eux l'opinion des Conseils; et des médiateurs, la plupart du Conseil des anciens, avaient pressé le Directoire d'en faire le sacrifice au retour de l'harmonie entre les deux pouvoirs législatif et exécutif; il s'agissait, pour cela, de s'assurer de la majorité des voix dans le comité directorial; et là on s'aperçut du vice de la constitution, qui avait rendu délibérant un pou-

XI.e Ep. an 6. (1796.) voir qui ne devait qu'agir et exécuter les délibérations prises. Carnot et Barthelemy, nouvellement élus, étaient sûrs ; on n'espérait rien obtenir de la ténacité de Rewbel. Laréveillère, à cette époque, avait déjà changé son caractère ou plutôt son système de modération. Barras fut donc celui qu'on essaya de rapprocher et de rallier à l'opinion que l'on pouvait regarder comme l'opinion publique. Carnot obtint de lui cette assurance si desirée, et il fut convenu qu'à la première séance du Directoire on proposerait de mettre les ministres successivement au scrutin. Par le récit et par les détails publiés dans le temps, on ne peut douter que l'accord tacite ne fût fait pour jouer les deux directeurs Carnot et Barthelemy ; et lorsque se croyant sûrs de l'assentiment de Barras, ils proposèrent de décider le sort des ministres à maintenir ou à éloigner, le résultat fut absolument le contraire des mesures convenues. Des cinq ministres, trois, dont les Conseils desiraient la destitution, furent ceux qui furent maintenus par trois suffrages contre deux ; et les deux autres ministres, celui de la guerre (Petiet), celui de la police (Cochon-Lapparent), que les Conseils honoraient de leur confiance et de

leur estime, furent destitués par trois suffrages d'exclusion. De ce moment la guerre fut décidée, et tout espoir de conciliation perdu. On ne pouvait attaquer le Directoire sur l'exercice d'un droit que la constitution lui donnait; mais les mesures qu'il crut nécessaire d'opposer aux effets du mécontentement public, furent le premier sujet de récrimination contre lui. Depuis long-temps on pressait le Directoire de réorganiser la garde nationale, et des délais, motivés ou non, avaient toujours retardé l'effet de cette loi. Cependant sa prompte exécution devenait pressante. On dénonça aux Cinq-cents la marche d'un corps d'armée hors du rayon de douze lieues, que la constitution avait tracé comme limite de l'approche d'une troupe armée du lieu des séances du Corps législatif. Ce fait, dénoncé par les inspecteurs de la salle, causa d'abord une violente agitation, puis un silence, effet de la terreur et de l'indignation. On crut voir renouveler les scènes du 31 mai. Pontecoulant demanda, que, séance tenante, on fît un message au Directoire, et que l'on attendît sa réponse sans déplacer.

Le Directoire, traitant l'affaire assez légèrement, nia avoir donné aucun ordre. Le mi-

XIe. Ép. AN 6.e (1796.) nistre de la guerre en dit autant, et l'erreur fut imputée à l'inadvertance d'un commissaire des guerres. Cette réponse, loin de satisfaire, fit craindre aux hommes prévoyans que le Directoire, dédaignant de s'expliquer, ne fût déjà assez certain de ses mesures pour n'avoir pas besoin de les justifier. Au fait dénoncé se joignit la marche d'une partie de l'armée de Sambre et Meuse, dirigée vers l'intérieur, et, selon les rapports, s'avançant avec un esprit et des propos inquiétans pour le parti qui avait marqué de l'opposition au Directoire. Enfin, comme il arrive dans les sollicitudes publiques, on citait une proclamation du Général en chef à l'armée d'Italie, où il lui disait : « Soldats, je sais que vous « êtes profondément affectés des malheurs qui « menacent la Patrie... Mais la Patrie ne peut « courir de dangers réels. Les mêmes hommes « qui l'ont fait triompher de l'Europe coalisée « sont là. Des montagnes nous séparent de la « France; vous les franchiriez avec la rapi- « dité de l'aigle, s'il le fallait, pour maintenir « la constitution, défendre la liberté, protéger « le Gouvernement et les républicains ». Paroles dont le Directoire eût pu s'alarmer plus encore que ses adversaires. Le Général en

chef de l'armée d'Italie, au château de Montebello, près de Milan, employait son repos à régler le sort des peuples que ses armes avaient soumis à ses décisions. Les Républiques cispadane et transpadane étaient réunies en une République cisalpine, qui recevait une constitution et des magistrats. Venise lui cédait son territoire de Terre-Ferme, et Gênes n'avait conservé son intégrité qu'au prix de sa constitution politique. Les rois de Naples et de Sardaigne offraient tous les sacrifices qu'ils croyaient pouvoir prévenir l'invasion révolutionnaire des nouveaux républicains d'Italie. Rome réduite presque à son territoire, prévoyait une subversion entière dans son gouvernement sacerdotal; Parme attendait les ordres du vainqueur et n'existait que par sa protection; la Toscane seule n'avait perdu son indépendance qu'à Livourne. Bonaparte, entouré de sa famille à Montebello, rappelle César se reposant à Trèves après la pacification des Gaules, passant ses légions en revue, réglant de son tribunal le sort des provinces, et ne faisant, dit-il, de l'exercice que pour sa santé. Ces jours de gloire et de loisirs brillans n'étaient que le moment de calme, précurseur des grandes agitations du globe.

XI.ᵉ Ep. an 6.ᵉ (1796.)

La proclamation du Général en chef à son armée n'y avait occasionné aucun autre mouvement que celui de cet assentiment militaire que le général victorieux obtint toujours de la confiance de son armée; mais la prépondérance du Chef donnait une haute importance à ses démarches. Son nom seul suffisait pour faire pencher la balance, même celle de l'opinion publique. Le parti royaliste, que ses expressions désignaient et menaçaient, n'existait nulle part en masse et en corps de parti; mais il existait partiellement dans tous les partis différens, par les personnages plus ou moins remarqués qui s'y ralliaient, soit comme opinion, soit comme émissaires. Cette complication d'intérêts opposés, sous les mêmes bannières, est ce qui jette tant de confusion dans les causes et dans les résultats des événemens. A l'entreprise bien avérée du Directoire d'avoir voulu faire marcher une armée sur Paris, les Conseils réunis n'opposèrent d'abord que des mesures de législation générale. La première explication même que le Directoire donna, excita dans l'Assemblée un rire de gaîté, lorsqu'on le vit citer les écrivains-géographes pour discuter la distance de la Ferté-Alais à la capi-

tale; mais lorsqu'on sut que les contre-ordres donnés à ces troupes ne laissaient plus de doute sur l'existence des ordres, on chercha des moyens de défense plus imposans que des articles constitutionnels. Le général Pichegru, retiré du commandement des armées, avait été élu membre du Conseil des cinq-cents. Porté à la présidence, entouré des partis qui le sollicitaient, il éprouva que la tactique militaire a souvent moins de difficultés à vaincre et de piéges à éviter, que la tactique des Assemblées nombreuses et délibérantes. Dans le secret de son cœur, qu'il ait conservé une arrière-pensée favorable au retour de la Monarchie, c'est ce que l'histoire ne pourra peut-être jamais dénoncer avec certitude, parce que ses actions (qui seules appartiennent à l'histoire) ne le prouvent pas. Son nom, que des victoires avaient rendu célèbre, parut une égide à opposer aux violences préméditées du Directoire, ou plutôt, comme on le disait alors, du *triumvirat directorial*; car on en séparait la minorité, devenue passive, Barthelemy et Carnot. Pichegru fut donc chargé du rapport sur la prompte réorganisation de la garde nationale; et dans la circonstance, c'était le mettre à la tête de cette force pu-

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

XI.e Ep. an 6.e (1796.) blique. Le rapport et le décret contenaient toutes les mesures conservatrices qui pouvaient prévenir l'approche de corps de troupes; et la responsabilité du Directoire était assurée, jusques à rappeler la peine infligée par la Constitution (dix ans de gêne); mais le pouvoir qui avait la force à ses ordres, restant atteint et convaincu du délit, toute confiance réciproque était détruite; il ne dut plus songer qu'à mieux prendre ses mesures, pour n'avoir plus besoin d'indulgence, pour frapper à coup sûr et se défaire de témoins humilians et d'adversaires incommodes. En même temps qu'une partie de l'armée de Hoche s'était mise en marche sur Paris, ce Général y avait été appelé; il y fut pendant quelques jours, sans se produire publiquement au Directoire, eut des conférences avec ceux des Directeurs qui en formaient alors la majorité délibérante, refusa la place de ministre de la guerre, le fit publier à son armée, repartit de Paris sans prendre congé, la rejoignit, et peu de temps après mourut. Il parut certain alors que sa mort n'avait pas été naturelle; une défaillance très-rapide, et d'autres symptômes semblèrent le confirmer; et l'on crut que s'étant refusé à l'emploi que l'on vou-

lait faire de lui, il avait emporté des secrets dangereux. L'histoire peut admettre les écrits contemporains comme indices, mais non pas encore comme preuves des crimes dont le burin hésite à constater la certitude.

Bientôt les rapports des commissions dénoncèrent la suite du plan d'attaque qu'on avait cru abandonné : une armée se formait autour de Reims ; les officiers et les soldats disaient hautement qu'ils marchaient sur Paris pour *mettre à la raison le Conseil des cinq-cents.* Pontecoulant parla avec une modération que la certitude des faits qu'il citait rendait encore plus généreuse. Le général Villot dénonçait positivement l'intention d'établir par la force un gouvernement militaire ; et un rapport fait par *Delarue*, comme organe de la commission, certifiait tous les faits, annonçait tous les indices d'une *conspiration* contre la liberté du Corps législatif, et réclamait comme urgentes toutes les mesures nécessaires.

A la certitude de la marche d'une armée, se joignaient les avis de plusieurs corps administratifs. Ils prévenaient que tous ces hommes connus comme acteurs dans les scènes sanglantes dont Paris avait été témoin, se ras-

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

semblaient et se mettaient en route appelés par les anarchistes des clubs de la capitale. Les *constitutionnels*, toujours fidèles à la rectitude de leur principe, ne voyaient dans une attaque au Directoire qu'une atteinte à la constitution, et un piége que leur tendaient des adversaires pour leur faire détruire leur ouvrage par leurs propres mains. Assurés de deux Directeurs, ils se croyaient sûrs d'être toujours avertis à temps; malheureusement dans les temps de crises publiques, les hommes probes, fatigués de parer les coups qu'on leur porte, s'abandonnent à la fatalité des événemens, et se couvrant de l'égide de leur vertu, cherchent le repos en se retirant en eux-mêmes, à l'abri de leur moralité connue, et bientôt se laissent aller au sommeil sur le duvet d'une conscience pure. Cependant le crime, tenu sans cesse éveillé par la crainte et par toutes les passions, fait l'avenir au lieu de l'attendre. Il est souvent trompé par les résultats de ses succès; mais rarement il se trompe dans le choix de ses moyens.

La catastrophe du 18 fructidor était préparée avec une grande habileté, tandis que la défense fut faible, incertaine, quoique très-légale et très-régulière.

Le Directoire, luttant pour l'agrandissement de son autorité, ne négligeait rien de ce qui pouvait en augmenter l'éclat. La fête de la liberté, qui se célébrait le 10 thermidor, le fut avec un appareil somptueux, et brillant par la réception de l'ambassadeur ottoman et des ministres de Rome et de Gênes; mais nul enthousiasme, nulle allégresse publique n'accompagnèrent le cortége; l'inquiétude était générale, sans être motivée pour tous; c'était plutôt un mal-aise qu'une souffrance; on craignait plutôt qu'on ne prévoyait; on s'alarmait de la présence, du voisinage, de l'approche des troupes, sans pressentir ce qu'on pouvait craindre d'elles; car une violence ouverte et déclarée ne paraissait pas vraisemblable. Les troupes organisées et disciplinées n'étaient plus aux ordres des clubs, et plusieurs des généraux avec lesquels elles avaient vaincu et triomphé, étaient membres de ces mêmes Conseils contre lesquels on semblait vouloir les armer. L'anxiété publique semblait un instinct plutôt qu'un raisonnement; on éprouvait cette angoisse que les êtres animés ressentent à l'approche des orages.

On voyait des deux côtés opposés des hom-

XI.ᵉ Ep. an 6.ᵉ (1796.)

mes qui semblaient avoir un intérêt égal à l'existence du gouvernement républicain; on les voyait à la tête des armées proscrire également le royalisme, menacer les agens de la monarchie, les supposer également dans les deux pouvoirs législatif et exécutif, et l'on voyait ces deux pouvoirs protester également de leur dévouement à la constitution de l'an 3; on voyait les armées du Nord et celles du Midi délibérer et publier des adresses d'adhésion invariable à ce Gouvernement. La seule armée du Rhin faisait, sans délibérer, les mêmes protestations, et l'on cherchait quels ennemis elles menaçaient, quelles armées royalistes on pouvait opposer à ces armées toutes républicaines. Les ennemis de la France et de tout gouvernement en France, cachés dans tous les partis, s'entendaient seuls entre eux et s'applaudissaient de l'espoir de mettre ces armées aux prises, en divisant leurs chefs, en semant entre eux les soupçons et la méfiance. Des communications promptes entre les généraux leur firent éviter ce piége; ils s'entendirent en s'expliquant par des émissaires de confiance, qui allèrent d'une armée à l'autre; et cet accord précipita peut-être les événemens du 18 fructidor. Il fallut trou-

ver des conspirateurs pour prouver qu'il y en avait eu. Le général Augereau seul fit une proclamation menaçante contre le *club de Clichi;* mais les membres de cette société, très-innocente dans ses projets et dans ses moyens, usurpaient, en quelque sorte, le titre de factieux, qu'ils étaient loin de mériter : presque tous étaient des hommes recommandables par leur moralité; plusieurs étaient estimables par leurs talens, par leur éloquence et par leurs lumières : ils se disputaient plutôt les honneurs de la considération plébéienne et les palmes de la tribune, qu'ils ne prétendaient à l'importance de conspirateurs et aux honneurs dangereux de chefs de parti.

Augereau commandait les troupes qui formaient l'armée de l'intérieur; il s'était distingué par des actions d'éclat pendant deux campagnes d'Italie. Né de parens républicains, il en avait le zèle, l'austérité, et les formes sévères, mais plus par caractère, par opinion admise, que par principes politiques, calculés et combinés d'après une théorie étudiée. Dévoué à la liberté, il fut aisé au Gouvernement de lui dénoncer, comme ennemis de la République, tous ceux que le Gouvernement crut ses ennemis personnels. La seule

XI.e Ép. an 6.e (1796.)

« évidence : il a évité toute secousse contre un « gouvernement naissant, qu'il veut mainte- « nir, dont une partie a pu être égarée par « des plaintes mal entendues, mais dont l'ob- « jet pouvait être le même, qui anime la très- « grande et très-vraie majorité des deux Con- « seils, le maintien de la République. »

On était averti, on ne doutait pas, et l'on voulait temporiser encore, et même plutôt par principe que par indécision. Vaublanc, avec une éloquence touchante et vraiment patriotique, après avoir réfuté les griefs du Directoire, disait, les larmes aux yeux, à la tribune : « Que veut-on de plus de notre « part ? Que pouvons-nous de plus ? De telles « imputations n'ont pas même besoin d'être « réfutées. Il faut laisser la démagogie en « délire salir de ses banales accusations ses « feuilles empoisonnées ; votre conduite suffit « pour répondre ». A la même séance, un membre dit positivement « que le Corps lé- « gislatif était menacé d'un *égorgement*, si- « non général, du moins de 208 membres des « deux Conseils, que l'exécution de cet attentat « n'était retardée que par la difficulté de s'ac- « corder sur le mode à employer ». Et peu de jours après le *mode employé* justifia cette pré-

diction. On ne voulait, on n'osait pas *égorger*; on envoya mourir au loin, on déporta. Cependant même les principaux chefs militaires n'étaient pas dans le secret des grands moteurs. Des soldats avaient insulté des citoyens à cause de certaines parties de leurs vêtemens, qui passaient pour des signes royalistes; on avait déjà vu des rixes à l'occasion des cravates et des cadenettes; ici c'étaient les *collets noirs* qui choquaient les yeux. Une proclamation du général Augereau protégea les collets noirs et mit fin à ces rixes futiles, mais où se retrouvait l'esprit national, dont la légèreté pouvait seule y donner de l'importance. La peur était la vraie cause de toutes ces agitations. Des trois partis qui divisaient l'opinion, les *constitutionnels* étaient les plus nombreux; mais la crainte qu'ils avaient des exagérés en faisait souvent voter une partie en faveur du Directoire, quand le retour de la terreur semblait être le danger le plus pressant : quand, au contraire, le Gouvernement menaçait, la crainte poussait l'autre partie des constitutionnels du côté des exagérés, comme ennemis présumés de tout pouvoir absolu. Ainsi ce parti constitutionnel, donnant alternativement de la force à ses adversaires, et

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

n'en recevant jamais d'eux, il devait arriver ce qui arriva, qu'il resta victime de l'un des deux, après avoir aidé successivement l'un et l'autre. Si le 18 fructidor eût été fait par les ennemis du Directoire, par les anarchistes, le résultat eût été le même pour les constitutionnels; car c'est sous leur nom que se fit l'hécatombe, quoiqu'il s'y trouvât ensuite des hommes de tous les partis qu'on avait intérêt d'éloigner à différens titres.

La lutte qui précéda cette journée se prolongeait même en la préparant. Le rapport aux deux Conseils sur le message du Directoire qui l'avait provoqué, fut fait encore avec des ménagemens, mais avec fermeté. On y parlait aux armées : « Malheur, disait Thibaudeau, à l'autorité qui cherche un appui « dans les baïonnettes; elles oppriment bientôt celle qu'elles ont un instant protégée ». Tronçon-Ducoudrai, au Conseil des anciens, fut plus énergique, et toucha les vrais motifs de plainte. « On vous reproche, dit-il, « d'éloigner la paix, à vous qui ne cessez de « l'appeler à cette tribune. On vous reproche « de laisser le Gouvernement sans moyens pécuniaires, et depuis vingt-un mois vous avez « mis à la disposition du Directoire onze cents

« millions ». Le Directoire lui-même avait ses séances orageuses : on sut que l'ordre de rompre l'armistice, prêt d'être envoyé aux armées, n'avait été arrêté que parce que deux Directeurs avaient déclaré qu'ils allaient consigner leur opposition sur le registre des délibérations; et bientôt, à la journée du 18 fructidor, les deux noms proscrits, *Barthelemy* et *Carnot*, firent connaître qu'ils avaient été les opposans. C'était peut-être la première fois que l'on voyait des généraux d'armées victorieuses desirer, vouloir la paix, et des magistrats civils en détourner les moyens et éloigner le terme. Ainsi Phocion disait à l'orateur Athénien : « Je veux la paix, quoique « je sache que par elle tu me commanderas, « et que par la guerre je te commanderai ». Mais, par un calcul faux, ou par d'autres motifs, les magistrats français craignaient le retour et la présence des généraux; l'éclat de cette gloire fatiguait leurs yeux, éblouis de l'éclat dont eux-mêmes étaient environnés. Leur orgueil jaloux ne pouvait supporter la pensée de le voir peut-être partagé, et tout eût été sacrifié à cette crainte. Déjà plus d'une fois les conférences tenues à Udine pour la conclusion du traité, avaient été interrompues;

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

 le Directoire avait haussé ses prétentions au-delà des termes fixés par les préliminaires signés à Léoben : Mantoue n'y était pas spécialement compris ; et les négociateurs français réclamaient cette place, que l'Autriche voulait garder, comme la clef de l'Italie et même de ses Etats germaniques. La modération des plénipotentiaires autrichiens Gallo et Meerfeld avait été nécessaire pour ne pas rompre. Le Général en chef avait appelé à lui *Clarke*, jeune militaire que la confiance du Gouvernement et l'amitié du Général avaient admis à cette importante négociation. Il s'était généreusement engagé, en partant de Paris, de ménager la délivrance des prisonniers d'Olmutz, dont les longues souffrances avaient illustré l'honorable et injuste captivité. Clarke eut la gloire et la douce satisfaction de réussir dans cette noble entreprise. La liberté de Lafayette, de Latour-Maubourg et de Puzi fut un des articles du traité ; ils furent enfin rendus au jour et à leur Patrie.

Les négociations avec le Directoire donnaient alors plus de peine aux négociateurs que les prétentions des ennemis. L'envoi des drapeaux conquis par l'armée d'Italie devint

l'occasion de discords plus violens entre les deux pouvoirs. Le général Bernadotte avait été chargé de cette mission. Après s'être signalé aux armées du Rhin, il avait conduit les renforts à celle d'Italie, et là avait encore augmenté sa gloire par d'importans services et des actions d'éclat. Laréveillère était alors président du Directoire, quoique Barthelemy, qui seul ne l'avait pas encore été, eût dû l'être; et dans la circonstance ce poste était important; mais une délibération de la majorité en avait autrement ordonné. Laréveillère plaça dans son discours des réponses directes au rapport de Thibaudeau; et, sans ménagement, les expressions de *lâche mensonge*, *d'insolence*, y étaient employées. Thibaudeau, parlant des nouvelles constitutions de l'Italie dont le ministre s'était présenté au Directoire sans que le Corps législatif eût eu connaissance officielle de l'existence politique de ces nouveaux alliés, avait prudemment renvoyé à l'histoire ce que l'intérêt de la France et la *nécessité* des circonstances pouvaient avoir commandé. Le discours du Directeur disait : « Semblables au serpent caché sous les fleurs, au milieu des louanges « arrachées par la crainte et dictées par l'as-

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

« tuce, ils ont osé glisser des doutes empoi-
« sonnés sur la légitimité de la conduite du
« Général, et sur le résultat des opérations
« de son intrépide armée ». Des pouvoirs opposés, qui ne gardaient plus aucune mesure dans leurs procédés, annonçaient assez qu'ils n'en garderaient plus aucune dans leurs moyens d'attaque. Ce discours produisit immédiatement, à la tribune des Cinq-cents, une de ces séances orageuses qui toujours avaient annoncé des secousses violentes. Dumolard accusa le parti d'Orléans de causer tous les troubles, par son adresse constante à aigrir les pouvoirs opposés, afin de s'élever un jour sur leurs débris. On proposa des mesures de défense, et l'on passa à l'ordre du jour. La formation de la garde nationale était décrétée, et devait s'effectuer le lendemain. On devait achever l'organisation des grenadiers du Corps législatif et leur donner une constitution qui les rattachât au Corps législatif. On devait porter un décret pour l'éloignement des troupes réglées de la capitale, décréter le projet présenté par Thibaudeau à la suite de son rapport, et prendre vraisemblablement des mesures décisives pour l'avenir. Le Directoire était averti, et dans la nuit même,

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

Pendant la nuit du 17 au 18 fructidor, des troupes, casernées à Vincennes et à Meudon, entrèrent dans la ville, et s'emparèrent des postes qui interceptaient les communications par les ponts de la Seine. A quatre heures deux coups de canon furent le signal, et tous les camps se mirent en mouvement; le lieu des séances des deux Conseils fut cerné. Les deux commissions des inspecteurs de la salle (sorte de comités de surveillance) étaient assemblées; prévenues des mouvemens militaires, elles avaient passé la nuit dans le lieu de leurs séances; on était même venu dire à celle des Cinq-cents (et c'était des agens du parti royaliste) qu'il n'y avait pas un instant à perdre; ils proposèrent à ces inspecteurs de mettre le Directoire hors la loi, leur apportant en même temps une somme en or, pour pourvoir à leur sûreté en cas de mauvais succès; ils rejetèrent cette proposition. Dès que les troupes eurent pris leurs postes, la droite à l'Hôtel-de-Ville, la gauche s'étendant jusques à l'entrée des Champs-Elysées, l'artillerie sur la rive gauche de la Seine, et de fortes réserves disposées au centre, le général Augereau se rendit aux casernes des grenadiers du Corps législatif, et leur demanda: *Etes-vous républicains?*

XI.e Ep. an 6.e (1796.) Sur la réponse affirmative, il destitua leur commandant Ramel, et le mit en arrestation. Les grenadiers se réunirent à sa troupe. En même temps un autre officier s'était présenté devant la commission du Corps législatif, et signifia à ses membres l'ordre de les arrêter. Quelques-uns essayèrent d'opposer de la résistance, soit par leurs discours, soit de fait. Pichegru sortit ayant son habit déchiré, et tous furent conduits au Temple. Quelques-uns réussirent à s'échapper.

Au signal des premiers coups de canon, plusieurs membres des deux Conseils s'étaient rendus dans le lieu ordinaire de leur séance; il y en avait environ deux cents dans la salle du Conseil des Cinq-cents. Le général Augereau y entre, et dit qu'il est chargé de faire exécuter l'arrêté du Directoire pour leur translation à la salle de l'Odéon (le Théâtre Français). Une voix s'élève et dit: « Le Directoire n'a pas le droit de changer « le lieu de nos séances. Nous ne céde-« rons qu'à la force ». Les troupes s'avancèrent et le local fut évacué. De-là le général Augereau se rendit au Conseil des anciens; on céda sans résistance. Un membre dit: « Sans doute le salut de la République exige

« des mesures extraordinaires. Nous nous ren-
« dons à l'invitation du Directoire ». Le lieu de leur séance fut indiqué dans la salle de l'Ecole de Médecine. Ce premier acte de déférence annonçait la résignation ; bientôt on la mit à l'épreuve. A la pointe du jour les murs furent couverts d'affiches posées par ordre des Directeurs. Ils instruisaient le public des motifs de leur conduite ; on annonçait une grande conspiration royaliste, on la ralliait à celle de Brothier et de Lavilleurnois. Après les lieux communs usités depuis long-temps pour motiver l'infraction des loix par la nécessité du salut public, et prouver une conjuration après avoir saisi violemment les conjurés, les Directeurs (car le Directoire n'existait déjà plus, Barthelemy était arrêté, Carnot s'était dérobé à la violence) citaient une lettre du Général en chef Moreau, qui dénonçait Pichegru comme ayant eu l'année précédente des relations avec le prince de Condé. De ces projets, rien ne s'était réalisé ; Pichegru ne commandait plus. La pièce étant probante et authentique, prouvait contre lui seul. Aucun des membres des Conseils n'était impliqué dans la dénonciation ; ce n'était pas une affaire d'état, c'était un délit personnel

prévu par les loix, et rien ne motivait un attentat à main armée contre la Représentation nationale. Les affiches des Directeurs étaient lues en silence, et, dit un écrit contemporain : « On se sépare en se regar-« dant, après les avoir lues. ». Paris fut tranquille pendant cette journée. Un événement était prévu. La présence des troupes l'annonçait depuis long-temps; mais une exécution militaire telle que celle qui se faisait, causa un saisissement général; chacun se trouvant pris sans défense, ne songea qu'à sa sûreté personnelle; et la foule fut inerte et passive parce que tout ce qui la composait ne s'y joignit que dans l'espoir et l'intention de s'y cacher. Au 13 vendémiaire (et ce jour n'était pas oublié) on avait vu ce que peut la force militaire contre des citoyens armés; ici on vit que l'appareil de cette force redoutable suffisait contre la multitude sans armes. Le combat ne commença point, faute de combattans; il n'y eut pas de sang répandu, parce qu'il n'y eut point de résistance, et tout plia sans réaction, parce que tout plia sans ressort.

En même temps que les Conseils étaient décimés, le Directoire agissait sur lui-même;

Carnot et Barthelemy avaient été avertis sans vouloir abandonner leur poste ; ce furent leurs gardes mêmes qui furent chargés de s'assurer d'eux. Carnot s'évada par une issue de sa demeure ; Barthelemy fut conduit au Temple ; il y trouva ceux des Anciens et des Cinq-cents déjà emprisonnés. Le reste des deux Conseils, assemblé dans leur nouveau local, délibérait, non plus sur ce qui devait se faire, mais seulement sur ce qu'ils pouvaient faire dans les circonstances données.

On nomma d'abord aux Cinq-cents une commission de cinq membres, qui furent chargés d'une tâche difficile, celle de présenter une loi de *salut public*. Cette loi, rédigée en quarante articles, commençait par annuller les opérations des quarante-huit assemblées primaires ou électorales, et le Directoire fut autorisé à remplacer les membres élus par elles par des sujets de son choix. On renouvela les loix contre les émigrés, et tous durent quitter la capitale en vingt-quatre heures, et le territoire de la République en quinze jours. Ce qui restait de la famille des Bourbons fut éloigné de France, la veuve du duc d'Orléans, celle dont les infortunes et les vertus privées avaient mérité l'estime et l'in-

XI.e Ep. an 6. (1796.) térêt public, et Bourbon-Conti, qui était revenu demander l'obscurité et le repos sur sa terre natale. Un décret précédent les avait réhabilités dans leurs biens.

Par l'article 13 : « Les individus ci-après « nommés : *Aubry*, *Job Aimé*, *Bayard*, « *Blain* (des Bouches-du-Rhône), *Boissy-* « *d'Anglas*, *Berne*, *Bourdon* (de l'Oise), « *Cadroi*, *Coucheri*, *Delahaye* (de la Seine- « Inférieure), *Delarue*, *Doumerc*, *Dumo-* « *lard*, *Duplantier*, *Duprat*, *Gilbert-Desmo-* « *lières*, *Henry-Larivière*, *Imbert-Colomès*, « *Camille-Jordan*, *André-Joseph* (des « Bouches-du-Rhône), *Gau*, *Lacarrière*, « *Lemarchand-Gomicourt*, *Lemerer*, *Mersan*, « *Madier*, *Mellard*, *Noailles*, *André* (de la « Lozère), *Mac-Curtain*, *Pavie*, *Pastoret*, « *Pichegru*, *Polissart*, *Praire-Montant*, « *Quatremère-Quincy*, *Saladin*, *Siméon*, « *Vauvilliers*, *Viennot-Vaublanc*, *Villa-* « *ret-Joyeuse*, *Willot*, tous membres du « Conseil des *Cinq-cents*; *Barbé-Marbois*, « *Dumas*, *Ferrand-Vaillant*, *Lafond-La-* « *debat*, *Laumont*, *Muraire*, *Murinais*, « *Paradis*, *Portalis*, *Rovère*, *Tronçon-Du-* « *coudray*, tous membres du Conseil des an- « ciens; *Carnot*, *Barthelemy*, directeurs;

« *Brotier*, ex-abbé ; *Lavilleurnois*, ex-ma-
« gistrat ; *Duverne de Presle*, dit *Dunan* ;
« *Cochon*, ex-ministre de la police ; *Dosson-*
« *ville*, ex-employé à la police ; *Miranda*,
« *Morgan*, généraux ; *Suard*, journaliste ;
« *Mail*, ex-conventionnel ; *Ramel*, com-
« mandant des grenadiers du *Corps législatif*,
« seront, sans retard, *déportés* dans le lieu
« qui sera déterminé par le *Directoire exécu-*
« *tif* ; leurs biens seront *séquestrés* aussi-tôt
« la publication de la présente loi, et main-
« levée ne leur en sera accordée que sur la
« preuve authentique de leur arrivée au lieu
« fixé pour leur *déportation* ».

Cette liste, inexplicable par le contraste des noms qu'elle contenait, servit encore à prolonger la stupeur publique. Chaque parti y trouvait ses amis et ses adversaires, livrés au même sort. On ne pouvait soupçonner Carnot de royalisme, ni Barthelemy d'être un fauteur de l'anarchie. On y voyait Pichegru comme chef des conjurés royalistes, et Cochon, ministre de la police, qui avait atteint, dénoncé et arrêté, sinon leur conjuration, mais leur complot. De plusieurs journalistes déportés, les uns étaient pour, les autres contre le Gouvernement républicain, et d'autres

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

encore, de ceux qu'on appelait modérés; le nom d'un administrateur estimé, Barbé-Marbois, s'y trouvait avec les Brothier, Lavilleurnois, acquittés par un tribunal; et enfin Duverne de Presle, dénonciateur, partait avec ceux qu'on appelait ses complices. La même loi contenait des articles rigoureux contre les prêtres, et donnait au Directoire un pouvoir indéfini et révolutionnaire placé dans cette même constitution de 93, qu'on jurait de maintenir. Le Conseil des cinq-cents discuta peu cette loi, et fit seulement quelques exceptions; celui des Anciens sembla vouloir mettre un délai à sa sanction; un message menaçant du Directoire lui reprocha l'apparence même de l'hésitation : « Le mo« ment est décisif. Si vous le laissez échapper, « si vous hésitez sur les mesures à prendre, « si vous tardez une minute à vous pronon« cer, c'en est fait, vous vous perdez avec la « République ». Lorsque les Directeurs parlaient ainsi, tous les accusés étaient déjà enfermés au Temple. Le Conseil des anciens sanctionna; tout était prêt pour l'exécution de cette sentence; des chariots couverts et grillés emmenèrent les proscrits sous une forte escorte. Le peuple des départemens les

vit traverser la France, et les plaignit, sans oser les secourir. Ils trouvèrent à Rochefort le vaisseau qui devait les porter à la Guiane, lieu déterminé pour leur exil, que son insalubrité eût dû excepter, et qu'elle fit peut-être choisir. Le récit trop succinct de leurs longues souffrances est réclamé par l'histoire; les détails en sont consignés dans des écrits contemporains. Arrivés à Cayenne, après une traversée que leur nombre et la petitesse du navire rendirent pénible et dangereuse, ils trouvèrent d'abord quelque repos dans un hôpital desservi par ces filles généreuses, qui se dévouent au soulagement de l'humanité. Bientôt des ordres rigoureux les éloignent dans les déserts de Sinamari; ils y trouvent des soldats pour les surveiller et quelques nègres misérables comme eux-mêmes allaient l'être. Des huttes sont leur retraite, souvent disputées aux reptiles vénéneux; quelques instrumens de culture, faible secours pour des mains inexpertes, un ciel brûlant sur un sol inculte et fangeux, un air mal-sain, une solitude triste, où la nature n'a pas même la majesté sauvage des grands déserts du Nouveau-Monde, tel était l'asyle qu'avait accordé la clémence des Directeurs

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

victorieux. Ces déportés traînèrent une vie languissante, et plusieurs succombèrent aux privations et au découragement. Murinais fut le premier; Tronçon-Ducoudrai fit son oraison funèbre, et le suivit de près. Sa constance, sa fermeté, avaient soutenu ses compagnons d'infortune. Sa mort leur laissa un exemple de vertu ; il les conjura d'abjurer tout projet de vengeance. Cependant des nations étrangères s'étaient occupées du sort de ces hommes publics qu'avait rejetés leur patrie : un navire américain aborda sur cette plage; huit purent échapper à la vigilance de leurs gardes; Ramel, Dossonville, Villot, Ambri, Larue, Pichegru, Barthelemy et son domestique, Letellier, dont l'honorable dévouement s'était attaché au sort de son maître, et réclame sa place dans l'histoire des malheurs qu'il voulut partager. Une pirogue les attendait sur la rive du fleuve. Après toutes les détresses d'une navigation périlleuse, ils abordèrent à Surinam, où l'humanité les accueillit. Un bâtiment frété pour eux les conduisit en Angleterre. Deux moururent dans la traversée, Aubri et ce même Letellier; trois autres navires chargés de nouveaux déportés avaient abordé à la Guiane; presque tous périrent.

Barbé-Marbois et Lafond-Ladebat avaient refusé de fuir, et presque seuls ils virent les jours plus heureux, qui amenèrent celui de leur délivrance.

XI.e Ép. an 6. (1798.)

Cependant les Conseils, mutilés, puis complétés, n'étaient plus que l'ombre vaine d'une représentation nationale, quoique le Directoire usât avec une réserve politique du pouvoir arbitraire qu'il avait conquis; le respect humain l'arrêta d'abord. Il sembla qu'il avait moins voulu satisfaire son ambition que des haines personnelles; il exigea seulement que tous les décrets qui le gênaient, portés avant le 18 fructidor, fussent rapportés. On lui délégua tous les pouvoirs qu'il exigea; et les finances, cette cause première des débats, furent mises à sa disposition. Il régna sans contradiction et sans éclat; on fit tout ce qu'il voulut, mais il n'osa pas toujours vouloir tout ce qu'il pouvait. Par l'élection des Conseils, le Directoire s'était adjoint deux nouveaux membres, en remplacement des deux déportés; ce furent Merlin (de Douai), et François de Neufchâteau; l'un jurisconsulte déjà célèbre, l'autre homme de lettres connu par des succès dès son enfance, l'un et l'autre par leur caractère, plus propres aux études

XI.e Ep. an 6.e (1796.) et aux occupations savantes ou aimables qu'ils avaient choisies, qu'aux travaux pénibles d'un gouvernement révolutionnaire; car tel fut celui du Directoire après le 18 fructidor. La République existait dans son Code constitutionnel écrit; et dans le fait un pouvoir absolu arbitraire et despotique exécutait ce que lui-même avait ordonné. Les Conseils recevaient les décrets qu'ils devaient rendre. Les ministres furent aussi changés; et, pour un système nouveau, il fallut de nouveaux administrateurs. Le droit de destitution que la loi constitutionnelle donnait au Directoire, fut exercé dans toute son étendue. Des Conseils administratifs, nommés par le peuple, furent dans plusieurs départemens déplacés en totalité, et remplacés par des choix du Directoire; et toute cette conduite n'était qu'une conséquence juste et nécessaire de la première démarche. Le pouvoir arbitraire s'oblige à la tyrannie: en brisant les entraves salutaires que lui donnent des lois, il se soumet lui-même aux insatiables besoins de ses caprices; un pouvoir arbitraire collectif décuplait tous ces inconvéniens. Depuis l'époque du 18 fructidor jusques à celle du 18 brumaire, la République

française fut une anarchie constitutionnelle; car ce fut en abusant de sa constitution, et en son nom, que l'on y trouvait, par des interprétations forcées, tous les articles dont on avait besoin pour légaliser les entreprises d'un pouvoir absolu.

La journée du 18 fructidor fit peu d'impression sur les armées. Elle y fut reçue, même accueillie, comme une suite des préventions qu'elles avaient reçues contre les Conseils législatifs; mais cette journée eût eu une grande influence sur la conclusion de la paix, si le plénipotentiaire qui la négociait en Italie n'eût pas été le Général en chef de cette armée. Il voulait la paix, comme son ouvrage, mais il voulait aussi Mantoue, comme le complément de ses établissemens politiques et militaires en Italie. Long-temps le cabinet de Vienne avait opposé ses refus; ses démonstrations hostiles les avaient soutenus. Déjà ses armées se rassemblaient, accrues des renforts qu'il avait eu le loisir d'envoyer en Italie. Les bataillons français se rapprochaient aussi de l'Adige, les conférences avaient été plusieurs fois rompues et reprises à Udine: enfin ce 18 fructidor qui semblait devoir éloigner la paix, l'accéléra. Quand l'Autriche vit le

XI.e Ep. an 6.e (1796.) Gouvernement français remis à des hommes qui ne voulaient pas la paix, parce qu'ils la craignaient, et que toutes les dispositions pour recommencer la guerre ne pouvaient plus être regardées comme simulées, elle accepta des compensations pour la cession de Mantoue, et Venise lui parut une compensation suffisante. Venise lui donnait un port, de grands établissemens maritimes; et cet échange, que la politique pouvait justifier, et que la morale ne sanctionnait pas, donna un moment la paix au monde. L'Angleterre feignait aussi de la desirer; Malmesbury était revenu à Lille, où se tenaient les assises des plénipotentiaires : l'ex-directeur Letourneur, Maret et Pléville-Peley en avaient avancé l'œuvre difficile; du moins l'Angleterre était amenée à un terme des négociations, tel que pour les rompre il fallait qu'elle se chargeât de la rupture. Soit que le nouveau Directoire fût plus éloigné encore de la paix que le cabinet de Londres, soit qu'il manquât de confiance pour ses négociateurs, il les changea, envoya à leur place Treilhard et Bonnier, avec ordre de demander au lord Malmesbury s'il avait des pleins-pouvoirs pour restituer à la France et à ses alliés toutes leurs colonies; et aussi-tôt

Malmesbury quitta Lille, et retourna à Londres. Cette rupture ne changea rien au traité qui fut conclu à Campo-Formio, et qui régla l'état de l'Allemagne et de l'Italie. Bonaparte apporta au Directoire le traité qu'il venait de signer : il le présenta dans une audience à laquelle une solennité digne de la grandeur et de l'importance de la chose et du personnage, donna un grand lustre. On aimait une gloire personnelle, dont l'éclat effaçait la splendeur du rang ; c'est un des traits caractéristiques à l'esprit national, de se plaire à rabaisser l'autorité qu'il a élevée au-dessus de soi. Ce dédommagement tient à un esprit de liberté qui se console du chagrin d'obéir par le plaisir malicieux de voir un moment éclipsée la puissance qui le domine. Le Directoire n'était pas aimé du peuple : il était envié de la classe supérieure, et tous les spectateurs de cette scène jouissaient de l'embarras des premiers rôles et de la splendeur du héros ; mais lui était trop sage pour daigner s'en appercevoir. Il savait trop que le peuple croit s'être acquitté par ces élans passagers d'enthousiasme. L'attitude du vainqueur de l'Italie fut froide et modeste, avec dignité. Toutes les attentions étaient fixées

XI.e Ep. an 6.e (1797.)

sur les paroles qu'il allait prononcer; il dit:

« *Le Peuple français, pour être libre, avait*
« *les rois à combattre. Pour obtenir une cons-*
« *titution fondée sur la raison, il avait dix-*
« *huit siècles de préjugés à vaincre, la cons-*
« *titution de l'an 3, et vous avez triomphé de*
« *tous ces obstacles. La religion, la féodalité*
« *et le royalisme ont successivement, depuis*
« *vingt siècles, gouverné l'*Europe; *mais la*
« *paix que vous venez de conclure date de*
« *l'ère des* gouvernemens représentatifs.

« *Vous êtes parvenus à* organiser la grande
« nation, *dont le vaste territoire n'est circons-*
« *crit que parce que la nature en a posé elle-*
« *même les limites. Vous avez fait plus : les*
« *deux plus belles parties de l'*Europe, *jadis*
« *si célèbres par les arts, les sciences et les*
« *grands hommes dont elles furent le ber-*
« *ceau, voient avec la plus grande espérance*
« *le génie de la liberté sortir des tombeaux de*
« *leurs ancêtres. Ce sont deux piédestaux sur*
« *lesquels les destinées vont placer deux puis-*
« *santes nations.*

« *J'ai l'honneur de vous remettre le traité*
« *signé à* Campo-Formio, *et ratifié par Sa*
« *Majesté l'Empereur. La paix assure la*
« *liberté, la prospérité et la gloire de la Répu-*

« *blique*. *Lorsque le bonheur du peuple* fran-
« çais *sera assis sur les meilleures lois orga-*
« *niques*, l'Europe entière deviendra libre ».

Ce discours, bref, simple et énergique, fut, après sa publication, analysé dans toutes ses parties. On remarqua dès-lors, et souvent on a médité depuis la phrase qui le termine. Dès-lors un journal (le *Rédacteur*), disait: *On le croit au comble de la gloire, au terme le plus élevé de sa fortune, elle commence seulement*. Jamais guerrier n'avait autant acquis la confiance et le dévouement de ses soldats. Jamais citoyen n'avait plus obtenu l'admiration publique, plus gagné le suffrage de la nation dont il était l'espoir. Les hommes éclairés honoraient son génie par un sentiment profond de son élévation et de sa supériorité; le vulgaire, dont l'instinct politique n'apprécie que les résultats, mesurant sur ceux que la France venait d'obtenir, l'étendue des facultés de celui à qui ils étaient dus, restait frappé d'étonnement, d'admiration et de reconnaissance. On était attentif à connaître quelle serait sa volonté, sûr qu'elle deviendrait la volonté générale. Jamais homme ne fut entouré d'une si prodigieuse bienveillance publique. On ne pouvait pas la

XI.e Ep. an 6.e (1796.) nommer *popularité*, parce qu'elle portait sur d'autres bases. La confiance du peuple n'était pas gagnée en cherchant à lui plaire; elle était conquise, commandée par la gloire des grandes actions; mais la confiance ne voyant plus de bornes, fut de l'abandon.

Les affaires de l'Italie avaient été réglées par le vainqueur. Avant de s'en éloigner, la République cisalpine était organisée; sa forme provisoire annonçait d'autres destinées. Les fonctionnaires publics que la constitution rendait électifs, avaient été nommés arbitrairement. Le nouveau territoire comprenait la Lombardie, le Mantouan, le Bergamasque, le Bressan, partie du Véronèse, les Etats de Bologne et de Ferrare, la Romagne et la Valteline réunie par l'arbitrage du Général. Ce dernier pays était en état d'insurrection contre les Grisons. Les deux parties s'en étaient référées au jugement du Général français. Cette nouvelle République cisalpine comprenait une population de plus de trois millions d'hommes, et devait entretenir, outre sa force armée, un corps de vingt-cinq mille hommes de troupes françaises. Les pouvoirs civils y étaient répartis avec prévoyance; et les assemblées politiques connues sous le nom

de *clubs*, furent prohibées. Venise opposa tout ce que peut un peuple sans armes à l'aliénation de son territoire. On crut même alors que, pendant les conférences d'Udine, elle avait essayé de détourner le coup qui la menaçait; elle offrit, pour la continuation de la guerre, un corps d'armée de dix-huit mille hommes et dix-huit millions. De plus grands intérêts, ceux de l'Europe, étaient en opposition avec les siens. On lui montra, pour réponse, le traité de Campo-Formio signé. Ses députés voulurent se rendre à Paris près du Directoire. Ils partirent, et furent retenus en chemin. Venise subissait le sort des pays conquis. Sa conduite récente envers la France, dans les temps douteux, avait passé les bornes que la politique assigne à la droiture. Son Gouvernement, dans sa forme républicaine, qui donnait tout pouvoir au Sénat sur la capitale, et une suprématie constitutionnelle à cette capitale sur le reste de l'Etat; ce Gouvernement, selon les idées alors admises, ne pouvait inspirer aucun intérêt; la nouvelle démocratie de Venise fut attaquée dans son berceau par une conspiration réelle ou feinte; quatre-vingts personnes, nobles ou prêtres, furent arrêtées. Le Go-

XIe Ep. an 6.e (1796.)

XI.e Ep. an 6.e (1798.) néral en chef désapprouva ces violences, et rappela le commandant français. Cet événement se passait pendant qu'on décidait le sort de Venise aux conférences d'Udine. Venise était déjà une province de la monarchie autrichienne, et son nom était effacé de la liste des Etats indépendans, sans autre réclamation que celles qu'elle fit un moment, et qui furent peu entendues.

Gênes n'avait pas donné les mêmes motifs de plaintes : à son Gouvernement sénatorial et aristocratique fut substituée une démocratie mitigée qui forma la base de la nouvelle République ligurienne. De fréquentes insurrections faisaient craindre son voisinage pour une République naissante. On proposa d'abord la constitution ligurienne à l'acceptation du peuple assemblé. Au jour indiqué tous les citoyens devaient se réunir dans les églises et voter individuellement sur le oui ou le non, lorsque le tocsin, sonné dans les vallées qui descendent des montagnes sur la ville, fit courir aux armes. Les patriotes Gênois, réunis aux troupes françaises, sortirent au-devant des paysans insurgés, et ayant à leur tête les curés des villages et plusieurs nobles. La religion était leur motif ou leur prétexte. Un

article disait que le culte catholique serait le seul culte public; on vit dans cette disposition une tolérance des autres cultes. Les premiers attroupemens furent dispersés; mais le lendemain, réunis, ils s'emparèrent du fort de l'Eperon qui domine la ville. Il fallut des combats pour les en chasser. Alors le Gouvernement prit sagement d'autres mesures : des prêtres patriotes furent envoyés par l'évêque de Noli, prélat octogénaire et jouissant d'une grande considération, due à sa piété et à ses lumières. Ces missionnaires de la liberté établirent des prédications et des enseignemens dans les villages; la raison fit ce que n'avaient pu les armes. Gênes se soumit à l'impérieuse nécessité, et la nouvelle forme de Gouvernement y fut établie.

Il était difficile que tant d'exemples voisins n'eussent pas une grande influence sur les Etats encore monarchiques de l'Italie. Le Roi de Sardaigne régnait, ou du moins tenait encore sa cour à Turin; mais de nombreux et actifs émissaires parcouraient le Piémont; et ce peuple, peut-être un des plus soumis de l'Europe, se plaignait déjà des abus de l'autorité et de ses actes arbitraires. Bientôt une conspiration fut découverte au moment d'éclater; le

XI.ᵉ Ep. an 6.ᵉ (1796.)

Roi devait être arrêté et plusieurs nobles devaient être massacrés. Un corps de dix mille hommes de troupes sardes avait été déjà réuni à l'armée française; un traité d'alliance offensive et défensive avec la République, mit pour un temps un frein à ces agitations populaires, et le Roi de Sardaigne put rester encore quelque temps dans sa capitale. A Naples, la fermentation était à peine contenue. Les prisons étant pleines, il avait fallu y suppléer par des monastères qu'on affecta à ce triste usage.

A Rome, le duc de Braschi, neveu du Pape, avait été insulté par le peuple, et obligé de s'éloigner; Rome s'était vu enlever plusieurs provinces du patrimoine de S. Pierre, ses trésors, ses titres d'illustration, reste des chefs-d'œuvre de Rome antique et de la Grèce. Les ménagemens politiques du Général avaient conservé la tiare au souverain Pontife; mais les germes de l'indépendance étaient déposés sur le sol des Brutus et des Caton; et bientôt une moderne République romaine revit un moment un sénat, des consuls et des tribuns du peuple. Le frère du Général en chef (Joseph Bonaparte) y fut envoyé comme ambassadeur; il y entra avec une suite nombreuse, magnifique, et il fut reçu par le Pape

avec de grandes distinctions. Mais déjà la République cisalpine sommait le Pape de la reconnaître et de ratifier ainsi le démembrement de ses Etats; et pour appuyer sa demande, elle faisait marcher une armée de dix mille hommes; mais déjà, dans les pays demeurés réunis à l'Etat de l'Eglise, des révolutions partielles se propageaient. A Ancône, le gouvernement républicain fut proclamé, le drapeau tricolor anconitain arboré sur les forts et sur les navires; le commandant français l'approuva, et les mêmes scènes étaient préparées et prévues. A *Faenza* et dans d'autres contrées, l'arbre de la liberté avait été planté. Naples venait de recevoir sa nouvelle Reine, l'archiduchesse Clémentine, dont l'esprit et le caractère devaient avoir une si grande influence sur les événemens et sur les destinées de ce royaume. Un parti révolutionnaire républicain se formait à Naples; là les nobles n'étaient pas pour le Gouvernement; et la classe des prolétaires, les Lazaroni, étaient dévoués à un Roi qui se plaisait au milieu d'eux, dont les amusemens étaient de partager leurs travaux à la pêche : il en faisait sa plus constante occupation.

XI.e Ep. an 6. (1796.)

Il régnait encore, mais tous les élémens

XI.e Ep. an 6.e (1798.) d'une insurrection fermentaient autour de lui : le calme apparent présageait un orage; bientôt il éclata, ses liaisons avec l'Espagne le maintenaient encore dans un état de neutralité.

L'Espagne, depuis son traité d'alliance avec la République, avait déclaré la guerre à l'Angleterre, qui la lui eût bientôt déclarée. Par suite, Cadix était bloqué par une escadre de 22 vaisseaux aux ordres de l'amiral Jervis, devenu lord S. Vincent; 30 vaisseaux espagnols étaient dans le port et n'en sortaient pas; les plaintes du commerce obligèrent le roi d'Espagne d'y venir, mais les Anglais n'en bombardèrent pas moins la ville. L'Espagne était alors gouvernée par le prince de la Paix; il s'était rallié à l'ancien systême politique de cette Cour, qui la tenait depuis un siècle attachée à la France. Les événemens du 18 fructidor y avaient bien jeté quelques inquiétudes, parce que, dans la déposition de *Duverne de Presle*, il était dit que les *conjurés* comptaient sur les secours du roi d'Espagne et sur les intelligences qu'ils avaient dans cette Cour. Le ministre en fut quitte pour des protestations et des désaveux. L'Espagne, par la politique qu'elle avait adoptée, ne comptait plus en Europe que comme un allié obligé de la République

française, et elle en remplit avec fidélité les engagemens. Sa marine, combinée avec celle de la République, pouvait encore disputer l'empire de l'Océan aux flottes de la Grande-Bretagne. Le Portugal aussi venait de faire son traité de pacification, et s'était même obligé, en conservant sa neutralité, de ne recevoir dans ses ports qu'un nombre fixé de vaisseaux ennemis. L'Angleterre, à cette époque, renonça à son influence accoutumée sur le Portugal, sentant que c'était le seul moyen de le sauver des efforts réunis que pouvaient tenter la France et l'Espagne. Toutes les puissances se hâtaient de se mettre, par des traités, à couvert de l'effrayante prépondérance militaire que les armées de la République lui avaient conquise; et sans prévoir un avenir que l'instabilité présumée du nouveau Gouvernement rendait incertain, elles ne songeaient qu'à pourvoir aux embarras du moment et aux craintes les plus instantes. Le cabinet de Londres lui-même était obligé de dissimuler sa véritable politique, et de feindre un grand desir de la paix. Le continent commençait à se lasser de ces spéculations financières qui mettaient les peuples en armes et en marche, pour prix des subsides que leurs

XI.e Ep. an 5.e (1796.)

rois recevaient de Londres; mais les passions et les besoins du moment prévalaient dans leurs négociations avec les agens anglais. On ne s'appercevait pas que l'Angleterre, par l'état de guerre continué, gagnait ce qu'on lui avait disputé, ce qu'elle n'eût pas osé exiger par un traité de paix. Cette ancienne prétention de la souveraineté des mers, se réalisait par le fait, tandis que les nations continentales employaient tous leurs moyens à se combattre et à s'affaiblir, il ne leur en restait plus pour leur marine, et par conséquent pour leurs intérêts commerciaux. Les ports de la Grande-Bretagne devenaient l'entrepôt de toutes les productions des deux mondes, ses vaisseaux en étaient les facteurs, mais les facteurs armés; ils écartaient la concurrence par l'habileté et par les armes; le trident, dans leur main, était un sceptre, parce qu'ils le portaient sur un élément qu'eux seuls avaient le droit d'habiter, et où nul autre ne pouvait les atteindre; la paix l'eût ouvert à toutes les nations, il leur était interdit dans l'état de guerre. Par sa politique insulaire et exclusive, ce Gouvernement devait donc la vouloir et il la voulait.

Quand les conférences de Lille furent

rompues par la retraite de Malmesbury ; un long manifeste justifia les ministres anglais, et accusa le Directoire. Sa réponse renvoyait les torts au cabinet de Saint-James. La seule lecture de ces deux pièces prouvait que l'un et l'autre avaient obtenu ce qu'ils desiraient ; et sans supposer une connivence absurde et inutile, les mêmes intérêts privés qui s'opposaient à l'intérêt général, amenaient naturellement le même résultat. A l'ouverture de son parlement, le Roi put parler avec assurance des démarches faites pour arriver à une pacification et démander tous les moyens de continuer la guerre. L'opposition anglaise fut réduite au silence, Fox le fut à s'absenter des séances, le ministre Pitt obtint tout ce qu'il demanda, et ce système ministériel était aussi plus national qu'il ne ne l'eût été ailleurs. L'Angleterre est le seul Etat où la fortune des particuliers soit entièrement liée à la fortune publique. Riche surtout par l'industrie et par le commerce maritime, tout ce qui met ces deux moyens de richesse en action est non-seulement d'intérêt général, il est encore d'intérêt particulier : mais les avantages que l'intérêt politique de la nation en retire dans les momens de crise

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

XI.ᵉ Ep. au 6.ᵉ (1796.)

où toutes les fortunes privées sont obligées, sous peine de mort, de venir s'offrir à la fortune publique, ces avantages sont en quelque sorte compensés par la dépendance nécessaire où sont tous les intérêts particuliers des systèmes accidentels du Gouvernement. Dans cette lutte prolongée, qu'on pouvait appeler celle des intérêts des îles britanniques contre ceux du continent de l'Europe, le premier vœu de ses ministres devait être d'anéantir la marine militaire de toutes les puissances, et les conseils de ses ennemis semblèrent servir ce vœu. Autrefois en France un ministre vieillissant avait acheté une longue tranquillité en faisant le sacrifice de tout système maritime et militaire. On ne peut deviner quel motif détermina à faire sortir la flotte hollandaise des ports du Texel ; on ne pouvait ignorer la supériorité décidée de la flotte anglaise commandée par l'amiral Duncan, qui bloquait le Texel avec vingt-deux vaisseaux, dont neuf à trois ponts. La flotte batave, commandée par l'amiral de Winter, inférieure en nombre, l'était bien plus en force d'artillerie, les eaux du Texel ne pouvant porter que des bâtimens de 74 canons. Cependant cette flotte sortit, fut rencontrée, se battit avec une valeur

digne des Tromp et de Ruiter, mais fut complétement battue. Plusieurs vaisseaux, dont l'un était l'amiral, furent conduits dans les ports d'Angleterre. Le reste se réfugia dans ceux de Hollande, et la marine anglaise eut déjà une rivale de moins.

XI.e Ep. an 6.e (1796.)

Ses conquêtes dans les Deux-Indes haussaient encore les prétentions du Gouvernement. Plus il craignait l'affaiblissement de son influence sur le continent, plus il sentait la nécessité de le mettre dans sa dépendance, au moins par les besoins du luxe et de ses jouissances. La possession exclusive des denrées coloniales pouvait seule le dédommager, et dans cette pensée, les îles de l'Amérique lui paraissaient faire partie du vaste empire de l'Océan; enfin, l'état de guerre lui paraissait le seul moyen de conserver tout ce qu'un traité de paix l'eût obligé de rendre; cependant, comme il lui importait beaucoup que cette politique ne fût pas dévoilée, après que les conférences de Lille furent rompues, il insista pour que ses ministres fussent admis à celles qui furent bientôt commencées au congrès assemblé à Rastadt, et même il donna un grand exemple de condescendance et de modération dans une affaire délicate au sujet

XI. Ep. an 6.e (1798.) des Cantons Suisses. Son ministre Wikam y résidait selon l'antique usage, et sans doute le voisinage du territoire français lui donnait souvent les moyens d'instruire et d'éclairer son Gouvernement sur les faits et sur les personnes. C'était une exigence bien sévère que de prétendre empêcher un agent diplomatique de remplir une fonction que l'usage au moins autorisait. Le Directoire signifia, dans une forme assez tranchante, au canton de Berne, où résidait Wikam, qu'il eût à congédier cet agent de l'Angleterre, dont la proximité lui faisait ombrage. Les Suisses étaient déjà assez embarrassés de plusieurs demandes qui leur avaient été faites, et de la situation politique de leur pays. Le Sénat répondit d'abord que cette affaire intéressant tout le Corps Helvétique, elle ne pouvait être décidée que par l'avis de tous les Cantons. Dans l'intervalle, le cabinet de Londres eut la sage condescendance d'épargner aux Suisses cette difficile négociation, et il leur rendit le service de retirer son ministre.

La Suisse voyait déjà les premiers élans de la révolution qui devait lui causer des désastres si funestes. Par l'ancien état des

choses, le territoire helvétique comprenait des contrées dont les habitans, exclus de la liberté constitutionnelle et républicaine du pays, étaient sujets des habitans de telle autre contrée; ainsi la Valteline était sujette des Ligues grises, alliées des Cantons. Un long usage avait consacré ces dispositions; mais les nouvelles idées transmises par les nouvelles Républiques italiennes, ne pouvaient pas admettre cette souveraineté d'un peuple sur un autre peuple. Ceux de la Valteline s'insurgèrent, et notifièrent leur indépendance aux Grisons. Ceux-ci réclamèrent l'assistance et les secours des Cantons; les Grisons même étaient partagés d'opinion. L'ancienne maison de Salis possédait de grandes propriétés dans la Valteline, et des sentimens jaloux, plus actifs encore dans les Républiques, rangeaient un parti du côté des insurgés. Ce fut alors que les deux partis en référèrent au Général en chef de l'armée d'Italie; qui prononça la réunion de la Valteline à la République cisalpine. D'autres demandes, qu'il avait faites aux Cantons, les inquiétaient. Le passage pour trente mille hommes sur le territoire helvétique, avait été ajourné, puis refusé; cependant le Général, traver-

XI.e Ep. an 6.e (1798.)

sant la Suisse pour se rendre à Rastadt, y avait reçu de grands honneurs, et avait assuré les Suisses que si leurs intérêts étaient traités à Rastadt, ils ne pourraient qu'y gagner. En passant à Soleure, sur un ordre mal entendu, le canon fut tiré à son arrivée, et l'officier fut mis aux arrêts.

Le Directoire exécutif, donnant une grande importance à ce fait, avait déclaré que si l'officier n'était mis en liberté, il considérerait cet acte du conseil de Soleure *comme un manége concerté pour faire outrage au plénipotentiaire de la République française*. Déjà les députés du canton de Berne avaient reçu à-peu-près l'ordre de quitter Paris. Tout annonçait les dispositions peu favorables du Directoire ; l'explosion qui bientôt devait éclater dans le pays de Vaud contre la Suisse, était déjà disposée, et préparait les motifs dont on fit usage contre cette antique patrie de la liberté.....

Le Général en chef, en arrivant à Rastadt, se trouva nommé président de l'ambassade française, et avec lui les mêmes négociateurs qui avaient été employés à Lille.

Déjà les envoyés de toutes les puissances s'y étaient rendus : le comte de Fersen y re-

présentait pour la Suède, à cause du duché de Poméranie; mais ses prétentions à l'influence dans le congrès étaient fort supérieures à ses titres. Comme membre du Corps germanique, le roi de Suède, par un mouvement plus généreux et chevaleresque, que proportionné à ses moyens, s'était mis en état hostile avec la France. A la première entrevue le président de l'ambassade républicaine demanda à Fersen « quel ministre de « Suède était en ce moment à Paris ». ? Sur sa réponse embarrassée, il s'étendit un peu à l'occasion de la nouvelle politique de la Suède, en contraste avec ses anciennes liaisons d'intérêt avec la France, et le plénipotentiaire suédois se retira en disant « que S. M. pren- « drait en considération ce qui venait de lui « être dit ». Dès l'ouverture de ce congrès les plénipotentiaires de l'Empire purent s'appercevoir que l'Empereur avait fait sa paix, et que les articles de ce nouveau traité l'avaient à-peu-près désintéressé. Ses troupes évacuèrent les postes qu'elles occupaient sur le Rhin, et sur-tout la ville de Mayence, qui fut immédiatement cernée par les troupes françaises. L'Empire, abandonné de l'Autriche, n'avait plus à opposer qu'une force

diplomatique, considérée seulement comme une forme et une sanction constitutionnelles à donner par le Corps germanique aux innovations que les grandes puissances armées avaient décidées entre elles; l'Empire même éprouvait déjà dans son sein des accès révolutionnaires. Il était question d'une République *cisrhénane*, et déjà les villes de Cologne, Bonn, Coblentz, avaient envoyé des députés à Paris, et avaient proclamé leur indépendance : l'arbre de la liberté avait été planté sur les places publiques; mais ces mouvemens tumultueux, réprimés ou du moins désavoués par les magistrats, étant plutôt l'élan des sociétés populaires que le vœu paisible des habitans, les commissaires du Gouvernement français ne les autorisaient pas formellement, mais ils répondaient aux remontrances des magistrats, par les principes généraux de liberté publique. Cependant cette République *cisrhénane* ne fut point établie : ses mouvemens avaient devancé le traité de Campo-Formio, qui comprenait ces pays dans les nouvelles limites de la République française, et n'avaient servi que de nuance pour passer à ce nouvel ordre. La France eut ainsi un parti nombreux et déclaré lorsque l'exécution des traités divisa

ces contrées germaniques en départemens républicains français.

La République batave avait aussi éprouvé des oppositions à sa constitution nouvelle. Cette constitution avait été envoyée par le Directoire comme *projet ;* mais ce projet était appuyé par toute la prépondérance civile et militaire de la République française. Ce *projet*, délibéré et mis aux voix dans les différens pays qui formaient la confédération batave, n'y obtint pas la majorité des suffrages. Une grande partie des citoyens ne se rendit pas à la convocation. Lorsqu'on apprit qu'une escadre de six vaisseaux français était arrivée et reçue à Batavia, la présence de cette force, qui rassurait contre les entreprises de l'Angleterre, en même temps donnait à la France un gage de la condescendance des Bataves, décida les hommes éclairés à diriger le vœu du peuple; et le projet de constitution proposé par le Directoire fut accepté. Le ministre de France Noël contribua beaucoup, par sa dextérité, à terminer cette négociation délicate. Toutes les forces de terre et de mer de la République batave furent ainsi à la disposition de la République française. Dans le cours des négociations de Lille, il n'avait été

XI.e Ep. an 6.e (1796.) question que d'une indemnité pour la maison d'Orange, et la Prusse n'avait fait aucune réclamation en faveur du Stathouderat.

La Prusse persistait dans son système de neutralité armée : fort des souvenirs glorieux du grand Frédéric, et de la réputation acquise de son armée, le cabinet de Berlin n'intervint point dans le traité de Campo-Formio ; et ce système d'isolement avait jusque-là réussi à cette puissance, parce que ce système avait eu jusqu'alors une marche suivie et conséquente. Sa neutralité avait laissé la France et l'Autriche terminer leurs débats, sans leur faire craindre qu'elle prît parti pour ou contre. Frédéric-Guillaume, dans ses deux dernières années, affaibli par une maladie de langueur, ne desirait que le repos ; et tant que son fils se gouverna par les mêmes principes, le nom de Frédéric défendait encore ce royaume. Le jeune Roi annonçait un goût de simplicité et l'application aux affaires ; il éloigna, avec des ménagemens et des honneurs, le ministre Bischofsverder, qui avait joui d'un grand crédit sous le précédent règne ; et Luchesini, cet ancien favori de Fréderic II, se retira d'abord, et dans la suite fut rappelé et chargé en France des intérêts de son pays. Cet homme

habile sut se conserver une grande influence dans le secret des combinaisons politiques de l'Europe. Cette influence ne finit qu'avec l'existence acquise de la monarchie prussienne. On attendait avec impatience, à Rastadt, le parti qu'elle prendrait sur la grande base de l'intégrité du Corps germanique; et l'on y espérait aussi que la Russie ne verrait pas avec indifférence des démembremens qui augmentaient le territoire français aux dépens de l'Empire, et ne donnaient qu'à l'Autriche des équivalens qui l'agrandissaient dans le midi de l'Europe.

XI. et an 8. (1798.)

Le cabinet de Pétersbourg était alors occupé de l'abdication du dernier Roi de Pologne, qui venait de ratifier ainsi le partage du reste de ses États. Le traité avait été conclu et signé entre les deux Empereurs, avec invitation à la Prusse d'y accéder, et son sort y était fixé. « Le reste de ce qui n'était pas « compris par les stipulations et démarcations « mentionnées dans le traité ». Ce traité, échangé à Pétersbourg, en donnant aux deux Empereurs des intérêts communs, fut le premier rapprochement qui, dans la suite, appela la Russie dans les affaires de l'Empire et de la République française. Paul avait

XI.e Ep. an 6.e (1796.) commencé son règne sous les plus heureux auspices : plus de mille exilés avaient été rappelés de la Sibérie ; Kosciusco avait obtenu sa liberté, une pension et douze mille roubles pour se rendre aux Etats-Unis d'Amérique, où il avait servi avec gloire sous Washington. Le nouvel Empereur de Russie s'était attaché les troupes par des bienfaits. Sans reconnaître formellement la République en France, il s'en était tenu aux anciens traités avec l'Autriche et l'Empire. Rien n'annonçait encore de sa part des vues hostiles. Quoique lié d'intérêts de commerce avec l'Angleterre, des ménagemens et les distances avaient pu le maintenir dans cet état de neutralité ; mais la politique tranchante du Directoire, après le 18 fructidor, arma ses anciens ennemis et lui en fit de nouveaux. Son système fut de dominer dans l'intérieur par les armées, qu'il craignait. Il fallut donc et les tenir éloignées et acheter leur dévouement par des sacrifices. Bientôt il fallut encore exiger des peuples des sacrifices pour s'assurer du dévouement des armées. Pour conserver le pouvoir absolu, il fallut l'acheter et le payer avec l'or de ceux sur lesquels il était exercé : de-là les exactions, les actes

arbitraires, et tous les abus d'autorité qui amenèrent de nouvelles crises violentes, et enfin un autre ordre de choses, un autre Gouvernement, et les élémens d'une autre liberté publique.

XI.ᵉ Ep. an 6.ᵉ (1796.)

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

ONZIÈME ÉPOQUE.

N° 1, *Page* 39.

BULLETINS OFFICIELS.

Du quartier-général d'Acqui, le 4 décembre 1796.

« A la suite de la dernière attaque, faite contre
« la position du général Colli, et à la Spinarda, ce
« dernier ayant été forcé de prendre la position de
« Ceva, pour couvrir cette ville et Mondovi, le flanc
« droit du corps de troupes autrichiennes se trouva à
« découvert; et en conséquence, l'on trouva à propos
« de retirer ce corps jusqu'à Spigno, laissant les troupes
« légères à la garde des postes avancés, afin de mieux
« établir la communication entre le camp retranché de
« Ceva et le corps du général Colli. Le général de
« Wallis posta les deux bataillons de Reisky à Mon-
« tesilio et Monbarcaro. L'ennemi n'a fait, jusqu'à ce
« moment, aucun mouvement, et l'on n'a apperçu que
« des patrouilles qui se sont avancées jusqu'à Monte-
« notte et Cairo.

Du quartier-général de Cava, le 5 décembre.

« L'ennemi, qui menaçait le 2 de ce mois notre camp « de Cava, et, avec une autre colonne très-nombreuse, « de nous devancer d'une marche au-dessus de Mon- « dovi, est encore dans l'inaction, dans sa position entre « Bagnasco et Noceto. Le mouvement imprévu d'un « gros corps de troupes, qui fut détaché hier de Ceva, « l'a fait vraisemblablement changer de résolution ; ce- « pendant, plusieurs régimens sont en marche du Pié- « mont pour venir renforcer notre armée, et, si l'ar- « mée impériale avance un peu la droite vers nous, dans « la direction de Monte-Zemolo, on est fondé à croire « que la position actuelle deviendra de plus en plus « respectable, et à l'abri de toute attaque.

« Il ne s'est rien passé depuis quelques jours : les corps « avancés de l'ennemi ne s'étendent plus au-delà de « Carcare et d'Altare ; et, en conséquence des dispo- « sitions qu'il a prises, notre armée commencera le 20 » à entrer en quartier d'hiver. D'après les différens « rapports qu'on a reçus, on a pu vérifier la perte de « notre armée dans la bataille de Loano, du 23 novem- « bre, et nous pouvons annoncer aujourd'hui avec « certitude et franchise, qu'elle se monte à quatre « mille cent quatre-vingt-onze hommes, savoir : soixante- « deux officiers, sept cent quarante-neuf soldats tués, « vingt-sept officiers et six cent cinquante soldats bles- « sés ; soixante-deux officiers et deux mille six cent « quatre-vingt-seize soldats faits prisonniers ou disper- « sés. Du nombre des derniers se trouvent le général « Ternyei ; le colonel Brabeck, de Thurn ; le colonel « Usakovich, des Croates ; et le lieutenant-colonel « comte de Kuhn, du régiment d'Archiduc Antoine.

N° 2, *Page* 92.

Bulletin officiel des opérations de l'armée impériale sous les ordres de son excellence M. le maréchal comte de Clairfayt.

De Creutznach, le 26 décembre 1796.

« A l'effet de déloger le général ennemi Jourdan des « positions d'où il pouvait incommoder beaucoup nos « troupes, d'empêcher sa jonction avec le général « Pichegru, et d'assurer enfin à l'armée impériale « des quartiers d'hiver paisibles, on résolut d'attaquer « l'aile droite de l'ennemi sur l'Alsens et la Glahn, et « de faire des démonstrations menaçantes contre les « autres parties de sa position. Jourdan, après avoir « pénétré sur la Nahe, avait occupé avec six divisions « la ligne depuis le Rhin, par Stromberg, Creutz- « nach, Alsens jusqu'à Meisenheim, et son front était « protégé par tous les avantages de la localité. L'on « ne pouvait songer à attaquer du côté de Stromberg « et Creutznach, à cause des défilés qui y conduisent « et que l'on devait passer en présence de l'ennemi. « L'on ne pouvait tenter également un passage du « Rhin près de Coblentz. Le corps du prince de Wur- « temberg était trop faible pour lutter contre deux divi- « sions, qui étaient postées entre Bonn et Coblentz, et « qui avaient été remplacées sur la Sieg par l'armée du

« Nord. On dut donc se borner de ce côté à inquiéter
« l'ennemi par des préparatifs, et diriger la véritable
« attaque sur l'aile droite.

« Les deux généraux Nauendorff et Kray reçurent
« l'ordre de faire cette attaque. En conséquence ils se
« réunirent, et le 8, au point du jour, ils marchèrent
« contre le général Marceau. Le général Nauendorff,
« par habileté et rapidité de ses manœuvres, et le cou-
« rage de ses troupes, fut bientôt maître des hauteurs de
« Lautreck ; il s'avança ensuite jusqu'à Creutznach, et
« envoya un détachement du côté de Baumholder pour
« inquiéter davantage l'ennemi. Le général Kray, ayant
« par-là son front couvert, fit attaquer par le colonel
« Jellachich, des arquebusiers, le poste d'Odenbach,
« fortement garni, et lui-même il attaqua Meisenheim
« avec deux colonnes, dont l'une était conduite par le
« colonel Eltznitz de Caraiczay. Les sages dispositions
« du général, et la bravoure des troupes, triomphèrent
« par-tout, malgré la résistance opiniâtre de l'ennemi
« et les difficultés du terrein. Dans le même temps on fit
« emporter Alsens par le colonel Odenheim et Leid-
« weiler, afin d'être par-là maître de l'embouchure de
« l'Alsens, et d'assurer la communication avec le géné-
« ral Kray. L'ennemi fut repoussé par-tout, et il se
« retira précipitamment derrière la Nahe, jusqu'où nos
« troupes, trop fatiguées, ne purent le poursuivre. On
« s'empara de quatre canons, un obus et trente chariots
« de munitions, avec un drapeau, et on fit prisonniers
« huit cents hommes, parmi lesquels se trouvent beau-
« coup d'officiers. Notre perte consiste en un officier,
« trente-deux hommes et sept chevaux tués, cinq offi-

« ciers, cent trente-neuf hommes et dix-huit chevaux
« blessés, seize hommes et trois chevaux égarés.

« Cependant le danger auquel le poste de Kaisers-
« lautern était exposé, arrêtait nos progrès; et, pour
« pouvoir avancer plus loin, nous devions attendre
« l'issue des attaques multipliées que Pichegru formait
« de ce côté, attendu que ce poste avait la plus grande
« influence sur la position des deux armées impériales.
« Le général de Nauendorff ne put donc rien faire que
« d'envoyer ses détachemens jusqu'à Birkenfeld. — Le
« capitaine Almasy, des hussards de Barco, rencontra
« le 11 l'ennemi près de Mosbach; il l'attaqua courageu-
« sement, fit prisonniers un officier et vingt-un hommes,
« et s'empara de trois chariots de munitions, avec
« trois cents quintaux de poudre.

« Le 12, le général Nauendorff s'avança jusqu'à Ull-
« mett, renforça ses postes à Birkenfeld et Oberstein,
« et porta en avant de nouveaux détachemens pour
« inquiéter de plus en plus le flanc et le derrière de
« l'ennemi; il atteignit si complétement son but, que
« toute l'armée ennemie se retira entièrement de la
« Nahe le 12 au matin, et se porta sur Mosbach,
« Gemmingen, Kirchberg, Simmern et Bacharach. Le
« général Kray entra aussi-tôt à Kirchheim, et envoya
« ses détachemens jusqu'à Saltzbach, où il prit poste.
« Le général Hoditz marcha sur Eckweiler, où il prit
« poste à peu de distance du camp ennemi de Klop-
« stein. L'on détacha le général Börös avec les avant-
« postes de l'armée à Hertzfeld et Schöneberg, près du
« bois Sohnwald, et le général prince de Hohenlohe
« prit possession de Stromberg.

« Le 14, le général Marceau attaqua les avant-postes « du général Kray, mais sans succès. Le général Nauendorff marcha avec tout son corps sur Birkenfeld, et « porta en avant ses postes jusque dans le voisinage de « la Tour-Tronquée. — Le général Hoditz attaqua l'ennemi à Klopstein, fit deux cents prisonniers, encloua « un canon, s'empara d'un autre avec deux chariots de « munitions. Le major Bukorny, de l'état-major, et le « capitaine Rechweg, des hussards de l'Empereur, se « sont particulièrement distingués. Le général Börös « attaqua tous les postes ennemis près Schöneberg, fit « trente prisonniers, occupa Schöneberg, et s'avança « avec sa chaîne jusque près de Turrenbach. Le 15, le « général Nauendorff résolut d'attaquer l'ennemi dans « sa fameuse position de la Tour-Tronquée, afin d'accé« lérer sa retraite : il chargea de cette entreprise le « général baron de Seckendorff, et le lieutenant-colonel « baron d'Aspre. Ces officiers forcèrent l'ennemi à aban« donner les positions de Gundenthal, Mosbach et Reppert, et escaladèrent la triple ligne de la position de « la Tour-Tronquée, et repoussèrent, à la nuit tom« bante, l'ennemi jusqu'à Lohnheim, non loin de la « Trarbach. L'ennemi laissa cinq cents hommes sur la « place ; cent cinquante furent faits prisonniers. Le « général de Seckendorff et le lieutenant-colonel d'Aspre « ont donné, dans cette occasion, une nouvelle preuve « de leur valeur et de leur habileté.

« Le général de Nauendorff, animé par ce succès, « s'avança sur Hermerskehl, plaça ses avant-postes « près de Daumen, dans le voisinage de Trèves, et « fit avancer le lieutenant colonel d'Aspre dans les en-

« virons de Neumagen, pour couvrir son flanc droit.
« Le détachement de Pellegrini, qui était à Kempfeld,
« y fut attaqué par l'ennemi. Le major baron Strach-
« witz, commandant du bataillon, rassembla sa troupe,
« et repoussa d'abord l'ennemi; mais après un combat
« de quatre heures, depuis lequel il épuisa ses muni-
« tions, se trouvant pris en flanc et à dos par une brigade
« de cavalerie, qui s'avança au-delà d'Aschbach, il dut
« se rendre prisonnier avec trois compagnies de Pelle-
« grini et deux canons. La certitude que l'ennemi se
« rassemblait en force dans le voisinage du flanc droit
« du corps de Nauendorff, le danger qui menaçait tou-
« jours Kaiserslautern, le dessein de l'ennemi de se
« porter de la Bliess sur les derrières du général de
« Nauendorff, l'impossibilité où l'on était de seconder
« puissamment une diversion aussi étendue, enfin, la
« certitude que l'on avait acquise que la marche sur
« Trèves n'empêcherait pas l'ennemi de se maintenir
« dans sa position entre Trarbach et Bacharach, toutes
« ces circonstances réunies engagèrent le général de
« Nauendorff à renoncer à son projet, et à reprendre sa
« première position près de Birkenfeld.

« Cependant, pour apprendre jusqu'à quel point les
« nouvelles successives que l'on recevait de la retraite
« de l'ennemi étaient fondées, l'on avait donné l'ordre
« aux généraux prince de Hohenlohe et Börös d'atta-
« quer les avant-postes. Le général prince de Hohen-
« lohe s'avança le 17 au matin avec quatre colonnes sur
« Bacharach, Oberdiebach, Dauweiler et Turenbach,
« tandis que le général Börös faisait attaquer et re-
« pousser les avant-postes qui se trouvaient devant ce

« dernier endroit. Quoique le prince de Hohenlohe fit
« passer quelques troupes légères dans la rive droite du
« Rhin sur la gauche, et seconder l'attaque sur Bacha-
« rach par nos saïques, l'on ne put forcer l'ennemi
« dans cette position singulièrement avantageuse, et
« l'on ne réussit à pénétrer que jusqu'à Dreieckenhau-
« sen : les autres colonnes furent plus heureuses. Malgré
« la plus vive résistance, et quoiqu'elles eussent été
« plusieurs fois repoussées, elles parvinrent à atteindre
« le but proposé, et culbutèrent l'ennemi avec une
« perte considérable. Vers le soir, ce dernier chercha à
« reprendre ses postes, et il parvint à gravir les hau-
« teurs de Kaub, et à repousser nos troupes légères;
« mais le major comte Moursin, et le capitaine Jacobi
« de Waldeck, soutenus par le capitaine Suzizky,
« d'Ulrich Kinski, et le comte Kallenberg, major du
« régiment de ce nom, s'avancèrent avec tant d'impé-
« tuosité et de courage, qu'ils forcèrent de nouveau
« les ennemis à la retraite, après en avoir sabré plu-
« sieurs, et fait prisonniers un officier et trente soldats.
« Les dragons de Waldeck se sont particulièrement dis-
« tingués. L'ennemi fut poursuivi de tous côtés dans sa
« fuite, et l'on fit encore plus de cent prisonniers. Nos
« troupes occupèrent Taxweiler et Sieffersbach, et
« enfin Turrenbach fut emporté par le général Börös.
« Les chevaux-légers de Latour, et le régiment d'in-
« fanterie de l'Empereur, se sont signalés dans cette
« occasion. L'on doit encore l'heureuse issue de cette
« attaque, ainsi que le plan de son exécution, au général-
« major prince de Hohenlohe, qui a déjà signalé ses
« talens militaires dans tant d'autres occasions. Notre

« perte consiste en six hommes, deux chevaux tués,
« trente-cinq hommes et sept chevaux blessés ».

13 juin.

« L'armistice, dont la cessation avait été annoncée
« le 21 mai, se trouvant expiré le 31 du même mois,
« l'armée sous les ordres de l'archiduc Charles s'était
« mise en état, non-seulement de s'opposer à toutes les
« entreprises de l'ennemi, mais même d'ouvrir la cam-
« pagne avec énergie. Dans cette vue, les troupes
« s'étaient réunies depuis le 25 dans différens camps :
« la cavalerie s'était rassemblée dans des cantonnemens
« plus rapprochés ; l'avant-garde s'était plus avancée,
« pour mieux soutenir les avant-postes; enfin, le 29
« mai, l'armée campa près de Raumholder ; et là l'on
« devait attendre l'expiration de l'armistice, observer
« ensuite dans l'intervalle les dispositions de l'ennemi,
« et ensuite commencer, sans perdre de temps, les opé-
« rations offensives.

« Le lieutenant-feld-maréchal comte de Mercantin,
« fut détaché, avec un corps considérable, dans les en-
« virons de Creutznach, pour couvrir l'aile gauche de
« l'armée et la partie de pays située sur les derrières.
« Les troupes légères avaient été réparties devant Strom-
« berg et Schoeneberg, dans la partie supérieure de Som-
« merwald, jusque près de Kirn, et de-là le long de la
« Nahe : elles reçurent l'ordre de s'assurer, aussi-tôt
« après l'expiration de la trève, du passage de cette
« rivière, et de prévenir l'ennemi, en occupant les
« endroits qui, pendant l'hiver, avaient été déclarés
« neutres par les deux partis. — Dans la nuit du 30 au

« 31 mai, avant que l'armistice fût entièrement à sa « fin, l'ennemi attaqua déjà les piquets du bataillon de « Bamberg qui étaient postés à l'extrémité de l'aile « du comte de Mercantin; mais il fut repoussé avec « perte par quelques compagnies du même bataillon, « qui s'avancèrent courageusement contre lui. Les Bam- « bergeois eurent, dans cette occasion, deux officiers et « vingt-six hommes, tant tués que blessés. — Le 31, « avant midi, le major Schuhal, qui, en conséquence « de la stipulation faite par l'armistice entre les avant- « postes en décembre dernier, était resté en ôtage chez « les généraux français depuis le jour de la dénoncia- « tion, arriva de retour à nos avant-postes, et dès ce « moment commencèrent les hostilités.

« Le général de Schellemberg, qui commandait le « poste de soutien, près de Kirn, s'avança avec sa « troupe à travers la ville, et occupa les hauteurs qui « la dominent. L'ennemi nous tira quelques coups de « canon et jeta des obus sur la ville; mais, malgré ce « feu, on se maintint en possession des hauteurs. Le « même jour l'ennemi s'avança de son camp près de « Tholey, et attaqua le lieutenant-feld-maréchal baron « de Kray, à l'extrémité de son aile gauche. Un corps « de ses tirailleurs pénétra, à la faveur de son artillerie, « dans Krening et Wahlhausen, fit prisonniers quelques « arquebusiers des frontières, et chercha à se fortifier « dans ces villages, tandis qu'une autre colonne se por- « tait, par Neukirchen, du côté de S.-Wendel. La canon- « nade et le feu de mousqueterie durèrent jusqu'à la « nuit; et quoiqu'une division d'Ulrich-Kinski et un « bataillon de troupes de Saltzbourg fussent accourus

« au secours, cependant notre infanterie, peu nom-
« breuse, qui avait déjà épuisé toutes ses munitions,
« eût dû céder à la supériorité de l'ennemi, si la divi-
« sion de hussards de Weczay, du major Dewal, en
« faisant avec succès quelques attaques, n'eût entiè-
« rement changé la face du combat. L'ennemi fut
« dispersé, après avoir eu plusieurs hommes tués et
« soixante-dix-neuf prisonniers. Dans le même temps,
« le colonel Jellachich, des arquebusiers, et M. de
« Trautmansdorff, capitaine des uhlans, firent prison-
« niers, devant S.-Wendel, cinq capitaines, trois offi-
« ciers et deux cent quatre-vingt-dix soldats, parmi
« lesquels se trouvaient plusieurs blessés : ils poursui-
« virent l'ennemi jusqu'au-delà de la Bliess. Nous avons
« eu dans ces combats, en morts, blessés et égarés,
« trois officiers et environ cent soldats.

« Le général d'artillerie, prince de Wurtemberg
« (commandant la partie des forces impériales qui
« étaient sur la droite du Rhin) rapporte que le 31 mai
« l'ennemi, avec une avant-garde qui était environ de
« quatre mille hommes, passa le Wipper, attaqua nos
« avant-postes, et les repoussa près de Froisdorff, au-
« delà de l'Acher. Le général Kienmayer fit aussi-tôt
« enlever le pont, et confia ce poste au major comte
« Giulay, du corps franc d'Odonnelle, qui s'y maintint
« après un combat de trois heures. L'ennemi ne fut pas
« plus heureux dans les attaques qu'il fit sur les postes
« de Loemeur et de Maindorff, où le major Fenner,
« des chasseurs du Tyrol, et le major Cottwos, de
« Barco, rendirent, par leur bravoure, toutes ses ten-
« tatives sans effet.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

ONZIÈME ÉPOQUE.

N° 1, *Page* 39.

BULLETINS OFFICIELS.

Du quartier-général d'Acqui, le 4 décembre 1796.

« A la suite de la dernière attaque, faite contre
« la position du général Colli, à la Spinarda, ce
« dernier ayant été forcé de prendre la position de
« Ceva, pour couvrir cette ville et Mondovi, le flanc
« droit du corps de troupes autrichiennes se trouva à
« découvert; et en conséquence, l'on trouva à propos
« de retirer ce corps jusqu'à Spigno, laissant les troupes
« légères à la garde des postes avancés, afin de mieux
« établir la communication entre le camp retranché de
« Ceva et le corps du général Colli. Le général de
« Wallis posta les deux bataillons de Reisky à Mon-
« tesilio et Monbarcaro. L'ennemi n'a fait, jusqu'à ce
« moment, aucun mouvement, et l'on n'a apperçu que
« des patrouilles qui se sont avancées jusqu'à Monte-
« notte et Cairo.

« cavalerie, et reprit possession de Neustadt, ainsi que
« des autres postes. Le général baron de Kienmayer loue
« particulièrement la bravoure et l'habileté que le major
« Cotevos a montrées dans cette occasion.

« Le 4 juin, à trois heures après-midi, l'ennemi fit
« une attaque générale sur toute la ligne d'avant-postes
« de l'aile droite du corps du lieutenant-feld-maréchal
« comte de Mercantin, commandée par le général prince
« de Hohenlohe ; il força le défilé de la Ulscher-Hütte,
« pénétra dans la vallée de Stromberg, et gravit deux
« fois, avec trois bataillons, les hauteurs de Kaudrich.
« Cependant chaque fois il fut repoussé devant les hau-
« teurs avec beaucoup de perte. Les troupes impé-
« riales, ainsi que les troupes de l'Empire, ont, dans
« ces différentes actions, entièrement justifié la con-
» fiance que l'on est fondé à mettre dans leur courage
« éprouvé et leur fermeté constante.

« En attendant, il était arrivé, dans la nuit du 31 mai
« au premier juin, au quartier-général de l'archiduc
« Charles, un courrier de l'Empereur, avec l'ordre de
« détacher sans délai, de l'armée du Bas-Rhin, un
« corps considérable pour aller renforcer le feld-maré-
« chal comte de Wurmser. S. Alt. R. pour éviter tout
« morcellement de troupes dans un pays qui n'offre
« aucun avantage militaire, se décida à faire prendre
« à l'armée une position plus concentrée sur la Glahn
« et l'Alsens, afin de pouvoir par-là assurer une com-
« munication non interrompue entre les deux armées,
« et effectuer, de concert, les opérations ultérieures.

« D'après les rapports envoyés par le général d'ar-
« tillerie prince de Wurtemberg, l'ennemi est sorti le

« 4 de ce mois au point du jour, de son camp près « Kirchheim : il a repoussé nos avant-postes; et avec « deux colonnes, dont l'une s'est avancée sur la grande « route, et l'autre par Weyerbusch, il a attaqué les « positions d'Altenkirchen et de Grohbach. Le général « d'artillerie évalua les forces de l'ennemi de vingt-« quatre mille hommes : il ne crut pas pouvoir faire « tête à une armée aussi nombreuse, et il se retira en « bon ordre, pour défendre, s'il était possible, les « gorges de Hachenbourg et de Höchstenbach. Cepen-« dant l'aile gauche se trouva tellement engagée près « d'Altenkirchen, que la marche rétrograde, qui avait « été décidée, ne put avoir lieu aussi-tôt. L'ennemi gra-« vit, avec l'infanterie et de la cavalerie, la montagne « escarpée près d'Altenkirchen, qui était occupée par « deux bataillons de Jordis : celui-ci, après une dé-« charge bien ajustée, alla à sa rencontre avec la baïon-« nette, et parvint chaque fois, de cette manière, à le « culbuter avec une perte considérable. Mais à la fin, « l'ennemi ayant encore renouvelé l'attaque, et la « cavalerie se trouvant soutenue par deux bataillons de « grenadiers, le désordre se mit dans les deux bataillons « de Jordis, et ils furent dispersés. Les cinq escadrons de « hussards n'étaient point en état de faire une plus « longue résistance; l'infanterie fut enveloppée, et ceux « qui ne purent gagner le bois, furent faits prisonniers. « Mais une division qui avait été détachée pour cou-« vrir le flanc droit, se retira en faisant un feu conti-« nuel vers le corps posté à Grohbach.

« Dans cette position critique, le général d'artillerie « prince de Wurtemberg craignit d'être séparé du lieu-

« tenant-général de Finck; en conséquence, il ordonna à « ce dernier d'abandonner Neuwied, et de se réunir « avec lui dans les environs de Montabauër; lui-même « se retira sur Freylingen. Cependant, comme cette po- « sition demandait une trop grande extension de la « ligne, à cause des bois situés devant le front, le « prince marcha le 6 sur Moltzbourg, pour se trouver à « portée de Montabauër et se mettre en communication « avec le général Finck, qu'il croyait déjà arrivé dans « cette position.

« Ici il apprit, par le colonel Levaschich, détaché en « avant, que Montabauër était déjà occupé par l'en- « nemi, qui s'était avancé par Dursdorff, et que con- « séquemment la route de Montabauër à Limbourg était « ouverte. Le prince de Wurtemberg fut menacé dans « le même temps, à son front, ainsi qu'à son flanc droit, « par une colonne ennemie, qui s'était portée sur Ha- « damar. Il se vit par-là engagé à gagner les hauteurs « de Hundsangeln, et ensuite à passer la Lahn près de « Limbourg. Au départ du courrier, le Prince n'avait « encore aucun rapport certain sur la retraite du général « Finck.

« Autant ces événemens sont désagréables par les « inquiétudes qu'ils répandent dans les contrées voi- « sines, autant le commandant en chef, l'archiduc « Charles, a à cœur d'éloigner toute espèce de dangers « par les mesures les plus vigoureuses, et de venir à « l'aide des pays menacés. Une partie des secours sont « déjà arrivés : un renfort encore plus considérable « vient de se mettre en marche vers la Lahn, et l'on « doit s'attendre incessamment à des nouvelles agréables.

« Comme après les combats sanglans près d'Altenkir-
« chen et de Grohbach, le corps du prince de Wurtem-
« berg n'étoit plus en état d'empêcher l'ennemi, qui
« se renforçait tous les jours, de pénétrer jusqu'à la
« Lahn; que par-là la communication avec la forteresse
« d'Ehrenbreitstein se trouve à la fin supprimée, et
« que la position de ce corps exigeait les secours les plus
« prompts et les plus puissans; en conséquence, l'ar-
« chiduc Charles ne se contenta pas seulement d'y en-
« voyer de nombreux renforts; mais il résolut de se
« porter lui-même avec l'armée principale de ce côté:
« il le pouvait d'autant plus, que les camps retranchés
« devant Mayence et Manheim assuroient la possibilité
« d'éloigner de nouveau l'ennemi de la rive gauche, et
« lui enlever la position momentanée de ce pays que
« l'on pouvoit continuer alors d'occuper, sans négliger
« des objets plus importans. — Le lieutenant-feld-
« maréchal comte de Mercantin resta avec son corps
« pour couvrir Mayence, et prit sa possession derrière
« Seltz. Ses troupes légères étaient réparties en demi-
« cercle depuis Guntersblum jusqu'à Bingen, et avaient
« ordre de défendre le pays situé en avant, aussi long-
« temps qu'il serait possible.

« L'armée principale passa le Rhin le 8 et le 9, sur
« deux ponts, près de Mayence, et campa en deux
« lignes sur la hauteur de Wickert. Son Alt. R. établit
« son quartier-général à Hochheim, et se rendit le jour
« suivant à Limbourg, pour former le plan des mou-
« vemens ultérieurs, d'après les connaissances locales
« qu'elle acquerrait. — Le lieutenant-général baron de
« Werneck, qui avait déjà été détaché en avant avec

« le corps de réserve, s'avança avec sept bataillons et « douze escadrons sur les hauteurs de Butzbach, pour « soutenir les postes de Wetzlar et de Giessen. Le gé- « néral comte de Wartensleben arriva avec des ren- « forts considérables au corps du duc de Wurtemberg; « et, comme plus ancien général d'artillerie, il prit le « commandement des troupes de ce prince.

« L'armée campa le 11 juin près de Klein-Schwalbach; « le 12, l'archiduc Charles marcha sur Hombourg an « der Hœhe. Le corps des troupes saxonnes se porta sur « Friedberg, et il fut remplacé près de Hombourg, par « une division de l'armée du Haut-Rhin, sous les ordres « du lieutenant-feld-maréchal Hotze. Le 13, l'Archiduc « se posta à Gravenwisbach; le lieutenant-feld-maréchal « de Werneck marcha sur Wetzlar, et le corps de « saxons du côté de Butzbach. Dans l'après-midi, l'Ar- « chiduc reconnut la position de l'ennemi, fit occuper « le poste de Braunfels, et déloger l'ennemi du pont « près de Leun.

« D'après les rapports envoyés par le lieutenant gé- « néral comte de Mercandin, à mesure que l'armée s'est « retirée (de la rive gauche du Rhin), l'ennemi a oc- « cupé les camps qu'elle avait abandonnés : il y a eu à « cette occasion quelques combats entre les troupes « légères, mais de peu de conséquence. Le plus impor- « tant eut lieu près de Hilbersheim et Bingen, où les « Saïques du lieutenant-colonel Williams favorisèrent « avec énergie la marche rétrograde des troupes.

« Le 15 juin, après que le général de Finck eut aban- « donné Neuwied, et se fut retiré au-delà de la Lahn, « près de Lahnstein, toute la rive droite de la Lahn se

« trouva évacuée par nos troupes, à l'exception de « quelques avant-postes que le général de Finck avait « placés devant Nassau, pour attendre l'approche de « l'ennemi sur ce point. Ces avant-postes furent atta- « qués le 14 au matin, par environ 2500 hommes d'in- « fanterie et 1000 de cavalerie. L'ennemi les repoussa « au-delà de la Lahn, et occupa Nassau. Cependant, « le général Finck, par un feu d'artillerie et de mous- « queterie bien dirigé, et par la bravoure du lieu- « tenant-colonel Nordmann, du corps de Bourbon, qui « commandait les avant-postes, réussit à empêcher l'en- « nemi de pénétrer plus avant, et à faire échouer le « projet qu'il avait de passer la Lahn. La perte de l'en- « nemi a été considérable : l'infanterie de Rohan s'est « conduite avec la plus grande valeur ; quelques capi- « taines et plusieurs officiers ont été grièvement blessés. « Le géneral de Finck regrette sur-tout le brave major « Maffre, qui, avec le bataillon de Rohan, marcha à « l'ennemi avec la plus grande résolution, et fut tué « à sa tête. Le lieutenant Pulski, de l'état-major du « quartier-maître-général, et le lieutenant Starcke, « de l'artillerie, se sont particulièrement distingués par « l'habileté dont ils ont donné des preuves. »

N° 3, *Page* 105.

Bulletin officiel de l'Armée impériale du Bas-Rhin.

« D'après les avis reçus, les rapports des prisonniers
« et déserteurs, et les observations que l'on avait faites,
« l'ennemi avait porté, de la rive gauche du Rhin sur
« la droite, un aussi grand nombre de troupes qu'il
« pouvait avoir, six divisions sur la Lahn (une division
« de l'armée française consiste, comme l'on sait, en
« 10 à 12 mille hommes), commandées par le général
« Jourdan en personne. Le centre de sa position, où
« il avait porté sa plus grande force, étoient les
« hauteurs d'Ober-Hadamar et Ofheim, vis-à-vis
« de Limbourg; son aile droite entourait la forteresse
« d'Ehrenbreitstein, son aile gauche s'étendait jusqu'à
« la Dill, et était garantie par le camp de Herborn,
« dont il avait des postes détachés au-delà de la Dill,
« près de Welirdorff et Aslar, qui patrouillaient jus-
« qu'à Kœnigsberg et vers Giesen. L'ennemi avait pris
« possession du poste de Weilbourg sur la rive droite
« de la Lahn, et de tous les passages de ce fleuve, jus-
« qu'à Wetzlar, où l'archiduc Charles avait d'abord
« envoyé le corps de réserve sous le commandement du
« général de Werneck, afin de se réserver ce débouché
« pour l'exécution de son plan, déjà médité depuis long-
« temps; aussi avoit-il chargé la division qui se trouvait
« à Braunfels, de soutenir à cet effet le pont près de
« Leun pour réaliser son projet.

« La position des troupes impériales était disposée de
« cette manière : le général d'artillerie Wartensleben,
« avec un corps de 25,000 hommes, fut opposé à la
« force principale de l'ennemi dans une ligne de dé-
« fense, et garda les passages de la Lahn par les grandes
« routes de Nassau-Dietz, Limbourg et Runckel. L'aile
« droite de l'armée fut conduite par l'archiduc Charles
« en personne : celle-ci était destinée à attaquer l'en-
« nemi sur son flanc gauche, à l'inquiéter sur la ligne
« de communication avec Siegbourg ; à mesure que
« l'Archiduc avancerait à grands pas, à attirer toutes
« les divisions, postées sur la rive gauche de la Lahn
« à s'approcher à forces croissantes de la position gé-
« nérale de l'ennemi ; à faciliter l'attaque de l'aile
« gauche au-delà de la Lahn, contre son front ; à
« s'unir enfin à cette aile, et à le forcer ou à fuir
« précipitamment, ou à accepter une bataille, où il
« aurait couru le plus grand risque. Tous les mouve-
« mens des troupes, depuis le dernier passage de l'ar-
« mée sur le pont de Mayence, étaient dirigés vers ce
« grand point ; et l'archiduc Charles avait eu soin de
« porter chaque division dans les positions qu'il leur
« avait destinées pour l'exécution de son dessein.

« Le 15 juin, la division de l'armée offensive était
« distribuée de cette manière : le général Hotz, avec
« six batteries et quatorze escadrons, était sur la hau-
« teur entre Weilmunster et Mult ; ses avant-postes
« vers Weilbourg. Le général Kray, avec un corps de
« troupes légères et six bataillons d'infanterie de ligne,
« sur les hauteurs près Braunfels ; ses avant-postes,
« sur la Lahn, et près du pont de Leun. Le corps de

« réserve, près de Wetzlar, dans le camp près de Gros-
« Rechtenbach; le colonel Goddesheim, de Saxe, hus-
« sards, eut ordre de faire patrouille avec un à deux
« mille hommes de troupes légères de Giesen, derrière
« Dillenbourg, Ebersbach, vers Siegen, tant pour in-
« quiéter l'ennemi sur ses derrières que pour l'embar-
« rasser dans sa retraite.

« Le quartier-général de son Alt. R. était encore le
« 15 au matin à Grifen-Wisbach; elle avait ordonné
« au général Werneck de passer la Lahn près de Wetz-
« lar avec le corps de réserve, et de camper sur les
« hauteurs au-delà; et comme les avant-postes de ce
« corps mandèrent, que les simples détachemens de
« l'ennemi s'étaient retirés, son Alt. R. résolut l'après-
« midi d'aller elle-même à Wetzlar pour profiter sur-
« le-champ des avantages qui s'offraient.

« Cependant l'ennemi craignit, mais trop tard, pour
« son aile gauche, et le général Jourdan avait envoyé
« le général Lefebvre avec toute sa division, par une
« marche forcée, de Limbourg à Wetzlar. — L'archiduc
« Charles apprit en chemin que le général Werneck
« avait été attaqué depuis midi; et le feu du canon,
« non interrompu, fit présumer un combat opiniâtre.
« Son Alt. R. s'y porta, et envoya ordre, par précau-
« tion, au corps saxon de se mettre en marche de son
« camp, et de s'approcher pour secourir.

« Il était quatre heures après-midi; l'ennemi avait
« déjà repoussé nos troupes légères et occupé les hau-
« teurs dominantes, y avait mené ses batteries, s'était
« rendu maître du village d'Altenberg sur notre aile
« gauche, et tâchait de forcer le passage de la Lahn,

« derrière le couvent de cet endroit; mais son projet « avorta par les sages dispositions du lieutenant-colonel « Henedegh, qui était posté à Steindorf pour défendre « les passages, avec son bataillon de grenadiers et quatre « escadrons de cavalerie. Nos troupes perdaient toujours « plus de terrein; elles auraient été probablement for- « cées de repasser la Lahn, si son Alt. R. n'était arrivée « elle-même en ce moment, ne s'était mise à la tête « des troupes, et ne les eût excitées à l'héroïsme par « son propre exemple.

« Un nouveau combat commença : nos grenadiers « avancèrent derechef les pièces d'artillerie. Son Alt. R. « fit répondre avec la plus grande vivacité au feu de « l'ennemi, et donna ordre au général de Werneck « d'attaquer la hauteur et le bois voisin avec quatre « bataillons de grenadiers, une division de Nassau, cui- « rassiers, et une division Karaiczay, chevaux-légers, « lesquels la cavalerie saxonne devait suivre immé- « diatement.

« Mais dans ce moment, le colonel Merfeld, de Ka- « raiczay, après que les hussards eurent fait un vain « essai, saisit le moment favorable. Soutenu de la divi- « sion du capitaine Bayerweck, de son régiment, et d'un « escadron de Nassau, il fit une seconde attaque dans « le flanc gauche; et, comme dans le même moment « le capitaine Kaes, de l'état-major-général, eut la per- « mission, qu'il avait demandée à l'Archiduc, d'atta- « quer en front la batterie ennemie avec une division « de chevaux-légers, par un ravin, qui favorisait l'ap- « proche de la cavalerie, on parvint à gagner la hau- « teur, où l'on prit trois canons avec leurs chariots de

« munitions, et cette attaque décida du sort de cette
« journée.

« Cependant, le corps saxon était arrivé, et il s'était
« formé dans la plaine, devant le débouché de Wetzlar.
« La cavalerie s'avança dans le plus bel ordre et avec
« la plus grande promptitude, avec nos grenadiers, sur
« la hauteur d'Altstatten, dont le général Karaiczay
« s'était emparé. L'ennemi s'était formé de nouveau
« dans le bois; les grenadiers de Franckenbusch étaient
« à la tête de la colonne. L'ennemi attaqua derechef
« par un feu meurtrier à cartouche et de mousqueterie :
« les chevaux-légers ne se laissèrent arrêter par aucun
« obstacle; ils pénétrèrent avec l'infanterie dans le bois;
« les grenadiers d'Ulm s'emparèrent encore d'un obu-
« sier et d'un drapeau. L'ennemi se retira sur une se-
« conde hauteur, située derrière le bois, et y établit de
« nouveau ses canons. Ici les hussards saxons et un es-
« cadron des dragons de Courlande, sous la conduite de
« M. le général saxon de Czeschwitz, se distinguèrent
« particulièrement: ils culbutèrent la cavalerie ennemie,
« continuèrent de pénétrer en avant, malgré leur perte,
« à travers le feu le plus vif, et s'emparèrent de l'ar-
« tillerie ennemie. Le combat, à notre aile droite, se
« trouva alors terminé.

« A notre aile gauche, l'ennemi occupait encore Al-
« tenbourg, et ce ne fut qu'avec peine, qu'au moyen
« de quelques divisions des cuirassiers de Nassau, on
« l'empêcha de pénétrer plus avant. L'Archiduc se porta
« de ce côté pour décider aussi sur ce point, et il fit
« marcher le régiment saxon de Hayde sur le village.
« L'infanterie saxonne prouva dans cette occasion

« qu'elle ne le cédait point, pour l'ordre, à la valeur « de la cavalerie. Le régiment s'avança tambour bat« tant, fit deux décharges; et, sans tirer davantage, « pénétra la baïonnette en avant dans le village. L'en« nemi ne résista pas à cette attaque, et se réfugia, à « la faveur de la nuit, dans le bois. C'est ainsi que se « termina le combat, qui ouvrit les voies à de nouvelles « entreprises, et couvrit de gloire et d'honneur nos « armes et celles des Saxons. Son Alt. R. reconnaît « devoir principalement cette victoire à l'activité de « M. le lieutenant-général saxon de Lindt, qui par la « marche prompte et rapide de son corps, donna une « issue heureuse à un combat inégal.

« Toutes les troupes ont combattu avec la plus grande « valeur. Le colonel comte de Merfeld, les lieutenans« colonels Franckenbusch, Ulm, Riera et Genedegh; « le major Stoizovich, des esclavons; le baron Ried, « capitaine de grenadiers de François Kinski, qui con« duisait les volontaires avec sa bravoure ordinaire; le « capitaine Kaes; les capitaines de cavalerie Bayer« wek, comte Schafgotsch, etc.; le capitaine Geiger, « de l'état-major; les capitaines Ruffe et Wanzetter, « et le premier artificier Stoinick de l'artillerie : enfin « les premiers lieutenans Obirn, des grenadiers de Ge« nedegh; et Steigentesch, de Calenberg, méritent « particulièrement d'être nommés avec distinction.

« La perte de l'ennemi a été grande; la forêt était « couverte de cadavres. Le général Lefebvre, lui« même, d'après le rapport des prisonniers, est du « nombre des blessés; et son frère a été tué. Notre « perte ne peut encore être déterminée, parce que

« jusqu'à Höchstenbach. Son Alt. R. s'est rendue près de
« lui pour concerter avec le général les mesures ulté-
« rieures. Dans ce moment, le lieutenant-feld-maréchal
« Staader mande de Bendorff, qu'il a rencontré entre
« Neuwied et Sayn, l'ennemi fort d'environ sept batail-
« lons et trente escadrons. On vint de part et d'autre
« à une vive canonnade, qui dura jusqu'à ce que M. de
« Staader eût réuni et formé pour l'attaque toute sa
« colonne : mais l'ennemi ne l'attendit pas ; il se retira
« à dix heures du soir, entièrement au-delà du Rhin,
« et laissa un faible détachement à la tête-de-pont,
« près de Neuwied. On va s'occuper sans délai à le
« chasser. »

Signé Comte DE GRUNNE,
Lieutenant-Colonel-Général.

N° 4, *Page* 129.

BULLETIN officiel de l'Armée impériale et royale, du 7 juillet.

« L'archiduc Charles ayant laissé un corps considérable
« de troupes sous les ordres du général d'artillerie comte
« de Wartensleben, entre la Sieg et la Lahn pour dé-
« fendre ce pays contre l'attaque de l'ennemi, s'occupa
« de faire repasser, sans délai, un certain nombre de
« troupes vers le centre de la ligne, pour pouvoir s'op-
« poser à toutes les tentatives que l'ennemi pourrait
« faire sur d'autres points. Dans cette vue, le corps de

« saxons s'était rapproché du Rhin; le renfort arrivé « de l'armée du Haut-Rhin, sous les ordres du feld-« maréchal-lieutenant baron de Hotze, s'était remis en « marche pour y retourner. Les troupes qui ne faisaient « point partie du corps du général Wartensleben, avaient « également pris la même route, lorsque son Alt. R., « après avoir visité tout le pays, et fait les dispositions « nécessaires, arriva le 29 juin à Hochheim; mais elle « avait déjà appris en chemin la nouvelle désagréable « que l'ennemi avait réussi à passer le Rhin, sur quel-« ques nacelles, à Kehl; qu'il avait attaqué les troupes « du cercle de Souabe, s'était emparé de leurs redoutes « et de leur artillerie; et que, dans la première confu-« sion, il avait assez gagné de temps pour se fortifier « près de Kehl, achever son pont sur le Rhin, et poser « ainsi la base de ses entreprises ultérieures.

« L'Archiduc jugea cet événement trop important « dans ses suites, pour ne pas diriger toute son atten-« tion de ce côté. Quoique cette partie se trouvât hors « du cercle d'opération de son armée, cependant, sous « une foule de rapports politiques et militaires, elle exi-« geait la plus active vigilance et l'assistance la plus « prompte. D'après ce motif, son Alt. R. se détermina « à partir le 30 de Hochheim; et, après une marche « forcée de six jours, elle arriva au camp près de Dur-« mesheim, avec une partie des troupes qui avaient « donné des preuves de leur valeur sur la Lahn et la « Sieg. Cependant l'ennemi avait fait passer le Rhin à « la plus grande partie de son armée, près de Kehl; il « avait occupé Offenbourg, pénétré dans les montagnes, « sans rencontrer nulle part une résistance proportion-

« nelle : il avait repoussé la faible avant-garde du gé-
« néral d'artillerie comte de Latour, qui ne pouvait
« encore recevoir des secours suffisans, et l'avait forcée,
« après des combats journaliers, à se retirer jusqu'à la
« Murg; il s'était ensuite emparé des vallées de Kint-
« zing et de Murg, après que les troupes de Souabe eu-
« rent évacué Biberach, Hausach, Oberkirch, le défilé
« de Kniebis, et le poste fortifié de Freudenthal. Le 5
« juillet, à trois heures du matin, l'ennemi attaqua
« derechef l'aile gauche de l'avant-garde de Latour,
« dans les montagnes près de Gersbach, pénétra sur la
« rive droite de la Murg, du côté de Rothenfels, me-
« naça la route de Pfortzheim et de Fraunalb; et,
« comme vers midi, le combat devint général le long de
« la Murg, et que l'ennemi réussit à s'emparer de
« Kuppenheim, au moyen de sa supériorité en infan-
« terie, il ne resta plus qu'à retirer toutes les troupes
« au-delà de la Murg, et les poster derrière le défilé
« de Rastadt.

« Son Alt. R. reconnut que, malgré tous ses efforts,
« elle était venue trop tard pour faire échouer, au
« moyen d'une bataille, les entreprises de l'ennemi. Ce
« dernier s'était emparé des principales vallées et pas-
« sages, et ils lui assuraient l'avantage de pouvoir
« prendre par son flanc gauche une armée qui s'avan-
« cerait le long du Rhin pour l'attaquer, et de la pren-
« dre à dos, si elle se portait plus en avant. En con-
« séquence, elle fit camper le 6 juillet l'armée, entre
« Etlingen et Muhlberg, pour pouvoir envoyer sur une
« pareille étendue, de forts détachemens de son aile
« gauche dans les montagnes, s'assurer des principaux

« débouchés, et prévenir l'ennemi de ses projets dan-
« gereux. L'avant-garde est postée dans la plaine
« de Durmersheim; le corps Saxon s'est avancé sur
« Pfortzheim; le lieutenant-feld-maréchal, d'après son
« dernier rapport du 5 juillet, a pris poste près de
« Kenzingen, et il couvre l'Autriche antérieure. Un
« détachement considérable se trouve réparti jusqu'à
« Villingen, et l'on doit attendre du zèle infatigable
« des troupes, de la bonne volonté constante qu'elles
« ont montrée dans les marches les plus pénibles, et de
« leur valeur éprouvée dans les momens les plus déci-
« sifs, que les choses prendront la plus heureuse tour-
« nure.

« Pour faciliter des progrès sur le Haut-Rhin, l'en-
« nemi a aussi fait passer sur le Bas-Rhin des détache-
« mens considérables de l'armée du Nord. Le 2 de ce
« mois, il a forcé, à la faveur d'une vive canonnade, le
« passage du Rhin près de Neuwied, et a contraint,
« après la plus vive résistance, le général Finck à se
« retirer sur Montabauër. Le 4, le lieutenant-feld-
« maréchal Kray fut attaqué par trois colonnes enne-
« mies dans le poste des Montagnes, dit le Chêne-Froid,
« où il avait été détaché; il fut forcé de se retirer sur
« Dillenbourg; et, comme l'ennemi s'était porté en
« même temps au-delà de la Sieg, et menaçait avec des
« forces supérieures les positions de Neukirchen et de
« Molsberg, le général d'artillerie de Melz-Colloredo,
« qui avait pris le commandement des troupes pendant
« l'indisposition du comte de Wartensleben, jugea le
« plus convenable pour la sûreté des pays situés sur les
« derrières, de se retirer entièrement derrière la

« Lahn, d'abandonner instantanément à l'ennemi un « pays épuisé, où l'on ne pourrait pourvoir à l'appro- « visionnement des troupes qu'avec les plus grandes dif- « ficultés; mais il se proposa de défendre le passage de « la Lahn, et de s'opposer là au progrès de l'en- « nemi.

« Il a été reçu aujourd'hui de la part du feld-maré- « chal comte de Wurmser, de son quartier-général de « Castelnuovo, des rapports très-satisfaisans, en date « du 31 juillet.

« Le 29, date de ce qu'on a publié en dernier lieu, « la colonne du lieutenant-feld-maréchal Schottendorf, « après qu'il eut été jeté un pont de bateaux près de « Dolce sur l'Adige, exécuta l'attaque sur Rivoli, et « s'empara de ce poste. Le général baron Mitrowski « emporta la nuit la Chiusa, sur l'Adige, et fit à cette « occasion prisonniers un capitaine avec quatre-vingt- « dix hommes; le 30, l'armée se mit en marche sur « Cambora : les hauteurs de cet endroit étaient garnies « d'une division ennemie (elles sont de douze à quinze « mille hommes). Cette division opposa une résistance « opiniâtre à notre attaque, reprise jusqu'à deux fois; « enfin, la colonne du lieutenant-feld-maréchal Davi- « dovich la força à abandonner cette position. On prit « encore à cette occasion quatre canons, avec quantité « de munitions, et l'on fit deux cent cinquante prison- « niers. La division du lieutenant-feld-maréchal Melas « se porta sur le chemin de Peschiera pour assurer « l'aile droite de l'armée sur le Lago di Garda. L'avant- « garde de cette division rencontra l'ennemi près de « Calmasino; et, après un combat de trois heures, elle

« le chassa de la position avantageuse qu'il occupait sur
« les hauteurs près de cet endroit.

« Le 31 juillet, le feld-maréchal de Wurmser mit
« en mouvement les deux colonnes des lieutenans-feld-
« maréchaux Mélas et Davidovich, et marcha sur Cas-
« telnuovo. En même temps il fit avancer le général Ba-
« jalitsch sur Peschiera, pour observer cette forteresse
« vénitienne, occupée par l'ennemi. Pendant la mar-
« che, le feld-maréchal reçut le rapport officiel, que
« le général Spiegel avait occupé Vérone, et qu'en
« marchant pour s'en rendre maître, il avait fait quatre-
« vingt-dix prisonniers. Il reçut également de-là le rap-
« port du lieutenant-feld-maréchal Meszaros, qu'il se
« portait en avant vers Legnago sur l'Adige, au-des-
« sous de Vérone. Comme le feld-maréchal put se con-
« vaincre par lui-même que l'ennemi faisait marcher
« des troupes contre le lieutenant-feld-maréchal Quos-
« danovich, il envoya les divisions des lieutenans-feld-
« maréchaux Mélas et Davidovich, vers Valeggio, pour
« menacer l'ennemi à dos : en même temps, il donna
« ordre aux généraux Pittoni, Mitrowski et Spiegel, de
« se porter sur Villafranca, et d'y prendre poste, pour
« tenir en respect l'ennemi qui se montrait près de Ro-
« verbello, et qui de-là pouvait inquiéter l'aile gauche
« du feld-maréchal. Le maréchal reçut du lieutenant-
« colonel Brea le rapport, qu'il avait délogé l'ennemi
« de ce poste, et y avait fait quarante prisonniers.
« Quelque fatiguées que fussent les troupes, par la
« nécessité de gravir continuellement contre les hau-
« teurs escarpées, etc., le feld-maréchal les trouva
« néanmoins trop remplies de bonne volonté, et cette

« marche trop importante, pour ne point tenter l'ex-
« trême, afin de *décider la levée du siége de Mantoue*...

....

....

« Le général Ott et le général Oczkay, appartenant
« l'un et l'autre à la colonne du lieutenant-feld-maré-
« chal Quosdanovich, reçurent dès le 29 juillet l'ordre
« d'attaquer, le premier Salo, le second Corvedo; ils
« l'exécutèrent tous les deux, chassèrent l'ennemi de
« ces postes; chacun s'empara d'un canon. Le premier
« amena quatre cens, le second soixante-quatorze pri-
« sonniers. Comme l'ennemi fit à Salo une résistance
« opiniâtre, on y fit de part et d'autre une perte assez
« considérable, quoique celle de l'ennemi surpasse néan-
« moins de beaucoup la nôtre. A cette occasion, le lieu-
« tenant-feld-maréchal Quosdanovich remarqua que les
« chemins excessivement mauvais par les montagnes
« avaient rendu sa marche excessivement difficile, et
« l'avaient beaucoup retardé, les roues des canons et
« des chariots de munitions s'étant souvent cassées. Il
« n'en donna pas moins l'assurance, que le 30 il s'ap-
« procherait de Brescia; et d'après les rapports de bouche,
« que le feld-maréchal a reçus depuis, il doit déjà être
« en possession de cette place. Le lieutenant-feld-maré-
« chal Meszaros s'avança par Vicence et Legnago,
« d'où il pénétra plus loin jusqu'au Pô. Lorsque le ma-
« réchal de Wurmser parvint le 31 avec l'armée à
« Castelnuovo, il s'apperçut que les troupes sur les hau-
« teurs au-delà du lac de Garde, près de Salo, étaient
« engagées avec l'ennemi. Sur la déclaration des pri-
« sonniers qu'on amenait successivement, que l'ennemi

« se renforçait du côté de Brescia, et que son dessein
« était de tomber avec toutes ses forces sur le lieute-
« nant-feld-maréchal Quosdanovich, le feld-maréchal
« changea de dessein, et conduisit encore le même jour
« l'armée sur le Mincio, vers Valeggio; ensuite il fit
« faire une reconnaissance de l'ennemi; et sur le rap-
« port qu'il reçut, que celui-ci faisait sa retraite, diri-
« geant néanmoins sa marche de Goito sur Brescia, le
« feld-maréchal détacha sans perte de temps le général
« Liptai à Roverbello; en même temps il fit passer le
« Mincio à son avant-garde, près de Valleggio, et en-
« voya sa cavalerie faire des courses jusqu'à Goito. Le
« général Liptai n'ayant plus trouvé l'ennemi en avant
« de Roverbello, envoya ses patrouilles du côté de
« Mantoue. Le général Pittoni y avait aussi envoyé
« avec une patrouille le premier lieutenant comte de
« Khevenhuller, qui apporta de la part du comman-
« dant de cette forteresse, qu'on trouva déjà déblo-
« quée, le lieutenant-feld-maréchal comte Canto-
« d'Yrles, l'avis probable, qu'on trouvera ci-après. En
« attendant, le général Liptai se mit en marche de
« Roverbello sur Goito, où il arriva le premier août au
« soir. Le colonel Piaczeck, qui commandait l'avant-
« garde, perça le 2 août jusqu'à Guidizzolo, et rapporta
« que l'ennemi avait pris sa direction sur Castiglione
« della Riviera, pour inquiéter sans cesse l'ennemi à
« dos, et pour prêter la main au lieutenant-feld-maré-
« chal Quosdanovich, dans le cas qu'il eût en vue de
« se jeter sur lui, ainsi que pour empêcher qu'il ne
« fût obligé d'abandonner Brescia. Le feld-maréchal
« fit marcher le 3, à trois heures du matin, l'armée

« sur Goito, et porta l'avant-garde jusqu'à Castiglione.
« Le colonel Weydenfeld eut ordre de cerner Pes-
« chiera, pour profiter de chaque moment favorable,
« en suivant l'ennemi à la piste, et en lui causant toutes
« les pertes possibles. Le lieutenant - feld - maréchal
« Meszaros, qui était déjà arrivé à Nogaro, eut ordre
« de se porter à Governolo ou Ostiglia, sur le Pô, de
« passer même ce fleuve, afin de presser avec célérité
« l'ennemi, qui paraît faire sa retraite par Plaisance.
« L'ennemi abandonna cinq canons à Goito, et de tous
« les côtés on amena des prisonniers, qu'on lui avait faits
« pendant sa retraite. Au départ du major Vincent, le
« nombre en allait déjà à cinq mille. Le feld-maréchal
« remarque que, quoique au milieu des mouvemens
« fatigans et rapides des armées, il ne soit pas possible
« de pourvoir les troupes de tout le nécessaire, elles
« supportaient néanmoins les difficultés de ces marches
« avec la meilleure volonté possible, et le courage le
« plus distingué..............................

....

....

« Sur ce qu'on remarqua, le premier août, une tran-
« quillité extraordinaire dans les lignes ennemies, le
« comte Canto envoya d'abord quelques patrouilles pour
« les observer. D'après les rapports qu'on reçut, que
« l'ennemi avait abandonné les tranchées et tous ses
« retranchemens, ou autres ouvrages devant la place,
« il fut détaché de la forteresse des détachemens plus
» nombreux d'infanterie et de cavalerie vers Gover-
« nolo, Borgoforte et Marmirola. L'ennemi avait aban-
« donné dans les tranchées, et dans toutes ses autres

« lignes, son artillerie et ses munitions : sur tous les
« chemins on trouva les traces d'une fuite précipitée,
« par le grand nombre de fusils, de bagages et autres
« effets épars. Ce détachement amena déjà un colo-
« nel, dix officiers et cent soldats blessés. A Gover-
« nolo, les paysans, secondés par quelques militaires,
« avaient cerné un détachement de trois cents enne-
« mis, qui fut conduit de-là à Mantoue. A Borgoforte
« l'ennemi avait abandonné tout son parc d'artillerie,
« d'environ une centaine de pièces de canon, douze
« chaudrons à bombes du plus grand calibre, des muni-
« tions en grande quantité; savoir, quatre-vingt à
« quatre-vingt-dix mille boulets de canon ou bombes,
« quarante mille quintaux de plomb, partie en bou-
« lets, partie en grosses pièces, une grande quantité
« de petites armes, épées ou sabres, etc. quatre bâti-
« mens entièrement chargés de munitions, deux ma-
« gasins à poudre, beaucoup de bois de construction, et
« une grande quantité de matériaux nécessaires pour
« divers travaux. Comme les ponts avaient déjà été
« rompus, il fut impossible d'emmener le tout. A Saint-
« Benedetto il a été trouvé une caisse militaire enne-
« mie, sous la garde de quelques Français, mais qui
« n'étaient plus dans la possibilité de l'emmener : le
« comte Canto a envoyé une division pour la conduire
« à Mantoue. Toutes les circonstances confirment l'en-
« tière déroute de l'ennemi ».

Du 18 août.

« Suivant un rapport du feld-maréchal de Wurmser,
« il y a eu depuis les derniers avantages remportés sur
« l'ennemi, et dont il a rendu compte, plusieurs com-

« bats très-opiniâtres, tant près du corps avancé du « feld-maréchal que près de la division du lieutenant-« feld-maréchal Quosdanovich; combats dans lesquels « le bonheur et la perte ont alterné réciproquement. « Nous y avons fait un grand nombre de prisonniers, « parmi lesquels se trouvent aussi quelques généraux, « commissaires, et beaucoup d'officiers : on les a en-« voyés tous en arrière de notre armée, ainsi que tous « les autres faits dans les affaires précédentes, et tout « ce dont on s'est emparé sur l'ennemi. Cependant, « comme celui-ci avait concentré ses principales forces « entre la forteresse vénitienne de Peschiera, qu'il « occupe encore, Lonato et Salo, et par-là il avait em-« pêché la communication entre le feld-maréchal Wurm-« ser et le lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich, « qui avait déjà poussé un corps jusqu'à Ponte-San-« Marco et vers Monte-Chiaro sur la Chiese; comme « d'ailleurs l'ennemi attaqua nos troupes avec impé-« tuosité dans les environs de Salo, et que d'autre part « il avait fait avancer un corps de Marcaria vers Cas-« tellucio, le lieutenant-feld-maréchal Quosdanovich, « pour assurer ses communications, s'est vu obligé de « se retirer sur Latrino-Gavardo et Saint-Onato. Le « comte Wurmser, de son côté, pour ne point fati-« guer les troupes par des combats inutiles, et qui ne « décidaient de rien, ainsi que pour faciliter sa réunion « avec les troupes en marche pour joindre et se rap-« procher de ses magasins, se replia avec l'armée sur « l'Adige, attendu que l'attaque du corps principal de « l'ennemi, appuyé sur la forteresse de Peschiera, ne « lui permettait point de prendre une position avan-

« fâcheuse sur le Mincio. Le feld-maréchal promet un
« rapport circonstancié de ces événemens. En atten-
« dant il se disposait à prendre les mesures les plus
« propres à se porter de nouveau en avant le plutôt
« possible ; et Mantoue se trouve rassuré contre le
« danger d'un nouveau siége, tant par la proximité
« de l'armée que par le dommage causé à l'ennemi,
« ainsi que par la perte de son artillerie et de tous ses
« approvisionnemens. D'ailleurs, nous sommes maîtres
« de tous les défilés et issues dans la plaine, ainsi que de
« la rivière d'Adige, ce qui pourra faciliter nos entre-
« prises ultérieures ».

Abrégé de plusieurs Bulletins officiels.

« Suivant un rapport en date du 4 de ce mois, reçu
« de la part du général d'artillerie baron d'Alvinzi,
« daté de Bassano le 4 de ce mois, son corps d'armée
« s'était mis en marche le 3 contre ce dernier endroit,
« pour y attaquer l'ennemi et l'en déposter ; mais, dans
« la même nuit, celui-ci avait déjà retiré tous ses
« postes, évacué Bassano et les bords de la Brenta, et
« s'était replié sur Vicenze ; de sorte que le général
« comte de Hohenzollern entra sans difficulté à Bas-
« sano, et que le général Liptay put prendre poste
« près de Fontenivia, sur la rive gauche de la Brenta.
« A Bassano, nos troupes ne trouvèrent plus que deux
« officiers et cinq soldats français, qu'ils firent prison-
« niers. En attendant, le général comte Mitrowski
« avait déjà occupé le 3, le château Della Scala, et le

« Général ne doutait point qu'il ne fût également en « possession de Primolano. En attendant, tant pour « laisser reposer les troupes, après une marche aussi « longue et aussi fatigante, que pour attendre des « nouvelles de l'entreprise du lieutenant-feld-maréchal « Davidovich contre Trente, le général Alvinzi avait « résolu de prendre une bonne position entre Bassano « et Vicenze, à l'effet de diriger, d'après les circons- « tances, les opérations ultérieures le plus confor- « mément possible au but, qu'il se proposait. Le major « Weinotter avait beaucoup contribué à ce que l'en- « nemi ne reprît point sa position sur la Brenta, que le « général Liptay passa avec sa colonne.

« Bientôt, avec la réception de ces avis, il arriva un « rapport de la part du lieutenant-feld-maréchal Da- « vidovich, qu'en conséquence du projet d'opérations « combinées, qui avait été formé, il avait poussé le 4 « de ce mois, avec son corps, jusqu'à Trente, et qu'il « en avait chassé heureusement l'ennemi, sans perte « considérable de notre côté. Comme l'ennemi occu- « pait une position avantageuse sur les hauteurs près « de Lavis, on s'était disposé à une attaque sérieuse, « et on s'attendait, sur ce terrein chicaneux, à une « résistance des plus opiniâtres. Le général baron de « Laudon s'était déjà approché le 4 de Trente, et avait « occupé fort à propos le pont, auquel l'ennemi avait « commencé à mettre le feu. Les colonnes plus nom- « breuses, conduites par les généraux prince Reuss, « comte Sporck, et Vukassovick, qui avait à vaincre de « grands obstacles en passant les montagnes, et à cul- « buter plusieurs corps ennemis, ont néanmoins percé

« si loin de leur côté, que l'ennemi, se voyant menacé
« par ces colonnes, qui marchaient sur les flancs, se
« trouva dans un embarras qui donna au général Oeskay,
« commandant la colonne du centre, la facilité de le
« contraindre de se retirer de Trente et au-delà. Au
« départ de ce rapport, le corps principal du général
« Davidovich se trouvait près de Trente : ses avant-
« postes étaient à Mattarello et dans la vallée de Val-
« sugano, près de Levigo. On y avait déjà amené
« quelques centaines de Français prisonniers : de ce
« nombre plusieurs officiers. . . . .

« Un second bulletin officiel, publié le 13 novembre,
« nous apprit que le premier lieutenant Skall, de l'état-
« major, arrivé le même matin, comme courrier du
« général d'Alvinzi, et parti du champ de bataille
« même, près de Bassano, avait apporté la nouvelle
« préalable que le général Bonaparte l'avait attaqué le 6
« de grand matin, avec la plus grande partie des forces
« qu'il avait pu rassembler dans ces quartiers, dans la
« position qu'il occupait près de Bassano et de Fonteniva;
« que nos troupes avaient soutenu avec fermeté et cou-
« rage les attaques successives que l'ennemi avait faites
« avec la plus grande fureur durant toute la journée,
« que notre position avait été maintenue et l'ennemi
« repoussé. . . . .

N° 5, *Page* 112.

Bulletin *officiel du* 31 *août.*

« D'après les derniers avis du général d'artillerie, « comte de Latour, datés de Siegenberg les 2 et 3 sep- « tembre, l'ennemi avait déjà tenté, à différentes re- « prises, de passer l'Iser, près de Munich; mais le « lieutenant feld-maréchal, prince de Furstenberg, dé- « fendit le pont de Munich avec tant de fermeté, « qu'après un combat de six heures l'ennemi fut obligé « d'abandonner son dessein. Le premier de ce mois, le « comte de Latour, de concert avec le général-major, « comte de Nauendorff, que l'archiduc Charles avait « envoyé pour renforcer son corps, attaqua l'ennemi à « trois heures du matin près de Geisenfeld, et l'en dé- « logea : cependant l'ennemi reprit poste près de la « grande forêt qui se trouve en cet endroit. Après un « combat des plus opiniâtres, il en fut encore dépossté, « et la forêt fut occupée par nos troupes. Déjà l'en- « nemi avoit été repoussé d'une hauteur vers l'autre « jusqu'à Buch et Bernbach, où le général de La- « tour avait résolu de l'attaquer sur tout son front; « mais ce fut là que l'on trouva que l'ennemi s'était « déjà fait joindre par la division qu'il avait dé- « tachée de Neubourg; jonction qui lui donnait une « grande supériorité sur nos forces, et de plus, l'avan- « tage que le terrein, situé sur son front, étoit en gé-

« néral peu favorable à notre cavalerie, de sorte que le
« général Latour dût se décider à abandonner cette
« entreprise, et à commencer vers les six heures du soir
« sa retraite dans le meilleur ordre possible. Il assure
« que les troupes ont combattu avec beaucoup de cou-
« rage et de résolution, et qu'elles ont rempli la plus
« haute attente qu'on en pouvait avoir. Il se proposait
« d'occuper le lendemain l'excellente et forte position
« près de Pfaffenhausen, et de poster le corps du général
« de Nauendorff près d'Abensberg; position qui couvre
« Ratisbonne, Straubingen et Landshut. Il a dessein d'y
« attendre les renforts qui lui sont envoyés; une partie
« en était déjà arrivée; le reste devait joindre inces-
« samment, et après cette jonction, le général de La-
« tour devait se porter en avant pour seconder effica-
« cement les progrès de l'archiduc Charles, et forcer le
« général Moreau, soit par une attaque, soit par des
« mouvemens, à se retirer ».

Extrait des nouvelles officielles du 7 octobre.

« D'après les rapports du général d'artillerie, comte
« de Latour, en date du premier octobre, ce général
« s'est avancé le 27 septembre, avec son corps, de
« Laubheim jusqu'à Bieberach. Le général comte Bail-
« let, commandant l'avant-garde, rencontra dans la
« matinée du même jour, l'ennemi qui se trouvait en-
« core près de Bieberach : il le chassa de cet endroit et
« le poursuivit jusqu'à Groth; l'arrière-garde de l'enne-
« mi s'arrêta alors, et canonna vivement notre avant-

« garde ; elle avait même déjà commencé à l'attaquer ;
« mais cette tentative échoua par les bonnes disposi-
« tions du général Baillet ; l'ennemi fut repoussé et nos
« troupes se maintinrent dans leur position près de Groth.
« Le capitaine de cavalerie Messery s'est de nouveau
« distingué dans cette occasion. Le lieutenant feld-maré-
« chal comte de Mercandin s'avança le 29 avec son corps
« jusqu'à Muhlhausen ; le lieutenant feld-maréchal de
« Fröhlich était arrivé le 27 avec le sien près de Leut-
« kirch, où ses avant-postes tombèrent sur les bagages
« de l'ennemi, s'emparèrent de six chariots couverts,
« et firent plusieurs prisonniers. M. de Fröhlich avait
« ordre de s'avancer, le 29 septembre, de Leutkirch sur
« Wangen, et le 30 sur Tetnang, pour devancer, au-
« tant qu'il serait possible, l'ennemi par la route la plus
« courte, du côté de Stockach et de la Suisse, et l'em-
« pêcher de se réunir avec les troupes qu'il avait sur le
« lac de Constance. A sa place, le général Klinglin de-
« vait descendre avec trois bataillons et deux divisions
« de cavalerie sur Wolseck, et de-là sur Ravensbourg.

« Le 30 septembre, l'avant-garde s'avança de Groth
« jusqu'à Schussenried : dans sa marche, elle fut atta-
« quée avec beaucoup d'impétuosité par l'ennemi de
« Steinhausen (ou Sternhausen). Ce dernier, durant
« l'attaque, renforça son arrière-garde par les divisions
« des généraux Saint-Cyr, Duhem et Taponnier, qui se
« trouvaient postées derrière elle. Il résulta un combat
« où l'on montra de part et d'autre la plus grande opi-
« niâtreté ; et de notre côté, non-seulement l'avant-
« garde, mais le corps de Mercandin et celui du duc
« d'Enghien se trouvèrent vivement engagés. Le géné-

« ral comte de Latour dut accourir lui-même avec son « corps pour soutenir l'avant-garde. Il parvint heureu- « sement à repousser l'ennemi avec une perte considé- « rable en morts, blessés et prisonniers, et à maintenir « notre position près de Steinhausen. Notre perte, dans « ce terrible combat (où l'avant-garde, habilement « conduite par le duc d'Enghien, s'est particulièrement « distinguée), n'a pas été peu considérable. M. le géné- « ral d'artillerie évalue celle du corps d'émigrés à envi- « ron quatre cents hommes, et celle des troupes impé- « riales à deux cents hommes, ce qui fait en tout six « cents hommes, tant tués que blessés. Parmi les der- « niers, se trouvent le major Wallis, de Wenckeim, « qui avoit déjà été blessé dans l'affaire précédente, et « qui, malgré cette blessure, continuait de conduire son « bataillon, et le major Rosenauer, du régiment de l'ar- « chiduc de Toscane. On donne aussi des éloges parti- « culiers au capitaine de cavalerie Bock, de l'archiduc « Jean, qui sut profiter du moment favorable pour « fondre avec sa troupe sur l'ennemi qui s'avançait, et « le repousser.

« Au départ de ce rapport, l'ennemi n'avait pas re- « commencé sa retraite; il paraissait vouloir tout tenter, « pour donner le temps au parc considérable d'artille- « rie, qu'il a, ainsi qu'à ses autres attirails de guerre, « de passer par les défilés difficiles qu'ils doivent tra- « verser ».

Rapport officiel du 6 octobre.

« L'archiduc Charles ayant envoyé au lieutenant-
« feld-maréchal Petrasch, commandant de la forteresse
« de Manheim, un renfort de quatorze escadrons de
« cavalerie, sous la conduite du général Meerfeldt, avec
« ordre de se porter sur le Haut-Rhin à la tête de ce
« renfort et d'une grande partie de la garnison de Man-
« heim, d'attaquer Bruchsal, le général François
« Scherb, et d'inquiéter les derrières du général Mo-
« reau, le général Petrasch sortit en conséquence le 13
« de Manheim, et s'avança dans les environs de Wie-
« senthal et de Mingolsheim. L'ennemi ne fut pas plutôt
« instruit de l'approche de ce corps, qu'il partit de
« Bruchsal à minuit, et se mit en marche sur Rastadt.
« Il rencontra en chemin une division de l'archiduc Fer-
« dinand qui avoit pris les devans pour lui couper l'en-
« trée de la vallée, entre Ober-et Nieder-Grumbach; il ne
« lui restait d'autre parti que d'attaquer cette division;
« deux fois il fut repoussé avec une perte considérable.
« Enfin il parvint à percer; mais alors même il fut si mal-
« traité, que la plus grande partie de son infanterie dut
« fuir sur le penchant d'une montagne, près les vignes et
« les bois. La nuit et la fatigue des troupes ne permi-
« rent pas de poursuivre long-temps l'ennemi; par cette
« raison, on ne put ramener que cent cinquante-trois
« prisonniers. On s'est emparé à Bruchsal de plusieurs
« chariots de munitions et d'un magasin de farine. A la
« suite de ce succès, le colonel Klein, du régiment de
« Manfredini, a pénétré jusqu'à Carlsruhe. Le général de

« Petrasch a envoyé des divisions en avant le long de
« l'Ent et du Neker, pour rechercher les magasins de
« l'ennemi et inquiéter ses communications.

« D'après les marches et contre-marches que l'armée
« a faites pendant plusieurs jours, l'on ne pouvait guère
« deviner quelles étaient les vues de l'ennemi; il parut
« d'abord vouloir passer le Danube près Neubourg; mais
« tout-à-coup il fit volte-face; et d'après les rapports du
« général Latour, datés de Bobenhausen le 19 septem-
« bre, le général Moreau avait rassemblé ses troupes
« entre Aicha, Schrobenhausen et Neubourg : cepen-
« dant il y a eu jusqu'à ce moment presque journelle-
« ment des combats meurtriers entre les troupes des
« deux armées. On a fait, dans ces différentes actions,
« environ quinze cents prisonniers : on a aussi enlevé
« une caisse militaire.

« Le comte de Latour mande de Potmes, en date
« du 21 septembre, que l'ennemi a abandonné, dans la
« nuit du 19 au 20, sa position près Aicha, Neubourg
« et Potmes, et a passé le Lech, partie près de Rain,
« partie près d'Augsbourg. L'avant-garde suivit aussitôt
« l'ennemi, et l'armée s'avança jusqu'à Aicha et Potmes.
« On occupa Neubourg, et le pont sur le Danube fut
« rétabli. Le 21, M. de Latour marcha sur Rain pour
« passer le Lech le 22, et le général de Mercantin se
« porta sur Friedberg, pour se mettre en communi-
« cation avec le général Fröhlich.

« D'après un rapport ultérieur du général Latour,
« daté de Meitingen le 22, il étoit arrivé le 21 à Rain
« avec l'armée, et l'avant-garde, aux ordres du général
« comte Baillet, avait encore passé le Lech le même

« jour, quoique l'ennemi eût brûlé cinq arches du pont.
« Le pont près d'Augsbourg fut aussi promptement ré-
« tabli par l'activité du duc d'Enghien qui comman-
« dait l'avant-garde du corps du général Mercantin :
« l'avant-garde poussa jusqu'à Kriegshabern. Le 22,
« l'armée, aux ordres du général de Latour, passa le
« Lech et s'avança jusqu'à Meitingen ; l'avant-garde se
« porta jusqu'à Wertingen, et pousuivit l'ennemi jus-
« ques du côté de Burgau. Dans cette marche de nos
« troupes et durant la retraite de l'ennemi, les habi-
« tans des campagnes ont donné des preuves éclatantes
« de leur haine contre l'ennemi commun : les paysans
« de tous les villages se rassemblèrent en foule, son-
« nèrent le tocsin, s'armèrent de fusils, de broches et
« de toutes espèces d'armes ; ils offrirent de se joindre
« à notre avant-garde pour aider à poursuivre l'ennemi.
« Le général comte Baillet, pour mettre à profit la
« bonne volonté de ces gens, en a réuni environ douze
« cents à la troupe des capitaines de cavalerie Mesery
« et Andréassy. Leur zèle va jusqu'à l'enthousiasme ; ce
« qui prouve combien ils ont eu à souffrir de l'ennemi ».

Bulletin officiel du 15 octobre.

« A l'effet de causer à l'ennemi, de toutes les ma-
« nières possibles, une sensible inquiétude dans les con-
« trées au-delà du Rhin, d'appuyer par une diversion
« efficace le corps du lieutenant-feld-maréchal, baron
« de Werneck, sur le Bas-Rhin, et même de hâter la
« retraite de l'armée de Moreau, par la nécessité où

« l'ennemi se trouverait de couvrir ses propres fron-
« tières, Son A. R. l'archiduc Charles, d'après des let-
« tres de Buhl du 17 de ce mois, a envoyé le 2 octobre
« un corps de troupes-légères, avec quelques bataillons
« d'infanterie de ligne, sous la conduite du lieutenant-
« feld-maréchal, baron Hotze, et des généraux prince
« de Lichtenstein et Schwarzenberg, au delà du Rhin,
« qu'ils ont passé près de Manheim, afin de pénétrer
« aussi loin que possible, par des courses de partis, dans
« l'intérieur du pays, alarmer la forteresse de Landau,
« exiger des contributions, enlever des ôtages, et ré-
« pandre en général par-tout la confusion et l'alarme.
« Ce corps a parfaitement rempli, jusqu'à présent, les
« vues qu'on se proposait : il a été détaché des partis vers
« Weissembourg, Lauterbourg, dans la ville d'Anweiler,
« et jusqu'à Kaisers-Lautern. Par-tout les troupes enne-
« mies se sont repliées, et l'on a fait des prisonniers. Le
« capitaine de cavalerie, comte Bubna, a pris le géné-
« ral de division Mayer, à peu de distance de Landau,
« où il voulait se rendre; et près de Frankenstein, le
« fameux commissaire Metternich, ci-devant l'un des
« plus fameux clubistes et incendiaire révolutionnaire
« de Mayence, nous tomba entre les mains..........

....

....

« L'ennemi, qui avait passé le Danube, l'a repassé
« pour continuer sa retraite; le lieutenant-feld-maré-
« chal, baron de Petrasch, s'est avancé jusqu'à Schwe-
« ningen, et après les dispositions nécessaires pour la
« défense de la vallée de Kinzing et du chemin vers
« Fribourg; de sorte que la retraite de l'ennemi paraît

« être uniquement bornée à la route qui conduit par les
« villes forestières qui conduisent par Huningue, dans
« le cas qu'il soit vrai, ainsi qu'on l'assure, que les
« Suisses aient refusé tout passage sur leur territoire.
« Au reste, pour sentir combien les excursions de nos
« troupes légères gênent l'ennemi sur ses derrières, l'on
« n'a qu'à considérer les fréquentes prises qu'on lui fait.
« C'est ainsi que le lieutenant comte de Mier a enlevé
« le 4 l'agent Haussmann, commissaire du pouvoir exé-
« cutif français dans la ville de Waldshut. (On sait par
les lettres du commissaire Haussmann au directoire,
qu'il se trouvait à Strasbourg avec le dessein de re-
joindre l'armée française à Fribourg.) « Un détache-
« ment de chevaux-légers de Lobkewitz a pris le 5 le
« général ennemi Joba avec un aide-de-camp et quatre
« officiers à Muhlen, et le capitaine de cavalerie Sarda-
« gnia a enlevé, le même jour, le général Vauban et
« quatre officiers près d'Irndorff : suivant les rap-
« ports du général Latour, daté de Moskirch, le 9
« octobre, le lieutenant-feld-maréchal de Fröhlich a
« effectivement occupé Stockach et a attaqué l'ennemi
« au moment même où il faisait sa retraite. Le général
« Latour avait dessein de se porter lui-même le 11 sur
« Tuttlingen et Sibtingen, pour continuer de-là sa
« marche sur Geissinden et Neustadt avec toute la
« célérité possible, et couper à l'ennemi toute retraite
« sur Fribourg et Kehl ».

Relation officielle du combat près Bassano, le 6 de ce mois.

Du 19 novembre.

« Les rapports du général d'artillerie, baron d'Al-
« vinzi, sur l'action si décisive dans ses suites, qui a
« eu lieu près de Bassano et de Fonteniva, donne le
« détail circonstancié que voici :

« Le corps d'armée étoit posté, de manière que 12
« bataillons étaient répartis près de Fonteniva ; leur
« avant-garde au-delà de la Brenta, un bataillon pour
« servir de liaison près de Cordigiano, enfin onze ba-
« taillons en avant sur les flancs de Bassano. Le 5, dès
« la pointe du jour, on reçut des informations posi-
« tives, que, depuis quelque temps, le général Bona-
« parte avait retiré à lui et concentré toutes les forces,
« qu'il avait à Legnago, Ferrare, Vérone, Montebello,
« même une partie de son artillerie de siége, et qu'il se
« rassemblait avec trois bataillons à Vicenze. Immédia-
« tement après, il se fit une reconnaissance qui vérifia
« pleinement ces avis, et l'on trouva que cette armée
« s'était mise en mouvement sur trois lignes devant Vi-
« cenze. Encore incertain de ce qui s'était passé du côté
« de Trente, l'on se mit convenablement en posture, et
« l'on se décida, au cas que l'ennemi hasardât une at-
« taque, de se porter en avant pour la recevoir.

« Le 6 novembre tout fut tranquille jusqu'à sept
« heures du matin ; mais peu après l'ennemi fit, contre

« l'avant-garde du lieutenant feld-maréchal Provera,
« près de Fonteniva, avec un feu de mousqueterie, mais
« sur-tout avec une canonnade des plus violentes, son
« attaque projetée. Aussitôt qu'on l'apprit près Bassano,
« l'on se porta immédiatement en avant, mais l'on en-
« voya particulièrement deux bataillons à Lenova, et
« l'un vers Morasdica, afin de réprimer par-là l'en-
« nemi dans ses attaques contre le général Provera, en
« le menaçant de le prendre en flanc et à dos. Mais à
« peine ces troupes furent-elles arrivées à Lenova, que
« l'ennemi les attaqua avec des forces très nombreuses
« et son impétuosité accoutumée. Lenova fut deux fois
« pris et repris avec une perte considérable de part et
« d'autre. Cependant, comme nos troupes avaient beau-
« coup souffert dans une attaque aussi violente, et qui
« se renouvelle chaque fois, l'on se replia dans la posi-
« tion qui s'étend des hauteurs des Sette-Commune par
« Morasdica, en arrière de Lenova jusqu'à la Punta ;
« plus d'une fois l'on fut encore sur le point de voir
« aussi cette position rompue, malgré la résistance
« vraiment courageuse des troupes, l'ennemi fondant
« sur elles et se précipitant sur leurs rangs avec une
« espèce de fureur ; mais vers le soir, le combat prit
« une tournure plus favorable, l'ennemi fut repoussé,
« et nous maintînmes notre position.

« Précisément la même chose eut lieu près du corps
« du général Provera, et le général d'Alvinzi convint,
« avec douleur, que notre perte, ce jour-là, peut mon-
« ter en tués et blessés à deux mille hommes, tandis
« qu'il a été fait très-peu de prisonniers par l'ennemi,
« preuve que les troupes ont conservé le bon ordre. Le

« général d'Alvinzi évalue à plus de quatre mille hom-
« mes la perte de l'ennemi. La nuit, qui tomba, mit
« fin au combat. Pendant sa durée, à cinq heures de
« l'après-midi, le général Alvinzi reçut l'agréable nou-
« velle, de la part du lieutenant-feld-maréchal Davi-
« dovich, que déjà il était le maître de Trente. Comme
« par-là notre position se trouva beaucoup améliorée,
« le général d'Alvinzi se détermina de nouveau à atta-
« quer l'ennemi, le lendemain 7 novembre, au cas qu'il
« ne rétrogradât point, en conséquence de la perte sen-
« sible qu'il venait d'essuyer, et à poursuivre ainsi,
« sans délai, le but que l'on s'était proposé.

« Toutes les troupes, spécialement le régiment d'in-
« fanterie de Giulay, ont combattu avec une valeur
« extraordinaire; tous les officiers ont montré une fer-
« meté et une bravoure singulière; les généraux Liptay,
« comte de Hohenzollern, &c. se sont fort distingués;
« le lieutenant-colonel Gavasini a été blessé. Aussitôt
« que l'on saura des détails de notre perte, le général
« en donnera communication, ainsi que du nombre
« des prisonniers qu'on a faits sur l'ennemi, et que
« M. d'Alvinzi donne déjà préalablement pour considé-
« rable.

« La nuit qui suivit la bataille fut employée à con-
« duire les troupes aux endroits qui avaient été assi-
« gnés, et à concerter les dispositions pour le lende-
« main. A la pointe du jour, tout se trouvait déjà sous
« les armes et prêt à marcher; mais les patrouilles
« qui revinrent, firent rapport que l'ennemi s'était
« replié. On l'aurait poursuivi sur-le-champ, si le lieu-
« tenant-feld-maréchal Provera n'eût été dans la né-

« cessité de faire rétablir auparavant le pont de pon-
« tons qui avait été rompu; travail qu'on ne put ache-
« ver qu'à midi. Ainsi, à une heure après-midi, le
« corps d'armée se mit en marche de Bassano et de Fon-
« teniva, et entra à neuf heures du soir au camp près
« de Scaldaferro, tandis que trois bataillons restèrent
's la position près de Morasdica, sur le flanc droit,
que les colonnes eurent ordre de se réunir entre
San Pietro di Gu et Grodo. On ne rencontra plus
« l'ennemi : la colonne du général Provera, venue de
« Fonteniva, atteignit seulement l'arrière-garde de l'en-
« nemi, d'où il résulta seulement quelques escarmou-
« ches insignifiantes. Durant la marche, on a encore
« trouvé par-ci par-là quelques ennemis qui s'étaient
« trop arrêtés dans les maisons, et qu'on emmena pri-
« sonniers. On s'empara également d'un obusier que
« l'ennemi avait abandonné.

« Le 8 novembre de grand matin, le général d'Al-
« vinzi alla faire inspection des deux divisions des lieu-
« tenans-feld-maréchaux Provera et Quosdanovich; et,
« jugeant indispensable de se mettre sur-le-champ à la
« poursuite de l'ennemi, qui se trouvait en désordre,
« afin de ne lui pas laisser le temps de se rassembler et
« de reprendre ses forces, l'on se remit en marche à dix
« heures du matin, et l'on suivit, sur trois colonnes,
« l'ennemi vers Vicenze. A notre approche, il retira
« ses avant-postes, évacua Vicenze, et fit sa retraite sur
« Montebello. Le général Alvinzi posta son avant-
« garde, aux ordres du général comte de Hohenzollern,
« près d'Altavilla, et l'armée sur le chemin qui conduit
« à Vérone, et malgré l'épuisement des troupes, il avait

« résolu de se porter, le lendemain matin, en avant
« sur Montebello, pour attaquer l'ennemi et le chasser
« de ce poste, au cas qu'il ne se repliât pas de lui-
« même. Le général ennemi Lanus, qui conduisait la
« cavalerie et l'avant-garde, a été fait prisonnier, et il
« se trouve grièvement blessé à Vicenze : il nous est
« également tombé entre les mains quelques officiers
« ennemis ».

Bulletin officiel du quartier-général autrichien à Offembourg, le 22 novembre.

« Ce matin sur les six heures, les Français sont sortis
« de leur camp retranché près de Kehl, et ont attaqué
« avec beaucoup d'impétuosité le village de Sundheim,
« qu'ils ont enlevé : ils se sont emparés de quelques-uns
« des retranchemens autrichiens. Les réserves se sont
« portées promptement aux points qui avaient été for-
« cés, les ont attaqués avec leur ardeur ordinaire, et ont
« forcé les Français à rentrer dans leurs retranchemens.
« L'engagement a été extrêmement vif, sur-tout à la
« reprise du village de Sundheim. Le général Moreau
« commandait lui-même cette sortie, dont le but était
« de détruire les ouvrages de la contrevallation, et de
« s'emparer du parc d'artillerie : il se promettait par-là
« de faire désister les Autrichiens de leurs projets ulté-
« rieurs sur Kehl, et de procurer à l'armée française
« des quartiers d'hiver tranquilles. La confiance dans
« laquelle vivaient les avant-postes depuis quelque temps,

« favorisa les projets des Français. Ils se sont approchés
« d'une sentinelle ; ce malheureux, accoutumé à les
« voir venir aux avant-postes, s'est laissé prendre aux
« paroles de confiance qu'ils lui ont données ; il a été
« poignardé avant d'avoir pu avertir le poste, qui a été
« surpris. Ils sont parvenus dans une redoute qu'ils ont
« prise par ce moyen ; de-là ils ont tourné la gauche
« des retranchemens autrichiens. Malgré cet avantage,
« ils ont trouvé la résistance la plus opiniâtre dans
« plusieurs points ; une redoute occupée par soixante-
« cinq hommes du régiment de Sztaray, après avoir coûté
« une très-grande perte à la colonne qui l'attaquait,
« n'est tombée en son pouvoir que par la mort de ces
« braves Hongrois. L'archiduc Charles est arrivé d'Of-
« fembourg pendant l'affaire, et n'a pas peu contribué
« par sa présence, par l'enthousiasme et la confiance
« qu'il inspire à ses troupes, à repousser l'ennemi. Le
« général-major, prince Frédéric d'Orange, qui com-
« mande le centre de la position devant Kehl, s'est con-
« duit dans cette affaire de la manière la plus distin-
« guée ; il arrive au moment où les postes surpris étaient
« obligés d'abandonner une partie de la ligne ; il marche
« avec audace à la tête d'une compagnie du régiment de
« Sztaray : l'assurance de cette troupe arrête les assail-
« lans. Sur ces entrefaites, les réserves arrivent, et
« l'ennemi est repoussé avec une perte considérable. On
« évalue celle qu'il a faite en général à deux ou trois
« mille hommes ; il a emmené quatre pièces de canon
« des Autrichiens, et en a encloué quelques autres. L'ar-
« chiduc Charles qui, dans une action, se porte tou-
« jours là où est le plus grand danger, a eu dans cette

« affaire cinq à six personnes ou chevaux tués ou blessés
« parmi une suite peu nombreuse qu'il avait avec lui.
« L'adjudant du général Latour, qui était dans cette
« suite, a été tué d'un boulet de canon. Les Autrichiens
« avaient, la nuit d'auparavant, resserré les Français
« par une parallèle qui s'étend entre la chaussée de
« Neumühl et celle de Rastadt. Le travail, qui n'est
« guère qu'à douze cents pas du fort de Kehl, n'a point
« été interrompu par la sortie des Français, et les
« Autrichiens travaillent à le perfectionner ».

BULLETIN officiel, le 17 décembre.

« On ne peut encore rien annoncer de décisif tou-
« chant l'armée d'Italie, en partie à cause de la saison,
« extraordinairement rigoureuse, qui a devancé trop
« le terme de l'année, ainsi que de la neige qui a
« tombé en grande quantité dans les hautes mon-
« tagnes de ces contrées ; en partie par les renforts
« considérables par lesquels l'ennemi s'est fait joindre
« de tous côtés, et qui l'ont mis en état de faire par-
« tout, avec des forces supérieures, la résistance la
« plus opiniâtre aux deux corps des lieutenans-feld-
« maréchaux Quosdanovich et Davidovich, qui s'étaient
« portés en avant, et d'empêcher jusqu'à présent leur
« jonction sur l'Adige, pour laquelle il a été combattu
« durant quelque temps avec des vicissitudes de for-
« tune continuelles, et avec une perte considérable de
« part et d'autre, que néanmoins on ne saurait fixer

« encore de notre côté. Ainsi, pour donner aux troupes,
« extrêmement harassées et fatiguées, sur-tout à cause
« du froid fort rigoureux, le temps de se refaire, les
« deux corps ont pris une position; savoir, celui du
« général Quosdanovich près de Bassano, et celui du
« général Davidovich près d'Ala; de manière que les
« troupes puissent prendre quelque repos, couvrir en
« même temps les frontières du Tyrol et de l'Autriche
« intérieure, et rester à même de profiter de la pre-
« mière occasion favorable, pour donner du secours à
« la place de Mantoue ».

De Roveredo, du 11 et du 12 janvier.

« L'armée impériale dans le Tyrol s'étant considé-
« rablement renforcée, entre autres par plusieurs ba-
« taillons arrivés le 9 et le jour suivant du corps d'armée
« près Bassano, on en conclut, que le plan du général
« Alvinzi était de porter le fort de l'attaque contre
« l'aile gauche de l'ennemi, et principalement sur la
« rive droite de l'Adige. En effet, la plus grande partie
« des troupes nouvellement arrivées se joignirent à
« celles qui étaient vers le Montebaldo, le reste à celles
« établies à Ala. L'artillerie qui était ici marcha le len-
« demain en avant; on vit bientôt arriver quantité de
« pontons, qui continuèrent la route vers Ala. Le gé-
« néral Alvinzi arriva ici le 10 de Trente, ainsi que
« le général Kobles, venu depuis peu de Vienne, et les
« généraux de Seckendorff, Quosdanovich et Liptay.
« Les généraux Davidovich, prince de Reuss, Vukas-
« sovich et Oczkay, se trouvaient déjà ici. Le général

« Alvinzi se porta le 11 à Brentonico avec le général « de Seckendorff; le général Kobles se rendit à Ala, ainsi « que les généraux Quosdanovich et Liptay. Le même « jour l'avant-garde se porta en avant; les bataillons « qui étaient cantonnés dans les villages du Tyrol au-« delà de Roveredo, étaient en mouvement depuis le 9, « suivis le lendemain de ceux qui étaient dans la ville « et dans les endroits les plus proches de la frontière. « Toutes ces troupes, réunies à celles qui étaient venues « de Bassano, suivirent l'avant-garde : leur direction « était en partie sur la route d'Ala, en partie dans le « Montebaldo; l'on a entendu dans toute la matinée « du 12 le canon de ce dernier côté, et l'on vient d'ap-« prendre, que malgré la vigoureuse résistance de la « part des Français, les Impériaux, descendus de Mon-« tebaldo, sont parvenus à s'emparer de Rivoli, où ils « ont pris quelques pièces de canon, et fait quelques « centaines de prisonniers. »

Vérone, 16 janvier.

« La nuit du 11 de ce mois, un corps d'environ trois « mille Autrichiens s'approcha des avant-postes fran-« çais, entre Saint-Michel et Saint-Martin, à peu de « distance de notre ville. Toutes les troupes françaises « qui étaient ici, partirent aussitôt pour aller au secours « de ces postes; bientôt, au moyen des renforts envoyés « de tous côtés, il s'y trouva réuni un corps d'environ « huit à neuf mille hommes, l'attaque s'engagea, et les « Impériaux soutinrent le feu jusqu'à onze heures du « matin; alors ils firent leur retraite sur les hauteurs

« voisines, et y prirent la même position qu'ils occu-
« pèrent il y a deux mois. Les Français ne jugèrent pas
« à propos de les poursuivre : cette affaire, que l'on
« veut faire passer pour une fausse attaque de la part
« des Autrichiens, a coûté aux premiers une perte qu'on
« fait monter à quatre-vingts tués, quatre cent soixante-
« onze blessés, et environ six cents prisonniers, avec
« quatre pièces de canon restées au pouvoir des Impé-
« riaux ; ceux-ci, outre les tués et blessés qu'ils peuvent
« avoir eus, ont aussi fait une perte d'environ trois
« cents prisonniers qui ont été conduits ici, et envoyés
« ensuite à Villefranche ; ils ont resté postés sur les
« hauteurs voisines, tandis que les Français sont rentrés
« dans Vérone.

« Le 12 janvier, le général Alvinzy descendit des
« montagnes de Montebaldo, passa l'Adige sur deux
« points ; et après avoir repoussé les Français qui tenaient
« ces postes, leur avoir fait plus de mille prisonniers et
« pris neuf canons, il pénétra jusqu'à Rivoli ; les Fran-
« çais s'y trouvant entre deux feux, et presqu'envelop-
« pés, envoyèrent ici demander du secours : on se hâta
« de le leur porter ; et dans la nuit du 13 janvier, tout ce
« qui se trouvait de troupes françaises dans notre ville, se
« mit en marche. Le Général Bonaparte arriva lui-même
« de Bologne, et conjointement avec le général Massena
« à la tête de six mille hommes de troupes, il se porta
« au secours du général Joubert, qui était cerné à Rivoli.
« Il s'engagea une bataille des plus terribles, continuée
« le 14, et qui a duré à diverses reprises pendant qua-
« rante heures. Enfin, le Général Bonaparte s'étant mis
« lui-même à la tête de plusieurs bataillons, et en sacri-

« sant beaucoup de monde, parvint, la baïonnette basse,
« à percer les rangs autrichiens et à dégager le général
« Joubert; les Impériaux, mis en déroute, se retirèrent
« vers le Montebaldo.

« Le même jour, 12 janvier, le général Provera
« s'était avancé sur Legnago avec une colonne d'envi-
« ron quinze mille hommes; et après avoir eu l'avan-
« tage dans deux affaires où les Français furent repoussés
« et obligés de se renfermer dans Legnago, il laissa le
« général de Hohenzollern devant cette place, jeta à
« la hâte un pont sur l'Adige, au-dessus de cette der-
« nière ville, près d'Angiari, et passa cette rivière
« malgré tous les obstacles que les Français lui oppo-
« sèrent. Ayant effectué le passage, il renvoya les pon-
« tons à Padoue, voulant faire connaître par-là, dit-on,
« à ses troupes, qu'il fallait délivrer Mantoue ou périr.
« On ne sait pas encore, dans cette alternative, quel a
« été leur sort, ou si une troisième issue a eu lieu,
« c'est au moins ce que fait craindre pour elles le rap-
« port, suivant lequel le général Provera se trouve en-
« veloppé entre le corps qui était resté au blocus de
« Mantoue, et un corps conduit par le Général Bona-
« parte en personne, qui, après avoir dégagé le corps
« de Rivoli, s'est reporté sur-le-champ vers Mantoue.
« Il est certain que hier et aujourd'hui nous avons en-
« tendu une terrible canonnade du côté de Mantoue.
« — Le général Balland qui, avec un corps de deux
« mille Français, allait se porter de Rovigo à Ferrare,
« ayant appris les mouvemens des Impériaux, a rétro-
« gradé d'abord vers Legnago, et a renforcé les troupes
» qui défendaient cette position.

« Le 12 janvier la colonne autrichienne, postée à la
« droite de l'Adige, descendit à Montebaldo, et attaqua
« un corps de 6000 Français retranchés à la Ferraza.
« La canonnade fut très-vive pendant dix heures, et
« elle ne cessa qu'à la nuit. Les Français voyant appro-
« cher l'autre colonne impériale, qui descendait de
« Brentonico à Montebaldo, abandonnèrent dans la nuit
« même leur position, ainsi que celles qu'ils avaient à
« la Corona, et ils se réunirent aux troupes qui étaient
« d'abord postées dans la vallée de Caprino et à Rivoli.
« Les Autrichiens s'étant portés le 13 en avant de Mon-
« tebaldo, attaquèrent de nouveau les Français; ceux-ci
« soutinrent pendant trois heures un feu des plus vifs :
« la nuit mit fin au combat. Il avait résolu d'attaquer,
« le 14 janvier, l'armée française sur tous les points;
« mais l'ennemi nous prévint à quatre heures du matin,
« il s'avança et fondit sur nos avant-postes, qu'il repoussa
« d'environ une lieue. Cependant, les nôtres ayant été
« renforcés, ils repoussèrent à leur tour l'ennemi de
« toutes parts, et s'avancèrent jusques sur les hauteurs
« de la chapelle St.-Marc, au-dessus de Rivoli; de ce
« point, ils canonnèrent vivement les batteries que les
« Français avaient près de Rivoli, et ils se réunirent
« ainsi à la colonne du Val de l'Adige, qui faisait aussi
« un feu très-vif contre ces batteries. Sur ces entrefaites,
« l'armée française, qui avait fait venir de nombreux
« renforts, profita du moment pour attaquer les Autri-
« chiens, qui étaient affaiblis par les pertes qu'ils avaient
« essuyées dans ces différens combats très-opiniâtres :
« elle s'avança en menaçant de mettre en échec notre
« avant-garde près de Rivoli. Dans le même temps il

« arriva du côté du lac un corps d'environ dix mille
« Français qui avaient été embarqués à Salo ; ce corps
« se dirigea sur Torri, d'où, étant entré dans le Val
« Caprino, il attaqua en flanc notre aile droite qui,
« déconcertée par ce choc imprévu, ne songea plus qu'à
« effectuer sa retraite. Les autres colonnes retournèrent
« également dans leurs premières positions.

« La perte que les deux armées ont soufferte dans
« ces journées ne peut pas être bien déterminée ; mais
« elle a été considérable. Les bataillons de Preiss,
« de Brechainville et d'Erbach, qui ont été continuel-
« lement au feu, et qui ont combattu avec la plus
« grande bravoure, ont beaucoup souffert. Dans leur
« retraite du mont Della Corona, vers Brentino, nos
« troupes ont été fort inquiétées par l'ennemi, qui
« lançait sur elles des pierres et autres masses ; trois
« compagnies de chasseurs, de Mahoni, furent telle-
« ment maltraitées, que leur major Planck fut obligé
« de capituler et de se rendre prisonnier avec sa troupe.
« La colonne de droite près de Garda, commandée
« par le colonel Lusignan, fut aussi incommodée dans
« sa retraite : le régiment de Klebeck eut surtout
« peine à se faire jour ; cependant il parvint à gagner
« Garda, d'où il prit la route des montagnes. Le géné-
« ral Liptay fut exposé au plus grand danger en faisant
« retirer les colonnes par Montebaldo ; une de ses bles-
« sures se rouvrit, et on fut obligé de le transporter à
« Roveredo. Les compagnies de chasseurs tyroliens, qui
« se sont trouvées à ces différentes actions, ont éprouvé
« quelque perte. Notre corps d'armée principal a repris
« pour le moment les positions qu'il occupait précé-

« demment. Le quartier-général vient d'être trans-
« féré ici ».

D'Avio, le 16 janvier.

« Le 7 janvier, le corps de Padoue, le colonel de
« Bassano, et le renfort qui devait passer de Bassano
« dans la vallée de l'Adige, se mirent en même temps
« en marche, d'après les dispositions qui avaient été
« faites. L'ennemi observait depuis long-temps le corps
« de Padoue, et il faisait passer successivement des ren-
« forts à son aile droite ; cependant les deux parties de
« notre armée réussirent à exécuter avec la plus grande
« ponctualité les ordres qu'elles avaient reçus. Du 8
« au 13 le corps de Padoue avait repoussé l'ennemi avec
« avantage sur tous les points de la rive gauche de
« l'Adige. La colonne de Bassano était aussi parvenue
« jusqu'à ce jour à pousser deux bataillons dans le plat
« pays, et quatre bataillons dans les montagnes, jus-
« qu'aux portes de Vérone ; et par cette manœuvre,
« l'ennemi se trouvait aussi inquiété dans son centre.
« En occupant ainsi l'aile droite de l'ennemi, nous
« gagnâmes assez de temps pour pouvoir rapprocher
« davantage les renforts venus de Bassano, et rassem-
« bler, contre l'attente de l'ennemi, dans la ville de
« l'Adige, vingt-quatre compagnies de troupes légères,
« vingt-six bataillons et treize escadrons. Le 11, ces
« compagnies et bataillons furent portés en présence de
« l'ennemi sur le Montebaldo, et le 12, ils l'attaquèrent
« dans sa position près de Ferrara ; mais l'on ne put ce
« même jour se rendre maître de Madonna della Co-
« rona, qui communiquait avec l'autre, attendu que la

« première colonne n'était point en état de surmonter
« dans une seule journée les difficultés du terrein ; cependant
« elle arriva dans la nuit sur le flanc gauche de
« l'ennemi, culbuta les troupes que ce dernier lui opposa
« pour couvrir ce flanc, fit quelques centaines de prisonniers,
« et contraignit l'ennemi à abandonner dans
« la nuit du 13, sa position, qui était inattaquable par
« le front, de manière que le jour suivant, nous nous
« avançâmes jusqu'à la position principale de l'ennemi à
« Rivoli, et que nous pouvions faire toutes les dispositions
« pour une nouvelle attaque. Nous tirâmes aussi
« à cet effet quatre nouveaux bataillons de la vallée de
« l'Adige, de manière que le corps destiné à l'attaque
« se trouvait porté à dix-sept bataillons et vingt-quatre
« compagnies légères : il y avait encore dans la vallée
« de l'Adige neuf bataillons et treize escadrons ; et sur
« la rive droite, la tête de ce corps se trouvait déjà
« poussée au-delà des canaux et jusqu'aux retranchemens
« de l'aile droite de la position ennemie de
« Rivoli.

« Jusqu'à ce moment tout allait à souhait, quoique
« des difficultés insurmontables eussent retardé notre
« marche d'un jour, et que les troupes se trouvassent
« extrêmement épuisées par les obstacles excessifs contre
« lesquels elles avaient eu à lutter. On leur distribua en
« conséquence du vin et de la viande pour leur donner
« des forces : elles en avaient réellement besoin, et méritaient
« à tous égards ces soins, ayant dû, dans une
« marche de dix jours, gravir les montagnes les plus
« escarpées, traverser un sol presqu'impraticable et
« couvert en plusieurs endroits de quatre à cinq pieds

« de neige; elles ne purent, par cette raison, gagner
« que le troisième jour, et seulement vers les dix heures
« du soir, le point où elles devaient faire halte devant
« Rivoli : cependant, la bonne volonté des soldats,
« jointe à la position que l'on avait réussi à prendre,
« d'après le plan d'attaque, pour tourner l'aile gauche
« de l'ennemi, et repousser la droite, que nous domi-
« nions entièrement, nous faisaient espérer avec fon-
« dement la victoire la plus décisive. L'on prit encore
« dans la nuit toutes les mesures qui pouvaient faire
« atteindre plus sûrement ce but, en se concertant de
« nouveau, et en assurant l'harmonie avec laquelle les
« colonnes devaient agir; de manière qu'il n'est plus
« besoin de persévérer encore quelques instans dans
« la fermeté que l'on avait montrée jusqu'à ce moment
« pour consommer l'entreprise et frapper un coup
« décisif.

« La nature de la position de l'ennemi, qui, en for-
« mant une espèce de cercle, veillait constamment sur
« l'aile gauche, la seule que l'on pût tourner, nous
« avait engagés à donner l'avance à notre aile droite,
« en lui accordant à cet effet le temps nécessaire. Ce-
« pendant, comme nous ne devions pas négliger l'avan-
« tage que nous avions de dominer l'aile droite de
« l'ennemi, ni permettre que ce dernier observât nos
« manœuvres, notre aile gauche reçut aussi ordre de faire
« une attaque générale. L'ennemi, pendant toute la
« nuit avait renforcé son aile droite, et il pouvait aisé-
« ment arrêter notre aile gauche, qui, devant passer
« sur des rochers escarpés et presque impraticables, ne
« pouvait effectuer son attaque que par parties. L'avan-

« tage fut long-temps balancé, et la victoire incer-
« taine. L'ennemi chercha, à la faveur des revers des
« colonnes et des chemins creux, sans nombre, dont le
« pays est coupé, à tourner les divisions que nous avions
« déjà poussées en avant ; mais on prévint ses projets :
« ses divisions furent repoussées dans les fonds au milieu
« de leurs manœuvres ; et, après un combat très-pénible
« de plusieurs heures, on parvint à faire plier son aile
« droite. Pendant ce temps, notre centre attaquait avec
« la baïonnette celui de l'ennemi ; celui de l'ennemi le
« repoussait et donnait à notre aile gauche la facilité de
« se porter en avant. Nous nous trouvâmes déjà alors,
« avec douze compagnies de troupes légères et treize
« bataillons, dans la position que l'ennemi avait occu-
« pée, et dont nous nous étions rendus maîtres ; et la
« tête de la colonne de la vallée de l'Adige avait acquis
« la possibilité d'escalader les retranchemens élevés par
« l'ennemi sur la route ; même de pénétrer avec une
« partie de la cavalerie jusqu'à nous dans la plaine. Dans
« le même instant aussi, la première colonne avait réussi
« à tourner l'aile gauche de l'ennemi, et elle s'avançait
« à grands pas sur ses derrières. . . . . »

« Dans ce moment, où il paraissait qu'il ne restait
« plus qu'à effectuer la réunion absolue de l'armée avec
« la colonne de la vallée de l'Adige, les généraux en-
« nemis parvinrent, au moyen des plus grands efforts,
« à porter contre notre centre un gros de leurs troupes,
« qui, d'après les apparences, marchaient sans ordre ;
« et, tandis que les nôtres se disposaient à recevoir
« vigoureusement cette masse, une division de cavalerie
« ennemie parvint à mettre en désordre, et à faire

« plier les troupes de notre aîle gauche qui se trouvaient
« épuisées par les fatigues qu'elles avaient essuyées.
« Malheureusement, le désordre survenu à cette aile,
« se communiqua peu à peu aux bataillons voisins et
« jusqu'au centre, et quoique dans le même instant
« notre aile droite pénétrât victorieuse jusqu'à Rivoli,
« il ne fut plus possible de rétablir l'ordre dans l'ensemble,
« et d'entreprendre avec espoir de succès une nouvelle
« attaque avec des troupes excessivement harassées.

« Ce qui doit faire conclure que la perte de l'ennemi
« doit avoir été considérable dans cette bataille, c'est
« qu'il ne s'est point hasardé à poursuivre nos troupes
« dans leur retraite, et qu'il s'est borné à reprendre sa
« première position.

« Au moment où M. d'Alvinzy faisait ce rapport, il
« ne pouvait encore déterminer notre perte : l'on atten-
« dait aussi des informations sur le sort de la colonne
« de Padoue. Cependant M. d'Alvinzy a pris toutes les
« mesures pour renforcer promptement le corps qui
« occupe la position de Bassano, si intéressante sous le
« rapport militaire, et le porter à dix bataillons et huit
« escadrons. Les troupes destinées à cet effort se met-
« tront promptement en marche par la route la plus
« directe, et quelque difficultueuse qu'elle soit ».

Extrait officiel daté de Vienne le 4 février.

« L'importante destination du corps du lieutenant-
« feld-maréchal Provera, était, en agissant de concert

« avec l'attaque générale qui avait été projetée, de
« passer l'Adige, et de donner la main à la garnison de
« Mantoue; il fallait d'abord emporter les postes que
« l'ennemi occupait en force sur la rivière de Fratta.
« L'avant-garde aux ordres du général major de Hohen-
« zollern fut partagée en trois colonnes; et le 8 janvier,
« à la pointe du jour, l'attaque générale eut lieu. La
« colonne gauche, aux ordres du colonel Piacsek, des
« hussards d'Erdody, força, après un combat très-opi-
« niâtre le poste de Casselle; celle de droite, conduite
« par le capitaine Obel de Giulay, pénétra dans le village
« de Merlara et de Sansalvaro, et occupa, non sans
« difficulté, les ponts qui s'y trouvent. La colonne du
« centre, commandée par le général major de Hohen-
« zollern lui-même, se porta avec rapidité sur Bevi-
« laqua, poste défendu par un château fort. L'ennemi
« s'était avancé à sa rencontre à la distance de deux
« milles d'Italie; mais après une attaque hardie, il fut
« repoussé au-delà de la rivière de Fratta jusqu'à Bevi-
« laqua : renforcé par deux demi-brigades, venues de
« Legnago et de Menerbe, il prit poste à Bevilaqua; et il
« s'y engagea un combat des plus opiniâtres. Ce fut là
« que le corps des volontaires viennois, sous la conduite
« de leur digne commandant, le major Kövösdy, se fit
« remarquer de la manière la plus glorieuse par une
« bravoure distinguée : méprisant le feu de l'ennemi
« qui était des plus violens sur la rive opposée, il se jeta à
« force dans la rivière de Fratta, et ce ne fut que la
« profondeur de ses eaux, qui empêcha le corps de la
« passer à gué. A midi l'ennemi en hasarda l'essai à son
« tour; mais l'issue de son entreprise fut qu'attaqué par

« nos troupes et repoussé une seconde fois sur Bevilaqua,
« il fut enfin obligé de replier sur Legnago et Menerbe.

« Ainsi se termina la première entreprise de cette brave
« avant-garde, à laquelle toutes les troupes montrèrent
« un courage vraiment militaire, qui, suivant l'expres-
« sion de leur chef, surpasse toute peinture. Le corps
« des volontaires viennois se trouva sept heures au mi-
« lieu du feu avec la plus grande intrépidité. Le grand
« chemin de Bevilaqua était teint du sang ennemi.
« Nombre de prisonniers tombèrent entre nos mains,
« entre autres l'adjudant-général Comus : le général
« François Stever perdit la vie à Bevilaqua. Le brave
« capitaine Vihazy, de l'état-major de l'armée, contribua
« beaucoup, par son activité, au succès de cette journée :
« on doit le même éloge au commandant du corps vien-
« nois, le major Kövösdy, aux capitaine Resch et comte
« de Herberstein, au premier lieutenant Limer, et aux
« lieutenans comte Paar, comte Salm et Ramber, du
« même corps. Le colonel Piacsek et le capitaine Bat-
« tisar, des hussards d'Erdody, ne se distinguèrent pas
« moins : le dernier fit prisonniers deux capitaines et
« quarante-trois hommes de l'ennemi.

« Le lendemain était destiné à emporter la ville de
« Saint-Zenon, que l'ennemi occupait en force avec un
« corps de trois mille hommes, ainsi que les villages
« voisins de Menerbe et du Bosco. L'avant-garde, com-
« posée de cinq bataillons, fut partagée en quatre co-
« lonnes, qui se dirigèrent par différens détours, en
« partie sur Saint-Zenon, en partie directement sur
« Bosco. La colonne du milieu, conduite par le général-
« major comte de Hohenzollern, se porta directement

« sur Saint-Zenon. L'attaque contre ce poste se fit à
« quatre heures de l'après-midi. L'ennemi fut repoussé
« sur Menerbe : après une résistance réitérée, mais
« infructueuse, il s'enfuit vers Bonavigo ; et ce ne fut
« qu'à la faveur de l'obscurité de la nuit qu'il put se
« soustraire à notre poursuite et à sa perte totale. Les
« troupes donnèrent encore en cette occasion des preuves
« de leur courage, réuni à la meilleure volonté. Nous
« prîmes aux Français trois canons, avec des munitions,
« et un nombre de petites armes. Nous fîmes deux à
« trois cents prisonniers ; de ce nombre quinze officiers.
« Le capitaine Vihazy développa, dans cette rencontre,
« beaucoup de talens militaires : le capitaine Obel de
« Giulay, se distingua aussi particulièrement, et prit
« un canon à l'ennemi. Le capitaine Szatareczky em-
« mena, avec son escadron, quatre-vingt-dix prison-
« niers et s'empara d'un obusier.

« C'est en cet état que se trouvaient les affaires,
« lorsqu'on entreprit l'exécution de la partie du plan,
« qui consistait à effectuer la communication avec Man-
« toue, après avoir passé l'Adige. Cette opération s'en-
« tama le 13 au soir. La rivière était couverte par la
« division du général Augereau, au nombre de onze
« cents hommes : les environs d'Angiari, quoiqu'ils
« pussent aisément être menacés de Ronco et de Leg-
« nago, offraient le seul endroit, couvert par une digue,
« au moyen duquel on pût en approcher en quelque
« façon. Après qu'on eut tâché d'en imposer à l'ennemi
« par l'envoi de quelques pontons à Nicesola, les troupes
« se mirent en mouvement : on détacha un bataillon
« et demi vers Bonavigo, pour observer le poste de

« Ronco, qu'occupait l'ennemi. L'on amena, dans le
« plus profond silence, six canons par la digue, sur
« un banc de sable dans la rivière. Six cents volon-
« taires, conduits par le capitaine Palmouo, d'Al-
« vinzi, furent destinés à faire descendre vingt pon-
« tons dans la rivière : ils s'acquittèrent de cet ordre
« avec beaucoup de résolution, sous le feu le plus
« violent de l'ennemi, le chassèrent d'Angiari, et
« l'on commença à jeter le pont sous une canonnade
« des plus vives. En attendant, l'ennemi était accouru
« d'Angiari : le rétablissement du pont fut rendu dif-
« ficile, et le passage fut disputé; enfin, l'on en resta
« maître, et le corps fut formé sur le banc, de l'autre
« côté de la rivière : l'on se fit joindre par le déta-
« chement de Bonavigo, et l'on se mit en marche sur
« Cerea. Un bataillon d'Alvinzi et un autre formé des
« régimens de Thurn et de Lascy, furent postés d'avance
« sur la rive droite de l'Adige. De Cerea, la marche
« se continua par Sanguinetto sur Nogara, où on arriva
« le 14 au soir et passa la nuit; le lendemain, par
« Castellaro sur San-Giorgio. A Castellaro on enleva
« un piquet de cinquante hommes : il tomba aussi
« entre nos mains quelques ordonnances, avec des dé-
« pêches, et une voiture de campagne du général Bo-
« naparte, avec des papiers et des cartes géographiques.
« Nos troupes parvinrent jusqu'à San-Giorgio, qu'elles
« trouvèrent fermé : en attendant, il s'était engagé
« un combat sanglant entre une partie de ce corps et
« les troupes ennemies qui étaient accourues en grand
« nombre de Legnago et de Ronco. Le lieutenant-
« feld-maréchal Provera ne se trouvait plus qu'avec

« cinq mille hommes devant San-Giorgio. L'entre-
« prise d'attaquer par assaut ce faubourg fortifié, de-
« venait très-périlleuse. Le lieutenant-feld-maréchal
« Provera convint, avec le maréchal comte de Wurm-
« ser, d'attaquer la Favorite et Montada, postes qu'on
« ne croyait que faiblement occupés, et de chercher
« ainsi, à la faveur d'une sortie qui se ferait d'autre
« part en même temps de Mantoue, à établir une
« communication avec cette forteresse. Pendant ce
« temps l'ennemi avait renforcé le corps qui formait
« le blocus, au nombre de onze mille hommes, d'une
« colonne de six mille hommes, qui marcha de Rivoli,
« particulièrement la Favorite : le général Augereau
« accourut, avec toute sa division, des rives de l'Adige.
« Le général Dumas même se mit en marche avec un
« corps nombreux de cavalerie. . . . .

« Le lieutenant-feld-maréchal Provera entreprit, il
« est vrai, le 16, à cinq heures du matin, l'attaque
« dont on était convenu ; mais tout-à-coup il se vit
« environné de troupes ennemies : cependant, malgré
« la supériorité de celles-ci, et quoiqu'enveloppées de
« toutes parts, nos troupes, concentrées sur un seul
« point, combattirent jusqu'à midi avec une intrépi-
« dité sans exemple, qui leur attira l'admiration de
« l'ennemi même ; et elles ne succombèrent, sous un
« nombre de forces disproportionné, que lorsque leurs
« forces naturelles défaillirent, et non leur résolution
« et leur courage. Toutes leurs munitions étaient épui-
« sées, les troupes étaient encore sous les armes et en-
« tourées par les généraux français, lorsqu'on entra en
« capitulation ; elle fut signée à onze heures et de-

« mie, sous les murs de San-Giorgio. Ces braves
« troupes durent se rendre prisonnières de guerre ; les
« officiers furent relâchés sur parole. En attendant, il
« était impossible, par cet événement, que la sortie
« de la forteresse de Mantoue, dont on était convenu,
« eût l'effet desiré ; et c'est ainsi que, par un concours
« de circonstances imprévues, cette entreprise manqua
« du succès qu'on en avait espéré. Ceux qui se sont dis-
« tingués avec gloire dans cette occasion, sont le capi-
« taine comte Vihazy, qui reçut une blessure mortelle
« dans l'action près de la Favorite ; le capitaine Pal-
« mano, qui fut légèrement blessé ; les lieutenans Hauck
« et Schrobeck : il faut encore nommer les capitaines
« Lilienberg, de l'état-major-général, et Scheer, de
« l'artillerie. Le régiment de Joseph Colloredo, et le
« corps des volontaires viennois, ont montré la plus
« grande constance jusqu'au dernier moment ».

Note officielle du 3 février.

« Suivant un avis envoyé de Mantoue sous la date du
« 3 de ce mois, par le feld-maréchal comte de Wurm-
« ser, la garnison de cette place, après avoir été abso-
« lument renfermée pendant près de cinq mois, s'est
« trouvée réduite au point qu'ayant consommé depuis
« long-temps tous les approvisionnemens dont elle avait
« été pourvue, les troupes avaient été mises, déjà du-
« rant tout le cours de janvier, à la ration d'un quart de
« pain de bled de Turquie (kukuruzbrod) par jour, et

« que cette ressource même était déjà épuisée : comme,
« d'ailleurs, tous les chevaux qui se trouvaient dans la
« forteresse avaient été tués et mangés, que les troupes,
« exténuées par le manque absolu de vivres et de médi-
« camens, harassées et absolument épuisées par des
« fatigues continuelles, étaient tout-à-fait hors d'état
« de soutenir plus long-temps avec efficacité la défense
« de la place, la garnison a enfin évacué la ville et
« forteresse de Mantoue, en vertu d'une capitulation
« qu'elle a conclue, après quelques négociations préa-
« lables avec les généraux ennemis, et des conditions
« honorables, eu égard aux circonstances ».

Article officiel.

D'Offembourg, le 5 janvier.

« Les travaux pour le siége de Kehl étaient déjà
« avancés au point qu'on pouvait se promettre l'issue
« la plus favorable d'une attaque hardie contre la re-
« doute nommée la *Schwabenschanze*, redoute munie
» de bastions, d'un double rang de fosses-à-loup, de
« mines, et de quelques emplacemens étroitement pa-
« lissadés. Sa prise devait produire les effets les plus
« heureux pour la poursuite du siége. En conséquence,
« le général d'artillerie comte Latour donna, le 2 de ce
« mois, les ordres nécessaires pour cette entreprise à
« huit bataillons, commandés par le lieutenant-feld-
« maréchal baron Staader : ils se mirent en marche à
« quatre heures du soir, sur deux colonnes, des rendez-

« vous qui leur avaient été assignés, et ils attaquèrent « l'ennemi avec leur bravoure accoutumée. Le général « prince (Frédéric) d'Orange, chef de la première co- « lonne, qui était chargé de la prise des flèches palissa- « dées, s'acquitta de cette commission avec l'intrépi- « dité, la prudence et la sagacité qui lui sont propres. Les « flèches furent emportées d'assaut : on y encloua quinze « canons; la garnison ennemie fut en partie tuée, en « partie dispersée, et les travaux projetés furent com- « mencés avec un zèle et une activité inépuisable. Les « troupes ont donné dans cette attaque une nouvelle « preuve de leur bravoure infatigable et de leur zèle, « particulièrement en poursuivant l'ennemi dans sa « fuite, à travers un fossé profond, qu'on avait rempli « d'air par une communication d'issue avec le Rhin, « jusque dans son camp retranché.

« La seconde colonne, sous la conduite du général « Zopf, destinée à attaquer la Schwabenschanze même « et à s'y maintenir, lui livra l'assaut avec une valeur « sans exemple, y perça, tua tout ce qui faisait résis- « tance, et ayant mis le reste en fuite, le força de même « à se replier dans son camp retranché. Six canons et « un pierrier furent les trophées de cette expédition, « exécutée avec autant d'habileté que de bonheur. Tout « ce qui, de la garnison, ne fut pas fait prisonnier ou « tué, dut chercher son salut dans une prompte fuite.

« L'ennemi s'efforça, dans la nuit suivante, par des « attaques fréquemment réitérées, de nous arracher les « avantages que nous avions remportés, mais inutile- « ment. La constante bravoure de nos troupes le re- « poussa avec perte chaque fois.

« Outre le lieutenant-feld-maréchal Staader, les
« généraux prince (Frédéric) d'Orange et Zopf, qui
« ont fait éclater ce jour-là de nouvelles preuves de
« leurs talens militaires distingués, voici les noms des
« officiers qui méritent qu'on en fasse mention parti-
« culière : le colonel d'Alquen, le capitaine Jhun-
« gaczy, et le lieutenant Fahrgass, du régiment de
« Sztaray; le capitaine Zaizitscheck, de d'Alton; le
« major Tegethoff, et le premier lieutenant Eisler,
« d'Olivier Wallis; les deux colonels Szegeday et De-
« vaux, le capitaine Sorgenthal, du corps du génie; le
« lieutenant-colonel Schwarzinger, de l'artillerie; et
« le lieutenant-colonel Mayer, de l'état-major-général.
« Cette entreprise, si importante à tous égards, facilite
« la prise du camp retranché de l'ennemi, la jonction
« des tranchées avec la maison de poste, et nous promet
« de voir couronner incessamment nos travaux de la
» plus heureuse issue ».

JOURNAL officiel du corps d'armée impériale et royale du Bas-Rhin.

« Les événemens importans qui se sont passés sur le
« Bas-Rhin à l'ouverture de cette campagne, ont été
« la suite inévitable des moyens dont l'ennemi pouvait
« user, tant par l'avantage de sa position que par l'état
« des forces, composées de huit divisions, contre le
« corps de troupes impériales de 25 mille hommes, sous
« les ordres du lieutenant-général baron de Werneck,

« qui se trouvait posté sur le Bas-Rhin. Tous les avis « que l'on reçut avant la dénonciation de l'armistice, « portaient à 65 mille hommes l'armée ennemie destinée « à opérer sur le Bas-Rhin : ils assuraient en même « temps que Moreau devait agir offensivement dans le « même temps sur le Haut-Rhin, avec une armée aussi « nombreuse.

« En conséquence de ces avis, M. le général comman- « dant baron de Werneck crut de son devoir de pro- « poser et demander aux supérieurs l'établissement du « corps de réserve près de Limbourg; mais d'après les « inquiétudes que l'on eut dans le même temps sur le « Haut-Rhin, cette disposition ne pouvait s'exécuter « que le 20 avril de la part de l'ennemi, ayant rendu « le danger plus pressant, le feld-maréchal-lieutenant « baron de Werneck crut devoir prendre les plus « promptes mesures, et disposer le corps de l'armée du « Bas-Rhin de manière à pouvoir, par sa réunion, agir « offensivement contre une des colonnes ennemies, et « la battre avant que l'ennemi pût effectuer la jonction « de ses colonnes.

« A cet effet, l'aile droite du corps d'armée fut ras- « semblée le 16 avril près de Neukirchen, et l'aile « gauche près de Dierdorff : un détachement fut posté « près de Stegen, et il fut convenu, avec le lieutenant- « général baron Kray, que la vallée de Neuwied serait « abandonnée, que son avant-garde observerait les « gorges d'Anhausen et de Bendorff, et que l'on atta- « querait avec les deux ailes et sur les flancs, la colonne « ennemie qui s'avancerait par Uckenath du côté d'Al- « tenkirchen, lorsqu'elle serait parvenue aux hauteurs

« de ce dernier endroit : après que cette colonne enne-
« mie aurait été battue, tout le corps d'armée devait,
« par une marche de côté, prévenir l'ennemi, qui dé-
« bouchait de Neuwied, et le faire échouer, s'il était
« possible.

« Ces dispositions ayant été adoptées, M. le feld-
« maréchal-lieutenant baron de Werneck fit avancer,
« le 17, l'aile droite sur Marienberg, et le 18 sur Gro-
« bach, pour être plus près du point d'attaque; et
« comme, d'après les avis reçus, il n'y aurait rien à
« craindre pour Siégen, un bataillon et un escadron du
« détachement, qui était posté de ce côté, reçurent
« ordre de se rendre le 18 au matin, près de Grobach,
« pour renforcer l'aile droite.

« Le feld-maréchal-lieutenant baron de Kray, bien
« instruit de la disposition susmentionnée, devait se
« réunir avec les troupes sous ses ordres, à l'aile gauche
« près de Dierdorff, pour l'attaque ordonnée, et opérer
« sa jonction avec le corps principal. Cependant ce
« général fit occuper la vallée de Neuwied par huit com-
« pagnies d'infanterie légère, trois bataillons, six esca-
« drons, pour en imposer à l'ennemi et lui faire croire
« que l'on voulait défendre ladite vallée, afin de mas-
« quer le véritable projet. Il se proposait de retirer ces
« troupes vers leur destination à la faveur de la nuit, ou
« seulement dans le cas que les négociations entamées
« entre lui et le général en chef ennemi Hoche, pour
« un armistice, n'auraient aucun effet.

« Le général ennemi Hoche demanda encore, le 16 au
« matin, une conférence au sujet de l'armistice; mais il
« employa ce temps à faire passer ses troupes par la

« tête de pont près de Neuwied, et à les mettre en « ordre de bataille. Les négociations pour l'armistice « furent rompues; les hostilités commencèrent, et il « était trop tard alors pour abandonner les retranche- « mens sans être apperçu par l'ennemi. Le feld-maré- « chal-lieutenant Kray se trouva dans la malheureuse « nécessité, par la rapidité avec laquelle ce dernier se « portait en avant, de les abandonner à leur sort. « L'infanterie de ce petit corps, qui, disséminée sur « différens points isolés et éloignés les uns des autres, « se retirait de la plaine vers les montagnes, fut en « partie victime de sa position critique et de l'ennemi, « qui le poursuivait.

« Le général Hoche détacha aussi-tôt de la plaine de « Neuwied deux divisions par Bendorff sur Monta- « banër ; il s'avança avec trois autres divisions sur « Dierdorff, et attaqua l'aile gauche du corps d'armée « qui s'y trouvait postée, au moment même où celle-ci » se mettait en mouvement pour se porter en avant et « faire une attaque du côté d'Altenkirchen : cette aile « du corps d'armée se trouva par-là arrêtée pour sa « propre défense, et il lui devint impossible de se réunir « avec l'aile droite pour attaquer l'ennemi, qui avait « pénétré d'Uckerath jusqu'à Altenkirchen. L'aile « droite, qui, par les événemens susdits, se trouvait « hors d'état d'exécuter l'offensive projetée, dut se bor- « ner à la défense de la position de Grobach, et faire « les plus grands efforts pour se maintenir dans cette « position contre un ennemi aussi supérieur en nombre.

« La certitude que le général Hoche chercherait à « emporter Dierdorff avec les trois divisions, à se réu-

« nir par Steimel avec la colonne qui avait pénétré sur « Altenkirchen, et ensuite à percer du côté de Hoch-« stebach et Hachenbourg, nécessita, à la nuit tom-« bante, la retraite des deux ailes par Hachenbourg « sur Neukirchen, après que l'aile gauche se fut réunie « pendant la nuit avec la droite près de Marienberg. « L'ennemi suivit de près l'arrière-garde; mais celle-ci « ne lui céda le terrein que pied à pied, et toujours en « combattant.

« Le 19 avril, l'on reçut la nouvelle que l'ennemi « était entré à Limbourg et à Weilbourg, et que le corps « de réserve qui devait se rendre à Limbourg, ne pou-« vait arriver que le 19 avril au soir près de cette ville. « Comme le corps d'armée, si l'on eût perdu plus de « temps, eût été par-là menacé dans sa retraite sur « Wetzlar, ce corps se dut mettre en marche de Neu-« kirchen dans la nuit du 19 au 20 à minuit. La prin-« cipale colonne dut prendre sa route par Herborn et « le long de la vallée de la Dille jusqu'à Wetzlar, « tandis qu'une colonne de flanc était dirigée par Greif-« fenstein sur Lein et Brauenfels, pour couvrir la « marche.

« Pour cacher aussi long-temps qu'il serait possible à « l'ennemi la retraite de la principale colonne à tra-« vers la vallée de la Dille, qui, sur une étendue de « six lieues offre des passages très-difficiles, on laissa « jusqu'au point du jour l'arrière-garde sur les hauteurs « de Hohenroth : on porta en même temps deux ba-« taillons d'infanterie dans le bois de Roth, afin d'arrê-« ter l'ennemi le plus long-temps qu'il se pourrait, et « de l'empêcher d'inquiéter la principale colonne dans

« sa marche à travers le défilé de la Dille. L'ennemi « s'étant apperçu, au point du jour, de la retraite du « corps d'armée, fondit aussi-tôt sur notre arrière-« garde avec son avant-garde, composée de neuf régi-« mens de cavalerie et d'une artillerie volante très-« nombreuse; et, après une résistance opiniâtre, il « força notre cavalerie à céder et à se retirer jusqu'au « bois de Roth. L'ennemi mit trop de feu dans sa pour-« suite : il suivit notre cavalerie dans le bois en masses « serrées, et tomba ainsi dans l'embuscade des deux « bataillons d'infanterie : ceux-ci l'accueillirent si « chaudement, qu'il fut bientôt mis en désordre avec « une perte considérable : alors la cavalerie l'attaqua « de nouveau et le repoussa entièrement.

« L'ennemi ayant ainsi échoué dans son attaque, « attendit l'arrivée de sa colonne d'infanterie. Notre « arrière-garde ne pouvait attendre le choc de cette co-« lonne, sans courir le risque d'être entièrement détruite : « en conséquence, elle se retira, malgré le désavantage du « terrein, dans le meilleur ordre sur Herborn, sans « que l'ennemi se hasardât à tenter de l'empêcher, et « de-là elle se porta le long de la Dille du côté de « Wetzlar.

« L'ennemi chercha alors à longer les hauteurs de la « rive droite de la Dille : il inquiéta avec son artillerie « à cheval notre arrière-garde dans sa marche, et déta-« cha la plus grande partie de sa cavalerie sur Sien, « pour prévenir notre arrière-garde et la couper. Le « feld-maréchal-lieutenant baron de Werneck vit le « danger qui menaçait l'arrière-garde, ainsi que la « colonne même, qui passait également par Sien avec

« la queue : il réunit avec la plus grande promptitude « la cavalerie en ordre, se mit à la tête, alla avec elle « à la rencontre de l'ennemi, le culbuta ; il dégagea « par-là la marche de la colonne et de l'arrière-garde ; « et, en plaçant convenablement quelques batteries, il « réussit à couvrir la marche ultérieure, qui fut conti- « nuée tranquillement jusqu'à Wetzlar. L'arrière- « garde fut poursuivie, mais très-faiblement, jusqu'à « Wehrdorff.

« La colonne de flanc, qui s'était dirigée par Greif- « fenstein sur le Lein et Braunfels, trouva le village « de Lein et le pont de cet endroit, ainsi que Braun- « fels, occupés par la division du général Grenier : elle « emporta ces différens points l'un après l'autre avec « la baïonnette ; et la cavalerie qu'elle avait se fraya « un passage, chassa l'ennemi de tous ces points et « prit poste près de Braunfels. La brigade du général- « major baron d'Elsnitz, qui se portait de Bruck, par « Hohensolms, sur le Giessen, ne fut que faiblement « poursuivie par l'ennemi.

« Le 21 avril au matin, l'on fut informé que l'ennemi « était entré à Königstein et à Usingen, et qu'il pous- « sait déjà des partis vers le Mein : l'on apprit aussi « que le général Hoche marchait sur Giessen, qu'il « avait porté de ce côté tous ses régimens de hussards, « et avait le projet de forcer le corps d'armée dans son « flanc droit, de le repousser de la Lahn, et de le « jeter sur Friedberg, du côté de la colonne ennemie, « qui débouchait de Hombourg.

« Pour faire échouer ce projet de l'ennemi, le corps « d'armée se mit en marche le 21 à dix heures du matin,

« de Wetzlar, Braunfels et Giessen, et se dirigea sur
« Munzenberg. Pendant la marche, la brigade du gé-
« néral-major baron Elsnitz fut attaquée sur la hau-
« teur de Grunningen par la plus grande partie de la
« cavalerie de l'ennemi : elle était sur le point de
« céder à la grande supériorité du nombre, lorsque
« M. le feld-maréchal-lieutenant de Werneck accourut
« avec la cavalerie, attaqua brusquement l'ennemi et
« le repoussa. Le général ennemi Ney fut pris dans
« cette occasion, ainsi que deux pièces d'artillerie
« volante : on fit aussi plusieurs autres prisonniers.

« Le 22, le corps d'armée continua sa marche sur
« Ilbenstadt, et il s'y posta derrière la Nidda. L'on
« reçut dans cet endroit l'avis de Höchst, que le géné-
« ral Lefebvre s'avançait du côté de Francfort et cher-
« chait à gagner la position de Bergen. Le feld-maré-
« chal-lieutenant baron de Werneck, sur cette nou-
« velle, fit aussi-tôt avancer toute la cavalerie de la
« ligne sur Bergen ; il alla lui-même à la rencontre de
« l'ennemi, le chassa des hauteurs de Bergen, que son
« avant-garde occupait déjà ; et, vu les avantages qu'il
« avait en main, et sa supériorité en cavalerie, il eût
« infailliblement battu l'ennemi, si, dans ce moment
« même, la nouvelle de la conclusion d'un armistice
« ne fût arrivée.

« D'après l'accord arrêté en conséquence, la Nidda
« fut fixée pour limite respective, et nous acquîmes
« l'avantage important de sauver Francfort, et d'occu-
« per la position de Bergen, dans le cas où des opé-
« rations ultérieures auraient lieu ; avantage auquel l'on
« ne pouvait s'attendre, vu la rapidité des manœuvres

« de l'ennemi et la disproportion de soixante-cinq
« mille hommes, au moins, contre vingt-cinq mille.

« Le corps de réserve sous les ordres du général
« baron Simbschön, dont l'avant-garde arriva le 19 à
« la maison de péage près de Limbourg, n'ayant pu
« communiquer et agir de concert avec le corps d'ar-
« mée, fut repoussé par Neuhoff et Hochheim, et
« passa le Mein près de Russelsheim ».

Bulletin officiel.

« En addition à ce que nous avons déjà communiqué
« au public dans une feuille extraordinaire, au sujet
« des derniers événemens militaires sur le Rhin, il
« faut remarquer encore que, depuis la reprise des
« hostilités dans ces contrées, le 17 avril, le général
« Moreau entreprit le passage annoncé du Rhin dans
« les environs de Diersheim et de Haguenau, avec une
« masse de forces, qu'on dit avoir été de soixante ba-
« taillons : il employa, à cet effet, un nombre pro-
« portionné de radeaux et de bateaux plats, et il se
« procura par-là le moyen de repousser notre corps de
« troupes, posté dans cette partie sur les bords du
« Rhin, aux points les plus importans, jusques vers
« Bâle, et de les faire replier jusques vers Offembourg.
« Cependant, malgré toute la supériorité de l'ennemi,
« le lieutenant-feld-maréchal de Sztaray avait résolu
« de l'attaquer avec son corps; et blessé par un coup
« de fusil (*suivant des avis particuliers, il le fut par*

« *un fusil, qui partit inopinément, et par accident, du*
« *premier rang d'une compagnie de grenadiers, derrière*
« *lequel il s'était placé pour prendre note de quelques*
« *dispositions : il paraît du moins certain qu'il n'a pas*
« *été blessé par l'ennemi*), le général Sztaray fit conti-
« nuer l'attaque par le général-major Oreilly ; de
« part et d'autre on se battit, en cette occasion, avec
« une bravoure égale, avec une opiniâtreté qui ne
« cédait ni d'un côté, ni de l'autre : notre artillerie,
« éminemment bien servie, avait déjà démonté vingt-un
« canons à l'ennemi, qui estime lui-même sa perte,
« dans cette action, de trois à quatre mille hommes,
« lorsqu'à la fin notre corps de troupes, si peu nom-
« breux, fatigué par la grande supériorité de l'ennemi,
« dut renoncer à lui faire abandonner le terrein, qu'il
« avait déjà occupé.

« Le général-major Oreilly fut blessé et fait prison-
« nier en cette occasion : le général Immens fut égale-
« ment blessé ; mais le même sort échut aussi aux
« généraux ennemis Desaix, Duhem et Jordis. Le
« général d'artillerie Latour ordonna aussi-tôt au lieu-
« tenant-maréchal Staader de prendre le commande-
« ment de l'aile gauche à la place du lieutenant-feld-
« maréchal Sztaray, que sa blessure mettait hors d'état
« de le conserver. Lui-même il se mit en marche avec
« un corps de réserve sur Lenkenheim, afin d'arrêter
« les progrès ultérieurs de l'ennemi; et ce fut au milieu
« de ces circonstances, ainsi que nous l'avons déjà
« rapporté, que la nouvelle de la signature de la paix
« mit fin à la poursuite des hostilités.

« Pendant que ceci se passait à l'aile gauche de l'ar-

« mée, le lieuten[illegible] général feld-maréchal de Wer-
« neck avait aussi [illegible] à soutenir une vive attaque
« entre Giessen et Ilbenstadt. Le général français Hoche
« avait dirigé ses principales forces contre la division du
« général-major Elsnitz. Le général Werneck s'en
« apperçut, accourut au secours, et l'ennemi fut re-
« poussé. Le général français Ney fut fait prisonnier en
« cette occasion, avec quelques centaines de ses gens,
« et l'on prit deux canons. Le général Simschen eut
« aussi à soutenir, avec son corps, des combats conti-
« nuels, à l'issue desquels il prit sa position près de Rus-
« selsheim.

« Aussi-tôt après la réception de la nouvelle de la
« signature des préliminaires, le général Latour en fit
« part au lieutenant-feld-maréchal de Werneck, et
« précisément dans le même temps l'avis en parvint,
« de la part du général français Bonaparte, au général
« Hoche, de sorte qu'au départ des derniers rapports,
« les généraux, de part et d'autre, étaient déjà occupés
« à régler, de concert, les lignes de position dans l'en-
« ceinte desquelles les troupes respectives devront se
« tenir, jusqu'à ce que les circonstances se soient plei-
« nement développées, à l'effet de pouvoir agir suivant
« l'exigence de tous les cas ultérieurs.

« Les noms des officiers et des autres individus qui
« ont été tués, faits prisonniers ou blessés dans toutes
« ces occasions, ainsi que de ceux qui se sont distingués
« au point de mériter une mention particulière, seront
« communiqués au public dès que l'on aura reçu les rap-
« ports circonstanciés : pour le présent l'on se conten-
« tera de citer avec éloge, outre les généraux susmen-

« tionnés, le lieutenant-colonel [illegible]ohaska, de l'état-
« major-général ».

Article official du Gouvernement.

« Déjà avant l'arrivée de S. A. R. l'archiduc Charles
« à l'armée d'Italie, elle fut retirée derrière le Taglia-
« mento par le motif urgent de procurer aux troupes
« harassées et affaiblies par des fatigues et des embarras
« continuels, quelque repos, et de leur donner en
« même temps l'occasion de se faire joindre par les
« transports de renfort.

« Dans cette position, l'Archiduc vint trouver l'ar-
« mée : le général comte de Hohenzollern était sur la
« Piave avec un corps d'observation : il était particu-
« lièrement chargé de s'y maintenir aussi long-temps
« que les circonstances le permettraient, seulement
« dans le cas où l'ennemi s'avancerait de la Piave,
« tant près de Trévise que près de Bassano : ces rap-
« ports étaient venus en partie de l'intérieur de la
« France et de l'armée ennemie sur le Rhin ; en partie
« c'étaient des troupes retirées de la Romagne, après
« le traité de paix conclu avec le Pape.

« Les renforts, au contraire, que S. A. R. attendait
« pour son armée, ne pouvaient, malgré tout leur
« empressement à marches forcées, arriver à temps à
« leur destination.

« L'ennemi profita de sa supériorité et s'avança sur

« trois colonnes contre le corps du général de Hohen-
« zollern : celui-ci se replia sur Sacile, où il fut atta-
« qué le 12 mars, pendant qu'une autre colonne tâchait
« de le tourner par Porto-Buffole. Le combat fut assez
« vif : les troupes s'y comportèrent fort bien, et l'en-
« nemi ne put les faire reculer. Cependant, malgré cet
« avantage, le général de Hohenzollern jugea à propos
« de se replier, pendant la nuit, sur Bordonone,
« pour que l'ennemi ne l'y prévînt, en prenant un
« plus court chemin ; il continua sa marche par Corde-
« non sur Valvasone, afin d'éviter un combat ulté-
« rieur.

« Le 15, ce général passa le Tagliamento, et S. A. R.
« concentra étroitement toutes les troupes postées sur
« cette rive ; il ne fut laissé que quelque peu de cava-
« lerie sur la rive droite, pour observer les mouve-
« mens de l'ennemi. Le 16 l'ennemi s'avança de Valva-
« sone, et son avant-garde obligea le petit nombre de
« cavalerie que nous avions laissé sur cette rive droite,
« de se replier au-delà de la rivière. Comme, dans la
« saison présente, celle-ci est aisément guéable, tant
« pour de l'infanterie que pour de la cavalerie, l'ennemi
« la fit passer d'abord à sa cavalerie, de beaucoup supé-
« rieure à la nôtre, et par-là il facilita à son infanterie
« les moyens de passer également le Tagliamento. Il
« s'engagea à cette occasion un combat entre la cava-
« lerie ennemie et la nôtre, dans lequel celle-ci dut
« céder à la supériorité. Le général Schultz y fut blessé
« et fait prisonnier.

« Son Alt. R. fidèle à la résolution qui avait été
« prise, de n'entrer dans aucun engagement décisif avec

« l'ennemi avant l'arrivée des troupes de renfort, se « replia avec l'armée sur Gorice et Gradisca. En attendant, le corps posté près de Langaro, sous les ordres « du général de Lusignan, fut aussi attaqué par des « forces supérieures et forcé à se replier, après une « très-vigoureuse résistance, dans laquelle le bataillon « de Michel Wallis a sur-tout beaucoup souffert. Le « général de Lusignan, et le lieutenant-colonel Ude, « de Michel Wallis, ne se sont pas retrouvés après « le combat, et ont été probablement faits prisonniers.

« Suivant un rapport ultérieur de l'Archiduc, daté « de Wippach le 20 mars, l'armée s'était portée le 17 « sur Palma. Cette place vénitienne n'était pas en « état de se défendre, dégarnie d'artillerie et de tout « ce qui était nécessaire pour une résistance efficace. « D'ailleurs, le local n'y offre aucun avantage pour « une bonne position. En conséquence, S. A. R. fit replier l'armée derrière l'Isonzo; Gradisca fut munie « d'une garnison, pour assurer la retraite ultérieure de « l'armée; et cette retraite était nécessaire pour un « double motif; en premier lieu, parce que cette rivière, qui la plupart du temps est déjà navigable près « de Gorice, était si basse, par le temps sec qu'il fait « actuellement, qu'elle était guéable en plusieurs endroits; en second lieu, ainsi qu'il a été dit ci-dessus, « parce qu'on ne peut entrer dans aucune affaire décisive avec l'ennemi avant que les troupes aient été « portées au point où elles peuvent être jointes par « les renforts attendus. Ceux-ci s'avancent toujours; « et, d'après des avis qu'on vient de recevoir, l'avant-

« garde des troupes qui sont en marche sous les ordres « du lieutenant-feld-maréchal Mercantin, était attendue le 21 près de Villach. Son Alt. R. a donné les « instructions nécessaires au général Pittoni, qui commande à Trieste, pour toutes les occurrences qui « pourraient s'offrir ».

BULLETIN officiel, en date du 7 avril.

« Suivant les derniers rapports qu'on a reçus du « Tyrol, la situation des affaires y prend de plus en « plus un aspect rassurant. Le lieutenant-feld-maré- « chal baron de Kerpen se maintient toujours dans sa « position près de Sterzing, fortifiée par l'art et la nature : « l'ennemi a entrepris récemment une excursion contre « ses avant-postes de Mauls et de Friedenfels ; mais il « ne se hasarda point à s'approcher de la position de « Sterzing : après s'être emparé de quelque bétail, il se « replia sur-le-champ. Le susdit lieutenant-feld-maré- « chal n'attendait que la jonction de quinze mille « hommes du pays, qui devaient se rendre à l'endroit « désigné, faisant partie d'une force de quarante mille « hommes, à laquelle s'élevait déjà la levée en masse « de tous les habitans capables de porter les armes. « Ensuite M. de Kerpen, de concert avec ces braves « citoyens, qui manifestent une persévérance patrio- « tique pour la défense de la patrie, se proposait d'atta- « quer l'ennemi ; entreprise qui a été facilitée en partie « par une division aux ordres du général-major de

« Laudon, celle-ci s'étant portée contre Botzen avec « succès, dont on attend encore des détails ultérieurs.

« Il a été reçu, de la part de S. A. R. l'archiduc « Charles, la continuation des rapports, concernant les « mouvemens de l'armée sous ses ordres. Suivant ces « rapports, S. A. restait dans la ferme résolution de « *ne point accepter le combat de la part de l'ennemi* : en « conséquence, sur l'information que l'ennemi s'avan- « çait par Neumarkt et Borgau, l'Archiduc fit marcher « l'armée d'Unzmarkt sur Sudenbourg, tandis que « l'avant-garde ennemie prit poste sur les hauteurs de « Saint-George. En attendant, l'ennemi avait fait dans « la nuit toutes les dispositions pour attaquer notre « armée le lendemain. Son Alt. R. se résolut donc de « se replier avec elle jusqu'à Knittelfeld (dans la Styrie « supérieure) sur la Murr, à deux milles au-dessus de « Judenbourg. Pendant cette marche rétrograde, le « lieutenant-feld-maréchal Spork, posté avec un corps « près de Cortina, s'était tiré avec beaucoup d'intelli- « gence d'un embarras très-urgent. A l'approche du « danger, il réussit à sauver son artillerie avec les « gens qui la servaient et les attelages, en les mettant « en sûreté, tandis qu'avec son corps même il par- « vint, en franchissant les chemins les plus difficiles à « travers les montagnes, à gagner heureusement près « du Murau le chemin qui conduit à Saltzbourg, et à « établir de nouveau sa communication avec l'armée ».

Bulletin officiel du 10 *avril.*

« D'après les rapports arrivés du Tyrol, en date du « 6 de ce mois, le général-major baron de Landon a « effectué avec le meilleur succès l'entreprise contre « Botzen, contre laquelle il faisait des préparatifs depuis « plusieurs jours, avec les troupes sous ses ordres et les « habitans du pays, levés en masse, qui s'étaient réunis « à lui. Le 4 au soir il se rendit maître de cette ville, « après que ses troupes eurent été toute la journée en « action avec l'ennemi; et le 5 il s'était déjà avancé « sur Deutschen et Branzol. L'ennemi abandonna, dans « la nuit du 4 au 5 toute la vallée de l'Adige; savoir, « Miterwald, Oberau, Unterau : il brûla les deux « ponts entre Oberau et Aicha, et se replia avec la « plus grande précipitation dans le Pusterthal. Suivant « toutes les apparences, l'ennemi aura continué cette « retraite par la vallée susdite, sur Valsugana et Am- « pezzo, ou vers la Carinthie.

« Cette heureuse opération, qui a ranimé le courage « des braves et fidèles habitans du Tyrol, et qui a un « rapport si intime avec le bien-être de ce pays, a pro- « curé au lieutenant-feld-maréchal de Kerpen l'avan- « tage essentiel de pouvoir faire avancer aussi-tôt ses « avant-postes de Sterzing, et se mettre en marche « sur Mauls avec une partie de son corps d'armée: « Au départ de ces avis, le général baron de Landon se « disposait à continuer ses mouvemens et à pénétrer

« par Brixen. A cet effet, et pour causer à l'ennemi le
« plus de dommages possibles, tous les habitans des diffé-
« rentes vallées et des environs, qui ont cherché jusqu'à
« présent à se distinguer par leurs efforts patriotiques,
« ont été invités à se lever en masse, et l'on attend
« des nouvelles ultérieures sur l'issue de ce dessein.

« D'après les rapports ultérieurs arrivés aujourd'hui,
« 11 de ce mois, l'expédition, effectuée avec succès
« par le général-major baron de Laudon dans le Tyrol,
« a eu l'heureuse issue qu'on en attendait. Ce général
« avait continué ses mouvemens.

« Dès le 5, avec énergie, et par une manœuvre des
« plus habiles, il s'était porté au-delà de Botzen, par
« le chemin de Gunter-Guntersweg, sur les derrières
« de l'ennemi : celui-ci, effrayé par la levée en masse
« d'une foule immense d'habitans, animés par le plus
« vif amour de la patrie, abandonne précipitamment
« les postes de Clausen et de Seeben, qu'il occupait :
« il fut chassé avec autant de promptitude de Brixen,
« et fit sa retraite absolue par le Pusterthal : il doit
« être déjà près de Braunecken.

« Pendant ces heureux progrès, le lieutenant-feld-
« maréchal baron de Kerpen, s'avançait avec son corps
« sur toute la ligne : il se réunit avec le général baron
« de Laudon, établit son quartier-général à Brixen, et
« plaça ses avant-postes à Muhlbach. Le 6, ce général
« s'était de nouveau porté en avant, afin de chasser
« entièrement du Pusterthal l'ennemi, qui fuyait de-
« vant lui, tandis que M. de Laudon ne cesse de lui
« causer de l'inquiétude vers Trente. L'ennemi a aban-
« donné à Brixen un magasin considérable de farines :

« il avait jeté dans l'eau une grande quantité d'autres
« munitions : dans tous les pays évacués par l'ennemi,
« la joie des habitans était extrême de s'en voir délivrés;
« et leur zèle patriotique, comprimé pendant quelque
« temps, s'était réuni de nouveau aux généreux efforts
« de leurs frères d'armes, qui venaient de triompher
« si glorieusement de l'ennemi. L'on doit citer, à cette
« occasion, un trait qui eut lieu dans le combat du
« 2 avril. Deux habitans du pays, qui étaient tombés
« entre les mains des Français, avaient déjà obtenu
« quartier : cependant, malgré cette promesse, ils
« furent massacrés incontinent : une cruauté aussi
« perfide transporta de rage leurs frères d'armes; ils se
« précipitèrent avec fureur sur l'ennemi, déjà mis en
« désordre; ils assommèrent à coups de crosse tout ce
« qu'ils rencontrèrent, et ils employèrent tous les
« instrumens qui leur tombèrent sous la main pour
« venger ces deux victimes.

« Suivant des rapports arrivés d'Agram, il a été tiré
« un cordon depuis la rive droite de la Drave jusqu'à
« la rive gauche de la Save, pour couvrir les frontières
« du côté de la Carinthie, et pour donner à l'ennemi
« de l'inquiétude sur son flanc et sur ses derrières, s'il
« continuait de s'avancer. La position a été couverte
« par des retranchemens; et cette chaîne de troupes a
« été liée avec celle de d'Uskokerberg par Mottling
« et le long de la Carniole ».

Bulletin officiel du 16 *avril.*

« Des avis plus récens du Tyrol, datés du 13 de ce « mois, donnent à entendre que le général-major baron « Laudon a repris à l'ennemi, après un vif combat, le « poste de Lavis et l'a poursuivi dans sa fuite à plus de « mi-chemin de Trente, à laquelle occasion il lui a fait « un nombre considérable de prisonniers. Le corps aux « ordres du lieutenant-feld-maréchal baron Kerpen, « est aussi dans un mouvement continuel, pour re- « pousser l'ennemi toujours davantage. Le 10 avril, ce « corps s'avança de Bruneggen à Niederndorf; sur quoi « l'ennemi abandonna précipitamment sa position près « de Lintz. Il avait exigé 100 mille florins de contribu- « tion dans cette ville; et de cette somme il en avait « déjà arraché vingt-cinq mille, au moment de sa re- « traite; pour le paiement du reste il a emmené quatre « ôtages. En évacuant Lintz, l'ennemi a commis dans « tous les alentours de la ville beaucoup de pillages et « de dévastations, et par-là il a donné une nouvelle « preuve du peu de sincérité qu'il met à l'observation « des manifestes et déclarations qu'il a répandus de « tous côtés, pour assurer les bons et loyaux habitans du « pays de son intention de les épargner et de les traiter « en amis ».

« *Du même jour* 16 *avril.* Les avis favorables du « Tyrol, que nous venons de communiquer aujourd'hui « au public, ont été suivis d'autres d'une teneur non « moins agréable. Le 10 de ce mois, le général-major

« baron Laudon a repris possession de Trente : il a fait
« à cette occasion trois cents prisonniers : il a pris deux
« canons, beaucoup de caissons, et il a causé à l'ennemi,
« complètement battu, une perte très-sensible, tandis
« qu'elle n'a été que peu considérable de notre côté. On
« donnera le détail de cet événement, ainsi que des
« suites qu'il a eues. Les habitans armés du pays n'ont
« encore rien négligé dans cette rencontre, pour faire
« briller leur courage patriotique sous le plus beau jour,
« pour appuyer l'entreprise du général-major Laudon
« avec la plus grande énergie ».

« *Du* 17 *avril.* Les progrès du général-major baron
« Laudon avec son corps dans le Tyrol, sont une preuve
« irréfragable de la valeur, tant de ses troupes que de la
« masse de ses habitans armés, qui se sont levés pour le
« seconder. Suivant un rapport du même général, daté
« de Trente le 12 de ce mois, et apporté ici par esta-
« fette, il a aussi chassé l'ennemi de Roveredo, de Tor-
« bole et de Riva, et il a occupé ces endroits : il s'est
« emparé sur l'ennemi, à cette occasion, de plusieurs
« magasins à poudre, de douze canons, et il lui a fait
« quatre cents prisonniers. Suivant les informations qu'il
« a reçues de ses avant-postes, l'ennemi se repliait sur
« Rivoli : le général-major baron Laudon assure qu'il
« tâcherait de profiter, autant que possible, des avan-
« tages qu'il venait de remporter, en combinaison avec
« l'ensemble des opérations ».

SUPPLÉMENT
AUX
PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N. B. La lettre du Général Bonaparte au Prince Charles qui a provoqué la négociation du traité de Léoben, ayant été insérée dans le texte du présent volume, page 178, nous avons cru devoir joindre ici la réponse du Prince Charles et les différentes pièces diplomatiques ultérieures.

Réponse de l'Archiduc Charles à la lettre du Général Bonaparte.

De mon quartier-général, le 2 avril 1797.

Monsieur le Général,

Assurément, tout en faisant la guerre, M. le Général, et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je desire, ainsi que vous, la paix, pour le bonheur des peuples et de l'humanité. Comme néanmoins, dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter ni de déterminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni, de la part de S. M. l'Empereur, d'aucun plein-pouvoir pour traiter, vous trouverez naturel, M. le Général, que je n'entre là-dessus avec vous en aucune négociation, et que j'attende des

ordres supérieurs sur un objet d'aussi haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort. Quelles que soient, au reste, les chances futures de la guerre, ou les espérances de la paix, je vous prie de vous persuader, M. le Général, de mon estime et d'une considération distinguée.

Signé : CHARLES, F. M.

Lettre du Comte de Bellegarde et M. de Meerveldt, au Général Bonaparte, en date de Judenburg, le 7 avril 1797.

Sa Majesté l'Empereur Roi, n'ayant rien de plus à cœur que de concourir au repos de l'Europe, et de terminer une guerre qui désole les deux nations, en conséquence de l'ouverture que vous avez faite à son altesse royale, par votre lettre de Clagenfurth, Sa Majesté l'Empereur nous a envoyés vers vous pour s'entendre sur cet objet d'une si grande importance.

Après la conversation que nous venons d'avoir avec vous, et persuadés de la bonne volonté comme de l'intention des deux puissances, de finir le plus promptement possible cette guerre désastreuse, son altesse royale desire une suspension d'armes de six jours, afin de pouvoir, avec plus de célérité, parvenir à ce but desiré, et afin que toutes les longueurs et les obstacles que la continuation des hostilités porterait aux négociations soient levés, et que tout concoure à rétablir la paix entre les deux grandes nations.

Signés *le Comte* DE BELLEGARDE, *lieutenant-général.*
MEERVELDT, *général-major.*

Réponse du Général Bonaparte, à MM. les Généraux Bellegarde et Meerveldt, au quartier-général de Judenburg.

Le 19 germinal an V.

MESSIEURS,

Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est toute contraire à l'armée française; mais si elle doit être un acheminement à la paix tant desirée, et si utile aux deux peuples, je consens sans peine à vos desirs.

La République française a manifesté souvent à Sa Majesté son desir de mettre fin à cette lutte cruelle: elle persiste dans ces mêmes sentimens, et je ne doute pas, après la conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, que sous peu de jours la paix ne soit enfin rétablie entre la République française et Sa Majesté.

Je vous prie de croire aux sentimens d'estime et de considération distinguée avec lesquels je suis, Messieurs,

Signé: BONAPARTE.

Conditions de la suspension d'armes.

Le général Bonaparte, commandant en chef l'armée française en Italie,

Et son altesse royale l'archiduc Charles, commandant en chef l'armée impériale,

Voulant faciliter les négociations de paix qui vont s'ouvrir, conviennent :

ARTICLE Ier.

Il y aura une suspension d'armes entre les armées française et impériale, à dater de ce soir 7 avril, jusqu'au 13 avril au soir.

II.

L'armée française gardera la ligne suivante : les avant-postes de l'aile droite de cette armée resteront dans la position où ils se trouvent aujourd'hui, entre Fiume et Trieste ; la ligne se prolongera en occupant Treffen, Littai, Windischleistritz, Marburg, Chienhauffen, la rive droite de la Muchr, Gratz, Bruch, Léoben, Trasayak, Mantern, le chemin de Mantern jusqu'à Rottenmann ; Rottenmann, Irdinng, la vallée de Lems jusqu'à Rastadt, Saint-Michel, Spital, la vallée de la Drave, Lientz.

III.

La suspension d'armes aura lieu également pour le Tyrol ; les généraux commandant les troupes françaises et impériales dans cette partie, régleront ensemble les postes qu'ils doivent occuper.

Les hostilités ne recommenceront, dans le Tyrol, que vingt-quatre heures après que les généraux en chef en seront convenus, et, dans tous les cas, vingt-quatre heures après que les généraux commandant les

troupes françaises et impériales dans le Tyrol s'en seront réciproquement prévenus.

Fait à Judenburg, le 7 avril 1797.

Signés : MEERVELDT, *général-major; le Comte de* BELLEGARDE, *lieutenant-général au service de l'Empereur;* BONAPARTE, *général en chef de l'armée de la République française.*

Armistice pour le Tyrol et l'Italie, signé à Vérone le 18 *avril* 1797.

Nous soussignés Balland, général de division près l'Adige, et Comte Neipperg, commandant de l'avant-garde du corps d'armée du général Laudon, avons arrêté pour le Tyrol et l'Italie les suivantes conditions de l'armistice conclu le 7 avril entre les armées impériales et françaises.

ARTICLE PREMIER.

L'armistice commencera le 18 avril et durera jusqu'au 23 avril.

II.

Les limites pour les troupes françaises sont : Bassano, sur la Brenta; Volargne, Pastungo, Lazice, et la moitié du lac de la Garde.

III.

Les limites pour les troupes impériales s'étendent sur Quero, Feltre, Kofel, Thiene et Schio, Peri Ri-

valta, Malsesine, Limon, Rocca d'Anfo, Lower, et le long du Tyrol jusqu'à Ponte di Legno, à la source de la rivière de l'Oglio. Tout le terrein entre les deux limites est neutre.

IV.

Cet armistice est prolongé, ainsi que l'armistice entre les deux armées principales se renouvelle. La dénonciation se fait vingt-quatre heures d'avance.

Fait à la citadelle de Vérone, le 18 avril 1797.

LAUDON, NEIPPERG, BALLAND.

Extrait de la première convention pour l'armistice entre les généraux en chef des armées autrichiennes et françaises du Bas-Rhin à Francfort.

Le 24 d'avril 1797 (5 floréal de l'an V de la République française), les généraux en chef des armées autrichiennes et françaises du Bas Rhin, réunis à Francfort, pour prendre d'accord les arrangemens convenables pour l'établissement et la sûreté des armées respectives, pendant la durée de l'armistice conclu en Italie lors de la signature des préliminaires de la paix, sont convenus de ce qui suit:

Dans le cas où les hostilités recommenceraient, les places de Mayence et d'Ehrenbreitstein seront ravitaillées pour autant de jours que l'armistice aura duré. Les généraux autrichiens préviendront les généraux français de ce ravitaillement, afin qu'il puisse être

constaté ; il pourra être fait de huit en huit jours pendant le temps que durera l'armistice seulement.

Dans le cas où il surviendrait pendant l'armistice quelques difficultés qui n'auraient pas été prévues par la présente convention, les commandans respectifs des divisions qui seront en présence l'un de l'autre, seront autorisés à les terminer à l'amiable, pourvu toutefois qu'elles ne soient pas d'une importance majeure pour l'une ou l'autre armée.

Fait et arrêté double entre les généraux soussignés.

WERNECK, *lieutenant-général et commandant le corps d'armée de l'aile droite au Bas-Rhin, au service de Sa Majesté l'Empereur.*

HOCHE, *général.*

Seconde convention passée entre le lieutenant-général baron de Werneck, et le général en chef Hoche.

Les généraux en chef des deux armées autrichienne et française sur le Bas-Rhin, sont convenus que, pour éviter toute contestation, les postes de chaque armée s'étendraient au-delà des sources de la Nidda, des deux côtés du chemin qui conduit d'Ulrichstein à Lauterbach et Grebenau jusqu'à Nieder-Jos sur la Fulde, sans qu'aucun corps ou patrouille de l'une ou l'autre armée puissent outrepasser cette ligne. Ils sont également convenus que, dans le cas où les hostilités devraient recommencer, ils se préviendront quatorze jours d'avance, au lieu de quatre qui avaient été stipulés dans la pre-

mière convention du 24 avril (5 floréal, cinquième année républicaine).

Fait double à Francfort, le 12 mai 1797 (le 23 floréal an V de la République).

WERNECK, *lieutenant-général et commandant le corps d'armée du Bas-Rhin.*

HOCHE, *général.*

Conforme à l'original,

SALZMANN, *lieutenant-adjudant.*

Convention au nom des chefs des armées de Rhin et Moselle et de Sambre et Meuse, touchant l'armistice sur les rives du Rhin.

Propositions de Regnier.

Le général de division Regnier, envoyé par le Général en chef Moreau, pour régler la démarcation des armées autrichiennes et françaises pendant que la paix avec l'Empereur se négocie, et en attendant de nouveaux ordres des deux gouvernemens, propose au général Bellegarde, chargé de pouvoirs de l'archiduc Charles, commandant les armées autrichiennes et de l'Empereur, de convenir des articles suivans:

ARTICLE PREMIER.

Dans les cas où les négociations seraient rompues et les armées forcées de recommencer les hostilités, les généraux se préviendront quinze jours d'avance de la rupture de l'armistice. La présente disposition sera commune aux deux armées françaises de Sambre et Meuse et de Rhin et Moselle.

II.

L'armée autrichienne aura les avant-postes sur la rive droite de la Murg, depuis son embouchure jusqu'à Freudenstadt, à Rippolzau, Valkenstein, Fischbach, Esch, Mulbach, Elzach, et sur la rive gauche de l'Elz jusqu'à son embouchure. L'armée de Rhin et Moselle aura des avant-postes à Schertzheim, Reuchelshe, Muckschopf, Muhlbach, Litzloch, Hasselbach, Ried, Sasbach, Schuzberg, Lauf, Langen-Horneberg, alte Glashutten, la sommité des montagnes depuis ce dernier village et le Mummelzée au Zollhaus sur le Knibis; la même sommité depuis le Knibis jusqu'à Snelingen et Hasslach, Hochstetten, Derlebach, Schmidheim, Malberg, Oschwihr, Greffenhausen et Cassel.

L'intervalle entre les deux lignes d'avant-postes, sera regardé comme neutre, et l'armée autrichienne y conservera des sauve-gardes.

III.

La ligne des avant-postes dans le Palatinat, sur la rive gauche du Rhin, sera la même que les troupes des deux armées ont occupée pendant l'hiver dernier.

IV.

Le libre passage par la route des montagnes, depuis Sasbach jusqu'à Malberg, sera accordé aux officiers et courriers envoyés du corps d'armée du Bas-Rhin à celui qui occupe le Brisgaw et le Haut-Rhin; ce même passage sera libre pour le commerce et les convois des

vivres, mais non pour les troupes et transports d'artillerie. Les officiers et courriers envoyés de l'armée de Rhin et Moselle à celle de Sambre et Meuse, pourront aussi passer par la rive droite du Rhin.

Heidelberg, le 11 mai 1797 (22 floréal an V de la République française).

Le général de division chef de l'état-major général de l'armée de Rhin et Moselle,

REGNIER.

Réponse du comte de Bellegarde aux propositions du général Regnier.

En réponse aux propositions faites par M. le général de division Regnier, pour régler une ligne de séparation entre les armées impériales et françaises pendant la durée des négociations, le lieutenant-général comte de Bellegarde, muni de pouvoirs de S. A. R. monseigneur l'archiduc Charles, pour traiter sur cet objet, en considération des avantages qui en résulteraient pour les deux partis jusqu'à l'arrivée des ordres relatifs à des dispositions différentes des gouvernemens réciproques, a l'honneur d'observer,

1°. Que le premier article tendant à une dénonciation de quinze jours dans le cas que l'armistice fût rompu, étant également avantageux aux deux partis, le lieutenant-général comte de Bellegarde l'adopte avec plaisir.

2°. Le second article renferme des propositions d'agrandissement qui ne paraissent pas compatibles

avec la suspension des hostilités et avec les intentions pacifiques des puissances. L'armée autrichienne serait dans le cas de céder volontairement un terrein qui aurait été vivement disputé les armes à la main, au lieu qu'après la signature des préliminaires, elle aurait le droit de réclamer l'évacuation des possessions appartenantes à Sa Majesté l'Empereur. Le lieutenant-général comte de Bellegarde ne pouvant accéder à de pareilles prétentions, croit qu'il serait infiniment plus convenable de laisser les armées dans leurs positions actuelles, et d'attendre dans cette attitude les ordres ultérieurs des gouvernemens respectifs. Pour cependant satisfaire au desir manifesté par M. le général Regnier, d'établir une ligne neutre entre les armées, il n'est guère possible d'en proposer une plus juste et plus équitable, que la distance de la Renchen à la Murg sur la gauche, et de la Schlutter à l'Elzpach sur la droite de l'armée française; dans les montagnes les troupes des deux partis conserveraient à-peu-près les postes qu'elles occupent présentement, et les deux armées établiraient une ligne de sauve-gardes dans les villages et endroits suivans, en avant des rivières qui séparent leurs positions.

Pour les sauve-gardes françaises :

Scherzheim.	Gamshurst.
Beuchenloch.	Hasselbach.
Muckschopf.	Groschweyer.
Membrechtshofen.	Mallhorst.
Mulbach.	Bied.
Lutzloch.	Sassbach.

Obersassbach.	Zell.
Schuzberg.	Hasslach.
Ottenberg.	Duttenstein.
Cappel.	Schmiheim.
Wolfach.	Sulz.
Oberkirch.	Kuppenheim.
Lauterbach.	Malberg.
Tous les Saints.	Ostwiher.
Oppenau.	Gravenhausen.
Hamersbach.	Kappel.

Pour les sauve-gardes autrichiennes :

Helmlingen.	Valkenstein.
Grœffelsbaum.	Fischbach.
Lichtenau.	Waldstein.
Varnsbruckhof.	Esch.
Unzurst.	Hochstetten.
Zell.	Mulbach.
Breiturst.	Schweighausen.
Hazweyer.	Lutschenhall.
Ottersweyer.	Ettenheimmunster.
Hafft.	S.-Landelin.
Niederhofen.	Munchsweiller.
Lauff.	Walburg.
Langenhornberg.	Altdorf.
Glasshutt.	Rust.
Zollhaus au Kniebis.	Niederhausen.
Rippoltsau.	

Les endroits Malberg, Ostwiher, Graveuhausen, Sulz, Kappel, etc. ont été occupés par les troupes fran-

çaises deux jours après la suspension des hostilités, et le droit de les réclamer ne peut être contesté ; on les cède cependant, à condition que les hameaux de Finbuch et Mos, le village d'Ottersweyer, et généralement tous les endroits qui sont occupés dans notre ligne, et qui se trouvent fort en arrière de nos avant-postes actuels, soient entièrement évacués par les troupes françaises.

3°. L'article III n'est sujet à aucune discussion, dès que les avant-postes sur la rive gauche du Rhin rentrent dans les positions qu'ils occupaient pendant l'hiver dernier.

4°. Le libre passage par la Bergstrass pour les courriers, les officiers, le commerce, et les convois de vivres, n'aura lieu que jusqu'au jour auquel la dénonciation de la trève aura été déclarée.

Heidelberg, le 12 mai 1797.

Signé *le comte* DE BELLEGARDE, *lieutenant-général*.

Propositions faites au nom de S. A. R. l'archiduc Charles, à l'adjudant du général Hoche, à Heidelberg.

Le lieutenant-général comte de Bellegarde, envoyé de la part de S. A. R. monseigneur l'archiduc Charles, pour convenir avec MM. les officiers français munis des pouvoirs de leurs généraux en chef, d'une ligne de démarcation entre les armées respectives, pendant la durée des négociations, ou jusqu'à l'arrivée des ordres

supérieurs, propose à M. d'Auttanne, adjudant-général de M. le général Hoche, les articles suivans :

ARTICLE PREMIER.

Les hostilités ne pourront recommencer qu'après s'en être prévenu quinze jours d'avance, à compter de l'heure où le porteur de la déclaration arrivera aux avant-postes de la partie adverse. Quoique cette mesure ne soit plus nécessaire, il est juste qu'elle soit adoptée sur toute la ligne, parce qu'elle est reconnue par l'armée de Rhin et Moselle.

II.

Les avant-postes des armées autrichiennes et françaises sur la rive gauche du Rhin, et vis-à-vis de Mayence, reprendront les positions qu'ils ont occupées pendant l'hiver dernier; on en est également convenu avec l'armée de Rhin et Moselle.

III.

Il ne paraît pas conforme aux principes de loyauté d'une grande nation de fouler et d'épuiser les provinces dont elle est en possession momentanée jusqu'à la conclusion de la paix, et le Général en chef est sans doute trop juste pour ne pas sentir que de nouvelles vexations et contributions ne répondraient pas aux dispositions pacifiques des gouvernemens, sur-tout après la signature des préliminaires.

IV.

Le lieutenant-général comte de Bellegarde se rapporte à la ligne de séparation déterminée dans la convention

qui a été arrêtée entre les généraux Werneck et Hoche, et observe que les sources de la Nidda ayant été articulées comme un point de démarcation pour l'aile gauche de l'armée de Sambre et Meuse, il paraît incontestable que les deux armées ne peuvent se porter au-delà ; pour cependant éloigner tous les mésentendus entre les commandans des détachemens, et prévenir tout objet de litige, on propose la rivière de l'Ohm, dont la source est très-rapprochée de la Nidda, pour contenir le débordement que des officiers en sous-ordre se permettent sur le flanc gauche de l'armée de Sambre et Meuse.

V.

Tout ce qui a été fixé à la convention de MM. les généraux Werneck et Hoche, à l'égard du ravitaillement des forteresses, ainsi que de la libre navigation sur le Mein, Rhin et Moselle, continuera d'être reconnu sur le même pied.

Heidelberg, le 12 mai 1797.

Signé *le comte* DE BELLEGARDE, *lieutenant-général.*

Réponse.

L'adjudant-général d'Auttanne, chargé de pouvoirs par le général Hoche, commandant en chef l'armée française de Sambre et Meuse, pour déterminer une ligne de démarcation entre les armées respectives, a l'honneur de répondre aux articles qui lui ont été proposés par M. le lieutenant-général comte de Bellegarde, chargé également de pouvoirs par S. A. R. l'archiduc Charles.

ARTICLE PREMIER.

Tel qu'il est énoncé dans les propositions du lieutenant-général comte de Bellegarde.

II.

Les avant-postes de l'armée française de Sambre et Meuse sur la rive gauche du Rhin, demeureront tels qu'ils ont été convenus entre M. le général commandant à Mayence, et les généraux français qui commandent aux environs de cette place.

III.

Il est très-conforme aux principes militaires qu'une armée vive aux dépens du pays conquis; mais les principes de loyauté, de justice, d'humanité du général Hoche sont trop connus pour qu'il n'allège, autant que possible, les contributions que la subsistance de l'armée exige, jusqu'à ce qu'il ait reçu des ordres positifs du gouvernement français à cet égard.

IV.

Je ne puis accepter la rive gauche de l'Ohm pour démarcation, et je demande, au contraire, la rive gauche de la Altfeld par Stockhausen et Schliz, jusqu'à son confluent avec la Fulde.

V.

Le cinquième article est reconnu.

Heidelberg, le 23 floréal, l'an V de la République française (12 mai).

Signé l'*adjudant-général* D'AUTTANNE.

Armistice conclu entre M. le colonel de Sechter, commandant d'Ehrenbreitstein, et le général de brigade Goullus, commandant les troupes françaises devant la dite forteresse, au quartier-général à Vallendar.

Le [illegible]floréal, an V de la République (25 avril 1797.)

La nouvelle officielle nous étant parvenue que les généraux français ont conclu un armistice avec les généraux autrichiens commandant les places forteresses de Francfort, de Cassel et de Mayence, nous général français avons cru, pour éviter des affaires des postes, toujours destructives, devoir en donner connaissance au gouvernement de la forteresse. Après avoir statué sur les points principaux, nous sommes réciproquement convenus des articles suivans :

A dater de ce jour, 24 avril 1797 (v. st.) ou 6 floréal, toutes les hostilités cesseront entre les troupes républicaines et impériales.

Les troupes françaises occuperont le plateau du Schindkaul, les chapelles de Niederberg et d'Arzheim, les moulins Paulus et Heihelé, et le village de Pfaffendorf.

Les troupes impériales seront établies en présence des postes français; ils seront l'un et l'autre d'égale force; aucun d'eux ne pourra dépasser la ligne déterminée, ni s'attaquer sans en avoir reçu l'ordre immédiat de leurs chefs respectifs.

Il est défendu aux parties contractantes de faire aucun ouvrage ostensible, soit dans l'intérieur, soit dans l'extérieur de sa place.

On pourra réciproquement rompre l'armistice en se prévenant douze heures d'avance.

Nous nous reposons entièrement l'un et l'autre sur l'honneur qui caractérise des officiers; il ne sera donné aucun ôtage; la signature des contractans servira seule de garantie à l'exécution du présent.

Le commandant de la forteresse d'Ehrenbreitstein,

SECHTER.

Le général de brigade GOULLUS.

Articles additionnels.

Les habitans du Thal provisoirement pourront, avec l'autorisation expresse du commandant du fort, aller à Coblence pour affaires de commerce ; il en sera usé de même pour ceux de Coblence qui en obtiendront la permission du général français.

La liberté de la poste aux lettres sera également permise aux parties contractantes, si la communication en a été ouverte par les généraux en chef des deux armées.

L'aqueduc du Coqrouge (*Rothenhahn*), qui porte de l'eau dans la forteresse, sera rétabli jusqu'à l'ouverture des hostilités.

La navigation du Rhin et de la Moselle sera libre seulement pour le transport des malades et blessés, et pour celui de toutes les provisions de bouche et de fourrage nécessaires à la subsistance de l'armée française.

Il sera établi un officier autrichien qui résidera à Coblence pour la surveillance de la liberté limitée du Rhin et de la Moselle. Le commandant de cette place donnera toujours une ordonnance pour accompagner

cet officier toutes les fois qu'il voudra sortir; il ne pourra jamais passer le pont de la Moselle, ni aller à la Chartreuse.

Cet accord n'est que provisoire, et dans le cas où les généraux en chef des deux armées s'y opposeraient, il sera déclaré nul.

Le commandant de la forteresse d'Ehrenbreitstein, SECHTER.

Le général de brigade GOULLUS.

Traité de paix *préliminaire conclu à* LÉOBEN *entre l'Autriche et la France*, *le* 18 *avril* 1797, *avec onze articles séparés et secrets.*

Articles préliminaires de paix.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, etc. et le Directoire exécutif, au nom de la République française, animés du même desir de mettre fin aux maux de la guerre par une paix prompte, juste et solide, sont convenus des articles préliminaires suivans :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura amitié et bonne intelligence entre S. M. l'Empereur et roi et la République française : les hostilités entre les deux puissances, cesseront, à dater d'aujourd'hui.

II.

S. M. l'Empereur et Roi, et la République française, conserveront entre eux le même cérémonial, quant

au rang et aux autres étiquettes, que ce qui étaît pratiqué entre l'Empereur et la France avant la guerre actuelle.

III.

S. M. l'Empereur et la République française s'engagent à faire tout ce qui sera en leur pouvoir pour contribuer à la tranquillité intérieure des deux Etats.

IV.

Les deux parties contractantes enverront au plutôt des plénipotentiaires dans la ville de Berne, pour y traiter et conclure dans l'espace de trois mois, ou plutôt, si faire se peut, la paix définitive entre les autres puissances : à ce congrès seront admis les plénipotentiaires des alliés respectifs, s'ils accèdent à l'invitation qui leur sera faite.

V.

S. M. l'Empereur ayant à cœur que la paix se rétablisse entre l'Empire germanique et la France, et le Directoire exécutif, voulant également témoigner à S. M. Impériale son desir d'asseoir la dite paix sur des bases solides et équitables, conviennent d'une cessation d'hostilités entre l'Empire germanique et la France, à commencer d'aujourd'hui : il sera tenu un congrès, formé de plénipotentiaires respectifs, pour y traiter et conclure la paix définitive entre les deux puissances, sur la base de l'intégrité de l'Empire germanique.

VI.

S. M. l'Empereur et Roi renonce à tous ses droits sur

les provinces Belgiques connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens, et reconnaît les limites de la France décrétées par les lois de la République française; la dite renonciation est faite aux conditions suivantes :

1°. Que toutes les dettes hypothécaires attachées au sol des pays cédés, seront à la charge de la République française.

2°. Que tous les habitans et possesseurs des provinces Belgiques qui voudront sortir du pays, seront tenus de le déclarer trois mois après la publication du traité de paix définitif, et auront le temps de trois ans pour vendre leurs biens meubles et immeubles.

3°. Que la République française fournira à la paix définitive un dédommagement équitable à S. M. l'Empereur et Roi, qui soit à sa convenance.

VII.

La République française, de son côté, restituera à S. M. Impériale tout ce qu'elle possède des États héréditaires de la maison d'Autriche, non compris sous la domination des provinces Belgiques.

VIII.

Les armées françaises évacueront d'abord, après la ratification faite par S. M. Impériale des présens articles préliminaires, les provinces autrichiennes qu'elles occupent; savoir : la Styrie, la Carinthie, le Tyrol, la Carniole et le Frioul.

IX.

Les prisonniers de guerre seront respectivement

rendus, après la ratification des préliminaires, aux différens points qui seront désignés de part et d'autre.

Nous soussignés, en vertu des pleins-pouvoirs de S. M. l'Empereur et Roi, et de la République française, avons arrêté les présens articles préliminaires de paix, qui resteront secrets jusqu'à ce qu'en soit fait l'échange des ratifications en forme due, dans le terme d'un mois ou plutôt, si faire se pourra, et qui aura lieu dans la ville d'Udine.

Fait au château d'Eckenwald, près de Léoben, le 18 avril 1797 (29 germinal, an V de la République française).

Le marquis DE GALLO.
Le comte DE MERVELD, *général-major*.
BONAPARTE.

Articles préliminaires secrets.

Il est convenu entre S. M. l'Empereur et Roi, et la République française, des articles suivans :

ARTICLE PREMIER.

Que malgré les dispositions de l'article VII des préliminaires de paix arrêtés entre les puissances contractantes sous la date d'aujourd'hui, S. M. l'Empereur renonce à la partie de ses Etats en Italie qui se trouve au-delà de la rive droite de l'Oglio et de la rive droite du Pô, à condition que S. M. Impériale sera dédommagée de cette cession, ainsi que de celles faites par l'article VI des préliminaires, par la partie de la terre ferme vénitienne comprise entre l'Oglio, le Pô, la mer Adria-

tique et ses Etats héréditaires, ainsi que par la Dalmatie et l'Istrie vénitienne; et par cette acquisition, les engagemens contractés par la République française vis-à-vis S. M. Impériale, par l'article VI des préliminaires, se trouvent remplis.

II.

La République française renonce, de son côté, à ses droits sur les trois légations de la Romagne et de Bologne, cédées à la France par le traité de Tolentino, en se réservant cependant la forteresse de Castel-Franco, avec un arrondissement dont le rayon, qui ne pourra pas être moindre de la portée du canon, serait égal à la distance depuis ses murs jusqu'aux confins de l'Etat de Modène. La partie des Etats de la République de Venise, comprise entre l'Adda, le Pô, l'Oglio, la Valteline et le Tyrol, appartiendra à la République française.

III.

Les deux parties contractantes se réservent et se garantissent l'une à l'autre les dits Etats et pays acquis sur la terre ferme vénitienne.

IV.

Les trois légations de la Romagne, de Ferrare et de Bologne, cédées par la République française, seront accordées à la République de Venise, en dédommagement de la partie de ses Etats dont il est parlé dans les trois articles précédens.

V.

S. M. l'Empereur, et le Directoire exécutif de la République française, se concerteront pour lever tous les obstacles qui pourraient s'opposer à la prompte exécution des articles précédens, et nommeront à cet effet des commissaires ou des plénipotentiaires, qui seront chargés de tous les arrangemens convenables à prendre pour se mettre d'accord avec la République de Venise.

VI.

Les forteresses de Palma-Nuova, Mantoue, Peschiera, Porto-Legnago, et les châteaux de Vérone, d'Osopo et de Brescia, occupés actuellement par les troupes françaises, seront remis à S. M. l'Empereur d'abord après l'échange des ratifications du traité de paix définitif, ou plutôt, si cela pouvait s'arranger d'un commun accord.

VII.

Les ouvrages des dites forteresses seront rendus dans l'état où ils se trouvent aujourd'hui; et quant à l'artillerie, les places vénitiennes seront rendues avec celle qu'on y a trouvée au moment de leur occupation, et la place de Mantoue sera rendue avec cent vingt pièces d'artillerie de siége.

VIII.

Les deux puissances contractantes conviennent que la partie des Etats d'Italie cédée par S. M. l'Empereur et Roi dans le premier des articles secrets, et la partie

des États vénitiens acquise à la République française par l'article II, formeront désormais une République indépendante.

IX.

S. M. Impériale ne s'oppose point aux arrangemens que la République française a pris avec le sérénissime duc de Modène relativement aux duchés de Modène, Reggio et de Massa Carrara, à condition que la République française se réunira avec S. M. l'Empereur, pour obtenir à la paix générale et à celle de l'Empire germanique, une compensation équivalente, en faveur du dit duc de Modène et de ses héritiers légitimes.

X.

Les pays respectivement échangés en vertu des articles précédens, conserveront leurs priviléges, et les dettes hypothécaires sur eux suivront le territoire, et resteront à charge des nouveaux possesseurs.

XI.

Tous les habitans des dits pays qui voudront les quitter, seront maîtres de le faire, et devront le déclarer dans l'espace de trois mois de la prise de possession, et il leur sera accordé le terme de trois ans pour vendre leurs biens meubles et immeubles.

Nous soussignés, en vertu des pleins-pouvoirs de S. M. l'Empereur et de la République française, avons signé les présens articles secrets, qui auront la même force que s'ils étaient insérés de mot à mot dans les ar-

ticles préliminaires, et qui seront ratifiés et échangés en même temps.

Fait au château d'Eckenwald, près de Léoben, le 18 avril 1797 (29 germinal, an V de la République française).

Le marquis DE GALLO.

Le comte DE MERVELD, *général-major.*

BONAPARTE.

Note.

La ratification de l'Empereur fut présentée par le marquis de Gallo au Général en chef Bonaparte, le 23 avril; au quartier-général de Gratz, afin de commencer de suite l'évacuation des provinces allemandes, ainsi qu'il avait été stipulé par l'article VIII, et l'échange des ratifications des deux puissances se fit formellement à Montebello, près de Milan, le 24 mai de ladite année, entre les deux plénipotentiaires sus dits.

On y ajouta un acte de la même date, *sub spe rati*, par lequel on s'engageait de terminer de suite le traité de paix définitif, pour mettre respectivement chaque partie en possession des pays cédés, et pour rentrer de chaque côté dans ses limites, et on y stipula que le congrès désigné aux articles IV et V serait ouvert d'abord dans la ville de Berne, et que la France y accepterait la médiation de S. M. l'Empereur pour la paix entre elle et les alliés de S. M. Impériale, et l'Empire germanique. Mais le dernier acte n'eut pas son effet, parce que la cour de Vienne l'annulla, déclarant de ne vouloir pas signer la paix définitive sans la réunion du congrès de Berne, et le concours simul-

tané de tous les alliés. La négociation se prolongea par conséquent jusqu'à la paix de Campo-Formio, conclue sept mois plus tard, c'est-à-dire le 17 octobre de la même année 1797, dans laquelle la cour de Vienne ne stipula pas moins sans ses alliés, mais avec des conditions bien différentes.

Traité de paix *conclu à Campo-Formio, le 26 vendémiaire an VI (17 octobre 1797), entre la République française et l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême.*

Traité de paix.

Sa Majesté l'Empereur des Romains et roi de Hongrie et de Bohême,

Et la République française, voulant consolider la paix dont les bases ont été posées par les préliminaires signés au château d'Eckenwald, près de Léoben, en Styrie, le 18 avril 1797 (29 germinal, an V de la République française, une et indivisible), ont nommé pour leurs plénipotentiaires; savoir : S. M. l'Empereur et Roi, le sieur D. Martius Mastrilli, noble patricien napolitain, marquis de Gallo, chevalier de l'ordre royal de S. Janvier, gentilhomme de la chambre de S. M. le roi des Deux-Siciles, et son ambassadeur extraordinaire à la cour de Vienne.

Le sieur Louis, comte du Saint-Empire romain, de Cobenzel, grand'croix de l'ordre royal de S.-Etienne, chambellan, conseiller d'état intime actuel de sadite Majesté impériale et royale apostolique, et son am-

bassadeur extraordinaire près S. M. impériale de toutes les Russies.

Le sieur Maximilien, comte de Merveld, chevalier de l'ordre Teutonique et de l'ordre militaire de Marie-Thérèse; chambellan et général-major de cavalerie dans les armées de sa dite Majesté l'Empereur et Roi;

Et le sieur Ignace, baron de Degelman, ministre plénipotentiaire de sa dite Majesté près la République helvétique;

Et la République française, Bonaparte, Général en chef de l'armée française en Italie;

Lesquels, après l'échange de leurs pleins-pouvoirs respectifs, ont arrêté les articles suivans:

ARTICLE PREMIER.

Il y aura à l'avenir, et pour toujours, une paix solide et inviolable entre S. M. l'Empereur des Romains, roi de Hongrie et de Bohême, ses héritiers et successeurs, et la République française. Les parties contractantes apporteront la plus grande attention à maintenir entre elles et leurs Etats une parfaite intelligence, sans permettre dorénavant que de part ni d'autre on commette aucune sorte d'hostilités par terre ou par mer, pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce puisse être; et on évitera soigneusement tout ce qui pourrait altérer à l'avenir l'union heureusement établie. Il ne sera donné aucun secours ou protection, soit directement, soit indirectement, à ceux qui voudraient porter quelque préjudice à l'une ou à l'autre des parties contractantes.

II.

Aussi-tôt après l'échange des ratifications du présent traité, les parties contractantes feront lever tout séquestre mis sur les biens, droits et revenus des particuliers résidant sur les territoires respectifs et les pays qui y sont réunis, ainsi que des établissemens publics qui y sont situés : elles s'obligent à acquitter tout ce qu'elles peuvent devoir pour fonds à elles prêtés par les dits particuliers et établissemens publics, et à payer ou rembourser toutes rentes constituées à leur profit sur chacune d'elles.

Le présent article est déclaré commun à la République cisalpine.

III.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la République française, à tous ses droits et titres sur les ci-devant provinces Belgiques, connues sous le nom de Pays-Bas autrichiens. La République française possédera ces pays à perpétuité, en toute souveraineté et propriété, et avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

IV.

Toutes les dettes hypothéquées avant la guerre, sur le sol des pays énoncés dans les articles précédens, et dont les contrats seront revêtus des formalités d'usage, seront à la charge de la République française. Les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et

de Bohême, en remettront l'état, le plutôt possible, au plénipotentiaire de la République française, et avant l'échange des ratifications, afin que, lors de l'échange, les plénipotentiaires des deux puissances puissent convenir de tous les articles explicatifs ou additionnels au présent article, et les signer.

V.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent à ce que la République française possède en toute souveraineté les îles ci-devant vénitiennes du Levant; savoir : Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure, Cerigo, et autres îles en dépendantes, ainsi que Butrinto, Larta, Vonizza, et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens, en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino.

VI.

La République française consent à ce que S. M. l'Empereur et Roi possède en toute souveraineté et propriété les pays ci-dessous désignés; savoir : l'Istrie, la Dalmatie, les îles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les Etats héréditaires de S. M. l'Empereur et Roi, la mer Adriatique, et une ligne qui partira du Tyrol, suivra le torrent en avant de la Gardola, traversera le lac de Garda jusqu'à la Cise; de-là une ligne militaire jusqu'à San-Giacomo, offrant un avantage égal aux deux parties, laquelle sera désignée par des officiers du génie nommés de part

et d'autre avant l'échange des ratifications du présent traité. La ligne de limite passera ensuite entre l'Adige à San-Giacomo, suivra la rive gauche de cette rivière jusqu'à l'embouchure du canal Blanc, y compris la partie de Porto-Legnago qui se trouve sur la rive droite de l'Adige, avec l'arrondissement d'un rayon de trois mille toises. La ligne se continuera par la rive gauche du canal Blanc, la rive gauche du Tartaro, la rive gauche du canal dit la Polisella, jusqu'à son embouchure dans le Pô, et la rive gauche du grand Pô jusqu'à la mer.

VII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, renonce à perpétuité, pour elle, ses successeurs et ayant-cause, en faveur de la République cisalpine, à tous les droits et titres provenant de ces droits, que sa dite Majesté pourrait prétendre sur les pays qu'elle possédait avant la guerre, et qui font maintenant partie de la République cisalpine, laquelle les possédera en toute souveraineté et propriété, avec tous les biens territoriaux qui en dépendent.

VIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, reconnaît la République cisalpine comme puissance indépendante.

Cette République comprend la ci-devant Lombardie autrichienne, la Bergamasque, le Bressan, le Cremasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des Etats ci-devant véni-

tiens, à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'article VI, pour la frontière des Etats de S. M. l'Empereur, en Italie; le Modénois, la principauté de Massa et Carrara, et les trois légations de Bologne, Ferrare et la Romagne.

IX.

Dans tous les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, il sera accordé à tous les habitans et propriétaires quelconques, main-levée du sequestre mis sur leurs biens, effets et revenus, à cause de la guerre qui a eu lieu entre S. M. Impériale et Royale et la République française, sans qu'à cet égard ils puissent être inquiétés dans leurs biens ou personnes. Ceux qui à l'avenir voudront cesser d'habiter les dits pays, seront tenus d'en faire la déclaration trois mois après la publication du traité de paix définitif : ils auront le terme de trois ans pour vendre leurs biens-meubles, immeubles, ou en diposer à leur volonté.

X.

Les pays cédés, acquis ou échangés par le présent traité, porteront à ceux auxquels ils demeureront, les dettes hypothéquées sur leur sol.

XI.

La navigation de la partie des rivières et canaux servant de limites entre les possessions de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de la République cisalpine, sera libre, sans que l'une ni

l'autre puissance puisse y établir aucun péage, ni tenir aucun bâtiment armé en guerre ; ce qui n'exclut pas les précautions nécessaires à la sûreté de la forteresse de Porto-Legnago.

XII.

Toutes ventes ou aliénations faites, tous engagemens contractés, soit par les villes ou par le gouvernement ou autorités civiles et administratives des pays ci-devant vénitiens, pour l'entretien des armées allemandes et françaises, jusqu'à la date de la signature du présent traité, seront confirmés et regardés comme valides.

XIII.

Les titres domaniaux et archives des différens pays cédés ou échangés par le présent traité, seront remis, dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété. Les plans et cartes des forteresses, villes et pays que les puissances contractantes acquièrent par le présent traité, leur seront fidèlement remis.

Les papiers militaires et registres pris dans la guerre actuelle aux états-majors des armées respectives, seront pareillement rendus.

XIV.

Les deux parties contractantes, également animées du desir d'écarter tout ce qui pourrait nuire à la bonne intelligence heureusement établie entre elles, s'engagent, de la manière la plus solennelle, à contribuer

de tout leur pouvoir au maintien de la tranquillité intérieure de leurs états respectifs.

XV.

Il sera conclu incessamment un traité de commerce établi sur des bases équitables, et telles qu'elles assurent à S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et à la République française, des avantages égaux à ceux dont jouissent, dans les états respectifs, les nations les plus favorisées.

En attendant, toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans l'état où elles étaient avant la guerre.

XVI.

Aucun habitant de tous les pays occupés par les armées autrichiennes et françaises, ne pourra être poursuivi ni recherché, soit dans sa personne, soit dans ses propriétés, à raison de ses opinions politiques ou actions civiles, militaires et commerciales, pendant la guerre qui a eu lieu entre les deux puissances.

XVII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, ne pourra, conformément aux principes de neutralité, recevoir dans chacun de ses ports, pendant le cours de la présente guerre, plus de six bâtimens armés en guerre, appartenans à chacune des puissances belligérantes.

XVIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, s'oblige à céder au duc de Modène, en indemnité des pays que ce Prince et ses héritiers avaient en Italie, le Brisgaw, qu'il possédera aux mêmes conditions que celles en vertu desquelles il possédait le Modénois.

XIX.

Les biens fonciers et personnels non aliénés de leurs altesses royales l'archiduc Charles et l'archiduchesse Christine, qui sont situés dans les pays cédés à la République française, leur seront restitués, à la charge de les vendre dans l'espace de trois mois.

Il en sera de même des biens fonciers et personnels de son altesse royale l'archiduc Ferdinand, dans le territoire de la République cisalpine.

XX.

Il sera tenu à Rastadt un congrès uniquement composé des plénipotentiaires de l'Empire germanique et de ceux de la République française, pour la pacification entre ces puissances. Ce congrès sera ouvert un mois après la signature du présent traité, ou plutôt, s'il est possible.

XXI.

Tous les prisonniers de guerre faits de part et d'autre, et les ôtages enlevés ou donnés pendant la guerre, qui n'auraient pas été restitués, le seront dans quarante

jours, à dater de celui de la signature du présent traité.

XXII.

Les contributions, livraisons, fournitures et prestations quelconques de guerre, qui ont eu lieu dans les Etats respectifs des puissances contractantes, cesseront, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent traité.

XXIII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République française, conserveront entre elles le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que celui qui a été constamment observé avant la guerre.

Sa dite Majesté et la République cisalpine auront entre elles le même cérémonial d'étiquette que celui qui était [illegible]ge entre sa dite Majesté et la République de Venise.

XXIV.

Le présent traité de paix est déclaré commun à la République batave.

XXV.

Le présent traité sera ratifié par S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République française, dans l'espace de trente jours, à dater d'aujourd'hui, ou plutôt, si faire se peut; et les actes de ratification, en due forme, seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, près d'Udine, le 17 octobre 1797 (26 vendémiaire, an VI de la République, une et indivisible).

Signés : BONAPARTE; *le marquis* DE GALLO; LOUIS, *comte* DE COBENZEL; *le comte* DE MEERVELDT, *général-major; le baron* DE DEGELMANN.

Articles secrets, ou convention additionnelle du traité de Campo-Formio, du 26 vendémiaire an VI.

ARTICLE PREMIER.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, consent que les limites de la République française s'étendent jusqu'à la ligne ci-dessous désignée, et s'engage à employer ses bons offices lors de la paix avec l'Empire germanique pour que la République française obtienne cette même ligne; savoir :

La rive gauche du Rhin, depuis la frontière de la Suisse, au-dessous de Bâle, jusqu'au confluent de la Nette au-dessus d'Andernach, y compris la tête de pont de Manheim sur la rive gauche du Rhin, et la ville et forteresse de Mayence, l'une et l'autre rive de la Nette, depuis son embouchure jusqu'à sa source près de Bruch, de-là une ligne passant par Senscherode et Borley jusqu'à Kerpen, et de cette ville à Udelhofen, Blankenheim, Marmagen, Jactenigt, Cale, Gemund, et compris les arrondissemens et banlieues de ces communes, puis les deux rives de l'Olff jusqu'à son embouchure dans la Roër, les deux rives de la Roër, en

y comprenant Heimbach, Nideggen, Duren et Juliers, avec leurs arrondissemens et banlieues, ainsi que les villages riverains et leur arrondissement, jusqu'à Limnich, de-là une ligne passant Roffems et Thalens, Dalen, Hilas, Padermod, Laterforst, Radenberg, Haversloo, s'il se trouve dans la direction de la ligne, Anderheide, Halderkirchen, Wambach, Herringen et Grobray, avec la ville de Vanloo et son arrondissement; et si, malgré les bons offices de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, l'Empire germanique ne consentait pas à l'acquisition par la République française de la ligne de limite ci-dessus désignée, S. M. l'Empereur et Roi s'engage formellement à ne fournir à l'armée d'Empire que son contingent, qui ne pourra être employé dans les forteresses, sans que par-là il soit porté aucune atteinte à la paix et à l'amitié qui viennent d'être établies entre sa dite Majesté et la République française.

II.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, employera également ses bons offices lors de la pacification avec l'Empire germanique,

1°. Pour que la navigation du Rhin soit libre pour la République française et les Etats de l'Empire situés sur la rive droite de ce fleuve, depuis Huningue jusqu'à son entrée dans le territoire de la République batave.

2°. Pour que le possesseur de la partie allemande opposée à l'embouchure de la Moselle, ne puisse jamais ni sous aucun prétexte que ce soit, s'opposer à

la libre navigation et sortie des bâteaux, barques ou autres bâtimens hors de l'embouchure de cette rivière.

3°. Pour que la République française ait la libre navigation de la Meuse, et que les péages et autres droits qui pourraient se trouver établis depuis Vanloo jusqu'à son entrée dans le territoire batave, soient supprimés.

III.

S. M. I. et R. renonce, pour elle et ses successeurs, en faveur de la République française, à la souveraineté et propriété du comté de Falkenstein et de ses dépendances.

IV.

Les pays que S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, doit posséder en vertu de l'article VI du traité patent définitif signé aujourd'hui, serviront de compensation pour les pays auxquels elle a renoncé par les articles III et VII patens du traité, et par l'article précédent.

Cette renonciation n'a de valeur qu'autant que les troupes de S. M. I. et R. occuperont les pays qu'elle acquiert par l'article sus dit.

V.

La République française employera ses bons offices pour que S. M. l'Empereur acquière en Allemagne l'archevêché de Salzbourg et la partie du cercle de Bavière située entre l'archevêché de Salzbourg, la rivière de l'Inn et de Salza, et le Tyrol, y compris la ville de

Wasserbourg, sur la rive droite de l'Inn, avec l'arrondissement d'un rayon de 3000 toises.

VI.

S. M. I. et R. cédera à la paix de l'Empire, à la République française, la souveraineté et propriété du Frickthal, et de tout ce qui appartient à la maison d'Autriche à la rive gauche du Rhin entre Zurzach et Bâle, moyennant qu'à la paix sus dite S. M. obtienne une compensation proportionnelle en Allemagne qui soit à sa convenance.

La République française réunira les dits pays à la République helvétique, moyennant les arrangemens qu'elles pourraient prendre entre elles, sans porter préjudice à S. M. l'Empereur et Roi, ni à l'Empire.

VII.

Il est convenu, entre les deux puissances contractantes, que si lors de la pacification prochaine de l'Empire germanique, la République française fait une acquisition en Allemagne, S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, doit également y obtenir un équivalent, et réciproquement, si S. M. I. et R. fait une acquisition de cette espèce, la République française obtiendra un pareil équivalent.

VIII.

Il sera donné une indemnité territoriale au prince de Nassau-Dietz, ci-devant Stadthouder d'Hollande; cette indemnité territoriale ne pourra être prise dans le voi-

sinage des possessions autrichiennes, ni dans celui de la République batave.

IX.

La République française n'a point de difficulté à restituer au roi de Prusse ses possessions sur la rive gauche du Rhin; en conséquence il ne sera question d'aucune acquisition nouvelle pour le roi de Prusse, ce que les deux puissances contractantes se garantissent mutuellement.

X.

Si le roi de Prusse consent à céder à la République française et à la République batave de petites portions de son territoire qui se trouvent sur la rive gauche de la Meuse, ainsi que l'enclave de Sevenaer et autres possessions vers l'Yssel, S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, employera ses bons offices pour rendre praticables les dites cessions et les faire adopter par l'Empire germanique.

L'inexécution du présent article ne pourra point détruire l'effet de l'article précédent.

XI.

S. M. l'Empereur ne s'oppose pas à l'usage que la République française a fait des fiefs impériaux en faveur de la République ligurienne.

S. M. l'Empereur réunira ses bons offices à ceux de la République française, pour que l'Empire germanique renonce aux droits de suzeraineté qu'il pourrait avoir en Italie, et spécialement sur les pays qui font

partie des Républiques cisalpine et ligurienne, ainsi que sur les fiefs impériaux, tels que la Lusignana et tous ceux situés entre la Toscane et les Etats de Parme, les Républiques ligurienne et lucquoise, et le ci-devant Modenois, lesquels fiefs feront partie de la République cisalpine.

XII.

S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et la République française, réuniront leurs bons offices lors de la pacification de l'Empire germanique, pour que les différens Princes et Etats de l'Empire qui se trouvent éprouver quelques pertes de territoire et des droits en conséquence des stipulations du présent traité de paix, ou enfin par suite du traité à conclure avec l'Empire germanique, et particulièrement les électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, l'électeur palatin de Bavière, le duc de Wurtemberg et Teck, le margrave de Bade, le duc de Deux-Ponts, les landgraves de Hesse-Cassel et de Darmstadt, les princes de Nassau Sarbruck, de Salm-Kyrbourg, Löwenstein-Wertheim et de Wiedrunkel, et le comte de la Leyen, obtiennent en Allemagne des indemnités convenables, qui seront réglées d'un commun accord avec la République française.

XIII.

Les troupes de S. M. l'Empereur évacueront, vingt jours après l'échange des ratifications du présent traité, la ville et forteresse de Mayence, Ehrenbreitstein, Philipsbourg, Manheim, Königstein, Ulm et Ingol-

stadt, ainsi que tout le territoire appartenant à l'Empire germanique, jusqu'à ses Etats héréditaires.

XIV.

Les présens articles secrets auront la même force que s'ils étaient insérés mot pour mot dans le traité de paix patent signé aujourd'hui.

Ils seront ratifiés à la même époque par les deux parties contractantes, et les actes de ratification en due forme seront échangés à Rastadt.

Fait et signé à Campo-Formio, le 17 octobre 1797, 27 vendémiaire, an VI de la République française, une et indivisible.

BONAPARTE; *le marquis* DE GALLO; LOUIS, *comte* DE COBENZEL; *le comte* DE MEERVELDT, *général-major*; *le baron* DE DEGELMANN.

Convention dite militaire entre S. M. l'Empereur, roi, et la République française, signée à Rastadt le premier décembre 1797.

En exécution du traité de Campo-Formio, et de la convention additionnelle, les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et les plénipotentiaires de la République française, s'étant réunis avec les généraux respectifs chargés d'ordonner les mouvemens d'évacuation, sont convenus des articles suivans, et se les sont mutuellement garantis.

ARTICLE PREMIER.

Les troupes de S. M. l'Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et celles de l'Empire, qui sont à sa solde, évacueront le territoire de l'Empire, de manière que le 25 décembre (5 nivôse) elles soient dans les Etats héréditaires de S. M. et au-delà de la rivière de l'Inn.

II.

Le contingent de S. M. l'Empereur repassera le Lech et ne pourra être employé dans les forteresses de l'Empire.

III.

Les troupes autrichiennes de la garnison de Mayence ne pourront, au 25 décembre, excéder quinze mille hommes.

IV.

Le même jour l'armée française évacuera les pays vénitiens, que doit occuper S. M. l'Empereur.

V.

Il restera quinze mille hommes de troupes françaises dans les sus dits pays vénitiens, tant pour former les garnisons des différentes places fortes, que pour maintenir l'ordre.

VI.

Le 20 décembre, les troupes de S. M. l'Empereur auront évacué les places de Manheim, Philipsbourg,

Ehrenbreitstein, Ulm, Ingolstadt et Wurzbourg, et elles les remettront à qui il appartient : l'artillerie et l'approvisionnement de guerre et de bouche existant actuellement dans ces places, et appartenant à S. M. l'Empereur, devront être évacués à cette époque.

VII.

Les troupes de S. M. l'Empereur, l'artillerie, ainsi que les approvisionnemens de guerre et de bouche appartenant à S. M. sortiront de la ville de Mayence, de manière à ce que le 30 décembre (10 nivôse) cette opération soit entièrement achevée.

VIII.

Le 10 décembre (20 frimaire) les troupes françaises investiront la ville de Mayence, en laissant les communications ouvertes aux troupes autrichiennes.

IX.

Avant le 8 décembre (18 frimaire) les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur déclareront à l'Empire « que l'intention de leur souverain est d'évacuer le territoire et les forteresses de l'Empire. »

X.

Les plénipotentiaires de S. M. l'Empereur s'emploieront pour procurer aux troupes françaises, de la part de l'électeur de Mayence, ou de celle de l'Empire, l'occupation de la ville de Mayence pendant le cours des négociations, de manière que les troupes

françaises puissent y être le 30 décembre (10 nivôse); et si l'électeur de Mayence ou l'Empire ne voulait pas y consentir, la République française pourra les obliger par la force.

XI.

Les généraux français, commandant les troupes qui se trouvent autour de la forteresse d'Ehrenbreitstein, donneront aux troupes autrichiennes qui évacueront cette place, toutes les facilités nécessaires pour leur passage : ils procureront en même temps aux généraux autrichiens, les chevaux, bateaux et autres moyens nécessaires au transport de l'artillerie et des munitions de guerre et de bouche.

XII.

Les troupes françaises et cisalpines évacueront le 30 décembre (10 nivôse) les places de Palma-Nuova, Osoppo, Porto-Legnago, Vérone et les deux châteaux, Venise et le territoire vénitien, jusqu'à la ligne de démarcation.

XIII.

Le général, commandant les troupes de S. M. l'Empereur en Italie, et le général commandant les troupes françaises, prendront toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de l'article VI du traité de Campo-Formio : ces deux généraux se concerteront également pour lever tous les obstacles qui pourroient s'opposer à l'occupation, pour le 30 décembre (10 nivôse) par les troupes impériales, des

pays et des forteresses qu'elles doivent occuper en conséquence du sus dit article V de la convention additionnelle et secrète.

XIV.

S'il restait encore de l'artillerie et des magasins de guerre et de bouche appartenant à la République française dans les pays ou forteresses que son armée évacuera en Italie, lorsque ces pays ou forteresses seront occupés par les troupes de S. M. l'Empereur, il sera accordé toute facilité et protection nécessaire pour l'évacuation des dits magasins.

Fait et signé à Rastadt, le premier décembre 1797 (11 frimaire, an VI de la République française).

Signés à l'original :

BONAPARTE; LOUIS DE COBENZEL; *le comte* DE BAILLET DE LATOUR; *le comte* DE MEERVELDT.

Traité entre la France et la République de Venise, signé à Milan le 16 mai 1797 (27 floréal an V).

Le Directoire exécutif de la République française, et le grand conseil de la République de Venise, voulant rétablir sans délai l'harmonie et la bonne intelligence qui régnaient entre elles, conviennent des articles suivans :

ARTICLE PREMIER.

Il y aura paix et amitié entre la République française et la République de Venise. Toutes les hostilités cesseront dès à présent.

II.

Le grand conseil ayant à cœur le bien de sa patrie et le bonheur de ses concitoyens, et voulant que les scènes qui ont eu lieu contre les Français ne puissent plus se renouveler, renonce à ses droits de souverain, ordonne l'abdication de l'aristocratie héréditaire, et reconnaît la souveraineté de l'Etat dans la réunion de tous les citoyens, sous la condition expresse cependant que le nouveau Gouvernement garantira la dette publique nationale, l'entretien des pauvres gentilshommes qui ne possèdent aucuns biens-fonds, et les pensions viagères accordées jusqu'à présent sous le titre de provisions.

III.

La République française, sur la demande qui lui en a été faite, voulant contribuer autant qu'il est en elle à la tranquillité de la ville de Venise et au bonheur de ses habitans, accorde une division de troupes françaises pour y maintenir l'ordre et la sûreté des personnes et des propriétés, et pour seconder les premiers pas du Gouvernement dans toutes les parties de son administration.

IV.

La station des troupes françaises à Venise n'ayant pour but que la protection des citoyens, elles se retireront aussi-tôt que le nouveau Gouvernement sera établi et qu'il déclarera n'avoir plus besoin de leur assistance. Les autres divisions de l'armée française évacueront également toutes les parties du territoire vénitien qu'elles

occupent dans la terre ferme, lors de la conclusion de la paix continentale.

V.

Le premier soin du Gouvernement provisoire sera de faire terminer le procès des inquisiteurs et du commandant du fort de Lido, prévenus d'être les auteurs et instigateurs des paysans véronnois, et de l'assassinat commis dans le port de Venise; il désavouera d'ailleurs les faits de la manière la plus convenable et la plus satisfaisante pour le Gouvernement français.

VI.

Le Directoire exécutif, par l'organe du Général en chef de l'armée, accorde pardon et amnistie générale pour tous les autres Vénitiens qui seraient accusés d'avoir pris part à toute conspiration contre l'armée française, et tous les prisonniers seront mis en liberté, aussi-tôt après la pacification. Le présent traité sera ratifié par les hautes parties contractantes dans le plus court délai possible, pour sortir son entière exécution.

Ainsi a été, etc.

Milan, le 27 floréal an V.

Signés : BONAPARTE, LALLEMAND, FRANÇOIS DONA, LÉONARD JUSTINIANI et LOUIS MOCENIGO.

Articles secrets.

ARTICLE PREMIER.

La République française et celle de Venise s'entendront entre elles pour l'échange de différens territoires.

II.

La République de Venise versera dans la caisse du payeur de l'armée d'Italie, trois millions tournois en numéraire; savoir: un million dans le mois de prairial prochain, un second million dans le mois de messidor, et le troisième million lorsque le Gouvernement provisoire sera entièrement organisé.

III.

La République de Venise fournira pour la valeur de trois autres millions tournois, en chanvres, cordages, agrès et autres objets nécessaires à sa marine, sur la réquisition des commissaires qui seront nommés par le Général en chef de l'armée, et en tant que ces objets existeront réellement dans le magasin ou dépôt de l'arsenal.

IV.

La République de Venise fournira en outre trois vaisseaux de ligne et deux frégates en bon état, armés et équipés de tout ce qui est nécessaire, sans comprendre l'équipage, et au choix du Général en chef, qui de son côté promet au Gouvernemant vénitien la

médiation de la République française pour terminer les différends survenus entre celle de Venise et la régence d'Alger.

V.

La République de Venise remettra enfin aux commissaires à ce destinés, vingt tableaux et cinq cents manuscrits au choix du Général en chef.

Les cinq articles ci-dessus, quoique convenus et transcrits séparément, sont néanmoins essentiellement inhérens au traité ostensible conclu cejourd'hui entre les deux Républiques, et n'en sont, par le fait, que la continuation; en sorte que la non exécution d'un seul des articles secrets rendrait le traité entier nul et comme non stipulé.

Ainsi il a été arrêté et convenu; savoir : au nom de la République française, par le citoyen Bonaparte, Général en chef de l'armée d'Italie, et par le citoyen Lallemand, ministre plénipotentiaire de la République française près celle de Venise, et au nom du Directoire exécutif.

Et au nom du grand conseil vénitien, par MM. François Dona, Léonard Justiniani et Louis Mocenigo, députés munis des pleins pouvoirs, dont l'original est annexé au traité ostensible de ce jour.

Fait et signé à Milan, 16 mai 1797 (v. st.).

Suivent les signatures.

Convention faite par le général Bonaparte et le ministre Faypoult, avec les députés de la République de Gênes, le 6 *juin* 1797.

La République française et la République de Gênes, voulant consolider l'union et l'harmonie qui de tout temps a existé entre elles; et le Gouvernement de Gênes croyant que l'avantage de la nation gênoise exige que dans les circonstances présentes il lui rende le dépôt de la souveraineté qu'elle lui avait confié, la République française et la République de Gênes sont convenues des articles suivans:

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement de la République de Gênes reconnaît que la souveraineté réside dans la réunion de tous les citoyens du territoire gênois.

II.

Le pouvoir législatif sera confié à deux conseils représentatifs, l'un de trois cents, l'autre de cent cinquante membres. Le pouvoir exécutif appartiendra à un sénat de douze membres présidé par un doge. Le doge et les sénateurs seront nommés par les deux conseils.

III.

Chaque commune aura une municipalité; et chaque district une administration.

IV.

Les modes d'élection de toutes les autorités, la circonscription des districts, la portion d'autorité confiée à chaque corps, l'organisation du pouvoir judiciaire et de la force militaire, seront déterminés par une commission législative, qui sera chargée de rédiger la constitution et toutes les lois organiques du Gouvernement, en ayant soin de ne rien faire qui soit contraire à la religion catholique, de garantir les dettes consolidées, de conserver le Port-Franc de la ville de Gênes, la banque de S.-George, et de prendre des mesures pour qu'il soit pourvu, autant que les moyens le permettront, à l'entretien des nobles pauvres existans actuellement. Cette commission devra achever son travail dans un mois, à compter du jour de sa formation.

V.

Le peuple se retrouvant réintégré dans ses droits, toute espèce de privilége et d'organisation particulière, qui rompt l'unité de l'État, se trouve nécessairement annullée.

VI.

Le Gouvernement provisoire sera confié à une commission de gouvernement composée de vingt-deux membres, présidée par le doge actuel, qui sera installée le 14 du présent mois de juin, 26 prairial, an V de la République française.

VII.

Les citoyens qui seront appelés à composer le Gouvernement provisoire de la République de Gênes, ne pourront en refuser les fonctions, sans être considérés comme indifférens au salut de la patrie, et condamnés à une amende de deux mille écus.

VIII.

Quand le Gouvernement provisoire sera formé, il déterminera les réglemens nécessaires pour la forme de ses délibérations. Il nommera dans la première semaine de son installation, la commission législative chargée de rédiger la constitution.

IX.

Le Gouvernement provisoire pourvoira aux justes indemnités dues aux Français qui ont été volés dans les journées des 3 et 4 prairial (22 et 23 mai).

X.

La République française voulant donner une preuve de l'intérêt qu'elle prend au bonheur du peuple de Gênes, et desirant le voir réuni et exempt de factions, accorde une amnistie à tous les Gênois desquels elle avait à se plaindre, soit pour raison des 3 et 4 prairial, soit à l'occasion des événemens divers arrivés dans les fiefs impériaux. Le Gouvernement provisoire mettra la plus vive sollicitude à éteindre toutes les factions, à réunir tous les citoyens, et à les pénétrer de la né-

cessité de se réunir autour de la liberté publique, accordant à cet effet une amnistie générale.

XI.

La République française accordera à la République de Gênes, protection et même le secours de ses armées, pour faciliter, s'il est nécessaire, l'exécution des articles sus dits, et maintenir l'intégrité du territoire de la République de Gênes.

Proclamation du Général Bonaparte, portant acte d'indépendance de la Cisalpine, du 29 juin 1797.

La République cisalpine se trouvait depuis nombre d'années sous la domination de la maison d'Autriche. La République française a succédé à cette dernière par droit de conquête; elle y renonce dès aujourd'hui; et la République cisalpine est libre et indépendante. Reconnue par la France et par l'Empereur, elle le sera bientôt de toute l'Europe. Le Directoire exécutif de la République française, non content d'avoir employé son influence et les victoires des armées républicaines à assurer l'existence politique de la République cisalpine, étend plus loin ses sollicitudes, et convaincu que si la liberté est le premier des biens, une révolution qui s'ensuit est le plus terrible des fléaux, il donne au peuple cisalpin sa propre constitution, qui est le résultat des connaissances de la nation la plus éclairée. Le peuple cisalpin va donc passer du régime militaire à

un régime constitutionnel. Pour que ce passage se fasse sans secousses, sans anarchie, le Directoire exécutif a jugé devoir faire nommer pour cette seule fois les membres du Gouvernement et du corps législatif; de manière que le peuple ne nommera qu'après le laps d'un an aux places vacantes, conformément à la constitution. Depuis un grand nombre d'années il n'existait plus de Républiques en Italie, le feu sacré de la liberté y était étouffé, et la plus belle partie de l'Europe était sous le joug des étrangers. Il appartient à la République cisalpine de faire voir au monde, par sa sagesse, son énergie, et la bonne organisation de ses armées, que l'Italie moderne n'a pas dégénéré, et qu'elle est encore digne de la liberté.

Signé : BONAPARTE.

Bonaparte, Général en chef, au nom de la République française, et en conséquence de la proclamation ci-dessus, nomme membres du Directoire de la République cisalpine, les citoyens Serbelloni, Alexandri, Moscati, Paradisi. Le cinquième membre sera nommé dans le plus court terme. Ces quatre membres seront installés demain à Milan.

Signé : BONAPARTE.

Proclamation du Général Bonaparte, portant réunion de la Valteline, de Chiavenna et de Bormio, à la République cisalpine, en date du 10 *octobre* 1797 (19 *vendémiaire an VI*).

Les peuples de la Valteline, Chiavenna et Bormio, se sont soulevés contre les lois des Grisons, et se sont

ne reste plus de refuge à la Valteline contre la tyrannie, que dans la réunion à la République cisalpine,

Arrête, en vertu du pouvoir dont la République française se trouve investie, par la demande que les Grisons et les Valtelins ont faite de sa médiation, que les peuples de la Valteline, Chiavenna et Bormio, sont maîtres de se réunir à la République cisalpine.

FIN DU TOME SIXIÈME.





